

Recueil des Actes Administratifs

TOME 1/3

Octobre 2011

Recueil des Actes Administratifs

Décisions

**Rapportées en séance du Conseil municipal
du 3 octobre 2011**

**Décisions prises par Madame le Maire
depuis la dernière séance publique du Conseil Municipal.**

Communication

**Article L 2122-22 et L 2122-23 du
Code Général des Collectivités Territoriales :**

En application de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Le maire doit rendre compte des décisions à chacune des réunions obligatoires du conseil municipal. Cette communication ne donne pas lieu à un débat. L'ensemble des décisions, et leurs annexes, sont consultables auprès du Secrétariat Général – Service de l'Assemblée.

**Numéro de Synthèse de la décision
la décision**

- 2011/0221** D'attribuer le marché à la société GIR, basée à Villeurbanne, pour la fourniture, l'installation, le paramétrage d'un automate de distribution de clés et d'une armoire supplémentaire (64 clés), pour un montant de 16 038,00 € HT
- 2011/256** De signer l'avenant n°6 à la Convention de location du réseau haut débit entre la Ville de Montpellier et FREE
- 2011/278** De moderniser le traitement de son courrier et mettre en place une démarche d'amélioration du service public et de sécurisation de l'activité liée au courrier. A la suite d'une consultation d'entreprises réalisée dans le cadre d'une procédure adaptée conforme à l'article 28 du Code des Marchés Publics, la société ODYSSEE INGENIERIE a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse (117 185€ HT)
- 2011/290** D'attribuer le marché concernant les exhumations administratives des concessions temporaires et perpétuelles reprises par la Ville, avec enlèvement des matériaux et dépôt des dépouilles à l'ossuaire, pour l'année 2011 - jusqu'en fin mai 2012 à l'entreprise La Centrale du Funéraire pour 66720 € HT.
- 2011/296** De passer l'avenant de plus value au marché de réparation de structure du parking des Halles Laissac avec l'entreprise Cofex Littoral pour un montant de 3 500 euros HT
- 2011/298** De signer un contrat avec les représentants de la résidence pour personnes âgées "la roseraie Sainte Odile" située 16, rue Saint Vincent de Paul à Montpellier, afin de mettre en place un jardin partagé sur un terrain mis à disposition à titre gratuit par la résidence, dans le cadre de l'opération "Montpellier Main Verte"
- 2011/305** De défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ Brousse Bruno lequel occupe sans droit ni titre le domaine communal sis sur les rives du Verdanson au droit de la résidence universitaire du Pous de la Serre
- 2011/307** De confier à la société IACA l'entretien et la réparation des bornes de pointage avec lecteur motorisé pour un montant annuel de 3 000.00 € pour le lot 1 - entretien et réparation des bornes de pointages et de 3 000.00 € pour le lot 2 - fournitures de pièces détachées pour les bornes de pointage
- 2011/308** De conclure un contrat d'exposition avec cession de droits d'auteur conclu avec le Fonds Brassai, pour un montant de 10 000 € TTC et 300 € maximum de frais de déplacement, d'hébergement et de restauration dans le cadre de l'Exposition Brassai en Amérique 1957 au Pavillon Populaire
- 2011/309** D'attribuer un marché passé selon une procédure adaptée pour une prestation de navette bus (aller-retour Place de l'Europe-Grammont) voulant assister aux festivités se déroulant sur le site de Grammont le jour de la FETE NATIONALE pour un montant de 19 560 euros HT
- 2011/310** D'attribuer un marché à procédure adaptée pour la construction du groupe scolaire François MITTERRAND au bureau d'études ARTEBA - lot n°1: mission d'ordonnement de pilotage et coordination pour un montant de 99 404,80 € HT et au bureau d'étude C&G - lot n°2 : mission de synthèse pour un montant de 40 000 € HT

- 2011/311** D'accepter l'indemnité de sinistres d'un montant de 1 319 320,20€ suite au sinistre incendie Ecole Ludwig VAN BEETHOVEN
- 2011/312** De signer la convention de location du réseau haut débit entre la Ville de Montpellier et MIT pour le raccordement de clients pour une durée de dix ans
- 2011/313** D'apporter des modifications dans l'acte de création des régies de dépenses et de recettes, en élargissant les recettes encaissées et les dépenses autorisées afin de permettre aux régies des Maisons Pour Tous d'encaisser des recettes pour le compte de tiers
- 2011/314** De confier la réalisation de l'expertise des procédures dont résulte la transmission par la Ville aux services de l'Etat d'informations à portée fiscale (19 380 € HT) au groupement KPMG/Fiscalité & Territoire
- 2011/315** De confier à la société CEGELEC les travaux de remplacement des transformateurs et des cellules haute tension de la cuisine centrale pour un montant de 55 403,35 € HT
- 2011/316** De confier le marché 1M407 "Ateliers des métiers d'arts - Fabrication et pose d'enseignes signalétique" à l'entreprise ERI pour un montant de 16 520 euros HT
- 2011/317** De défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ SCI NOLU et SARL REALITES
- 2011/318** D'attribuer le marché "nettoyage et entretien du Centre Municipal Garosud" à la société NEWS SERVICES, classée seconde à l'analyse des offres, pour un montant total de commandes maximum de 100 000 € HT, pour une durée d'un an à compter du 18 juin 2011, suite au refus de la société G'NET
- 2011/319** D'attribuer le marché de travaux d'entretien exceptionnels des halles Laissac : aspiration bardages en toitures et poteaux, lavage et aspiration des sols, vitres intérieures en partie haute, vitres extérieures avec nacelle à la News Services pour un montant de 4 290 € HT, soit 5 131 € TTC
- 2011/320** D'attribuer le marché BPJEPS option Loisirs Tous Publics à l'association LES FRANCAS, de 1 à 12 agents pour 2 ans pour un montant de 54 000€ HT maximum
- 2011/321** D'attribuer le marché passé selon une procédure adaptée ayant pour objet la faisabilité d'un programme immobilier associant logements et commerces dans le secteur sud du quartier de la Mosson, au bureau d'études AXE SAONE pour un montant de 15 800 € HT pour l'ensemble du marché
- 2011/322** D'attribuer le marché "Contrat de maintenance des logiciels MARCO et prestations associées" à l'entreprise AGYSOFT pour une durée de 5 ans pour un montant mini de 5 000€ HT et pour un montant maxi de 20 000€ HT pour la période initiale, et pour un montant mini de 6 100 € HT et maxi de 27 000 € HT par périodes de reconduction. Le marché est conclu pour une période initiale de 7 mois et est reconductible par période d'un an, pour une durée maximale de reconduction de 3 ans.
- 2011/323** D'attribuer un marché de maîtrise d'oeuvre pour l'extension de l'office de la crèche Edelweiss à l'entreprise Atelier A5 - Delgado pour un montant de 14 000 € HT (mission de base + mission complémentaire)
- 2011/325** D'attribuer le marché à procédure adaptée à l'association des Ecologistes de l'Euzière concernant la formation "Approche naturaliste et biodiversité" pour tous les agents de la Mairie en fonction des demandes (Espaces verts, Parc zoologique, etc...), pour 15 à 120 agents, pour 2 ans, pour un montant de 1440€ HT par session
- 2011/326** D'attribuer le marché négocié "achat de matériel d'éclairage public, type GHM" à la société GHM pour un montant maximum de commandes de 46 250 € HT, pour une durée d'un an à compter de la date de notification, renouvelable une fois
- 2011/327** De conclure la convention de coproduction de spectacle au Théâtre Jean Vilar avec l'association Intime camarade, pour un montant de 9478.00€ HT
- 2011/328** De conclure des contrats de cession du droit d'exploitation de spectacles et convention de partenariat au Théâtre Jean Vilar pour la Saison 2011-2012, pour un montant total de 94 885.82€ HT
- 2011/329** D'attribuer le marché à procédure adaptée au groupement TRAVERSES, NEBOUT, VANEL pour un montant de 44.180 € HT pour la réalisation d'une Etude urbaine et paysagère du secteur « Lodève-Liberté »
- 2011/330** De réorganiser les régies de la Direction de la Culture et du Patrimoine en instituant une régie d'avances et de recettes "Lieux d'Art et d'Histoire" auprès de cette même Direction afin d'améliorer leur fonctionnement

- 2011/331** De créer 3 sous-régies: Carré Saint Anne, Pavillon Populaire, Galerie Saint Ravy, dans le cadre de la réorganisation des régies de la Direction de la Culture et du Patrimoine, et afin de faciliter le fonctionnement de la régie de recettes et d'avances Lieux d'Art et d'Histoire
- 2011/332** D'apporter des modifications dans l'acte de création de la régie de recettes concernant l'élargissement des recettes encaissées, afin d'assurer le bon fonctionnement de la régie de recettes Parcours Muséographique
- 2011/333** D'attribuer le marché négocié "achat de matériel d'éclairage public, MATS BETON" à la société STRADAL/AZULY pour un montant maximum de commandes de 46 250 € HT, pour une durée d'un an à compter de la date de notification, renouvelable une fois
- 2011/334** D'attribuer le marché passé selon une procédure adaptée concernant la création et la déclinaison d'un visuel et d'un concept graphique pour la saison 2011-2012 du théâtre Jean Vilar à l'entreprise Mine de Rien, pour un montant de 7 990 € HT
- 2011/335** D'attribuer le marché à bons de commande passé selon une procédure adaptée à la société Cabinet Fretay et associés pour l'expertise des véhicules mis en fourrière pour la ville de Montpellier d'un montant minimum de 5000 € HT et d'un montant maximum de 50 000 € HT pour la durée initiale du marché
- 2011/336** D'attribuer le marché passé selon une procédure adaptée concernant les permis avec ou sans code (poids-lourds et remorque), FIMO et FCO destinés aux agents de la Mairie de Montpellier, à l'entreprise AFT-IFTIM pour un montant de : Lot n°3 : 1470€ HT par agent, Lot n°4 : 450€ HT par agent
- 2011/337** Décide de confier la mission de CSPS du futur groupe scolaire Parc Marianne à la Société Qualiconsult Sécurité pour un montant de 5 280.00 € HT sur une durée de 30 jours
- 2011/338** De mettre à disposition de l'atelier La Capsule la galerie Saint Ravy pour une exposition d'oeuvres d'artistes plasticiens
- 2011/339** D'exercer le droit de préemption sur la propriété des Epoux GREIB située 7 rue Charancy (lot 3) cadastrée section BY 20, pour un montant de 29.810 € plus 4.000 € de commission
- 2011/340** D'attribuer le marché passé selon une procédure adaptée concernant les permis avec ou sans code (poids-lourds et remorque), FIMO et FCO destinés aux agents de la Mairie de Montpellier à l'entreprise ECF BOUSCAREN pour un montant de : Lot n°1 : 1500€ HT par agent, Lot n°2 : 730€ HT par agent
- 2011/341** D'attribuer le marché passé selon une procédure adaptée concernant une mission de mise en oeuvre technique d'une manifestation artistique dans l'espace public: ZAT 3, novembre 2011 à l'association Illusion et macadam, pour un montant de 89 500 € HT
- 2011/342** D'attribuer le marché passé selon une procédure adaptée: accompagnement à la production d'un manifestation artistique dans l'espace public: ZAT 3, novembre 2011, à l'association Illusion et Macadam, pour un montant de 89 460 € HT
- 2011/344** De mettre à disposition de Bertrand Riou la galerie Saint Ravy pour une exposition d'oeuvres d'artistes plasticiens
- 2011/345** D'attribuer le marché passé selon une procédure adaptée à l'entreprise T IMPRESSION pour un montant minimum de 10 000 € HT et pour un montant maximum de 20 000 € HT, dans le cadre de la mise en place des nouveaux moyens de paiement, en vue de promouvoir ce nouveau service via des cartes à destination des enfants bénéficiant des services de la Restauration scolaire et de la petite enfance et des clés USB afin de poursuivre la dématérialisation des documents budgétaires initiée en 2010
- 2011/346** De clôturer la régie d'avances et de recettes du Carré Saint Anne afin de créer une nouvelle régie "Lieux d'arts et d'histoire", afin d'améliorer le mode de fonctionnement de ces régies de la Direction de la Culture et du Patrimoine
- 2011/347** De modifier l'acte de création de la régie d'avances Manifestations Culturelles en ce qui concerne notamment l'élargissement des dépenses autorisées et des moyens de paiement
- 2011/348** D'apporter des modifications dans l'acte de création de la régie de dépenses et de recettes afin d'assurer le bon fonctionnement du Théâtre Jean Vilar, concernant notamment l'élargissement des dépenses payées

- 2011/349** D'établir une régie d'avances pour le paiement des salaires et des charges des intermittents du spectacle à la Direction de la Culture et du Patrimoine dans la limite de 3000 € afin d'améliorer les délais de paiement au GUSO (Guichet Unique du Spectacle Occasionnel) dans le cadre des manifestations organisées par la Ville de Montpellier, et de la sollicitation d'intermittents du spectacle (Direction de la Culture et du Patrimoine)
- 2011/350** D'établir une régie d'avances pour le paiement des salaires et des charges des intermittents du spectacle à la Direction de la Culture et du Patrimoine dans la limite de 3000 € afin d'améliorer les délais de paiement au GUSO (Guichet Unique du Spectacle Occasionnel) dans le cadre des manifestations organisées par la Ville de Montpellier, et de la sollicitation d'intermittents du spectacle (Direction de l'Action Territoriale)
- 2011/355** La Panacée Cité des Artistes - Projet Textopoly Contrat de cession du droit d'auteur, pour un montant de 7583.00 € HT et 1 500 € maximum de remboursement de frais de déplacement et de restauration
- 2011/356** D'attribuer le marché de prestations de service à la Fédération de Gymnastique pour l'organisation des Championnats du Monde de GRS à l'Aréna du 19 au 25 septembre 2011, pour un montant H.T. de 171 324 €
- 2011/357** De conclure la convention de participation aux équipements de la ZAC Port Marianne - Jardins de la Lironde avec la SARL Champlain dans le cadre d'un projet de résidence de tourisme de 38 logements
- 2011/358** De conclure la convention de participation à l'équipement de la ZAC Port Marianne - Jardins de la Lironde avec la SCI Fra Angelico Lironde I, dans le cadre d'un projet de construction de 74 logements en accession libre
- 2011/359** De mettre à disposition la Galerie Saint Ravy à Eric Poulain dans le cadre d'une exposition d'oeuvres d'artistes plasticiens
- 2011/360** D'annuler la convention de participation précédente en date du 16 novembre 2010 et de décider d'une nouvelle convention de participation au bénéfice de Madame Katia CELHAY, pour une SHON légèrement supérieure, suite à une modification du projet de construction et au dépôt d'un nouveau permis de construire
- 2011/361** D'attribuer un marché passé selon une procédure adaptée concernant l'assistance à maîtrise d'ouvrage dans la procédure de délégation de service public fourrière automobile pour accompagner la ville dans les étapes suivantes : analyse des offres des candidats sélectionnés, négociation du contrat et rédaction du rapport d'analyse des offres, à l'entreprise Service Public 2000 pour un prix global estimé par phase sur la base du bordereau de prix unitaires à 9 025 € HT pour la durée initiale du marché
- 2011/362** D'exercer le droit de préemption sur la propriété SERRANO située lieudit FRESCAU et cadastrée section PK 21, 103, 106, 108 pour un montant de 19.656 €
- 2011/363** De défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ Copropriété 12 boulevard du Jeu de Paume
- 2011/364** De défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ Copropriété 4 rue Alexandre Cabanel
- 2011/365** De défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ Copropriété 58 Grand rue Jean Moulin / 16 rue En Gondeau
- 2011/366** De défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ Madame Christine CLEMENTZ
- 2011/367** De défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ GMT
- 2011/368** D'attribuer le marché passé selon une procédure adaptée relatif à la mise en oeuvre d'une solution de gestion (logiciel) de l'espace public - Lot 1 : hors gestion des marchés de plein air; attributaire société SYNOX pour un montant forfaitaire de 91 173, 50 € HT; - Lot 2 : gestion des marchés de plein air, à société ITLR pour un montant forfaitaire de 47 920, 00 € HT et pour une durée de 28 mois
- 2011/369** De conclure une convention de participation avec la SNCF Gares & connexions dans le cadre du permis de construire de l'extension et de la modernisation de la gare Saint Roch située dans la ZAC Nouveau Saint Roch

- 2011/370** D'attribuer le marché Audit des dispositifs de retenue routiers sur le territoire de la Ville de Montpellier à l'entreprise ASCODE pour un montant H.T. de 10590 €
- 2011/375** D'attribuer le marché pour INGENIERIE DU DISPOSITIF INTERACTIF URBAIN PROGRAMME MONTPELLIER TERRITOIRE NUMERIQUE à la Société BYPE pour un montant maximum de 85 0000€ HT et une durée d'un an
- 2011/376** De défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ Madame RAHMANI
- 2011/377** De défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ Epoux MEYNADIER
- 2011/378** D'attribuer le marché pour l'Accompagnement du Projet MONTPELLIER TERRITOIRE NUMERIQUE à l'association KAWENGA pour un montant maximum de 85 000€ HT et une durée d'un an
- 2011/379** D'attribuer le marché concernant la recherche de mesures de polluants liés aux émissions d'une charpente traitée potentiellement à la créosote à l'entreprise CAP ENVIRONNEMENT pour un montant de 4 620,00 € HT
- 2011/380** D'attribuer le marché concernant le contrôle du vieillissement des poteaux des écoles élémentaires Antoine Balard, Simon Bolivar et André Boulloche à l'entreprise GINGER-CEBTP pour un montant de 16.110,00 € HT
- 2011/381** De décider la passation du marché de démontage de rayonnage mobile en Mairie B à l'entreprise FERALP MEDITERRANEE sise 84450 Courthézon pour un montant de 9 980,00 Euros HT
- 2011/382** D'attribuer le marché d' «Accompagnement pour la mise à disposition des données publiques projet Opendata et projet d'Alembert» à l'auto-entrepreneur Jérémie VALENTIN pour un montant estimé de 50 000 € HT pour une durée d'un an
- 2011/383** Décide de confier à la société CARRIER TRANSICOLD FRANCE l'entretien et la maintenance des enregistreurs permanents de température des 10 véhicules de la cuisine centrale pour un montant annuel de 3 840,00 € HT
- 2011/386** D'attribuer le marché négocié "achat de matériel d'éclairage public, projecteurs MEYER" à la société TECSO pour un montant maximum de commandes de 45 000 € HT, pour une durée d'un an à compter de la date de notification, renouvelable une fois
- 2011/0388** De défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ Association Kinésithérapie et Ergothérapie
- 2011/389** De signer la convention de location du réseau haut débit entre la Ville de Montpellier et Hérault Télécom pour le raccordement de clients pour une durée de dix ans
- 2011/390** D'attribuer le marché négocié "achat de matériel d'éclairage public, Projecteurs SILL" à la société PORTAL ECLAIRAGE pour un montant maximum de commandes de 46 250 € HT, pour une durée d'un an à compter de la date de notification, renouvelable une fois
- 2011/392** D'attribuer le marché à bons de commande sur 1 an à compter de la date de notification, et reconductible par période successive de un an pour une durée maximum de 6 ans à l'Agence Immobilière à Vocation Sociale (AIVS) pour la gestion de mandats de location adaptée pour divers locaux du domaine privé de la Ville de Montpellier avec une part fixe minimum de 140 € TTC pour 2 logements et maximum de 280 € TTC pour 4 logements (comprenant les frais de rédaction de bail et état des lieux arrivée et départ) et une part variable de la rémunération de la mission correspondant à la prise en charge de l'assurance « garantie des loyers impayés et assurance dégradation» (2.10% du loyer charges comprises) et des honoraires de gestion locative adaptée (5% du loyer hors charges)
- 2011/393** D'acquérir une carte d'abonnement AIR FRANCE pour la période 2011-2012 pour un montant de 610 € TTC
- 2011/394** D'attribuer le marché de «Maintenance et prestations du logiciel de gestion de flux K2» à la société K2 France pour un montant total minimum de 20 000 € HT et maximum de 80 000 € HT pour une durée d'un an renouvelable deux fois
- 2011/395** D'exercer le droit de préemption sur la propriété PROVOST située 7 rue Boussairolles (lot 47) cadastrée section HM 173, pour un montant de 15.960 € plus 5.000 € de commission

- 2011/396** De modifier l'acte de création de la régie d'avances dans le cadre de la réorganisation de la DCP, et pour assurer le bon fonctionnement de la régie d'avances Archives Municipales
- 2011/397** De modifier l'acte de création de la régie de recettes dans le cadre de la réorganisation de la DCP, et pour assurer le bon fonctionnement de la régie de recettes Archives Municipales
- 2011/398** D'attribuer le marché passé selon une procédure adaptée à la société Qualiconsult pour un montant de 8 250 € HT pour l'installation des illuminations de Noël dans de nombreuses rues du centre ville et de sa périphérie. Dans ce cadre, les décorations électriques accrochées sur des filins, candélabres et potences doivent faire l'objet d'un "contrôle technique et solidité" et de "vérifications électriques"
- 2011/399** De signer la convention d'occupation du Domaine Public autorisant Enjoy Montpellier à occuper la passerelle sise allée de la Citadelle
- 2011/400** D'attribuer les marchés "prestations de service de pressing et de blanchisserie" aux sociétés : - AV2 P CLEAN TENDANCE, pour le lot 1, pour un montant maximum de 10 000 € HT - EDEN PRESSING, pour le lot 2, pour un montant maximum de 10 000 € HT pour une durée d'un an à compter de leur notification
- 2011/402** D'attribuer le marché d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la mise à niveau du tunnel de la Comédie à la société INGEROP pour un montant de 160 450,00 € HT
- 2011/404** D'attribuer le marché de «Maintenance et prestations plate-forme XFRAME» à la société TELEBIG pour un montant total minimum de 11 000 € HT et maximum de 45 000 € HT pour une durée d'un an renouvelable trois fois
- 2011/406** D'attribuer le marché de «Prestation de surveillance d'applications informatiques» à la société WITBE pour un montant annuel minimum de 4 000 € HT et maximum annuel de 12 000 € HT pour une durée d'un an renouvelable deux fois
- 2011/407** De défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ Monsieur Mohamed OUARTSI et autres
- 2011/408** D'attribuer un marché de travaux de voirie, réseau pluvial et réseaux secs pour l'aménagement du carrefour rue de Font Couverte/Rue des Chasseurs dans le cadre d'un MAPA à l'entreprise EIFFAGE TRAVAUX PUBLICS MEDITERRANEE pour un montant de 139 874,26 € HT en 1 lot unique
- 2011/409** D'attribuer le marché à bons de commande pour la rénovation de sols coulés au sein des établissements scolaires et petite enfance à l'entreprise LUDOPARC pour un montant minimum de 22 375,00 € HT et pour un montant maximum de 89 500,00 € HT
- 2011/410** D'attribuer un marché passé selon une procédure adaptée pour la réalisation du gradinage de l'auditorium du centre d'art contemporain La Panacée à l'entreprise ERI (sous-traitant DUCROT), Z.A. du Bosc, 34130 Mudaison, pour un montant de 70 308.00 € HT
- 2011/411** De défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ SARL ALVAREZ FRERES, Menuiserie
- 2011/412** D'attribuer un marché passé selon une procédure adaptée pour une mission d'acoustique sur l'auditorium du centre d'art contemporain La Panacée à l'entreprise BET Pialot Escande
- 2011/413** D'attribuer le marché passé selon une procédure adaptée à l'agence Vanel Ingénieur Conseil pour un montant de 2 560,00 € HT pour la réalisation d'une étude de prolongation et de réaménagement de l'allée du Tiers-Etat située dans le quartier de Port Marianne (sud-est de Montpellier)
- 2011/415** D'exercer le droit de préemption sur la propriété de la SCI IMMOPHONE située 8 rue Aristide Ollivier (lot 4) cadastrée section HM 279, pour un montant de 38.000 € plus 2.000 € de commission
- 2011/416** De défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ GOALARD Marie-Thérèse
- 2011/419** De créer une régie de recettes pour l'encaissement des divers produits liés à l'exploitation du parking du nouvel Hôtel de Ville pour l'exploitation du parking du nouvel Hôtel de Ville s'inscrivant dans le cadre d'un Service Public Industriel et Commercial, géré en régie municipale dotée de l'autonomie financière, et comprenant une activité de vente de droits de stationnement

- 2011/422** De défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ Immeuble 7 rue des Etuves
- 2011/423** De défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ Madame Amina RAHMANI
- 2011/424** De saisir la Commission Consultative des Services Publics Locaux afin d'examiner pour l'exercice 2010 les rapports établis par les délégataires de service public, de présenter le rapport d'activité de la CCSPL en 2010 et le projet de renouvellement de la délégation de service public du parking Laissac suite à la procédure de délégation de service public infructueuse
- 2011/425** De conclure un contrat de prestation de service auprès de CONJUGUER, pour un accès à l'extranet des Villes membres de l'Association des Maires de Grandes Villes de France, pour un montant mensuel forfaitaire de 378,30 euros HT soit 4539,60 HT euros par an . La durée du contrat est de trois ans au delà de l'année en cours et le droit d'entrée est de 1 49,00 euros HT.



**Attribution d'un marché passé selon une procédure
adaptée : achat d'un automate de distribution de clés
d'une armoire (64 clés) supplémentaire**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2009/35 du 31 mars 2009 donnant délégation à Mr Frédéric TSITSONIS, adjoint délégué ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de faire l'acquisition d'un automate de distribution de clés et d'une armoire supplémentaire (64 clés) pour la gestion des véhicules municipaux dans le futur Hôtel de ville,
- Que la consultation a fait l'objet d'un marché passé en procédure adaptée sans publicité ni mise en concurrence (1M348) au sens des articles 28 du Code des Marchés Publics, dernier alinéa notamment dans les situations décrites au II de l'article 35,

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché à la société GIR, basée à Villeurbanne, pour la fourniture, l'installation, le paramétrage d'un automate de distribution de clés et d'une armoire supplémentaire (64 clés), pour un montant de 16 038,00 € HT. Le matériel est garanti un an,
- De dire que la dépense d'investissement sera imputée sur le budget de la Ville, compte par nature 2188,
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'Adjoint Délégué à signer ce marché.

Montpellier, le 19 août 2011

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Frédéric TSITSONIS

Publiée le : 22/08/11
Notifiée le :



Télécommunications
Mise à disposition de fibres optiques par la Ville de
Montpellier à FREE
Avenant n°6 Convention Ville / FREE

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 39/2009, donnant délégation à Monsieur DELAFOSSE Michaël, Adjoint au Maire ;

Considérant :

- Que le 25 juillet 2003, la Ville a, par convention, mis à disposition de FREE des liaisons optiques de son réseau haut débit Pégase pour permettre à la société d'offrir des accès internet dégroupés sur Montpellier. Cette convention a fait l'objet de 5 avenants en date des 7 octobre 2004, 22 novembre 2004, 31 janvier 2006, 14 décembre 2009 et 8 février 2010 ajoutant de nouvelles liaisons optiques à celles existantes.
- Que la société Free a été autorisée, par arrêté ministériel à exploiter des réseaux de télécommunications publics et privés sur le territoire français.
- Que la Ville de Montpellier dispose sur son territoire d'un réseau de câbles à fibres optiques PEGASE qu'elle se propose de mettre à la disposition d'opérateurs de télécommunications.
- Que pour les besoins de développement de ses réseaux, Free a sollicité de la Ville la mise à disposition d'une liaison optique supplémentaire de son réseau Pégase. Cette liaison optique représente un linéaire d'environ 1400 mètres portant le linéaire total de fibre optique mise à disposition à 80859 mètres.
- Qu'après négociation, Free a accepté les conditions présentées par la Ville se résumant comme suit :
 - o frais d'accès au service payés en une fois et correspondant aux travaux de raccordement dont le montant est de 859 €.
 - o redevance annuelle fixée à 2 € par mètre linéaire et par paire de fibres optiques base juin 2002 soit environ 161 718 €.

Décide en conséquence :

- D'approuver l'avenant n°6 à passer entre Free et la Ville.
- D'autoriser Monsieur le Trésorier principal municipal à faire recette des frais d'accès et de la redevance liés à cette convention.
- D'autoriser Madame le Maire ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 07/09/2011

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 08/09/2011
Notifiée le :



Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° 2011/0278

**Attribution d'un marché à procédure adaptée pour
l'acquisition et la mise en œuvre d'un logiciel de
gestion informatisée du courrier et du matériel de
dématérialisation**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2009/25 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à Monsieur Max Lévitá adjoint délégué ;

Considérant :

- que la Ville de Montpellier souhaite moderniser le traitement de son courrier, afin de mettre en place une démarche d'amélioration du service public et de sécurisation de l'activité liée au courrier,
- que dans ce cadre là, il est prévu l'acquisition d'un logiciel de gestion informatisée du courrier et son matériel de numérisation afin de dématérialiser le courrier et de permettre de piloter cette activité ,
- qu'à la suite d'une consultation d'entreprises réalisée dans le cadre d'une procédure adaptée conforme à l'article 28 du Code des Marchés Publics, la société ODYSSEE INGENIERIE a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse.

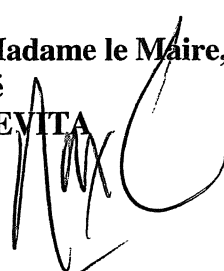
Décide en conséquence :

- d'attribuer le marché cité en objet à la société ODYSSEE INGENIERIE pour un montant de 117 185€ HT et pour une durée de 3 ans après le délai de garantie,
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget de la ville, au chapitre 900 pour l'acquisition, et 920 pour la maintenance
- d'autoriser Madame Le Maire ou Monsieur l'Adjoint Délégué à signer ce marché.

Montpellier, le 30/06/2011

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le : 01/07/2011
Notifiée le :



**Attribution d'un marché passé selon une procédure
adaptée pour les exhumations administratives des
concessions reprises par la Ville - 2011 - 2012**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté de délégation 2010/57/TR du 2 septembre 2010 donnant délégation à Mme Amina BENOARGHA-JAFFIOL, Adjointe déléguée ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder, au cimetière St Lazare, aux exhumations administratives des concessions perpétuelles en état d'abandon reprises par la Ville et des concessions temporaires échues, non renouvelées par les familles dans le délai légal de 2 ans après l'échéance.
- Que les matériaux déposés sur ces concessions seront enlevés et évacués du cimetière et les dépouilles déposées à l'ossuaire du même cimetière.
- Qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées, en date du 12 mai 2011, référencée 1M321, conformément aux articles 28 et 71 du code des Marchés Publics, l'entreprise La Centrale du Funéraire, domiciliée à CASTELNAU LE LEZ 34170, 586 avenue de l'Europe qui a été la seule entreprise à déposer un dossier de candidature, a présenté une offre répondant aux besoins exprimés.

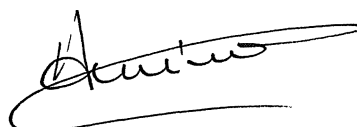
Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché des prestations précitées à l'entreprise La Centrale du Funéraire pour l'année 2011 et jusqu'à fin mai 2012, pour un montant de 66720 euros HT ;
- Que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville, Nature 62878 Fonction 920262 ;
- D'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjointe déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 20.07.2011

Pour Madame le Maire, Madame l'Adjointe
déléguée
Amina BENOARGHA JAFFIOL

Publiée le :
Notifiée le :



Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° 2011/0296

**Avenant de plus value au
Marché de réparation de structure du
Parking des Halles Laissac
Ville de Montpellier / Cofex Littoral**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2009-35 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à Monsieur Frédéric Tsitsonis, adjoint délégué :

Considérant :

- Que l'entreprise COFEX LITTORAL, sise avenue de la gare, 30540 Milhaud, est titulaire du marché de travaux de réparation de structure du parking des Halles Laissac notifié le 26 avril 2011 pour un montant total de 94 983 euros H. T. (quatre-vingt quatorze mille neuf cent quatre-vingt trois euros Hors Taxes),
- Qu'à la suite de l'apparition de nouvelles fissures importantes dans les poutres porteuses de la structure, il y a lieu de réaliser des travaux supplémentaires de réparation.

Entreprise Titulaire	Montant initial du Marché en Euros H.T.	Montant de l'avenant n°1	Nouveau Montant du Marché en euros H. T.	Pourcentage : Montant Avenant/Montant initial
COFEX LITTORAL	94 983,00	3 500,00	98 483,00	3,68%

Décide en conséquence :

- D'établir l'avenant de plus value au marché de réparation de structure du parking des Halles Laissac à Cofex Littoral, sise avenue de la Gare, 30540 Milhaud, pour un montant de 3 500 euros H.T. (trois mille cinq cent euros H.T.).
- D'autoriser Madame le Maire, ou à défaut, Monsieur l'Adjoint délégué, à signer l'avenant de plus value avec Cofex Littoral et plus généralement tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 31/08/2011

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Frédéric TSITSONIS



Publiée le : 01/09/2011
Notifiée le :



**Contrat entre la Ville de Montpellier et la Résidence
pour personnes âgées "La Roseraie Sainte Odile" pour
la création d'un jardin partagé**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'Arrêté 2011/0489 du 18 février 2011 donnant délégation à M. Serge Fleurence, Adjoint délégué,

Considérant :

- qu'il y a lieu de mettre en place un espace collectif de jardinage dans la Résidence pour personnes âgées « la roseraie Sainte Odile » sise 16 rue Saint Vincent de Paul, à Montpellier, dans le cadre de l'opération « Montpellier Main Verte » ;
- que le Directeur de la Résidence s'engage à :
 - o mettre à disposition gracieusement l'espace déterminé pour l'usage d'un jardin partagé ;
 - o prendre en charge les dépenses liées à l'utilisation de l'eau ;
 - o à permettre l'accès aux habitants du quartier, aux centres de loisirs des Maisons pour Tous, aux groupes scolaires...
- que la Ville de Montpellier s'engage à :
 - o réaliser les travaux d'aménagement
 - o mettre en place des animations dans le jardin
 - o assurer la coordination et le fonctionnement du jardin

Décide en conséquence :

- de souscrire le contrat définissant l'occupation à titre gratuit par la ville, d'une partie du terrain de la Résidence ;
- de permettre à Madame le Maire ou à Monsieur l'Adjoint délégué, de signer tout document relatif à cette affaire et notamment le contrat entre les deux parties, annexé à cette décision.

Montpellier, le 23/08/2011

Pour Madame le Maire,
Monsieur l'Adjoint délégué

Serge FLEURENCE

Publiée le : 24/08/2011
Notifiée le :

CONTENTIEUX
MONTPELLIER/ M. BROUSSE BRUNO
REFERE EXPULSION POUR OCCUPATION SANS
DROIT NI TITRE DU DOMAINE COMMUNAL

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2009/25 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

- Que depuis plusieurs années un individu identifié comme étant M. Bruno BROUSSE a réalisé un véritable campement sauvage fait d'objets de récupération et de détritiques sur une parcelle riveraine du Verdanson identifiée comme étant propriété de la Ville de Montpellier (au droit de la résidence universitaire dite du Pous de la Serre)
- Que cette occupation est réalisée sans droit ni titre délivré par la Ville ;
- Que cette occupation génère des troubles à l'ordre public tant en matière de salubrité (élevage d'animaux de basse cour..) que de sécurité (comportement agressif, réalisation de feux..)
- Qu'il est donc nécessaire de lancer toute action permettant de faire ordonner par un juge l'expulsion de cet individu ;

Décide en conséquence :

- De lancer toute procédure judiciaire permettant d'obtenir l'expulsion de M. Bruno BROUSSE, occupant sans droit ni titre le domaine de la Ville de Montpellier
- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200

Montpellier, le 20.07.2011

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le :
Notifiée le :



Direction Réussite
éducative de la Jeunesse et
Sports
Restaurants scolaires

Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° 2011/307

**Attribution d'un marché passé selon la procédure
adapté pour l'entretien et la réparation des bornes de
pointage avec lecteur motorisé**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2009/42 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à Monsieur GELY l'adjoint délégué ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de confier d'assurer l'entretien et la réparation des bornes de pointage avec lecteur motorisé des restaurants scolaires de la Ville ;
- Qu'à la suite d'un avis de publicité à la concurrence n° 1M305 conforme à l'article 28 du codes des Marchés Publics en date du 20/05/2011 la société IACA, Ateliers Relais, ZA les Baronnes, PRADES LE LEZ a proposé la seule offre économiquement avantageuse ;

Décide en conséquence :

- De confier l'entretien et la réparation des bornes de pointage avec lecteur motorisé à la société IACA, Ateliers Relais, ZA les Baronnes, PRADES LE LEZ pour un montant annuel de 3 000.00 € HT pour le lot 1 – entretien et réparation des bornes de pointage et pour un montant annuel de 3 000.00 € HT pour la fourniture de pièces détachées pour la réparation des bornes de pointage;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de fonctionnement du service des Restaurants Scolaires de la Ville : Nature : 61558 et 60632 Fonction : 922511 Ligne : 1510 et 1504
- D'autoriser Madame le Maire ou l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 22.07.2011

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Jean-Louis GELY

Publiée le :
Notifiée le :

**Exposition Brassai en Amérique 1957 au Pavillon
Populaire**
Contrat d'exposition avec cession de droits d'auteur

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2009/39 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à Monsieur Michaël DELAFOSSE, adjoint délégué ;

Considérant :

- Que la Ville organise du 17 juin au 30 octobre 2011 une exposition intitulée *Brassai en Amérique 1957*, consacrée au célèbre photographe d'origine hongroise ;
- Qu'à cette occasion sont présentées en exclusivité mondiale 160 œuvres originales, propriété du Fonds Brassai représenté par Madame Christiane Ribeyrolles ;
- Qu'il convient de formaliser cette mise à disposition avec cession de droit d'auteur ;
- Que, conformément à l'article 28 dernier alinea du Code des Marchés publics, ce contrat, compte tenu des circonstances, peut être passé sans publicité ni mise en concurrence préalables ;

Décide en conséquence :

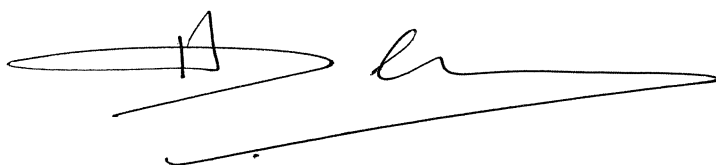
- D'approuver le contrat d'exposition avec cession de droit d'auteur entre la Ville et le fonds Brassai, représenté par Madame Christiane Ribeyrolles, pour un montant de 10 000 €, ainsi que 300 € maximum de frais de déplacement, hébergement et restauration ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2011 de la Ville, fonction 923 ;
- D'autoriser madame le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire

Montpellier, le 12.07.2011

**Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué**
Michaël DELAFOSSE

Publiée le :

Notifiée le :



Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° 2011/0809

**Attribution d'un marché passé selon une procédure
adaptée de prestation de navette bus pour la Fête
Nationale**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté 2011/1740 du 20/06/2011 par lequel Monsieur Max LEVITA , Adjoint au Maire reçoit délégation de signature

Considérant :

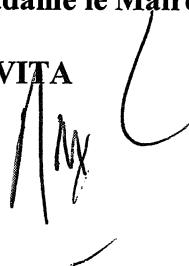
- qu'il y a lieu de procéder à la mise en place de navette bus pour le public (aller-retour Place de l'Europe-Grammont) voulant assister aux festivités se déroulant sur le site de Grammont
- qu'à la suite d'une consultation, en date du 17 juin 2011 et conformément à l'article 28 du code des marchés publics, la société TAM à Montpellier présente l'offre économiquement la plus avantageuse au regard des critères prévus à la consultation.

Décide en conséquence :

- d'attribuer le marché précité à la société TAM pour un montant de 19 560 € HT ;
- d'autoriser Mme le Maire ou l'Adjoint délégué à signer ce contrat ;
- de dire que la dépense sera imputé sur le budget fonctionnement de la Direction du Protocole (ligne 1573, nature 6232).

Montpellier, le 13/07/2011

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA



Publiée le : 14/07/2011
Notifiée le :



**Attribution d'un marché à procédure adaptée pour la
construction du groupe scolaire François
MITTERRAND**

**Lot n°1 : Mission d'ordonnancement de pilotage et
coordination**

Lot n °2 : Mission de synthèse

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2009/42 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à Monsieur Jean –Louis GELY ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de confier à des bureaux d'études :
 - o la mission d'ordonnancement de pilotage et coordination
 - o la mission de synthèsedans le cadre de la construction du groupe scolaire François MITTERRAND, ZAC Malsboc – 34000 Montpellier.
- Qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées en date du 20 mai 2011, conformément à l'article 28 du code des marchés publics les bureaux d'études suivants ont présenté les offres économiquement les plus avantageuses :
- Lot n°1 : Bureau d'étude ARTEBA sis 34000 Montpellier
- Lo n° 2 : Bureau d'étude C&G sis 34070 Montpellier

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché 1 M 368 2691 précité aux bureaux d'études suivants :
- Lot n°1 (mission O.P.C) bureau d'étude ARTEBA pour un montant de 99 404,80 euros H.T.
- Lot n°2 (mission de synthèse) bureau d'étude C&G pour un montant de 40 000,00 euros H.T.
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget primitif 2011 de la Ville Section Investissement Fonction : 90213 Nature : 2313 Programme : 10470 Opération : 08D04580
- D'autoriser Madame le Maire ou l' Adjoint Délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 20.01.2011

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Jean-Louis GELY

Publiée le :
Notifiée le :

A large, stylized handwritten signature in black ink, likely belonging to Jean-Louis GELY, is written over the printed name.

ASSURANCE
Sinistre Incendie Ecole Ludwig VAN BEETHOVEN
Indemnité de sinistre

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2009/25 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

- Qu'à la suite du sinistre incendie du 29 décembre 2010 à l'école Ludwig VAN BEETHOVEN, les négociations menées avec l'aide du Cabinet GALTIER, expert de la Ville, et le Cabinet DERDERIAN, expert de la Compagnie d'assurance AREAS, ont abouti à une proposition d'indemnité de 1 319 320,20 €, incluant notamment les honoraires d'expert pour un montant de 41 105,55 €, en réparation des dommages subis ;
- Que les honoraires d'expert seront versés directement par la compagnie d'assurance au Cabinet GALTIER ; il est précisé que l'indemnité due à la Ville s'élève donc à 1 278 214,65 € dont le règlement se décompose comme suit :

indemnité immédiate : 908 563,64 €

indemnité différée : 369 651,01 € sur présentation des factures de remise en état du bâtiment ;

- Que cette offre est raisonnable et conforme aux négociations entreprises dans le respect des intérêts de la Ville au vu des dommages subis ;

Décide en conséquence :

- retirer la décision n°199 du 11 mai 2010 ;
- d'accepter l'indemnité telle que précisée dans la lettre d'acceptation pour un montant de 1 319 320,20 € ;
- d'autoriser la Compagnie d'assurance à régler directement les honoraires d'expert au Cabinet GALTIER ;
- de signer tous documents relatifs à cette affaire.

Montpellier, le 18.07.2011

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le :

Notifiée le :



**PEGASE Convention de mise à disposition de fibres
optiques par la Ville de Montpellier à MIT
Liaison NRO EUREKA – CAPDEVILLE client
GENESYS-INTERCALL**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 39/2009, donnant délégation à Monsieur DELAFOSSE Michaël, Adjoint au Maire ;

Considérant :

- Que la société MIT a été autorisée, par arrêté ministériel à exploiter des réseaux de télécommunications publics et privés sur le territoire français.
- Que la Ville de Montpellier dispose sur son territoire d'un réseau de câbles à fibres optiques PEGASE qu'elle se propose de mettre à la disposition d'opérateurs de télécommunications.
- Que pour les besoins de développement de ses réseaux, et en particulier afin de desservir un client sur la zone d'aménagement concerté le Millénaire, MIT a sollicité de la Ville la mise à disposition d'une liaison optique de son réseau Pégase. Cette liaison optique mise à disposition représente un linéaire d'environ 1 500 mètres de paires de fibres optiques.
- Qu'après négociation, MIT a accepté les conditions présentées par la Ville se résumant comme suit :
 - durée : dix ans
 - frais d'accès au service payés en une fois et correspondant aux travaux de raccordement dont le montant est de 1 000 €
 - redevance annuelle fixée à 2 € par mètre linéaire et par paire de fibres optiques base juin 2002 soit environ 3 000 €

Décide en conséquence :

- D'approuver la convention à passer entre MIT et la Ville.
- D'autoriser Monsieur le Trésorier principal municipal à faire recette des frais d'accès et de la redevance liés à cette convention.
- D'autoriser Madame le Maire ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 09/09/2011

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 08/09/2011
Notifiée le :



Direction de L'Action Territoriale
Modification des régies d'avances et de recettes pour
l'activité des Maisons Pour Tous
Encaissements pour le compte de tiers

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu la délibération n° 517/2010 du 13 décembre 2010 relative à la municipalisation des activités de la régie d'exploitation des Maisons Pour Tous ;
- Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la Comptabilité Publique et notamment l'article 18,
- Vu le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 modifié relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,
- Vu le décret n° 97-1259 du 29 décembre 1997 relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités locales et des établissements publics locaux,
- Vu l'instruction codificatrice N°06-031-A-B-M du 21 avril 2006 relative aux régies de recettes, d'avances d'avances et de recettes des collectivités territoriales,
- Vu l'arrêté du 28 mai 1993 relatif aux taux d'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et du montant du cautionnement imposé à ces agents,
- Vu la Décision n°2010/0549 du 29/12/2010, relative à la création de régies d'avances et de recettes pour les Maisons Pour Tous,
- Vu la Décision n°2011/0208 du 20/05/2011, relative à la modification des régies d'avances et de recettes pour l'activité des Maisons Pour Tous,
- Vu l'avis conforme de Monsieur le Trésorier Principal Municipal, en date du 22/06/2011,
- Vu l'arrêté n°2009/05 du 3 mars 2009 donnant délégation à Monsieur Max LEVITA,

Considérant :

que pour permettre aux régies des Maisons Pour Tous d'encaisser des recettes pour le compte de tiers, il est nécessaire d'apporter des modifications dans l'acte de création des régies de dépenses et de recettes, en élargissant les recettes encaissées et les dépenses autorisées.

Décide en conséquence :

Article 1 :

La régie encaisse les produits suivants :

- La participation des associations et des usagers aux activités organisées par la MPT (activités à l'année ou activités ponctuelles),
- La participation des associations et des usagers à la mise à disposition de salles,
- Le cas échéant, les recettes générées par l'utilisation par le public des appareils mis à disposition (pointeuse, photocopieurs,...),
- Les cartes animation Sports,
- **Les encaissements pour compte de Tiers, uniquement dans le cadre des conventions signées entre la Ville de Montpellier et ces Tiers.**

Article 2 :

La régie paie les dépenses suivantes :

- Dépenses de faible montant liées aux ateliers et animations organisés par la MPT, ou aux animations auxquelles elle participe (fournitures et petit matériel, nourriture, boisson),
- Dépenses de faible montant liées à l'organisation et au fonctionnement de la MPT : photocopie, petit matériel pour travaux, papeterie, journaux, livres, disques, cassettes vidéo, droguerie, nettoyage, frais postaux, pellicules photos et développement lors de voyages, fêtes ou expositions, location de véhicule et dépenses afférentes, pharmacie.
- Paiement des acomptes relatifs aux prestations d'artistes.
- **Les reversements des recettes perçues pour le compte de tiers, uniquement dans le cadre des conventions signées entre la Ville de Montpellier et ces Tiers.**

Article 3:

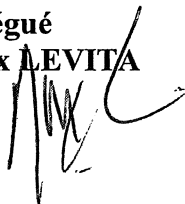
Les autres dispositions susvisées restent inchangées.

Article 4:

Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 20.01.2011

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA



Publiée le :

Notifiée le :

**Attribution d'un marché selon une procédure adaptée
pour le remplacement des transformateurs et des
cellules haute tension de la cuisine centrale**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2009/42 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à Monsieur Jean-Louis GELY adjoint délégué

Considérant :

- Qu'il y a lieu de remplacer les transformateurs et les cellules haute tension de la cuisine centrale des Restaurants Scolaires de la Ville ;
- Qu'à la suite d'un avis public à la concurrence n° 1M334 conforme à l'article 28 du code des Marchés Publics en date du 20/05/2011, la société CEGELEC Sud- Est, rue Henri Becquerel 63, allée Niel Bohr, cs 59014, 34965 Montpellier Cedex 2 a présenté une offre économiquement avantageuse ;

Décide en conséquence :

- De confier les travaux de remplacement des transformateurs et des cellules haute tension de la cuisine centrale des Restaurants Scolaires de la Ville à la société CEGELEC Sud- Est, rue Henri Becquerel 63, allée Niel Bohr, cs 59014, 34965 Montpellier Cedex 2; pour un montant HT de 55 403,35 € (Base : 49 920 € + option 2 : 5483,35 €)
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget d'investissement du service des Restaurants Scolaires de la Ville : Nature : 2135 et 2315 Fonction : 902511 Ligne : 16186 et 16269
- D'autoriser Madame le Maire ou l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 22.01.2011

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Jean-Louis GELY

Publiée le :
Notifiée le :

Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° *2011/316*

**Attribution d'un marché passé
selon une procédure avancée
ATELIERS DES METIERS D'ARTS
FABRICATION ET POSE D'ENSEIGNES
SIGNALETIQUES**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté 30/2009 du 3 avril 2009 donnant délégation de signature à Monsieur Christian Bouillé, Adjoint délégué ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à la fabrication et la pose d'enseignes signalétiques aux ateliers de métiers d'arts ;
- Qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées, conformément à l'article 28 du Code des marchés publics, en date du 13 novembre 2009, l'entreprise ERI a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse ;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché précité à l'entreprise ERI pour un montant annuel de 16 520 € HT ;
- D'autoriser Mme le Maire, son représentant ou M. l'Adjoint délégué à signer le marché et plus généralement tous les documents relatifs à cette affaire notamment à la préparation, la passation, l'exécution et le règlement du marché ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville (CRB 28500) ;

Ligne 10082 Nature 2313 Fonction 824 Opération 04D00091

Montpellier, le *09.08.2011*

Pour Madame le Maire,
Monsieur l'Adjoint délégué

Serge Fleurence
Serge Fleurence

Publiée le :
Notifiée le :

Contentieux
Référé provisions Montpellier c/ SCI NOLU et SARL
REALITES



Décision de défendre

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2009/25 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

- Que suite à saisine du tribunal administratif par la SCI NOLU et la SARL REALITES le juge des référés a prescrit par ordonnances des 4 et 24 février 2010 une expertise visant à évaluer l'impact sonore des travaux accomplis dans la ZAC Consuls de Mer ;
- Qu'à la suite de cette expertise la SCI NOLU et la SARL REALITES ont présenté une requête indemnitaire, le 06 juin 2011, visant à obtenir une condamnation solidaire de la Ville de Montpellier de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et de la TAM.
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le 18.07.2011

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le :
Notifiée le :

Ville de
Montpellier



**Direction Energie Moyens
Techniques**

Achats et Production
Graphique

Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n°

211/38

**Attribution d'un marché passé selon une procédure
adaptée pour le nettoyage et l'entretien du Centre
Municipal Garosud
Abroge et remplace la décision n° 2011/0251**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2009/25 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder au nettoyage et à l'entretien du Centre Municipal Garosud de la ville de Montpellier, qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées, conformément aux articles 28 et 77-1 du Code des Marchés Publics, en date du 02/05/2011, la société G'NET, 34130 MAUGUIO a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse
- Qu'en date du 24 juin 2011, la société G'NET a fait savoir par courrier qu'elle renonçait à se voir attribuer le marché
- Que la société NEWS SERVICES, 30128 GARONS, a présenté l'offre classée deuxième, comme étant économiquement la plus avantageuse.

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché précité à la société NEWS SERVICES, pour un montant total de commandes maximum de 100 000 € HT, pour une durée d'un an à compter du 18 juin 2011.
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget fonctionnement de la Ville, nature 6283, chapitre 900/208.

Montpellier, le 18.07.2011

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le :

Notifiée le :

**Marché Public à Procédure Adaptée relatif à des
travaux d'entretien exceptionnels sur le site des halles
Laissac**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2009-23 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à M. Marc DUFOUR, Adjoint Délégué ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu d'assurer les travaux suivants sur le site des halles Laissac : aspiration des bardages de toitures et poteaux ; lavage et aspiration des sols, nettoyages vitres extérieures avec nacelle et vitres intérieures en partie haute ;
- Qu'à la suite d'une mise en concurrence (3 devis) d'entreprises spécialisées, l'entreprise News Services – sise Z.A.C. St Estève, 30128 Garons - a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse ;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché n° 1M 449 relatif à des travaux exceptionnels d'entretien des halles Laissac à l'entreprise News Services pour un montant de 4 290 € HT, soit 5 131 € TTC ;
 - D'autoriser Mme le Maire ou l'Adjoint Délégué à signer le marché et plus généralement tous les documents relatifs à la préparation, la passation, l'exécution ou le règlement du marché ;
 - De dire que la dépense sera imputée sur les crédits inscrits au budget du service Affaires économiques au titre de l'année 2011.
- CRB 12700 – Nature 6156

Montpellier, le 20.07.2011

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Marc DUFOUR



Publiée le :
Notifiée le :

Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° 2011/320

**Attribution d'un marché passé selon une procédure
adaptée
Formation professionnelle BPJEPS option Loisirs Tous
Publics**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2009/130 du 31 juillet 2009 donnant délégation de signature à Monsieur FLEURENCE, Adjoint délégué.

Considérant :

- qu'il y a lieu de procéder à une mise en concurrence pour la formation professionnelle BPJEPS option Loisirs Tous Publics ;
- qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées, conformément à l'article 28 du Code des Marchés Publics, en date du 30 décembre 2009, l'association Les FRANCS a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse.

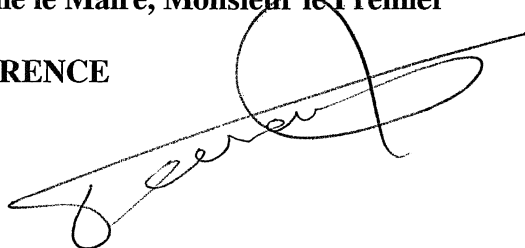
Décide en conséquence :

- d'attribuer le marché précité à l'association Les FRANCS pour la formation professionnelle BPJEPS option Loisirs Tous Publics, 4050€ HT par personne, pour deux ans
- d'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'Adjoint Délégué à signer le marché et plus généralement tous les documents relatifs, notamment à la préparation, l'exécution et le règlement du marché ;
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget du Service Formation et Compétences de la Ville (Nature : 6184, Fonction : 9200 200)

Montpellier, le 02.08.2011

Pour Madame le Maire, Monsieur le Premier
Adjoint
Serge FLEURENCE

Publiée le :
Notifiée le :





QUARTIER MOSSON
**Attribution d'un marché passé selon une procédure
adaptée**
Etude de faisabilité d'un programme immobilier

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- vu l'arrêté n°2008 – 1230 donnant délégation de signature à Monsieur BOUILLE Adjoint délégué,

Considérant :

- qu'il y a lieu de procéder à la réalisation d'une étude ayant pour objet la faisabilité d'un programme immobilier associant logements et commerces dans le secteur sud du quartier de la Mosson ;
- qu'à la suite d'une consultation de bureaux d'études spécialisés du 13 mai 2011 jusqu'au 10 juin 2011 inclus, conformément à l'article 28 du code des marchés Publics, le bureau d'étude AXE SAONE a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse ;

Décide en conséquence :

- d'attribuer le marché précité au bureau d'études AXE SAONE pour un montant de 15 800 € HT pour l'ensemble du marché,
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut, Monsieur l'Adjoint délégué, à signer le marché et plus généralement tous documents relatifs notamment à la préparation, la passation, l'exécution et le règlement du marché,
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget fonctionnement de la Ville.

Nature : 2031

Fonction : 908241

Montpellier, le 22 août 2011

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Christian BOUILLE

Publiée le :

Notifiée le :



Contrat de maintenance des logiciels MARCO et prestations associées

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2008/1204 donnant délégation à Monsieur Max LEVITA, Adjoint au Maire ;

Considérant :

- Que la Ville de Montpellier a acquis un logiciel spécialisé dans la gestion des marchés publics auprès de la société AGYSOFT disposant d'une exclusivité,
- Que le contrat de maintenance du logiciel « MARCO » est arrivé à échéance,
- Que conformément à l'article 28 dernier alinéa du Code des marchés publics, la société AGYSOFT, sis parc euromédecine - 95 rue Pierre Flourences, 34 090 Montpellier, a présenté une offre économiquement avantageuse.
- Il est donc proposé de retenir l'offre de la société AGYSOFT pour un montant mini de 5 000€ HT et pour un montant maxi de 20 000€ HT pour la période initiale, et pour un montant mini de 6 100 € HT et maxi de 27 000 € HT par périodes de reconduction. Le marché est conclu pour une période initiale de 7 mois et est reconductible par période d'un an, pour une durée maximale de reconduction de 3 ans.

Décide en conséquence :

- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur le Directeur Général Adjoint des Services à signer tous les documents relatifs à cette affaire ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la ville ;

Montpellier, le 20/07/2011

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA



Publiée le : 20/08/2011
Notifiée le :

**Attribution d'un marché passé selon une procédure
adaptée pour la maîtrise d'oeuvre de l'extension de
l'office de la crèche Edelweiss**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2011/1898 en date du 11 juillet 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Michel PASSET ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de confier la maîtrise d'œuvre dans le cadre de l'extension de l'office de la crèche Edelweiss.
- Qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées en date du 3 mai 2011, conformément à l'article 28 du code des marchés publics, l'entreprise Atelier A5 – Delgado sise, 10 rue des Amaryllis 34070 Montpellier, a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse ;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché 1 M 306 précité à l'entreprise Atelier A5 – Delgado pour un montant de 14 000 € HT (mission de base + mission complémentaire) ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget primitif 2011 de la Ville
Section Investissement : Fonction 9064 – Nature 2313 ;
- D'autotiser Madame le Maire ou l'Adjoint Délégué à signer tout document relatif à cette affaire ;

Montpellier, le 28/07/2011

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué

Michel PASSET

Publiée le : 29/07/2011

Notifiée le :

**Attribution d'un marché passé selon une procédure
adaptée
Formation "Approche naturaliste et biodiversité"**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2009-130 du 30 juillet 2009 donnant délégation de signature à Monsieur Fleurence, adjoint délégué.
- Vu l'arrêté 2011/1740/T/R donnant délégation de fonctions à M. LEVITA en l'absence de M. FLEURENCE du 04/07/11 au 31/07/2011,

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à une mise en concurrence pour la formation « Approche naturaliste et biodiversité »
- Qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées, conformément à l'article 28 du Code des Marchés Publics, en date du 30 décembre 2009 ;
- L'association des Ecologistes de l'Euzière a été la seule à présenter une offre, celle-ci correspondant à nos critères.

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché précité à L'association des Ecologistes de l'Euzière pour un montant de : 1440€ HT par session
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'adjoint Délégué à signer le marché et plus généralement tous les documents relatifs notamment, à la préparation, l'exécution et le règlement de marché;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget du Service Formation et Compétences de la ville (Nature : 6184, Fonction : 9200 200)

Montpellier, le 29/07/2011

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le : 01/08/2011
Notifiée le :

Extrait du registre des
 décisions de la Mairie de
 Montpellier

Décision n° 2011/328

Marché négocié sans mise en concurrence pour l'achat de matériel d'éclairage public - type GHM -

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2009/25 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à l'achat de matériel d'éclairage public – type GHM - pour la ville de Montpellier, qu'à la suite d'une consultation d'une entreprise spécialisée (Marché négocié n° 1M290), conformément à l'article 35 II 8°al du Code des Marchés Publics, en date du 22/06/2011, la société GHM, 52220 SOMMEVOIRE, a présenté une offre économiquement avantageuse.

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché précité à la société GHM, pour un montant de commandes sans minimum et un maximum de 46 250 € HT, pour une durée d'un an à compter de la date de notification et renouvelable une fois.
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget investissement de la Ville nature 2188, chapitre 908.
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer ce marché.

Montpellier, le 28.07.2011

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
 délégué
 Max LEVITA

Publiée le :
 Notifiée le :

Théâtre Jean Vilar
Convention de coproduction de spectacle

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2009/39 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à Monsieur Michaël DELAFOSSE, adjoint délégué

Considérant :

- Que la Ville, via le théâtre Jean Vilar, participe au financement de spectacles et accueille les compagnies en résidence de création ;
- Que l'association Intime Camarade présentera le 3 avril 2012 au théâtre Jean Vilar le spectacle *Conseils pour une jeune épouse, Advice to a young bride, ou préparation collective à la vie conjugale, Bilingue* ;
- Que, compte tenu de l'intérêt de ce spectacle, la Ville a décidé de participer à son financement;

Décide en conséquence :

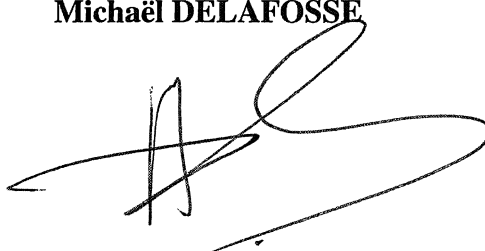
- D'approuver la convention de coproduction présentée en annexe avec l'association Intime Camarade, 7 boulevard Berthelot, 34000 Montpellier, pour un montant de 9 478.00 € HT (TVA de 5.5%) ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2011 de la Ville, fonction 923 ;
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 01/09/2011

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 02/09/2011

Notifiée le :



Théâtre Jean Vilar-Saison 2011 2012
Contrats de cession du droit d'exploitation de
spectacles et convention de partenariat

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2009/39 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à Monsieur Michaël DELAFOSSE, adjoint délégué ;

Considérant :

- Que la Ville a défini le programme de la saison 2011-2012 du Théâtre Jean Vilar ;
- Qu'il convient de formaliser les accords conclus avec les différentes compagnies qui se produiront dans la première partie de saison, entre septembre et décembre 2011 et acquérir les droits d'exploitation des spectacles retenus ;
- Que conformément à l'article 28 dernier alinéa du Code des Marchés Publics, compte tenu des circonstances, ce marché peut être passé sans publicité ni mise en concurrence préalables.

Décide en conséquence :

- D'approuver les contrats de cession du droit d'exploitation de spectacles et la convention de partenariat avec les compagnies suivantes : Adesso e Sempre pour les spectacles *MANIFESTEMENT* (10 479.00 € HT) et *Costa le Rouge* (14 991.70 € HT), La Comédie Nouvelle pour le spectacle *Urgent, Crier* (11 831.90 € HT), la SARL JABITA pour le spectacle *Les Quatre Saisons* (24 000 € HT), AGDL Productions pour le spectacle *Daniel Darc* (5 000.00 € HT), Les Productions de l'explorateur pour le spectacle *Instants critiques* (20 000.00 € HT), Entre noir et Blanc pour le spectacle *Chansons à bretelles* (4 083.22 € HT) et La Verrerie d'Alès pour *Carnet d'une voleuse* (4 500.00 € HT) ; soit un montant total de 94 885.82 € HT ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2011 de la Ville, fonction 923 ;
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 01/09/2011

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Michaël DELAFOSSE



**Etude urbaine et paysagère « Lodève-Liberté ».
Attribution d'un marché passé selon une procédure
adaptée n° 1M322.**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2010/389/T/R du 12 juillet 2010 donnant délégations de fonctions à Monsieur Philippe SAUREL;

Considérant :

- qu'il y a lieu de procéder à la réalisation d'une étude urbaine et paysagère en vue de la reconversion du secteur « Lodève-Liberté »,
- qu'à la suite d'une consultation de bureaux d'études du 24 mai 2011 jusqu'au 24 juin 2011 inclus, conformément à l'article 28 du Code des Marchés Publics, le groupement TRAVERSES, NEBOUT, VANEL a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse.

Décide en conséquence :

- d'attribuer le marché précité au groupement TRAVERSES, NEBOUT, VANEL pour un montant de **44.180 € HT** pour l'ensemble du marché,
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut, Monsieur l'Adjoint Délégué, à signer le marché et plus généralement tous les documents relatifs notamment à la préparation, la passation, l'exécution et le règlement du marché,
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget fonctionnement de la Ville.

Nature : 2031 - Fonction : 908 241

Montpellier, le 09.08.2011

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Philippe SAUREL

Publiée le :
Notifiée le :

Direction de la Culture et du Patrimoine
**Institution d'une régie d'avances et de recettes Lieux
d'Art et d'Histoire**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu la délibération n° 517/2010 du 13 décembre 2010 relative à la municipalisation des activités de la régie d'exploitation des Maisons Pour Tous ;
- Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la Comptabilité Publique et notamment l'article 18,
- Vu le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 modifié relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,
- Vu le décret n° 97-1259 du 29 décembre 1997 relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités locales et des établissements publics locaux,
- Vu l'instruction codificatrice N°06-031-A-B-M du 21 avril 2006 relative aux régies de recettes, d'avances d'avances et de recettes des collectivités territoriales,
- Vu l'arrêté du 28 mai 1993 relatif aux taux d'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et du montant du cautionnement imposé à ces agents,
- Vu l'avis conforme de Monsieur le Trésorier Principal Municipal en date du 26/07/2011,
- Vu l'arrêté n°2009/05 du 3 mars 2009 donnant délégation à Monsieur Max LEVITA,

Considérant :

que les régies de la Direction de la Culture et du Patrimoine doivent être réorganisées pour améliorer leur fonctionnement,

Décide en conséquence :

Article 1 : Il est institué une régie d'avances et de recettes « Lieux d'Art et d'Histoire » auprès de la Direction de la Culture et du Patrimoine (DCP).

Article 2 : La régie est installée dans les locaux de la DCP, Maison de la Démocratie, 16 rue de la République, à Montpellier (34000).

Article 3 :

La régie encaisse les produits suivants :

- Droits d'entrée,
- Vente de catalogues, cartes postales, affiches, objets édités ou coédités par la Ville de Montpellier.

Article 4 :

Les recettes désignées à l'Article 3 sont encaissées selon les modes de recouvrement suivants :

- Numéraire,
- Chèques bancaires,
- Carte Bancaire.

Elles sont perçues contre remise à l'usager de tickets et/ou quittances.

Article 5 :

La régie paie les dépenses suivantes :

- Paiement de petit matériel, papeterie, livres et documentation, travaux d'impression (photocopies, tirages photos,...), petits travaux de graphisme, de maquettisme, d'ars appliqués, de décoration, location de matériel audiovisuel, frais médicaux d'urgence, acquisition de catalogues,
- Frais de réception, de transport, d'hôtellerie, de restauration, de parking, visite de musées ou d'expositions
- Petites prestations d'artistes pour les soirées d'inaugurations des expositions dans la limite de 1000 €
- Frais de transport des œuvres d'art.

Article 6 :

Les dépenses désignées à l'article 5 sont payées selon les modes de règlement suivants :

- Numéraire,
- Chèques,
- Carte Bancaire.

Article 7 : Un compte de dépôt de fonds sera ouvert au nom du régisseur ès qualité auprès du Trésor Public.

Ce compte

- Permet l'encaissement des recettes désignées à l'Article 3,
- Reçoit l'avance destinée aux dépenses de la régie,
- Permet au régisseur d'acquitter les dépenses prévues à l'Article 5.

Article 8 :

Il est crée 3 sous-régies de dépenses et de recettes auprès du Carré Sainte-Anne, du Pavillon Populaire et de la Galerie St Ravy. Les modalités de fonctionnement sont précisées dans l'acte constitutif des sous-régies.

Article 9 : L'intervention d'un mandataire a lieu dans les conditions fixées par son acte de nomination.

Article 10 : Le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à 1 500 €.

Article 11 : Le montant maximum de l'avance à consentir au régisseur est fixé à 4 000 €.

Article 12 : Une avance complémentaire de 3 000 € pourra être ponctuellement octroyée pour le paiement des frais de transport des œuvres d'art.

Article 13 : Le régisseur est tenu de verser au Trésorier municipal le montant de l'encaisse dès que celui-ci atteint le maximum fixé à l'article 10 et au minimum une fois par mois.

Article 14 : Le régisseur verse auprès de l'ordonnateur la totalité des pièces justificatives de dépenses et de recettes tous les mois et lors de sa sortie de fonction.

Article 15 : Le régisseur est assujetti à un cautionnement dont le montant est fixé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

Article 16 : Le régisseur percevra une indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

Article 17 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

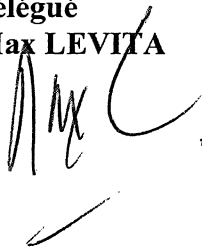
Montpellier, le 28.07.2011

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué

Max LEVITA

Publiée le :

Notifiée le :





**Direction Finances et
Contrôle de Gestion**
Gestion Budgétaire et
Comptable

Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° 2011/321

Direction de la Culture et du Patrimoine
Institution de 3 sous-régies d'avances et de recettes
Lieux d'Art et d'Histoire : Carré Sainte-Anne,
Pavillon Populaire, Galerie St Ravy

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu la délibération n° 517/2010 du 13 décembre 2010 relative à la municipalisation des activités de la régie d'exploitation des Maisons Pour Tous ;
- Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la Comptabilité Publique et notamment l'article 18,
- Vu le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 modifié relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,
- Vu le décret n° 97-1259 du 29 décembre 1997 relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités locales et des établissements publics locaux,
- Vu l'instruction codificatrice N°06-031-A-B-M du 21 avril 2006 relative aux régies de recettes, d'avances d'avances et de recettes des collectivités territoriales,
- Vu l'arrêté du 28 mai 1993 relatif aux taux d'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et du montant du cautionnement imposé à ces agents,
- Vu l'avis conforme de Monsieur le Trésorier Principal Municipal en date du 26/07/2011
- Vu l'arrêté n°2009/05 du 3 mars 2009 donnant délégation à Monsieur Max LEVITA,

Considérant :

que les régies de la Direction de la Culture et du Patrimoine sont complètement réorganisées, et afin de faciliter le fonctionnement de la régie de recettes et d'avances Lieux d'Art et d'Histoire, il est nécessaire de créer 3 sous-régies.

Décide en conséquence :

Article 1 :

Il est institué 3 sous-régies d'avances et de recettes auprès de la régie Lieux d'Art et d'Histoire de la DCP :

- Le Carré Sainte-Anne, 2 rue Philipppy, 34000 Montpellier
- Le Pavillon Populaire, Esplanade Charles-de-Gaulle, 34000 Montpellier
- La Galerie St Ravy, Place Saint Ravy, 34000 Montpellier

Article 2 :

Les sous-régies encaissent les produits suivants :

- Droits d'entrée,
- Vente de catalogues, cartes postales, affiches, objets édités ou coédités par la Ville de Montpellier.

Article 3 :

Les recettes désignées à l'Article 2 sont encaissées selon les modes de recouvrement suivants :

- Numéraire,
- Chèques bancaires,
- Carte Bancaire.

Elles sont perçues contre remise à l'usager de tickets et/ou quittances.

Article 4 :

Les sous-régies paient les dépenses suivantes :

- Paiement de petit matériel, papeterie, livres et documentation, travaux d'impression (photocopies, tirage photos,...), petits travaux de graphisme, de maquettisme, d'ars appliqués, de décoration, location de matériel audiovisuel, frais médicaux d'urgence, acquisition de catalogues,
- Frais de réception, de transport, d'hôtellerie, de restauration, de parking, visite de musées ou d'expositions
- Petites prestations d'artistes pour les soirées d'inaugurations des expositions,
- Frais de transport des œuvres d'art.

Article 5 :

Les dépenses désignées à l'article 4 sont payées selon les modes de règlement suivants :

- Numéraire,
- Chèques,
- Carte Bancaire.

Article 6 : L'intervention d'un mandataire a lieu dans les conditions fixées par son acte de nomination.

Article 7 : Le sous-régisseur est tenu de verser au régisseur le montant de l'encaisse au minimum une fois par mois.

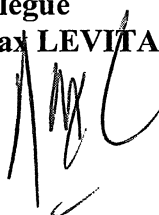
Article 8 : Le sous-régisseur verse auprès du régisseur la totalité des pièces justificatives de dépenses et de recettes tous les mois et lors de sa sortie de fonction.

Article 9 : Le sous-régisseur n'est pas assujéti à un cautionnement selon la réglementation en vigueur.

Article 10 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 28.01.2011

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA



Publiée le :

Notifiée le :

Direction de la Culture et du Patrimoine
Modification de la régie de recettes Parcours
Muséographique
Elargissement des recettes encaissées

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu la délibération n° 517/2010 du 13 décembre 2010 relative à la municipalisation des activités de la régie d'exploitation des Maisons Pour Tous ;
- Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la Comptabilité Publique et notamment l'article 18,
- Vu le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 modifié relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,
- Vu le décret n° 97-1259 du 29 décembre 1997 relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités locales et des établissements publics locaux,
- Vu l'instruction codificatrice N°06-031-A-B-M du 21 avril 2006 relative aux régies de recettes, d'avances et de recettes des collectivités territoriales,
- Vu l'arrêté du 28 mai 1993 relatif aux taux d'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et du montant du cautionnement imposé à ces agents,
- Vu la Décision n°2009/333 du 01/07/2009, instituant une régie de recettes Parcours Muséographique auprès de la Direction de la Culture et du Patrimoine,
- Vu l'avis conforme de Monsieur le Trésorier Principal Municipal en date du 22/07/2011,
- Vu l'arrêté n°2009/05 du 3 mars 2009 donnant délégation à Monsieur Max LEVITA,

Considérant :

que pour assurer le bon fonctionnement de la régie de recettes Parcours Muséographique, il est nécessaire d'apporter des modifications dans l'acte de création de la régie de recettes,

Décide en conséquence :

Article 1 :

Des modifications sont apportées à la Décision n°2009/333 du 01/07/2009, relative à la création de la régie de recettes Parcours Muséographique. Ces modifications concernent l'élargissement des recettes encaissées.

Article 2 :

La régie encaisse les produits suivants :

- Droits d'entrée au parcours muséographique,
- Produits de la vente des Archives Municipales,
- Vente d'objets édités ou coédités par la Ville de Montpellier.

Article 3 :

Les autres dispositions susvisées restent inchangées.

Article 4:

Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 28.07.2011

**Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA**



Publiée le :

Notifiée le :



**Direction Energie Moyens
Techniques**
Achats et Production
Graphique

Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° 2011/333

Marché négocié sans mise en concurrence pour l'achat de matériel d'éclairage public - MATS BETON-

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2009/25 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à l'achat de matériel d'éclairage public - mâts bétons - pour la ville de Montpellier, qu'à la suite d'une consultation d'une entreprise spécialisée (Marché négocié n° 1M284), conformément à l'article 35 II 8° al du Code des Marchés Publics, en date du 22/06/2011, la société STRADAL/AZULY, 72019 LE MANS CEDEX 2, a présenté une offre économiquement avantageuse.

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché précité à la société STRADAL/AZULY, pour un montant de commandes sans minimum et un maximum de 46 250 € HT, pour une durée d'un an à compter de la date de notification et renouvelable une fois.
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget investissement de la Ville nature 2188, chapitre 908.
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer ce marché.

Montpellier, le 28.04.2011

**Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA**

**Publiée le :
Notifiée le :**



**Attribution d'un marché passé selon une procédure
adaptée: création et déclinaison d'un visuel et d'un
concept graphique pour la saison 2011-2012 du théâtre
Jean Vilar**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2009/39 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à Monsieur Michaël DELAFOSSE, adjoint délégué ;

Considérant :

- Qu'il convient de disposer d'un visuel et d'un concept graphique pour la saison 2011-2012 du théâtre Jean Vilar ;
- Qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées, conformément à l'article 28 du Code des Marchés Publics, en date du 6 juin 2011, l'entreprise Mine de Rien a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse ;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché précité à l'entreprise Mine de Rien, 43 rue de Barcelone, 34070 Montpellier, pour un montant de 7 990.00 € HT ;
- De dire que la dépense sera imputée sur les crédits 2011 de la Ville, fonction 923 ;
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 01/09/2011

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint délégué

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 02/09/2011

Notifiée le :

**Attribution d'un marché passé selon une procédure
adaptée pour l'expertise des véhicules mis en fourrière
pour la ville de Montpellier.
Autorisation de signer le marché.**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté 2009/28 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à Madame Régine Souche, Adjointe déléguée à l'égalité des droits et des devoirs et à la tranquillité publique ;
- Vu l'arrêté 2011/1743 du 12 juillet 2011 donnant délégation de signature à M. Max Levita, en l'absence de Mme Souche, pour la période du 13 juillet au 31 juillet 2011.

Considérant :

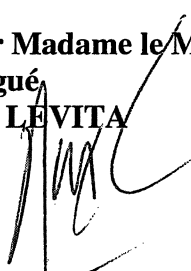
- Qu'il y a lieu de confier à une entreprise spécialisée l'expertise des véhicules mis en fourrière pour la ville de Montpellier ;
- Qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées, conformément à l'article 28 du code des marchés publics, en date du 26 mai 2011, l'entreprise Cabinet FRETAY et associés, sise à Pézenas (34), a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse ;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché précité à l'entreprise Cabinet FRETAY et associés pour un montant hors taxes minimum de 5000 € et maximum de 50 000 € pour la durée initiale du marché ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2011 de la Ville ;
- D'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 27/07/11

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA



Publiée le : 28/07/11
Notifiée le :

Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n°2011/0336

**Attribution d'un marché passé selon une procédure
adaptée**
Permis avec ou sans code (poids-lourds, remorque)
FIMO et FCO

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2009-130 du 30 juillet 2009 donnant délégation de signature à Monsieur Fleurence, adjoint délégué.
- Vu l'arrêté 2011/1740/T/R donnant délégation de fonctions à M. LEVITA en l'absence de M. FLEURENCE du 04/07/11 au 31/07/2011,

Considérant :

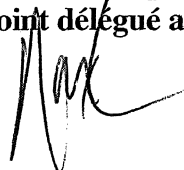
- Qu'il y a lieu de procéder à une mise en concurrence pour les permis avec ou sans code (poids-lourds et remorque), FIMO et FCO destinés aux agents de la Mairie de Montpellier ;
- Qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées, conformément à l'article 28 du Code des Marchés Publics, en date du 30 décembre 2009 ;
- L'entreprise AFT-IFTIM a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse pour les lots 3 et 4. Lot n°3 : Formation Initiale Minimale Obligatoire; lot n°4 : Formation Continue Obligatoire

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché précité à l'entreprise AFT-IFTIM pour un montant de :
Lot n°3 : 1470€ HT par agent, Lot n°4 : 450€ HT par agent
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'adjoint Délégué à signer le marché et plus généralement tous les documents relatifs notamment, à la préparation, l'exécution et le règlement de marché;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget du Service Formation et Compétences de la ville (Nature : 6184, Fonction : 9200 200)

Montpellier, le 29/07/2011

Pour Madame le Maire/et par procuration,
Monsieur l'Adjoint délégué aux Finances
Max LEVITA



Publiée le : 01/08/2011
Notifiée le :

Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° 2011/0337

**Attribution d'un marché passé selon une procédure
adaptée**
**Mission de Coordination en Matière de Sécurité et de
Protection de la Santé**
**en vue de la Construction du Groupe Scolaire Parc
Marianne**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°35/2009 en date du 30 mars 2009 donnant délégation de signature à Monsieur Frédéric Tsitsonis, Adjoint délégué à l'économie des ressources et du patrimoine.

Considérant :

- qu'il y a lieu de confier la mission de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé en vue de la construction du futur groupe scolaire Parc Marianne situé dans le quartier Port Marianne ;
- qu'à la suite d'une consultation lancée à cet effet le 9 juin 2011, enregistrée sous le numéro de marché 1M379, conformément à l'article 28 du code des marchés publics, la société QUALICONSLT SECURITE a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse.

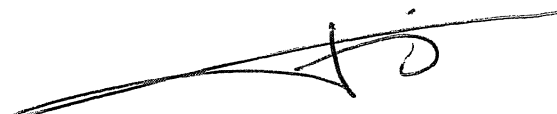
Décide en conséquence :

- d'attribuer le marché MAPA 1M379 précité à la société QUALICONSLT SECURITE, 1025, rue Henri Becquerel- Parc Club du Millénaire – 34000 MONTPELLIER - pour l'offre de base d'un montant total de 5 280.00 € H.T. (cinq mille deux cent quatre vingt euros hors taxe) ;
 - d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut, Monsieur l'Adjoint délégué, à signer le marché avec la société titulaire et, plus généralement tout document relatif à cette affaire ;
 - de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2011 de la Ville de Montpellier :
 - Direction Architecture & Immobilier
 - Service Conduite d'Opération :
- Opération : 50079 ligne de crédit : 18870 Fonction : 900/201 Nature : 2031

Montpellier, le 29 août 2011

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Frédéric TSITSONIS

Publiée le : 1/09/11
Notifiée le :



**Exposition d'oeuvres d'artistes plasticiens
Mise à disposition de la galerie Saint Ravy**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu le code Général de la propriété des personnes publiques et notamment l'article L.2122-1
- Vu la délibération 2010/347 du 26 juillet 2010 approuvant le règlement intérieur de la Galerie Saint Ravy modifiée ;
- Vu l'arrêté n°2009/39 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à Monsieur Michaël DELAFOSSE, adjoint délégué ;

Considérant :

- Que l'Atelier la Capsule (Elizabeth de Marcy Chelin, Chloé Formosa et Ganaëlle Maury), 40 avenue du Pont Juvenal, 34000 Montpellier, a déposé une demande en vue de procéder à l'exposition de ses œuvres à la galerie Saint Ravy ;
- Que cette demande a été accueillie favorablement par le jury de sélection des artistes ;
- Que cette exposition aura lieu du 14 au 27 décembre 2011 ;

Décide en conséquence :

- D'autoriser les membres de l'atelier la Capsule à exposer leurs œuvres à la galerie Saint Ravy du 14 au 27 décembre 2011 ;
- De soumettre cette autorisation aux règles et conditions définies dans le règlement intérieur de la galerie Saint Ravy (notamment en ce qui concerne le dépôt d'un chèque de caution de 385 €), règlement dont Mesdames Marcy Chelin, Formosa et Maury ont eu préalablement connaissance et qu'elles s'engagent à respecter ;
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le **01 / 09 / 2011**

**Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Michaël DELAFOSSE**



Publiée le : **02 / 09 / 2011**

Notifiée le :

MISSION GRAND COEUR
Droit de préemption urbain
Propriété GREIB
7 rue Charancy
Exercice du droit de préemption

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté de délégation pris par Madame le Maire le 12 juillet 2010 (n° 2010-389);
- Vu les articles L 210-1 à L 213-18 et R 213-4 à R 213-26 du code de l'urbanisme;
- Vu le plan de sauvegarde et de mise en valeur approuvé par décret du Conseil d'Etat le 1^{er} septembre 1977;
- Vu le plan local d'urbanisme de la Ville de Montpellier approuvé par délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006;
- Vu la délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006 approuvant l'instauration du droit de préemption urbain sur le territoire communal;
- Vu la délibération du Conseil municipal du 14 juin 2010 approuvant l'application du droit de préemption urbain renforcé;
- Vu la concession d'aménagement confiée à la SERM par délibération du Conseil municipal du 26 juin 2003;
- Vu l'estimation des services fiscaux.

Considérant :

- que le 30 mai 2011, Monsieur et Madame Harald GREIB ont souscrit une déclaration d'intention d'aliéner un appartement constituant le lot n° 3 de la copropriété située 7 rue Charancy et cadastrée section BY 20, au prix de 57.000 € en ce compris 1.460 € de mobilier et 4.000 € en sus pour la commission d'agence;
- que la politique locale de l'habitat mise en œuvre par la Ville de Montpellier vise à réactiver et diversifier le marché du logement et permettre le renouvellement urbain, conformément aux objectifs du Plan Local d'Urbanisme et à l'article L 300-1 du code de l'urbanisme relatif aux opérations d'aménagement ayant pour objet de mettre en œuvre une politique locale de l'habitat et de permettre la restructuration urbaine;

- qu'à cette fin, par délibération du Conseil Municipal du 26 juin 2003, la Ville de Montpellier a décidé de réaliser l'opération d'aménagement urbain "Montpellier Grand Cœur", avec pour objectifs principaux sur le volet habitat de réactiver et diversifier le marché du logement, par la production de logements sociaux publics et de logements à loyer maîtrisé, par la réhabilitation du parc de logements inconfortables ou obsolètes;

- que pour la mise en œuvre de l'opération "Montpellier Grand Cœur" susvisée, la Ville de Montpellier a conclu avec la SERM une concession d'aménagement, selon le régime défini par l'article L 300-4 du code de l'urbanisme, approuvée par délibération du Conseil Municipal du 26 juin 2003;

- que le bien immobilier objet des présentes est situé dans le périmètre de l'opération définie ci-dessus, et dans celui de l'OPAH RU "Gambetta, Clémenceau, Nord Ecusson";

- que dans ces conditions, il paraît opportun pour la Ville de Montpellier d'exercer le droit de préemption sur ledit bien immobilier, au vu des objectifs ci-dessus, afin de réaliser un logement décent à loyer maîtrisé;

- que le prix proposé paraît excessif.

Décide en conséquence :

- d'exercer le droit de préemption sur la propriété Monsieur et Madame GREIB, située 7 rue Charancy, et cadastrée section BY 20, au prix de 29.810 € en ce compris 1.460 € de mobilier plus 4.000 € pour la commission d'agence;

- dans le cas où le propriétaire déciderait de maintenir le prix indiqué dans la déclaration, d'engager la procédure réglementaire afin que le prix de l'immeuble soit fixé par la juridiction compétente en matière d'expropriation, conformément à l'article R 213-11 du code de l'urbanisme;

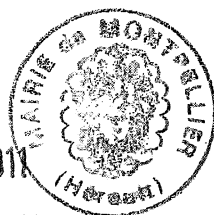
- que la SERM intervienne à l'acte d'acquisition en tant que tiers payeurs et que le bien lui sera ensuite rétrocédé gratuitement afin de poursuivre sa mission dans le cadre de la concession d'aménagement.

Publiée le :

Notifiée le :

28 JUL 2011

28 JUL 2011



Montpellier, le

18 JUL 2011

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Philippe SAUREL

Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° 2011/0340

**Attribution d'un marché passé selon une procédure
adaptée
Permis avec ou sans code (poids-lourds, remorque)
FIMO et FCO**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2009-130 du 30 juillet 2009 donnant délégation de signature à Monsieur Fleurence, adjoint délégué.
- Vu l'arrêté 2011/1740/T/R donnant délégation de fonctions à M. LEVITA en l'absence de M. FLEURENCE du 04/07/11 au 31/07/2011,

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à une mise en concurrence pour les permis avec ou sans code (poids-lourds et remorque), FIMO et FCO destinés aux agents de la Mairie de Montpellier ;
- Qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées, conformément à l'article 28 du Code des Marchés Publics, en date du 30 décembre 2009 ;
- L'entreprise ECF BOUSCAREN a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse pour les lots 1 et 2. Lot n°1 : Permis poids-lourds avec ou sans code ; lot n°2 : permis remorque avec ou sans code.

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché précité à l'entreprise ECF BOUSCAREN pour un montant de :
Lot n°1 : 1500€ HT par agent, Lot n°2 : 730€ HT par agent
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'adjoint Délégué à signer le marché et plus généralement tous les documents relatifs notamment, à la préparation, l'exécution et le règlement de marché;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget du Service Formation et Compétences de la ville (Nature : 6184, Fonction : 9200 200)

Montpellier, le 29/07/2011

Pour Madame le Maire et par délégation,
Monsieur l'Adjoint délégué aux Finances,
Max LEVITA



Publiée le : 01/08/2011
Notifiée le :



**Attribution d'un marché passé selon une procédure
adaptée: mission de mise en oeuvre technique d'une
manifestation artistique dans l'espace public: ZAT 3,
novembre 2011**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2009/39 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à Monsieur Michaël DELAFOSSE, adjoint délégué ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu d'organiser la mise en oeuvre technique de la manifestation artistique ZAT 3, qui se tiendra du 11 au 13 novembre 2011 à port Marianne ;
- Qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées, conformément à l'article 30 du Code des Marchés Publics, en date du 17 juin 2011, l'association Illusion et Macadam a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse ;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché précité à l'association Illusion et macadam, 15 rue du Faubourg Saint Jaumes, 34000 Montpellier, pour un montant de 89 500 € HT ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2011 de la Ville, fonction 923 ;
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 01/09/2011

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 02/09/2011
Notifiée le :

**Attribution d'un marché passé selon une procédure
adaptée: accompagnement à la production d'un
manifestation artistique dans l'espace public: ZAT 3,
novembre 2011**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2009/39 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à Monsieur Michaël DELAFOSSE, adjoint délégué ;

Considérant :

- Que la troisième édition de la manifestation ZAT, du 11 au 13 novembre à Port Marianne, exige du fait de son ampleur un accompagnement à la production ;
- Qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées, conformément à l'article 30 du Code des Marchés Publics, en date du 17 juin 2011, l'association Illusion et Macadam a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse ;

Décide en conséquence :

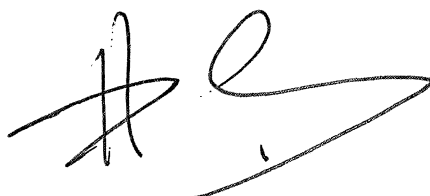
- D'attribuer le marché précité à l'association Illusion et Macadam, 15 rue du Faubourg Saint Jaumes, 34000 Montpellier, pour un montant de 89 460 € HT ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2011 de la Ville, fonction 923 ;
- D'autoriser madame le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 01/09/2011

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 02/09/2011

Notifiée le :



**Exposition d'oeuvres d'artistes plasticiens
Mise à disposition de la galerie Saint Ravy**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu le code Général de la propriété des personnes publiques et notamment l'article L.2122-1
- Vu la délibération 2010/347 du 26 juillet 2010 approuvant le règlement intérieur de la Galerie Saint Ravy modifiée ;
- Vu l'arrêté n°2009/39 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à Monsieur Michaël DELAFOSSE, adjoint délégué ;

Considérant :

- Que Monsieur Bertrand Riou, 87 rue du Faubourg Boutonnet, 34000 Montpellier, a déposé une demande en vue de procéder à l'exposition de ses œuvres à la galerie Saint Ravy ;
- Que cette demande a été accueillie favorablement par le jury de sélection des artistes ;
- Que cette exposition aura lieu du 28 septembre au 11 octobre 2011 ;


Décide en conséquence :

- D'autoriser Monsieur Bertrand Riou à exposer ses œuvres à la galerie Saint Ravy du 28 septembre au 11 octobre 2011 ;
- De soumettre cette autorisation aux règles et conditions définies dans le règlement intérieur de la galerie Saint Ravy (notamment en ce qui concerne le dépôt d'un chèque de caution de 385 €), règlement dont Monsieur Riou a eu préalablement connaissance et qu'il s'engage à respecter ;
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 01/09/2011

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 02/09/2011
Notifiée le :



Direction des Finances et du Contrôle de Gestion
Fourniture de porte-cartes et clés USB

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'Arrêté n°2009/25 du 31 mars 2009 donnant délégation à Monsieur Max LEVITA,

Considérant :

- Que dans le cadre de la mise en place des nouveaux moyens de paiement, la Ville de Montpellier souhaite promouvoir ce nouveau service via des portes cartes à destination des enfants bénéficiant des services de la Restauration scolaire et de la petite enfance.
- Qu'il y a lieu de commander des clés USB afin de poursuivre la dématérialisation des documents budgétaires initiée en 2010,
- Qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées, conformément à l'article 28 du Code des Marchés Publics, en date du 21 juin 2011,
- L'entreprise T IMPRESSION a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse,

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché précité à l'entreprise T IMPRESSION pour un montant minimum de 10 000 € HT et pour un montant maximum de 20 000 € HT.
- D'autoriser Mme le Maire ou M. l'Adjoint Délégué à signer le marché et plus généralement tous les documents relatifs notamment, à la préparation, la passation, l'exécution et le règlement du marché,
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2011 au chapitre 920 pour les porte-cartes et au chapitre 900 pour les clés USB.

Montpellier, le 28.01.2011

**Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA**

Publiée le :

Notifiée le :

Direction de la Culture et du Patrimoine
CARRE SAINTE-ANNE
Clôture de la régie d'avances et de recettes

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la Comptabilité Publique et notamment l'article 18,
- Vu le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 modifié relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,
- Vu le décret n° 97-1259 du 29 décembre 1997 relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités locales et des établissements publics locaux,
- Vu l'instruction codificatrice N°06-031-A-B-M du 21 avril 2006 relative aux régies de recettes, d'avances d'avances et de recettes des collectivités territoriales,
- Vu l'arrêté du 28 mai 1993 relatif aux taux d'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et du montant du cautionnement imposé à ces agents,
- Vu la décision du 26 juin 1996 instituant une régie de recettes et d'avances pour le Carré Sainte-Anne,
- Vu la décision du 2 novembre 2000 relative à l'augmentation du montant de l'avance,
- Vu les décisions du 16 décembre 2002 et du 23 septembre 2003 modifiant la régie de recettes et d'avances,
- Vu l'avis conforme de Monsieur le Trésorier Principal Municipal en date du 22/07/2011,
- Vu l'arrêté n°2009/05 du 3 mars 2009 donnant délégation à Monsieur Max LEVITA,

Considérant :

que les régies de la Direction de la Culture et du Patrimoine doivent être réorganisées pour améliorer leur fonctionnement,

Décide en conséquence :

Article 1 : A compter du 15 août 2011, il est mis fin à la régie de recettes et d'avances du Carré Sainte-Anne instituée auprès de la Direction de la Culture et du Patrimoine.

Article 2 : Le régisseur devra verser la totalité des pièces justificatives de recettes et d'avances ainsi que les documents, valeurs et stocks lors de sa sortie de fonction.

Article 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 28.07.2011

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le :
Notifiée le :





**Direction Finances et
Contrôle de Gestion**
Gestion Budgétaire et
Comptable

Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° 2011/317

Direction de la Culture et du Patrimoine
Modification de la régie d'avances Manifestations
Culturelles
Elargissement des dépenses autorisées et des moyens
de paiement

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu la délibération n° 517/2010 du 13 décembre 2010 relative à la municipalisation des activités de la régie d'exploitation des Maisons Pour Tous ;
- Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la Comptabilité Publique et notamment l'article 18,
- Vu le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 modifié relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,
- Vu le décret n° 97-1259 du 29 décembre 1997 relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités locales et des établissements publics locaux,
- Vu l'instruction codificatrice N°06-031-A-B-M du 21 avril 2006 relative aux régies de recettes, d'avances d'avances et de recettes des collectivités territoriales,
- Vu l'arrêté du 28 mai 1993 relatif aux taux d'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et du montant du cautionnement imposé à ces agents,
- Vu la Décision du 16/09/2005, instituant une régie d'avances Manifestations Culturelles auprès de la Direction de la Culture et du Patrimoine,
- Vu la Décision du 04/11/2005 relative à l'ouverture d'un compte courant,
- Vu l'avis conforme de Monsieur le Trésorier Principal Municipal en date du 22/07/2011,
- Vu l'arrêté n°2009/05 du 3 mars 2009 donnant délégation à Monsieur Max LEVITA,

Considérant :

que pour assurer le bon fonctionnement de la régie d'avances Manifestations Culturelles, il est nécessaire d'apporter des modifications dans l'acte de création de la régie d'avances,

Décide en conséquence :

Article 1 : Des modifications sont apportées aux Décisions du 16/09/2005 et du 04/11/2005, relatives à la création de la régie d'avances Manifestations Culturelles. Ces modifications concernent l'élargissement des dépenses autorisées et des moyens de paiement.

Article 2 :

La régie paie les dépenses suivantes :

- Dans le cadre de la préparation et le montage des manifestations publiques organisées par la DCP paiement de fournitures et petit matériel, papeterie, livres et documentation, photocopies et tirages photos, petits travaux de décoration, de graphisme, de maquettisme, d'arts appliqués, location de matériel audio et vidéo,
- Frais de réception, de transport, d'hôtellerie, de restauration, de parking, de transport d'œuvres, billets d'entrée dans les musées et autres structures culturelles,
- Acomptes sur contrats de cession du droit d'exploitation des spectacles.

Article 3 :

Les dépenses désignées à l'article 2 sont payées selon les modes de règlement suivants :

- Numéraire,
- Chèques,
- Carte Bancaire.

Article 4 :

Les autres dispositions susvisées restent inchangées.

Article 5:

Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 28.07.2011

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le :

Notifiée le :

Direction de la Culture et du Patrimoine
Modification de la régie d'avances et de recettes pour
le Théâtre Jean Vilar
Elargissement des dépenses autorisées

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu la délibération n° 517/2010 du 13 décembre 2010 relative à la municipalisation des activités de la régie d'exploitation des Maisons Pour Tous ;
- Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la Comptabilité Publique et notamment l'article 18,
- Vu le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 modifié relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,
- Vu le décret n° 97-1259 du 29 décembre 1997 relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités locales et des établissements publics locaux,
- Vu l'instruction codificatrice N°06-031-A-B-M du 21 avril 2006 relative aux régies de recettes, d'avances d'avances et de recettes des collectivités territoriales,
- Vu l'arrêté du 28 mai 1993 relatif aux taux d'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et du montant du cautionnement imposé à ces agents,
- Vu la Décision n°2010/0550 du 29/12/2010, relative à la création de la régie d'avances et de recettes pour le Théâtre Jean Vilar,
- Vu la Décision n°2011/0049 du 08/02/2011, modifiant la régie d'avances et de recettes pour le Théâtre Jean Vilar,
- Vu l'avis conforme de Monsieur le Trésorier Principal Municipal en date du 22/07/2011,
- Vu l'arrêté n°2009/05 du 3 mars 2009 donnant délégation à Monsieur Max LEVITA,

Considérant :

que pour assurer le bon fonctionnement du Théâtre Jean Vilar, il est nécessaire d'apporter des modifications dans l'acte de création de la régie de dépenses et de recettes,

Décide en conséquence :

Article 1 : Des modifications sont apportées à la Décision n°2010/0550 du 29/12/2010, relative à la création de la régie d'avances et de recettes du Théâtre Jean Vilar, et à la Décision n°2011/0049 du 08/02/2011, modifiant la régie d'avances et de recettes. Ces modifications concernent l'élargissement des dépenses payées.

Article 2 :

La régie paie les dépenses suivantes :

- Dépenses urgentes et de faible montant liées au fonctionnement du théâtre ou générées par les conditions de préparation des spectacles : photocopie, petit matériel pour travaux, papeterie, journaux, droguerie, frais postaux, timbres fiscaux, nourriture, boissons non alcoolisées.
- Dépenses urgentes et imprévues rendues nécessaires dans le cadre d'un spectacle, sans que ces dépenses puissent être supérieures à 750 €.
- Dépenses de pharmacie.
- Dépenses de défraiements des artistes pour leurs repas.
- Frais de réception, de déplacement, logement et restauration d'invités.
- Acomptes sur contrats de cession du droit d'exploitation de spectacles.

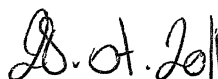
Article 3 :

Les autres dispositions susvisées restent inchangées.

Article 4:

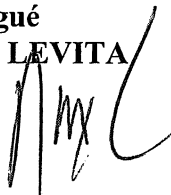
Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le



**Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué**

Max LEVITA



Publiée le :

Notifiée le :

Direction de la Culture et du Patrimoine
**Création d'une régie d'avance pour la rémunération
des intermittents du spectacle**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la Comptabilité Publique et notamment l'article 18,
- Vu le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 modifié relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,
- Vu le décret n° 97-1259 du 29 décembre 1997 relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités locales et des établissements publics locaux,
- Vu l'instruction codificatrice N°06-031-A-B-M du 21 avril 2006 relative aux régies de recettes, d'avances d'avances et de recettes des collectivités territoriales,
- Vu l'arrêté du 28 mai 1993 relatif aux taux d'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et du montant du cautionnement imposé à ces agents,
- Vu l'avis conforme de Monsieur le Trésorier Principal Municipal en date du 26/07/2011,
- Vu l'arrêté n°2009/05 du 3 mars 2009 donnant délégation à Monsieur Max LEVITA,

Considérant :

que dans le cadre des manifestations organisées par la Ville de Montpellier, il est fait appel à des intermittents du spectacle, qu'une optimisation des délais de paiement au GUSO (Guichet Unique du Spectacle Occasionnel) en vue d'éviter des pénalités de retard onéreuses doit être mise en place, il convient d'établir une régie d'avance pour le paiement des salaires et charges des intermittents du spectacle.

Décide en conséquence :

Article 1 : Il est instauré une régie d'avances pour le paiement des charges sociales au GUSO (Guichet Unique du Spectacle Occasionnel) et pour le paiement des salaires aux intermittents du spectacle.

Article 2 : La régie est installée dans les locaux de la Direction de la Culture et du Patrimoine 16, rue de la République à Montpellier 34000. À compter du 14 novembre 2011 elle sera située au nouvel hôtel de Ville, 1 place Georges FRECHE, 34000 Montpellier .

Article 3 : la régie paie les dépenses suivantes : salaires aux intermittents du spectacle et charges sociales au GUSO pour les prestations des intermittents du spectacle.

Article 4 : Les dépenses désignées à l'article 3 sont payées selon les modes de règlement suivants :

- Chèques
- Virement

Article 5 : Un compte de dépôt de fond sera ouvert au nom du régisseur ès qualité auprès du Trésor Public

Article 6 : Ce compte permet de payer les dépenses prévues à l'article 3

Article 7 : Le montant maximum de l'avance est fixé à 3000 €

Article 8 : le régisseur verse auprès de l'Ordonnateur la totalité des pièces justificatives de dépenses tous les mois et avant que le maximum de l'avance ne soit atteint.

Article 9 : Le régisseur percevra une indemnité de responsabilité dont le taux est précité dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur

Article 10 : Le régisseur est assujetti à un cautionnement dont le montant est fixé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

Article 11 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente Décision.

Montpellier, le 28.11.2011

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le :
Notifiée le :



Direction de l'Action Territoriale
**Création d'une régie d'avance pour la rémunération
des intermittents du spectacle**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la Comptabilité Publique et notamment l'article 18,
- Vu le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 modifié relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,
- Vu le décret n° 97-1259 du 29 décembre 1997 relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités locales et des établissements publics locaux,
- Vu l'instruction codificatrice N°06-031-A-B-M du 21 avril 2006 relative aux régies de recettes, d'avances d'avances et de recettes des collectivités territoriales,
- Vu l'arrêté du 28 mai 1993 relatif aux taux d'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et du montant du cautionnement imposé à ces agents,
- Vu l'avis conforme de Monsieur le Trésorier Principal Municipal en date du 26/07/2011,
- Vu l'arrêté n°2009/05 du 3 mars 2009 donnant délégation à Monsieur Max LEVITA,

Considérant :

que dans le cadre des manifestations organisées par la Ville de Montpellier, il est fait appel à des intermittents du spectacle, qu'une optimisation des délais de paiement au GUSO (Guichet Unique du Spectacle Occasionnel) en vue d'éviter des pénalités de retard onéreuses doit être mise en place, il convient d'établir une régie d'avance pour le paiement des salaires et charges des intermittents du spectacle.

Décide en conséquence :

Article 1 : Il est instauré une régie d'avances pour le paiement des charges sociales au GUSO (Guichet Unique du Spectacle Occasionnel) et pour le paiement des salaires aux intermittents du spectacle.

Article 2 : La régie est installée dans les locaux de la Direction de l'Action Territoriale, 16, rue de la République à Montpellier 34000. À compter du 14 novembre 2011 elle sera située au nouvel hôtel de Ville, 1 place Georges FRECHE, 34000 Montpellier.

Article 3 : la régie paie les dépenses suivantes : salaires aux intermittents du spectacle et charges sociales au GUSO pour les prestations des intermittents du spectacle.

Article 4 : Les dépenses désignées à l'article 3 sont payées selon les modes de règlement suivants :

- Chèques
- -Virement

Article 5 : Un compte de dépôt de fond sera ouvert au nom du régisseur ès qualité auprès du Trésor Public

Article 6 : Ce compte permet de payer les dépenses prévues à l'article 3

Article 7 : Le montant maximum de l'avance est fixé à 3000 €

Article 8 : le régisseur verse auprès de l'Ordonnateur la totalité des pièces justificatives de dépenses tous les mois et avant que le maximum de l'avance ne soit atteint.

Article 9 : Le régisseur percevra une indemnité de responsabilité dont le taux est précité dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur

Article 10 : Le régisseur est assujetti à un cautionnement dont le montant est fixé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

Article 11 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente Décision.

Montpellier, le 28.07.2011

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le :

Notifiée le :

La Panacée Cité des Artistes - Projet Textopoly
Contrat de cession du droit d'auteur

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;

Vu l'arrêté n°2009/39 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à Monsieur Michaël DELAFOSSE, adjoint délégué ;

Considérant :

- Que la Panacée Cité des Artistes, ancienne école de pharmacie transformée par la Ville en Centre d'Art Contemporain et résidence universitaire, doit ouvrir ses portes début 2012 ;
- Que la Ville souhaite dès à présent créer une dynamique collective autour de cet établissement en mobilisant les étudiants présents autour d'un premier projet artistique et culturel ;
- Que Monsieur Eli COMMINS, historien et universitaire, a proposé le projet TEXTOPOLY, réseau d'écriture urbain, qui consiste en l'écriture en ligne, via un site Internet, d'un texte composé collectivement par les Montpelliérains, sur une période de un an ;
- Que, compte tenu des circonstances et conformément à l'article 28 du Codes des Marchés Publics, ce marché de services à caractère culturel peut être passé sans publicité ni mise en concurrence préalables ;

Décide en conséquence :

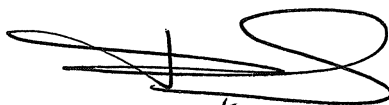
- D'approuver le contrat de cession du droit d'auteur, présenté en annexe, avec Monsieur Eli COMMINS, 11 rue Pixerecourt 75020 Paris, contre un forfait de rémunération de 7583.00 € HT (8 000.00 € TTC), auxquels se rajouteront les cotisations et contributions à verser directement aux organismes sociaux compétents ;
- De dire que cette somme sera versée en deux fois : 50 % à la signature du contrat et 50% lors de la remise du projet finalisé ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2011 de la Ville, fonction 923
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le **08/08/2011**

**Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué**
Michaël DELAFOSSE

Publiée le : **09/08/2011**

Notifiée le :



CONTRAT DE CESSION DU DROIT D'AUTEUR POUR LA REALISATION ET L'ANIMATION DU PROJET TEXTOPOLY

Entre

La Ville de Montpellier représentée par son Maire, Hélène MANDROUX, dûment autorisé en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du 2 avril 2008, complétée par la délibération n°2009/131 du 30 mars 2009.

Et

Monsieur Eli COMMINS, 11 rue Pixerecourt, 75020 PARIS

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1 : Objet du contrat :

Monsieur Eli Commins réalisera et animera pour le compte de la Ville de Montpellier le projet TEXTOPOLY, réseau d'écriture urbain : premier projet mis en œuvre par le centre d'art contemporain la Panacée Cité des Artistes, il vise à créer une dynamique collective autour de cet établissement avant même son ouverture. Il permet de mobiliser les étudiants sur un projet artistique et culturel, de donner une couleur spécifique au projet tant en termes de contenu que de relations au public et de rendre perceptible une énergie créée en commun au moment de l'inauguration.

ARTICLE 2 : Identification des droits cédés :

Monsieur Eli Comins cède à la Ville de Montpellier les droits patrimoniaux attachés à l'œuvre et notamment les droits de la reproduire, de la représenter, de l'utiliser et de la diffuser, de la modifier, l'adapter et de l'incorporer, en tout ou partie, à toute œuvre existante ou à créer.

ARTICLE 3 : obligations du cédant :

Monsieur Eli COMMINS s'interdit d'exploiter les droits patrimoniaux sur l'œuvre ainsi cédés et de créer ou de faire créer tout ce qui pourrait en constituer une contrefaçon ou une imitation.

ARTICLE 4 : Rémunération :

Monsieur Eli Commins percevra la somme forfaitaire de 7 583.00 € HT (TVA 5.5%), somme sur laquelle les cotisations AGESEA seront précomptées et versées directement à l'AGESEA par la Ville. Un remboursement de frais de déplacement et de restauration sera réalisé à hauteur de 1 500.00 € maximum, sur présentation de justificatifs. Par ailleurs, Monsieur Eli COMMINS aura la possibilité de loger ponctuellement dans un des appartements loués par la Ville au centre d'art La Panacée.

ARTICLE 5: Modalités de règlement

Le règlement des sommes dues à l'auteur sera effectué au plus tard 30 jours après émission des factures, par virement au compte ouvert au nom de

Le forfait de rémunération sera versé pour moitié lors de la signature du contrat et pour moitié lors de la remise du projet final.

ARTICLE 6 : Clause attributive de juridiction

Toute contestation relative à l'interprétation ou à l'application de la présente convention et qui ne saurait être résolue à l'amiable est du ressort des Tribunaux compétents de la Ville de Montpellier.

Fait à Montpellier, le

Pour Madame le Maire,
L'Adjoint délégué,

Monsieur Eli COMMINS

Michaël DELAFOSSE

**Marché négocié de prestations de service
avec la Fédération Française de Gymnastique pour les
Championnats du Monde de Gymnastique Rythmique
du 19 au 29 septembre 2011
Autorisation de signature**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2009/33 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à Madame BONIFACE-PASCAL

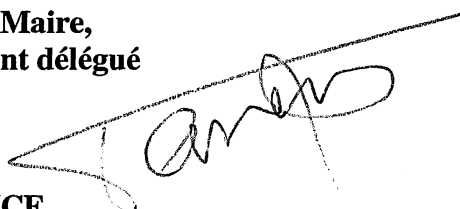
Considérant :

- Qu'il y a lieu d'acquiescer des prestations pour les Championnats du Monde de Gymnastique Rythmique à l'Aréna de Montpellier, du 19 au 29 septembre 2011. Ces prestations concernent essentiellement l'achat de supports de communication permettant une visibilité internationale exceptionnelle à travers les couvertures télévisuelles nationales et internationales, les visuels dynamiques et la présence du logo de la Ville de Montpellier sur tous les supports de communication, mais aussi l'acquisition de places au bénéfice des associations et d'invités institutionnels de la collectivité ;
- Qu'à la suite de la consultation faite auprès de la Fédération Française de Gymnastique, seul prestataire habilité, conformément à l'article 28 dernier alinéa du Code des Marchés Publics en date du 8 juillet 2011, il a été décidé d'attribuer à la Fédération Française de Gymnastique, le marché 1M466, pour l'ensemble des services à exécuter, soit des supports de communication et de visibilité, des places VIP et des opérations de billetterie, pour un montant total de 171 324 € H.T. soit 200 000, 56 € T.T.C.

Décide en conséquence :

- d'attribuer le marché précité à la Fédération Française de Gymnastique pour un montant de 171 324 € H.T. soit 200 000, 56 € T.T.C. ;
- d'imputer la dépense correspondante sur les crédits inscrits au budget 2011 de la Ville nature 6042 fonction 9240 ;
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjointe Déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

**Montpellier, le 09 08 2011
Pour Madame le Maire,
Monsieur l'Adjoint délégué**



Serge FLEURENCE

Publiée le : 12/08/2011
Notifiée le :

ZAC Port Marianne - Jardins de la Lironde
Rue Fra Angelico
Parcelle DL n° 524b
**Convention de participation Ville / SARL
CHAMPLAIN**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2010/0389/T/R en date du 2 juillet 2010 de Mme Hélène Mandroux, Maire de Montpellier, donnant à M. Philippe Saurel, Adjoint au Maire, délégué au Projet Urbain, à l'Urbanisme et à l'Aménagement Durable, délégation de fonction ;
- Vu le code de l'urbanisme et plus particulièrement son article L. 311-4 ;
- Vu la délibération n° 34/2005 du Conseil municipal en date du 25 février 2005 approuvant le dossier de création de la zone d'aménagement concerté Port Marianne – Jardins de la Lironde ;
- Vu la délibération n° 16/1998 du Conseil municipal en date du 30 mars 1998 approuvant les termes de la concession d'aménagement confiant à la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM) l'aménagement de la ZAC Port Marianne – Jardins de la Lironde ;
- Vu la concession d'aménagement signée en date du 13 mai 1998 ;
- Vu la délibération n° 44/2001 du Conseil municipal en date du 25 juillet 2001 approuvant les termes de l'avenant n° 2 à la concession d'aménagement ;
- Vu l'avenant n° 2 à la concession d'aménagement signé le 6 septembre 2001 et plus particulièrement ses articles 8 ter et 17-IV ;

Considérant :

- Qu'une demande de permis de construire a été déposée en mairie par la SARL CHAMPLAIN représentée par Monsieur Dominique BON pour la réalisation d'un programme de résidence de tourisme ;
- Qu'il y a lieu d'établir une convention de participation entre la Ville de Montpellier et la SARL CHAMPLAIN, afin de préciser les conditions de sa participation financière au coût de l'équipement de la zone d'aménagement concerté Port Marianne – Jardins de la Lironde, la parcelle cadastrée DL n° 524b, objet du programme de construction, étant localisée à l'intérieur du périmètre de la ZAC, mais non acquise par l'aménageur et propriété de la SARL CHAMPLAIN ;
- Les éléments suivants relatifs au projet de construction envisagé, résumés comme suit :
 - Surface hors œuvre nette (SHON) envisagée : 1.933 m²
 - Calcul du montant estimé de la participation :
Base de calcul : 160 €/m² SHON (valeur année 2011)
1.933 x 160 = 309.280 euros
 - Le montant total définitif de la participation du constructeur sera calculé sur la base du nombre de m² SHON autorisés par le permis de construire effectivement délivré pour la résidence de tourisme.

Décide en conséquence :

- de conclure la convention de participation entre la Ville de Montpellier et la SARL CHAMPLAIN, telle qu'annexée à la présente décision ;
- d'autoriser le versement du montant de la participation directement au bénéfice de la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM) selon les modalités de l'article 4.2 de la concession d'aménagement.

Montpellier, le **26/08/2011**

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Philippe SAUREL

Publiée le : **29/08/2011**

Notifiée le :

ZAC Port Marianne - Jardins de la Lironde
Rue Fra Angelico
Parcelles DL n° 524a et 524c
**Convention de participation Ville / SCI "FRA
ANGELICO Lironde I"**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2010/0389/T/R en date du 2 juillet 2010 de Mme Hélène Mandroux, Maire de Montpellier, donnant à M. Philippe Saurel, Adjoint au Maire, délégué au Projet Urbain, à l'Urbanisme et à l'Aménagement Durable, délégation de fonction ;
- Vu le code de l'urbanisme et plus particulièrement son article L. 311-4 ;
- Vu la délibération n° 34/2005 du Conseil municipal en date du 25 février 2005 approuvant le dossier de création de la zone d'aménagement concerté Port Marianne – Jardins de la Lironde ;
- Vu la délibération n° 16/1998 du Conseil municipal en date du 30 mars 1998 approuvant les termes de la concession d'aménagement confiant à la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM) l'aménagement de la ZAC Port Marianne – Jardins de la Lironde ;
- Vu la concession d'aménagement signée en date du 13 mai 1998 ;
- Vu la délibération n° 44/2001 du Conseil municipal en date du 25 juillet 2001 approuvant les termes de l'avenant n° 2 à la concession d'aménagement ;
- Vu l'avenant n° 2 à la concession d'aménagement signé le 6 septembre 2001 et plus particulièrement ses articles 8 ter et 17-IV ;

Considérant :

- Qu'une demande de permis de construire a été déposée en mairie par la SCI « FRA ANGELICO Lironde I » représentée par son gérant la SAS DOMINIUM, pour la réalisation d'un programme de logements ;
- Qu'il y a lieu d'établir une convention de participation entre la Ville de Montpellier et la SCI « FRA ANGELICO Lironde I », afin de préciser les conditions de sa participation financière au coût de l'équipement de la zone d'aménagement concerté Port Marianne – Jardins de la Lironde, les parcelles cadastrées DL n° 524a et 524c, objets du programme de construction, étant localisées à l'intérieur du périmètre de la ZAC, mais non acquises par l'aménageur et propriétés de la SCI « FRA ANGELICO Lironde I » ;
- Les éléments suivants relatifs au projet de construction envisagé, résumés comme suit :
 - Surface hors œuvre nette (SHON) envisagée : 5.398 m²
 - Calcul du montant estimé de la participation :
Base de calcul : 160 €/m² SHON (valeur année 2011)
5.398 x 160 = 863.680 euros

- Le montant total définitif de la participation du constructeur sera calculé sur la base du nombre de m² SHON autorisés par le permis de construire effectivement délivré pour la résidence de tourisme.

Décide en conséquence :

- de conclure la convention de participation entre la Ville de Montpellier et la SCI « FRA ANGELICO Lironde I », telle qu'annexée à la présente décision ;
- d'autoriser le versement du montant de la participation directement au bénéfice de la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM) selon les modalités de l'article 4.2 de la convention de participation.

Montpellier, le 26/08/2011

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Philippe SAUREL

Publiée le : 29/08/2011
Notifiée le :

**Exposition d'oeuvres d'artistes plasticiens
Mise à disposition de la Galerie Saint Ravy**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu le code Général de la propriété des personnes publiques et notamment l'article L.2122-1
- Vu la délibération 2010/347 du 26 juillet 2010 approuvant le règlement intérieur de la Galerie Saint Ravy modifiée ;
- Vu l'arrêté n°2009/39 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à Monsieur Michaël DELAFOSSE, adjoint délégué ;
- Vu l'arrêté n°2011/1949/T/R de remplacement de M. Delafosse par M. Fleurence du 1^{er} au 31 août 2011;

Considérant :

- Que Monsieur Eric Poulain, 8 rue Galavielle, 34000 Montpellier, a déposé une demande en vue de procéder à l'exposition de ses œuvres à la galerie Saint Ravy ;
- Que cette demande a été accueillie favorablement par le jury de sélection des artistes ;
- Que cette exposition aura lieu du 14 au 27 septembre 2011 ;

Décide en conséquence :

- D'autoriser Monsieur Eric Poulain à exposer ses œuvres à la galerie Saint Ravy du 14 au 27 septembre 2011 ;
- De soumettre cette autorisation aux règles et conditions définies dans le règlement intérieur de la galerie Saint Ravy (notamment en ce qui concerne le dépôt d'un chèque de caution de 385 €), règlement dont Monsieur Poulain a eu préalablement connaissance et qu'il s'engage à respecter ;
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 30/08/2011

Pour Madame le Maire, Monsieur le Premier
Adjoint suppléant

Serge FLEURENCE

Publiée le : 31/08/2011
Notifiée le :

ZAC Port Marianne - Jardins de la Lironde
224 rue du Capitaine Pierre Pontal
Parcelles DL n° 441, 442, 443, 444 et 445a
**Convention de participation Ville / Madame Katia
CELHAY**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2010/0389/T/R en date du 2 juillet 2010 de Mme Hélène Mandroux, Maire de Montpellier, donnant à M. Philippe Saurel, Adjoint au Maire, délégué au Projet Urbain, à l'Urbanisme et à l'Aménagement Durable, délégation de fonction ;
- Vu le code de l'urbanisme et plus particulièrement son article L. 311-4 ;
- Vu la délibération n° 34/2005 du Conseil municipal en date du 25 février 2005 approuvant le dossier de création de la zone d'aménagement concerté Port Marianne – Jardins de la Lironde ;
- Vu la délibération n° 16/1998 du Conseil municipal en date du 30 mars 1998 approuvant les termes de la concession d'aménagement confiant à la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM) l'aménagement de la ZAC Port Marianne – Jardins de la Lironde ;
- Vu la concession d'aménagement signée en date du 13 mai 1998 ;
- Vu la délibération n° 44/2001 du Conseil municipal en date du 25 juillet 2001 approuvant les termes de l'avenant n° 2 à la concession d'aménagement ;
- Vu l'avenant n° 2 à la concession d'aménagement signé le 6 septembre 2001 et plus particulièrement ses articles 8 ter et 17-IV ;
- Vu la décision n° 2010/480 en date du 16 novembre 2010, signée pour Madame le Maire par Monsieur Philippe Saurel, Adjoint délégué, concluant la convention de participation entre la Ville de Montpellier et Madame Katia CELHAY, telle qu'annexée à ladite décision, et décidant du versement du montant de la participation directement au bénéfice de la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM) selon les modalités de l'article 4.2 de la convention de participation ;
- Vu la convention de participation entre la Ville de Montpellier et Madame Katia CELHAY signée à la date du 10 janvier 2011 ;

Considérant :

- Que le permis de construire déposé ensuite par Madame Katia CELHAY pour la réalisation d'un programme de logements individuels et collectifs a du faire l'objet d'évolutions architecturales ; qu'un nouveau permis de construire a été déposé en mairie le 26 mai 2011, sous le numéro PC 34172 11V0201, pour un projet différent du précédent ;
- Que dans ce contexte, il y a lieu d'annuler la convention de participation signée le 10 janvier 2010 et la décision l'autorisant, et d'établir une nouvelle convention de participation liant la Ville de Montpellier et Madame Katia CELHAY, afin de préciser les conditions de sa participation financière au coût de l'équipement de la zone d'aménagement concerté Port Marianne – Jardins de la Lironde, les parcelles cadastrées DL n° 441, 442, 443, 444 et 445a, objet du nouveau programme de construction, étant

localisées à l'intérieur du périmètre de la ZAC, mais non acquises par l'aménageur et propriétés de Madame Katia CELHAY ;

- Les éléments suivants relatifs au projet de construction envisagé, résumés comme suit :
 - Surface hors œuvre nette (SHON) envisagée : 1.555 m²
 - Calcul du montant estimé de la participation :
Base de calcul : 160 €/m² SHON (valeur année 2011)
 $1.555 \times 160 = 248.800$ euros
 - Le montant total définitif de la participation du constructeur sera calculé sur la base du nombre de m² SHON autorisés par le permis de construire effectivement délivré

Décide en conséquence :

- d'annuler la décision n° 2010/480 en date du 16 novembre 2010 et la convention de participation signée le 10 janvier 2011 ;
- de conclure une nouvelle convention de participation entre la Ville de Montpellier et Madame Katia CELHAY, telle qu'annexée à la présente décision ;
- d'autoriser le versement du montant de la participation directement au bénéfice de la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM) selon les modalités de l'article 4.2 de la convention de participation.

Montpellier, le 26/08/2011

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Philippe SAUREL

Publiée le : 29/08/2011
Notifiée le :

**Attribution d'un marché passé selon une procédure
adaptée concernant l'assistance à maîtrise d'ouvrage
pour la procédure de délégation de service public
fourrière automobile
Autorisation de signer le marché**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2009/28 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à Madame Régine Souche, adjointe déléguée à l'égalité des droits et des devoirs et à la tranquillité publique ;
- Vu l'arrêté n° 2011/1744 du 12 juillet 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1^{er} Adjoint au Maire, en l'absence de Mme Souche, pour la période du 1^{er} au 15 août 2011.

Considérant :

- Qu'il y a lieu de confier à une entreprise spécialisée l'assistance à maîtrise d'ouvrage concernant la procédure de délégation de service public de la fourrière automobile pour la ville de Montpellier ;
- Qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées, conformément à l'article 28 du code des marchés publics, en date du 23 juin 2011, l'entreprise Service Public 2000, sise à Paris (75009), a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse ;

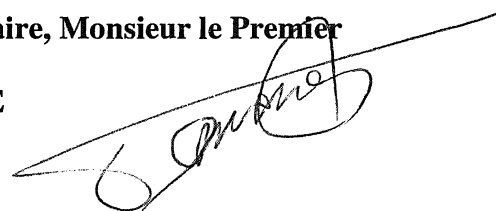
Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché précité, pour la solution 1 à 3 candidats sélectionnés, à l'entreprise Service Public 2000 pour un prix global estimé par phase sur la base du bordereau de prix unitaires à 9 025 € HT pour la durée initiale du marché ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2011 de la Ville ;
- D'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le **11/08/2011**

Pour Madame le Maire, Monsieur le Premier
Adjoint
Serge FLEURENCE

Publiée le : **12/08/2011**
Notifiée le :



DROIT DE PREEMPTION
Zone d'Aménagement Différé des BOUISSES
Propriété SERRANO
Lieudit FRESCAU
Exercice du droit de préemption

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté de délégation pris par Madame le Maire le 12 juillet 2010 (n° 2010-389);
- Vu les articles L 210-1 à L 213-18 et R 213-4 à R 213-26 du code de l'urbanisme;
- Vu le plan local d'urbanisme de la Ville de Montpellier approuvé par délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006;
- Vu l'arrêté préfectoral du 8 mars 2007 créant la zone d'aménagement différé des BOUISSES et désignant la Ville de Montpellier comme titulaire du droit de préemption;
- Vu l'estimation des services fiscaux du 8 juillet 2011.

Considérant :

- que le 27 juin 2011, Monsieur Robert SERRANO a souscrit une déclaration d'intention d'aliéner concernant un terrain nu situé lieudit Frescau et cadastré section PK 21, 103, 106 et 108, au prix de 80.000 €;
- qu'il paraît opportun pour la Ville de MONTPELLIER d'exercer le droit de préemption sur ce bien afin de constituer une réserve foncière dans le cadre de la zone d'aménagement différé des BOUISSES qui prévoit de s'assurer la maîtrise foncière des terrains de cette zone afin de répondre aux besoins futurs d'urbanisation tout en protégeant les espaces naturels remarquables en offrant un habitat favorisant la mixité sociale par la réalisation de constructions en collectifs et en protégeant la vallée de la Mosson et le bois de Bionne. Cette propriété est plus particulièrement située en bordure de la Mosson dont la vallée doit être protégée.
- que le prix proposé paraît excessif.

Décide en conséquence :

- d'exercer le droit de préemption sur la propriété Monsieur SERRANO, située lieudit Frescau, et cadastrée section PK 21, 103, 106 et 108, au prix de 19.656 €;
- dans le cas où le propriétaire déciderait de maintenir le prix indiqué dans la déclaration, d'engager la procédure réglementaire afin que le prix de l'immeuble soit fixé par la juridiction compétente en matière d'expropriation, conformément à l'article R 213-11 du code de l'urbanisme;
- de prélever les sommes nécessaires à cette acquisition sur le budget de la Ville, programme individualisé action foncière n° 2010AP23, ligne de crédit 17459 "Terrains".

Montpellier, le 11/08/2011

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Philippe SAUREL

Publiée le : 12/08/2011

Notifiée le :

Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° 2011/363

Contentieux
Ville c/ Copropriété 12 boulevard du Jeu de Paume
Procédure d'exécution d'office des travaux de
ravalement
Décision de défendre

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2009/25 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué,
- Vu l'arrêté n°2011/1823/T/R du 11 juillet 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Serge FLEURENCE en l'absence de Monsieur Max LEVITA,

Considérant :

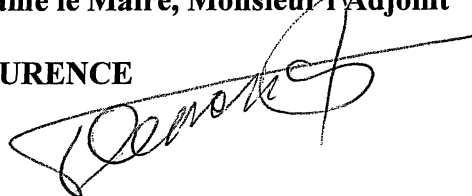
- Qu'en application des articles L.123-1 et suivants du code de la construction et de l'habitation le maire, après injonction restée sans effet, a procédé à la prescription des travaux de ravalement de l'immeuble sis 12 boulevard du Jeu de Paume, et a notifié cet arrêté de prescription aux copropriétaires par courrier du 20 octobre 2009 ;
- Que plus d'un an s'est écoulé et que les travaux n'ont pas été exécutés ;
- Qu'il est nécessaire d'engager une procédure d'exécution d'office des travaux.

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le 09.08.2011

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Serge FLEURENCE



Publiée le :
Notifiée le :

Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° *2011/384*

Contentieux
Ville c/ Copropriété 4 rue Alexandre Cabanel
Procédure d'exécution d'office des travaux de
ravalement
Décision de défendre

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2009/25 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué,
- Vu l'arrêté n°2011/1823/T/R du 11 juillet 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Serge FLEURENCE en l'absence de Monsieur Max LEVITA,

Considérant :

- Qu'en application des articles L.123-1 et suivants du code de la construction et de l'habitation le maire, après injonction restée sans effet, a procédé à la prescription des travaux de ravalement de l'immeuble sis 4 rue de Alexandre Cabanel, et a notifié cet arrêté de prescription aux copropriétaires par courrier du 04 mai 2010 ;
- Que plus d'un an s'est écoulé et que les travaux n'ont pas été exécutés ;
- Qu'il est nécessaire d'engager une procédure d'exécution d'office des travaux.

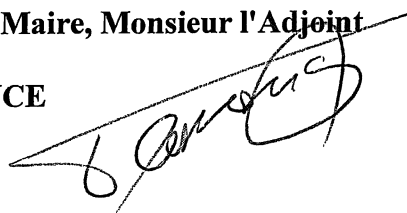
Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le *03.08.2011*

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Serge FLEURENCE

Publiée le :
Notifiée le :



Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° 2011/365

Contentieux
Ville c/ Copropriété 58 Grand rue Jean Moulin / 16 rue
En Gondeau
Procédure d'exécution d'office des travaux de
ravalement
Décision de défendre

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2009/25 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué,
- Vu l'arrêté n°2011/1823/T/R du 11 juillet 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Serge FLEURENCE en l'absence de Monsieur Max LEVITA,

Considérant :

- Qu'en application des articles L.123-1 et suivants du code de la construction et de l'habitation le maire, après injonction restée sans effet, a procédé à la prescription des travaux de ravalement de l'immeuble sis 58 Grand Rue Jean Moulin / 16 rue En Gondeau, et a notifié cet arrêté de prescription aux copropriétaires par courrier du 20 novembre 2009 ;
- Que plus d'un an s'est écoulé et que les travaux n'ont pas été exécutés ;
- Qu'il est nécessaire d'engager une procédure d'exécution d'office des travaux.

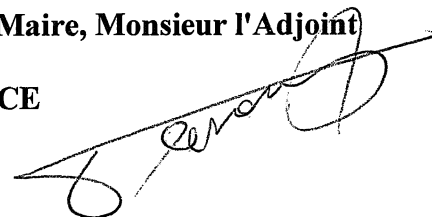
Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le 09.08.2011

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Serge FLEURENCE

Publiée le :
Notifiée le :



Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° 2011/366

Contentieux
Ville c/ Madame Christine CLEMENTZ
Etablissement LE ROMA
Occupation irrégulière du domaine public
Décision d'ester

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2009/25 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

- Que la police municipale a constaté le 23 juillet 2011 que l'établissement « Le Roma » géré par Madame Christine CLEMENTZ est installé sans autorisation sur le domaine public au 8 bis rue de la Loge et place Jean Jaurès sur environ 36 m² au total ;
- Qu'il est nécessaire de faire cesser cette occupation et d'engager son expulsion.

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le 03.08.2011

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le :
Notifiée le :

Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° 241/364

Contentieux
Ville c/ GMT (Société Générale Méditerranéenne de Travaux)
□
Pourvoi en cassation contre l'arrêt de la Cour Administrative d'Appel de Marseille du 11 juillet 2011
□
Décision de défendre

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2009/25 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;
- Vu l'arrêté n°2011/1823/T/R du 11 juillet 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Serge FLEURENCE en l'absence de Monsieur Max LEVITA

Considérant :

- Que la Ville de Montpellier a été condamnée au titre de sa responsabilité contractuelle à verser 44 381,97€ à la société GMT par la cour administrative d'appel de Marseille dans un arrêt du 11 juillet 2011 ;
- Qu'il est a décidé d'inscrire un pourvoi en cassation contre cet arrêt

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP LYON-CAEN et THIRIEZ et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le 09.08.2011

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Serge FLEURENCE

Publiée le :
Notifiée le :



**Marché Public à Procédure Adaptée relatif à
l'acquisition d'un logiciel de gestion des occupations du
domaine public**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2009-23 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à M. Marc DUFOUR, Adjoint Délégué ;

Considérant :

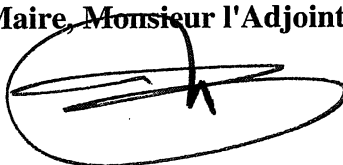
- Qu'il y a lieu d'acquérir une solution logicielle permettant de gérer les occupations du domaine public pour les marchés de plein air et également les occupations du domaine public hors marchés de plein air ;
- Qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées, conformément à l'article 28 du Code des Marchés Publics, en date du 11 avril 2011 ;
 - La société SYNOX – sise Parc Eurêka, bât. « Le Tucano », 836, rue du mas de Verchant, 34000 Montpellier – a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse pour le lot 1 : mise en œuvre d'une solution de gestion de l'espace public hors gestion des marchés de plein air ;
 - La société ITLR – sise 5, avenue de la Ballue, 49000 Angers - a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse pour le lot 2 : mise en œuvre d'une solution de gestion de l'espace public pour la gestion des marchés de plein air ;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le lot 1 du marché n° 1M 281 - mise en œuvre d'une solution de gestion de l'espace public hors gestion des marchés de plein air - à l'entreprise SYNOX, pour une durée de 28 mois et pour un montant de 91 173, 50 € HT, soit 109 043, 51 € TTC ;
- D'attribuer le lot 2 du marché n° 1M 281 - mise en œuvre d'une solution de gestion de l'espace public pour la gestion des marchés de plein air - à l'entreprise ITLR, pour une durée de 28 mois et pour un montant de 47 920, 00 € HT, soit 57 312, 32 € TTC ;
- D'autoriser Mme le Maire ou l'Adjoint Délégué à signer le marché et plus généralement tous les documents relatifs à la préparation, la passation, l'exécution ou le règlement du marché ;
- De dire que la dépense sera imputée sur les crédits inscrits au budget du service Affaires Commerciales au titre de l'année 2011. CRB 12700.

Montpellier, le 30/08/2011

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Marc DUFOUR



ZAC Nouveau Saint Roch
Projet d'extension et de modernisation de la gare
Nouveau Saint Roch
Parcelles EW N°553, 549, 557
Convention de participation entre la Ville et la SNCF
Gares & Connexions

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2010/389/T/R en date du 12 juillet 2010 de Mme Hélène Mandroux, Maire de Montpellier, donnant à M. Philippe Saurel, Adjoint au Maire, délégué au Projet Urbain, à l'Urbanisme et à l'Aménagement Durable, délégation de fonction ;
- Vu le code de l'urbanisme et plus particulièrement son article L. 311-4 ;
- Vu la délibération n° 2008/420 du Conseil municipal en date du 4 juillet 2008 approuvant le dossier de création de la zone d'aménagement concerté Nouveau Saint Roch ;
- Vu la délibération n°2010/400 du Conseil municipal en date du 4 octobre 2010 approuvant le dossier de réalisation de la zone d'aménagement concerté Nouveau Saint Roch ;

Considérant :

Qu'une demande de permis de construire a été déposée en mairie par la SNCF GARES & CONNEXIONS représentée par Madame Sophie BOISSARD, pour la réalisation de l'extension et de la modernisation de la Gare Saint Roch ;

- Qu'il y a lieu d'établir une convention de participation entre la Ville de Montpellier et la SNCF GARES & CONNEXIONS, afin de préciser les conditions de sa participation financière au coût de l'équipement de la zone d'aménagement concerté Nouveau Saint Roch, les parcelles cadastrées EW 553, 549, 557 objets du programme de construction étant localisées à l'intérieur du périmètre de la ZAC, mais non acquises par l'aménageur et propriétés de la SNCF GARES & CONNEXIONS ;
- Les éléments suivants relatifs au projet de construction envisagé, résumés comme suit :
 - Surface hors œuvre nette (SHON) envisagée : 2031 m² de commerces.
Le programme de la gare prévoit une SHON globale de 6711 m² mais les surfaces de bureaux et celles de « service public ou d'intérêt collectif » étant directement en lien avec l'accomplissement du service public de transport ferroviaire, ces surfaces de 4680 m² de SHON sont exonérées de toutes participations.
 - Calcul du montant estimé de la participation :
Base de calcul : 185 €/m² SHON (valeur année 2011)
2031 x 185 = 375 735 euros

- Le montant total définitif de la participation du constructeur sera calculé sur la base du nombre de m² SHON autorisés par le permis de construire effectivement délivré.

Décide en conséquence :

- de conclure la convention de participation entre la Ville de Montpellier et la SNCF GARES & CONNEXIONS, telle qu'annexée à la présente décision ;
- d'autoriser le versement du montant de la participation directement à la Ville de Montpellier selon les modalités de l'article 4 de la convention de participation.

Montpellier, le 11/08/2011

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué

Philippe SAUREL

Publiée le :

Notifiée le :



**Audit des dispositifs de retenue routiers
Attribution du marché**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2009-130 du 31 juillet 2009 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence adjoint au maire ;
- Vu l'arrêté de suppléance de Madame le Maire n° 2009/20 du 31 Mars 2009

Considérant :

- qu'il y a lieu de procéder à l'attribution du marché de reconnaissance de l'état descriptif et qualitatif du patrimoine des dispositifs de retenue routiers sur le territoire de la Ville de Montpellier,
- qu'à la suite d'une consultation réalisée conformément à l'article 28 du code des marchés publics en date du 25 Juillet 2011, le prestataire ASCODE – 56 rue Molière 78000 Versailles – a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse.

Décide en conséquence :

- d'attribuer le marché précité à ASCODE pour un montant total de 10.590,00 € H.T.,
- d'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer le marché et plus généralement tous les documents relatifs notamment à la préparation, la passation, l'exécution et le règlement du marché ;
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville.

**Pour Madame le Maire, Monsieur le Premier
Adjoint,**

Serge FLEURENCE
Montpellier, le 22 août 2011



**Attribution d'un marché selon une procédure adaptée :
INGENIERIE DU DISPOSITIF INTERACTIF
URBAIN**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 39/2009, donnant délégation à Monsieur DELAFOSSE Michaël, Adjoint au Maire ;
- Vu l'arrêté n° 2011/1949/T/R, donnant délégation à Monsieur Serge FLEURENCE, Premier Adjoint au Maire, en l'absence de Monsieur Michaël DELAFOSSE durant la période du 1^{er} au 31 août 2011 ;

Considérant :

- Qu'il convient de confier à un prestataire une mission d'assistance technique et d'expertise pour la mise en place du dispositif interactif urbain;
- Qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées conformément à l'article 28 du code des Marchés Publics, en date du 05 juillet 2011, la société BYPE a présenté l'offre la plus économiquement avantageuse ;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché précité à la société SAS BYPE 3 Allée Bastide des cyprès 13100 AIX EN PROVENCE Agence de Montpellier 3 rue de bercy – 34000 MONTPELLIER pour une durée d'un an à compter de la date de notification et un montant maximum de 85 000 € HT ;
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'Adjoint Délégué à signer le marché et plus généralement tous les documents relatifs notamment à la préparation, la passation, l'exécution et le règlement du marché.
- De dire que la dépense sera imputée sur les budgets 2011 et suivant de la Direction des Systèmes d'Information.

Montpellier, le 19 août 2011

Pour Madame le Maire, Monsieur le Premier
Adjoint suppléant,

Serge FLEURENCE

Publiée le : 22/08/11
Notifiée le :

Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° 2011/0376

Contentieux
Ville c/ Madame RAHMANI
**Recours pour excès de pouvoir contre la décision du 16
mai 2011 refusant d'agréer le successeur proposé pour
son étal**



Décision de défendre

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2011/1823/T/R du 11 juillet 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Serge FLEURENCE en l'absence de Monsieur Max LEVITA.

Considérant :

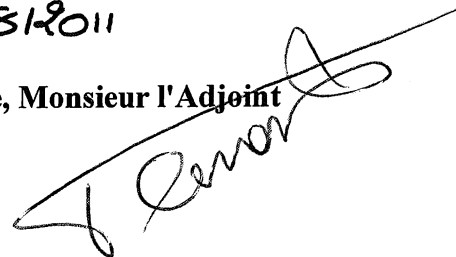
- Que Madame RAHMANI a introduit un recours (n°1103329-5) afin de voir annuler la décision du 16 mai 2011 refusant d'agréer le successeur proposé pour son étal ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le 11/08/2011

**Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Serge FLEURENCE**



Publiée le : 12/08/2011
Notifiée le :



Contentieux
Ville c/ Epoux MEYNADIER
Recours pour excès de pouvoir contre l'arrêté du 11
mai 2011 portant établissement d'une servitude
d'appui-accrochage pour la ligne aérienne de contact
du tramway



Décision de défendre

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2011/1823/T/R du 11 juillet 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Serge FLEURENCE en l'absence de Monsieur Max LEVITA.

Considérant :

- Que les époux MEYNADIER ont introduit un recours (n°1103239-1) contre l'arrêté du 11 mai 2011 portant établissement d'une servitude d'appui-accrochage pour la ligne aérienne de contact du tramway ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le 11 / 08 / 2011

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Serge FLEURENCE

Publiée le : 12 / 08 / 2011
Notifiée le :



**Attribution d'un marché selon une procédure adaptée :
Accompagnement du Projet MONTPELLIER
TERRITOIRE NUMERIQUE**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°39/2009, donnant délégation à Monsieur DELAFOSSE Michaël, Adjoint au Maire ;
- Vu l'arrêté n° 2011/1949/T/R, donnant délégation à Monsieur Serge FLEURENCE, Premier Adjoint au Maire, en l'absence de Monsieur Michaël DELAFOSSE durant la période du 1^{er} au 31 août 2011 ;

Considérant :

- Qu'il convient de confier à un prestataire une mission d'assistance technique et d'expertise pour la mise en place de l'Accompagnement du Projet Montpellier Territoire Numérique ;
- Qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées conformément à l'article 28 du code des Marchés Publics, en date du 13 mai 2011, l'association KAWENGA a présenté une offre économiquement avantageuse ;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché précité à l'association KAWENGA 21 boulevard Louis Blanc – 34000 MONTPELLIER pour une durée d'un an à compter de la date de notification et un montant maximum de 85 000 € HT ;
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'Adjoint Délégué à signer le marché et plus généralement tous les documents relatifs notamment à la préparation, la passation, l'exécution et le règlement du marché.
- De dire que la dépense sera imputée sur les budgets 2011 et suivant de la Direction des Systèmes d'Information.

Montpellier, le 24/08/2011

Pour Madame le Maire, Monsieur le Premier
Adjoint suppléant,

Serge FLEURENCE

Publiée le : 25/08/2011
Notifiée le :

**Attribution d'un marché passé selon une procédure
adaptée pour réaliser une analyse de l'air sous la
charpente de l'école élémentaire Jean Moulin.**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2009/42 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à Monsieur Jean-Louis GELY ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à l'analyse de l'air sous la charpente de l'école élémentaire Jean Moulin sise 20 boulevard Mounié à Montpellier ;
- Qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées en date du 13 juillet 2011, conformément à l'article 28 du code des marchés publics, l'entreprise CAP ENVIRONNEMENT sise 5 rue Jules Ferry à Nogent -sur-Marne (94130) a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse ;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché 1 M 493 précité à l'entreprise CAP ENVIRONNEMENT pour un montant de 4 620,00 € HT.
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget primitif 2011 de la Ville
Section : Fonctionnement Fonction : 92212 Nature : 617
- D'autoriser Madame le Maire ou L'Adjoint Délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 01/09/2011

Publiée le : 02/09/2011
Notifiée le :



**Attribution d'un marché passé selon une procédure
adaptée pour la mise en place d'un contrôle du
vieillissement des poteaux des écoles élémentaires
Antoine Balard, Simon Bolivard et André Bouulloche.**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2009/42 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à monsieur Jean-Louis GELY ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu d'effectuer un contrôle du vieillissement des poteaux dans les écoles élémentaires suivantes de la Ville de Montpellier dans le cadre de la sécurité des bâtiments :
 - Ecole Antoine Balard sise 123 rue de Salamanque – Montpellier
 - Ecole Simon Bolivar sise 300 avenue de Barcelone – Montpellier
 - Ecole André Bouulloche sise 123 rue de Lausanne - Montpellier

- Qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées en date du 12 juillet 2011, conformément à l'article 28 du code des marchés publics l'entreprise GINGER-CEBTP sise 12 rue des Frères Lumière – Parc d'activité Clément Ader à Jacou (34) a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse ;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché précité 1 M 486 a l'entreprise GINGER-CEBTP pour un montant de 16 110,00 € HT.
 - De dire que la dépense sera imputée sur le budget primitif 2011 de la Ville
- Section : Investissement – Programme : 2011AP4 - Opération : 10D05606 – LC : 20184 -
- D'autoriser Madame le Maire ou L'Adjoint Délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le

01/09/2011

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Jean-Louis GELY

Publiée le : 02/09/2011
Notifiée le :

Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° 2011 | 0381

**Attribution de Marché passé selon une procédure
adaptée
Marché de démontage de rayonnage mobile
en Mairie B**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 35/2009 en date du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à Monsieur Frédéric TSITSONIS, adjoint délégué aux ressources du patrimoine ;

Considérant :

- qu'il y a lieu de confier à une entreprise le marché concernant la démontage de rayonnage mobile en Mairie B;
- qu'à la suite d'une consultation en date du 5 août 2011, et conformément à l'article 28 du code des Marchés Publics, l'entreprise FERALP MEDITERRANEE sise ZAC de la Grange Blanche 84450 Courthézon a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse ;

Décide en conséquence :

- d'attribuer le marché de démontage de rayonnage mobile en Mairie B à l'entreprise FERALP MEDITERRANEE pour un montant total de 9 980,00 € H.T. (Neuf mille neuf cent quatre vingt Euros H.T.) ;
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut, Monsieur l'Adjoint délégué, à signer le marché avec l'entreprise titulaire et, plus généralement tout document relatif à cette affaire ;
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2011 de la Ville de Montpellier D.A.I. - Service Architecture – Fonction : 900201 – Nature : 2313

Montpellier, le 29 août 2011

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Frédéric TSITSONIS



Publiée le : 11/09/11
Notifiée le :

**Attribution d'un marché passé selon une procédure
adaptée : Accompagnement pour la mise à disposition
des données publiques -projet Opendata et projet
d'Alembert**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 39/2009, donnant délégation à Monsieur DELAFOSSE Michaël, Adjoint au Maire ;
- Vu l'arrêté n° 2011/1949/T/R, donnant délégation à Monsieur Serge FLEURENCE, Premier Adjoint au Maire, en l'absence de Monsieur Michaël DELAFOSSE durant la période du 1er au 31 août 2011 ;

Considérant :

- Que le développement de nouveaux services aux citoyens comme aux entreprises nécessite de manière croissante la mobilisation conjointe d'acteurs différents, publics (services de l'Etat, collectivités, établissements publics...), mais aussi privés ; et que le partage ainsi que la réutilisation des données publiques conditionnent l'émergence d'une telle dynamique d'innovation dans les services aux citoyens et entreprises ;
- Que la ville de Montpellier détient et produit de très nombreux fonds universitaires et contenus scientifiques et que dans la continuité de l'Agora des Savoirs il conviendra de mettre en place un dispositif numérique d'agrégation et de diffusion de la connaissance (projet d'Alembert);
- Qu'il est nécessaire de prévoir un accompagnement pour ces deux projets ;
- Qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées conformément aux articles 28 et 77-I du Code des Marchés Publics, en date du 19 juillet 2011, l'auto-entrepreneur Jérémie VALENTIN a présenté une offre économiquement avantageuse ;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché précité à l'auto-entrepreneur Jérémie VALENTIN sis 3 rue Jacques Brives – 34090 MONTPELLIER, pour une durée d'un an à compter de la date de notification du marché, pour un montant estimé de 50 000 € HT.

- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer le marché et plus généralement tous les documents relatifs notamment à la préparation, la passation, l'exécution et le règlement du marché.

- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2011 et suivant de la Direction des Systèmes d'Information – CRB 70000 - Nature 6188 - Fonction 920204.

Montpellier, le 29 août 2011

Pour Madame le Maire, Monsieur le Premier
Adjoint
Serge FLEURENCE

Publiée le : 1/09/11
Notifiée le :



**Attribution d'un marché passé selon la procédure
adaptée pour l'entretien et la maintenance des
enregistreurs permanents de température des véhicules
frigorifiques de la cuisine centrale**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2009/42 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à Monsieur Jean-Louis GELY adjoint délégué ;

Considérant :

- Que les 10 véhicules frigorifiques de livraison de repas de la cuisine centrale des Restaurants Scolaires de la Ville sont équipés selon la réglementation d'un système GPS d'enregistrement permanent des températures ;
- Que l'entretien et la maintenance de ce matériel ainsi que la gestion de l'application informatique d'accès à ces enregistrements sur site web dédié étaient assurés jusqu'à cette année , dans le cadre de la garantie, par CARRIER TRANSICOLD FRANCE, MIN de Rouen, avenue du commandant Bicheray, 76108 ROUEN CEDEX 1, constructeur/installateur du matériel et propriétaire/concepteur des systèmes Datacold et Coldtrans permettant d'accéder aux diverses informations réglementaires fournies par les enregistreurs ;
- Qu'il est indispensable de poursuivre cette prestation à compter de 2011 pour assurer le bon fonctionnement de ces matériels et rester en conformité avec la réglementation.

Décide en conséquence :

- De passer un contrat sans publicité ni mise en concurrence selon le dernier alinéa de l'article 28 et le 8° du paragraphe II de l'article 35 du code des marchés publics, pour un montant annuel de 3 840,00 € HT avec la société CARRIER TRANSICOLD FRANCE, MIN de Rouen, avenue du commandant Bicheray, 76108 ROUEN CEDEX 1, seule entreprise capable d'assurer cette prestation en sa qualité de constructeur/installateur du matériel et de propriétaire/concepteur des systèmes Datacold et Coldtrans permettant la gestion, la programmation et l'accessibilité aux informations fournies par les enregistreurs via un site internet dédié ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de fonctionnement du service des Restaurants Scolaires de la Ville : Nature : 61551 Fonctionnement : 922511 Ligne : 1509
- D'autoriser Madame le Maire ou l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le

02/09/2011

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Jean-Louis GELY

Publiée le : 03/09/2011
Notifiée le :

**Marché négocié sans mise en concurrence pour l'achat
de matériel d'éclairage public - projecteurs MEYER**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2009/25 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

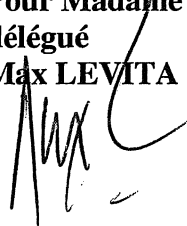
- Qu'il y a lieu de procéder à l'achat de matériel d'éclairage public – projecteurs MEYER - pour la ville de Montpellier, qu'à la suite d'une consultation d'une entreprise spécialisée (Marché négocié n° 1M341), conformément à l'article 35 II 8° al du Code des Marchés Publics, en date du 22/06/2011, la société TECSO, 31650 SAINT ORENS DE GAMEVILLE, a présenté une offre économiquement avantageuse.

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché précité à la société TECSO, pour un montant de commandes sans minimum et un maximum de 45 000 € HT, pour une durée d'un an à compter de la date de notification et renouvelable une fois.
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget investissement de la Ville nature 2188, chapitre 908.
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer ce marché.

Montpellier, le 09/09/2011

**Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA**



**Publiée le :
Notifiée le :**

PEGASE
**Convention de mise à disposition de fibres optiques par
la Ville de Montpellier à la société Hérault Télécom -
Raccordement du CINES**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 39/2009, donnant délégation à Monsieur DELAFOSSE Michaël, Adjoint au Maire ;

Considérant :

- Que la société Hérault Télécom a été autorisée, par arrêté ministériel à exploiter des réseaux de télécommunications publics et privés sur le territoire français ;
- Que la Ville de Montpellier dispose sur son territoire d'un réseau de câbles à fibres optiques PEGASE qu'elle se propose de mettre à la disposition d'opérateurs de télécommunications ;
- Que pour les besoins de raccordement de ses clients, Hérault Télécom a sollicité de la Ville la mise à disposition d'une liaison optique de son réseau Pégase. Cette liaison optique mise à disposition représente un linéaire d'environ 3 400 mètres de paires de fibres optiques ;
- Qu'après négociation, Hérault Télécom a accepté les conditions présentées par la Ville se résumant comme suit :
 - durée : dix ans.
 - frais d'accès au service : payés en une fois et correspondant aux travaux de raccordement dont le montant est de 788 €.
 - redevance annuelle : fixée à 2 € par mètre linéaire et par paire de fibres optiques base juin 2002 soit environ 6 800 €.

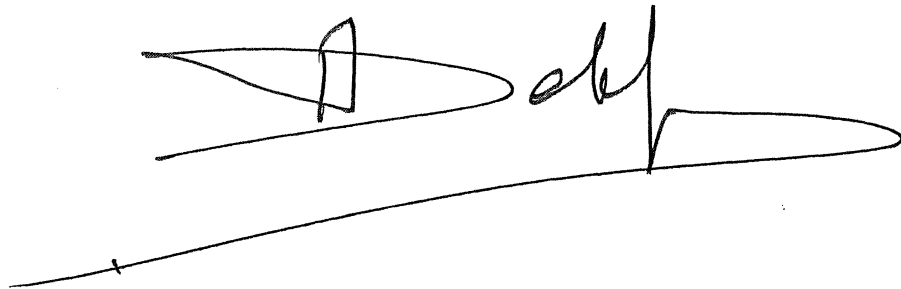
Décide en conséquence :

- D'approuver la convention à passer entre Hérault Télécom et la Ville.
- D'autoriser Monsieur le Trésorier principal municipal à faire recette des frais d'accès et de la redevance liés à cette convention.
- D'autoriser Madame le Maire ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 16 septembre 2011

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Michaël DELAFOSSE

Publiée le :
Notifiée le :

A large, stylized handwritten signature in black ink, likely belonging to Michaël Delafosse, is written over a horizontal line. The signature is composed of several loops and a long horizontal stroke at the end.

**Marché négocié sans mise en concurrence pour l'achat
de matériel d'éclairage public - Projecteurs SILL-**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2009/25 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à l'achat de matériel d'éclairage public – Projecteurs SILL - pour la ville de Montpellier, qu'à la suite d'une consultation d'une entreprise spécialisée (Marché négocié n° 1M299), conformément à l'article 35 II 8°al du Code des Marchés Publics, en date du 20/07/2011, la société PORTAL ECLAIRAGE, 34970 LATTES, a présenté une offre économiquement avantageuse.

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché précité à la société PORTAL ECLAIRAGE, pour un montant de commandes sans minimum et un maximum de 46 250 € HT, pour une durée d'un an à compter de la date de notification et renouvelable une fois.
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget investissement de la Ville nature 2188, chapitre 908.
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer ce marché.

Montpellier, le 09/09/2011

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA



Publiée le : 12/09/2011
Notifiée le :

**Attribution d'un marché passé selon une procédure
adaptée pour la gestion de mandats de location adaptée
pour divers locaux du domaine privé de la Ville de
Montpellier**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2009/44 donnant délégation de signature à Madame Hélène QVISTGAARD, Adjointe au Maire déléguée au Droit au Logement et Service Municipal de la Caution ;

Considérant :

- Qu'il a lieu de procéder à l'attribution du marché relatif à la gestion de mandats de location « adaptée » pour divers locaux du domaine privé de la Ville de Montpellier.
- Qu'à la suite d'une consultation auprès d'un organisme spécialisé, en date du 07 juillet 2011, conformément à l'article 30 du Code des marchés Publics, l'Agence Immobilière à Vocation Sociale (AIVS) a présenté une offre économiquement avantageuse ;
- Que dans le cadre de ce marché à bons de commande d'une durée d'un an à compter de la date de notification du marché et reconductible par période successive de un an pour une durée maximale de six ans, les montants à engager seront les suivants :
 - Une part fixe minimum de 140 € TTC pour 2 logements et maximum de 280 € TTC pour 4 logements (comprenant les frais de rédaction de bail et état des lieux arrivée et départ).
 - Une part variable de la rémunération de la mission correspondant à la prise en charge de l'assurance « garantie des loyers impayés et assurance dégradation » (2.10% du loyer charges comprises) et des honoraires de gestion locative adaptée (5% du loyer hors charges).

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché précité à l'Agence Immobilière à Vocation Sociale située au 17 rue du Carré du Roi 34 000 Montpellier
- De dire que cette dépense sera imputée sur le budget de la Ville (LC 17600 925204/ 611)
- D'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjointe déléguée à signer le marché et plus généralement tous les documents relatifs notamment à la préparation, la passation, l'exécution et le règlement du marché.

Montpellier, le 15/08/2011

Pour Madame le Maire, Madame l'Adjointe
déléguée
Hélène QVISTGAARD

Publiée le : 16/08/2011
Notifiée le :



**Acquisition d'une carte d'abonnement AIR FRANCE
pour Mme Hélène MANDROUX, Maire de la ville de
Montpellier, pour la période 2011-2012**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;

Considérant :

- qu'il convient de passer commande d'une carte d'abonnement permettant de bénéficier de tarifs réduits auprès de la société Air France en faveur de Madame le Maire de la Ville de Montpellier ;

Décide en conséquence :

- d'acquérir cette carte d'abonnement en faveur de Madame Hélène MANDROUX, Maire de la Ville de Montpellier, pour une période d'un an à compter du 9 septembre 2011.
- de prélever le montant de la dépense (610 € TTC) sur les crédits inscrits au budget de la Ville, fonction 920010, nature 6532.

Montpellier, le 16/09/2011

Pour Madame le Maire, Monsieur le Premier
Adjoint
Serge FLEURENCE

Publiée le : 19/09/2011
Notifiée le :



**Attribution d'un marché passé selon une procédure
adaptée : Maintenance et prestations du logiciel de
gestion de flux K2**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 39/2009, donnant délégation à Monsieur DELAFOSSE Michaël, Adjoint au Maire ;

Considérant :

- Que la Ville de Montpellier utilise la solution K2 pour la gestion de ses flux de données et qu'il convient d'en assurer la maintenance logicielle et de disposer d'une aide technique sur le produit ;
- Qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées conformément aux articles 28 et 77-I du Code des Marchés Publics, en date du 16 mai 2011, la société K2 France a présenté une offre économiquement avantageuse ;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché précité à la société K2 France sise 17 rue Neuve Tolbiac – 75013 PARIS, pour une durée d'un an renouvelable deux fois à compter de la date de notification du marché, pour un montant total minimum de 20 000 € HT et maximum de 80 000 € HT.
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer le marché et plus généralement tous les documents relatifs notamment à la préparation, la passation, l'exécution et le règlement du marché.
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2011 et suivants de la Direction des Systèmes d'Information – CRB 70000 - Nature 6156 et 6188 - Fonction 920204.

Montpellier, le 20 03 2011

Pour Madame le Maire, l'Adjoint délégué

Michaël DELAFOSSE

Publiée le :
Notifiée le :

MISSION GRAND COEUR
Droit de préemption urbain
Propriété PROVOST
7, rue Boussairolles - lot 47
Exercice du droit de préemption

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté de délégation pris par Madame le Maire le 2 septembre 2011 (n° 2011- 2209);
- Vu les articles L 210-1 à L 213-18 et R 213-4 à R 213-26 du code de l'urbanisme;
- Vu le plan local d'urbanisme de la Ville de Montpellier approuvé par délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006;
- Vu la délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006 approuvant l'instauration du droit de préemption urbain sur le territoire communal;
- Vu la délibération du Conseil municipal du 14 juin 2010 approuvant l'application du droit de préemption urbain renforcé;
- Vu la concession d'aménagement confiée à la SERM par délibération du Conseil municipal du 26 juin 2003;
- Vu l'estimation des services fiscaux.

Considérant :

- que le 11 juillet 2011, Monsieur Claude PROVOST a souscrit une déclaration d'intention d'aliéner un studio, constituant le lot n° 47 de l'immeuble situé 7 rue Boussairolles et cadastré section HM n° 173, au prix de 44.000 € en ce compris 2.000 € de meubles et en sus une commission d'agence de 5.000 €.
- que la politique locale de l'habitat mise en œuvre par la Ville de Montpellier vise à réactiver et diversifier le marché du logement et permettre le renouvellement urbain, conformément aux objectifs du Plan Local d'Urbanisme et à l'article L 300-1 du code de l'urbanisme relatif aux opérations d'aménagement ayant pour objet de mettre en œuvre une politique locale de l'habitat et de permettre la restructuration urbaine;
- qu'à cette fin, par délibération du Conseil Municipal du 26 juin 2003, la Ville de Montpellier a décidé de réaliser l'opération d'aménagement urbain "Montpellier Grand Cœur", avec pour objectifs principaux sur le volet habitat de réactiver et diversifier le marché du logement, par la production de logements sociaux

publics et de logements à loyer maîtrisé, par la réhabilitation du parc de logements inconfortables ou obsolètes;

- que pour la mise en œuvre de l'opération "Montpellier Grand Cœur" susvisée, la Ville de Montpellier a conclu avec la SERM une concession d'aménagement, selon le régime défini par l'article L 300-4 du code de l'urbanisme, approuvée par délibération du Conseil Municipal du 26 juin 2003;

- que dans ces conditions, il paraît opportun pour la Ville de Montpellier d'exercer le droit de préemption sur ledit bien immobilier, au vu des objectifs ci-dessus, afin de restructurer l'immeuble entier et de réunir dès que possible des pièces pour constituer un logement à loyer maîtrisé. La SERM est déjà propriétaire du local commercial sis en rez-de-chaussée et des lots 45 et 48 dans le même immeuble.

- que le prix proposé paraît excessif.

Décide en conséquence :

- d'exercer le droit de préemption sur la propriété PROVOST, située 7 rue Boussairolles, et cadastrée section HM n°173, au prix de 15.960 €, en ce compris 2.000 € de meubles, plus 5.000 € pour la commission d'agence;

- dans le cas où le propriétaire déciderait de maintenir le prix indiqué dans la déclaration, d'engager la procédure réglementaire afin que le prix de l'immeuble soit fixé par la juridiction compétente en matière d'expropriation, conformément à l'article R 213-11 du code de l'urbanisme;

- que la SERM intervienne à l'acte d'acquisition en tant que tiers payeurs et que le bien lui sera ensuite rétrocédé gratuitement afin de poursuivre sa mission dans le cadre de la concession d'aménagement.

Montpellier, le 08/09/2011

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 09/09/2011
Notifiée le :



Direction de la Culture et du Patrimoine
Modification de la régie d'avances Archives
Municipales
Elargissement des dépenses autorisées

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la Comptabilité Publique, et notamment l'article 18,
- Vu le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 modifié relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,
- Vu le décret n° 97-1259 du 29 décembre 1997 relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités locales et des établissements publics locaux,
- Vu l'instruction codificatrice N°06-031-A-B-M du 21 avril 2006 relative aux régies de recettes, d'avances, d'avances et de recettes des collectivités territoriales,
- Vu l'arrêté du 28 mai 1993 relatif aux taux d'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et du montant du cautionnement imposé à ces agents,
- Vu la Décision du 14/02/2003, instituant une régie d'avances auprès des Archives Municipales de la Direction de la Culture et du Patrimoine,
- Vu l'avis conforme de Monsieur le Trésorier Principal Municipal en date du 17/08/2011,
- Vu l'arrêté n°2009/05 du 3 mars 2009 donnant délégation à Monsieur Max LEVITA,

Considérant :

que pour assurer le bon fonctionnement de la régie d'avances Archives Municipales, il est nécessaire d'apporter des modifications dans l'acte de création de la régie d'avances,

Décide en conséquence :

Article 1 : Des modifications sont apportées à la Décision du 14/02/2003, relative à la création de la régie d'avances Archives Municipales. Ces modifications concernent l'élargissement des dépenses autorisées.

Article 2 :

La régie paie les dépenses suivantes :

- Acquisition de documents susceptibles de compléter les fonds actuels en ce qui concerne les archives de la Ville de Montpellier (photographies, plans manuscrits d'anciens élus ou fonctionnaires, estampes),
- Menues dépenses de fonctionnement : frais d'envoi de documents, remboursement de frais d'envoi à des tiers, petites fournitures.

Article 3 :

Les autres dispositions susvisées restent inchangées.

Article 4:

Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 14/09/2011

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le : 15/09/2011

Notifiée le :

Direction de la Culture et du Patrimoine
Modification de la régie de recettes Archives
Municipales
Elargissement des recettes encaissées

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la Comptabilité Publique, et notamment l'article 18,
- Vu le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 modifié relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,
- Vu le décret n° 97-1259 du 29 décembre 1997 relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités locales et des établissements publics locaux,
- Vu l'instruction codificatrice N°06-031-A-B-M du 21 avril 2006 relative aux régies de recettes, d'avances, d'avances et de recettes des collectivités territoriales,
- Vu l'arrêté du 28 mai 1993 relatif aux taux d'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et du montant du cautionnement imposé à ces agents,
- Vu la décision du 30 janvier 1983 instituant une régie de recettes auprès des Archives Municipales,
- Vu les décisions du 11 avril 2006 et du 17 mars 2009 modifiant la régie de recettes des Archives Municipales,
- Vu l'avis conforme de Monsieur le Trésorier Principal Municipal en date du 17/08/2011,
- Vu l'arrêté n°2009/05 du 3 mars 2009 donnant délégation à Monsieur Max LEVITA,

Considérant :

que pour assurer le bon fonctionnement de la régie de recettes Archives Municipales, il est nécessaire d'apporter des modifications dans l'acte de création de la régie de recettes,

Décide en conséquence :

Article 1 : La régie de recettes instituée auprès des Archives Municipales encaisse les produits suivants :

- Les droits de reproduction et d'enregistrement de documents sur différents supports : papier, clé USB, cédérom, courriel,
- Le remboursement par les usagers des frais de duplication de documents réalisés par un prestataire extérieur (duplication de microfilms),
- La vente des publications des Archives Municipales,
- Les frais d'authentification de copie conforme de document,
- La vente de plans et documents divers issus du Système d'Informations Géographiques (SIG).

Article 2 : Les autres dispositions susvisées restent inchangées.

Article 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 14/09/2011

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué,
Max LEVITA

Publiée le : 15/09/2011

Notifiée le :

**Marché Public à Procédure Adaptée relatif au contrôle
des installations électriques des illuminations des fêtes
de fin d'année 2011**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2009-23 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à M. Marc DUFOUR, Adjoint Délégué,

Considérant :

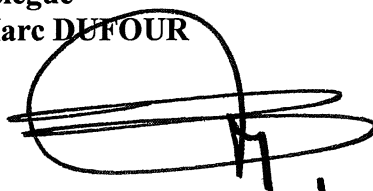
- Qu'il y a lieu, dans le cadre des fêtes de fin d'année 2011, d'assurer le contrôle des installations électriques des illuminations ;
- Qu'à la suite d'une mise en concurrence de plusieurs entreprises spécialisées, l'entreprise QUALICONSLT – sise parc club du Millénaire, 1025, rue Henri Becquerel, 34000, Montpellier – a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse ;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché n° 1M 556 relatif au contrôle des installations électriques des illuminations à la société QUALICONSLT pour un montant HT de 8 250, 00 €, soit 9 867 € TTC ;
 - D'autoriser Mme le Maire ou l'Adjoint Délégué à signer tous les documents relatifs à cette affaire ;
 - De dire que la dépense sera imputée sur les crédits inscrits au budget des Affaires Commerciales au titre de l'année 2011.
- CRB 127 – nature 617 -

Montpellier, le 10/03/2011

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Marc DUFOUR



Publiée le : 10/03/2011
Notifiée le :

Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° 2011/399

**Passerelle Allée de la Citadelle
Convention d'occupation du Domaine Public
Ville de Montpellier / SAEML Enjoy Montpellier**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté 2009/35 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à Monsieur Frédéric TSITSONIS, Adjoint délégué.

Considérant :

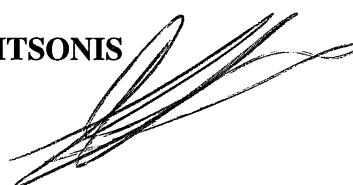
- que, par convention en date du 19 décembre 2008, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a délégué à Enjoy Montpellier la gestion du Service Public pour l'exploitation du Corum (Palais des Congrès de Montpellier et Opéra Berlioz) et du Zénith Sud ;
- que la Ville a décidé d'édifier sur le Domaine Public une passerelle piétonne au dessus de l'Allée de la Citadelle et de la voie ferrée permettant de relier notamment le Corum à l'autre côté de la voirie ;
- que cet équipement public fortement imbriqué avec le Palais des Congrès - le Corum est destiné à satisfaire notamment les usagers de ce service public ;
- que dans le cadre des exigences de la Ville en matière d'horaires d'ouverture/fermeture au public, il est approprié pour la Ville d'autoriser Enjoy Montpellier à occuper cette passerelle jusqu'à sa mise à disposition à Montpellier Agglomération.

Décide en conséquence :

- de signer la convention d'occupation du Domaine Public avec la SAEML Enjoy Montpellier pour la mise à disposition de cet équipement public ;
- que cette mise à disposition est consentie à titre gratuit, le gestionnaire faisant son affaire des frais engendrés par la gestion de cet équipement ;
- que ladite convention d'occupation du Domaine Public sera annexée à la présente décision.

Montpellier, le 15.09.2011

**Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Frédéric TSITSONIS**



**Publiée le :
Notifiée le :**

**Attribution de marchés passés selon une procédure
adaptée pour des prestations de service de pressing et
de blanchisserie**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2011/2176/TR du 01 septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à la fourniture de prestations de service de pressing et de blanchisserie pour les services de la ville de Montpellier,
- Qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées (MAPA n°1M14), conformément aux articles 28 et 77-1 du Code des Marchés Publics, en date du 30/06/2011, la société AV2 P CLEAN TENDANCE, 34070 MONTPELLIER, pour le lot 1 (prestations de service de pressing et blanchisserie qualité ordinaire), et la société EDEN PRESSING, 34000 MONTPELLIER pour le lot 2 (prestations de service de pressing et blanchisserie qualité supérieure) ont présenté les offres économiquement les plus avantageuses.

Décide en conséquence :

- D'attribuer les marchés précités aux sociétés :
 - AV2 P CLEAN TENDANCE pour le lot 1, pour un montant total de commandes maximum de 10 000 € HT,
 - EDEN PRESSING pour le lot 2, pour un montant total de commandes maximum de 10 000 € HT,pour une durée d'un an à compter de leur notification.
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget fonctionnement de la Ville, nature 6188, tous chapitres.
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer ce marché.

Montpellier, le 14/03/2011
Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué

Max LEVITA

Publiée le : 15/03/2011
Notifiée le :

**Direction du Génie
Urbain**
Régulation Trafic Eclairage
public Déplacements
Opérationnels

Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n°

2011/0402

**Attribution d'un marché passé selon une procédure
adaptée d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la mise
à niveau du tunnel de la Comédie.**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée,
- Vu l'arrêté n° 2011/2178/T/R du 01 Septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe THINES Adjoint délégué ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de confier à un prestataire extérieur des prestations d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la mise à niveau du tunnel de la Comédie ;
- Qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées, conformément à l'article 28 du Code des Marchés Publics, en date du 29 juillet 2011, la société INGEROP – immeuble « Le Massangis, 17 chemin de la Dhuy – BP 167 – 38244 MEYLAN Cedex-, a présenté une offre économiquement avantageuse ;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché précité à la société INGEROP pour un montant de 160 450,00 € HT, et pour une période de quatre ans à compter de sa notification ;
- D'autoriser l'Adjoint Délégué à signer le marché et plus généralement tous les documents relatifs notamment à la préparation, la passation, l'exécution et le règlement du marché ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2011 de la Ville, nature : 2315 et fonction : 821

Montpellier, le 19 septembre 2011
Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué

Philippe THINES

Publiée le :
Notifiée le :



**Attribution d'un marché passé selon une procédure
adaptée : Maintenance et prestations plate-forme
XFRAME**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 39/2009, donnant délégation à Monsieur DELAFOSSE Michaël, Adjoint au Maire ;

Considérant :

- Que la Ville de Montpellier utilise une solution logicielle basée sur une plate-forme « Xframe » et qu'il convient d'en assurer la maintenance et de disposer d'une aide technique sur les produits qui la composent ;
- Qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées conformément aux articles 28 et 77-I du Code des Marchés Publics, en date du 9 juin 2011, la société TELEBIG a présenté une offre économiquement avantageuse ;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché précité à la société TELEBIG sise Le Krystal - 1725 RN7 06270 VILLENEUVE LOUBET, pour une durée d'un an renouvelable trois fois à compter de la date de notification du marché, pour un montant total minimum de 11 000 € HT et maximum de 45 000 € HT.
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer le marché et plus généralement tous les documents relatifs notamment à la préparation, la passation, l'exécution et le règlement du marché.
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2011 et suivants de la Direction des Systèmes d'Information - CRB 70000 - Natures 6156 et 6188 - Fonction 920204.

Montpellier, le 11.09.2011

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Michaël DELAFOSSE

Publiée le :
Notifiée le :



**Attribution d'un marché passé selon une procédure
adaptée : Prestation de surveillance d'applications
informatiques**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 39/2009, donnant délégation à Monsieur DELAFOSSE Michaël, Adjoint au Maire ;

Considérant :

- Que la Ville de Montpellier souhaite exercer une surveillance sur certaines de ses applications informatiques mises à la disposition des agents de la collectivité et de personnes extérieures ;
- Qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées conformément aux articles 28 et 77-I du Code des Marchés Publics, en date du 23 mai 2011, la société WITBE a présenté une offre économiquement avantageuse ;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché précité à la société WITBE sise Les Collines de l'Arche – Immeuble Madeleine 92057 PARIS LA DEFENSE Cedex, pour une durée d'un an renouvelable deux fois à compter de la date de notification du marché, pour un montant annuel minimum de 4 000 € HT et maximum annuel de 12 000 € HT.
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer le marché et plus généralement tous les documents relatifs notamment à la préparation, la passation, l'exécution et le règlement du marché.
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2011 et suivants de la Direction des Systèmes d'Information – CRB 70000 - Nature 6188 - Fonction 920204.

Montpellier, le 21. 09. 2011

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Michaël DELAFOSSE

Publiée le :
Notifiée le :

Contentieux
Ville c/ Monsieur Mohamed OUARTSI et autres
Recours contre l'arrêté municipal du 08 juillet 2011
actualisant l'organisation du Marché de la Mosson



Décision de défendre

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2009/25 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

- Que Monsieur Mohamed OUARTSI et autres ont introduit un référé-suspension (n°1104001-5) et un recours en annulation (n°1104002-5) contre l'arrêté municipal du 08 juillet 2011 actualisant l'organisation du Marché de la Mosson ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le 10/08/2011

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le : 20/09/2011
Notifiée le :



**Aménagement du carrefour
Rue de Font Couverte/Rue des Chasseurs
Attribution de marché**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2011/2178 du 2 septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe THINES Adjoint délégué ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à l'attribution d'un marché de travaux de voirie, réseau pluvial et réseaux secs pour l'aménagement du carrefour rue de Font Couverte/Rue des Chasseurs ;
- Qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées, dans le cadre d'un marché à procédure adaptée, en date du 8 août 2011, conformément à l'article 28 du Code des Marchés Publics, l'entreprise EIFFAGE a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse.

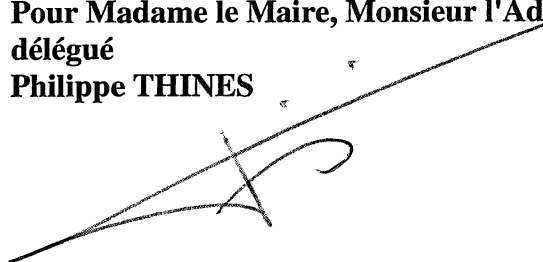
Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché n°1M435230 intitulé « Aménagement du carrefour rue de Font Couverte/Rue des Chasseurs » à la société : «EIFFAGE TRAVAUX PUBLICS MEDITERRANEE» Hérault agence de Montpellier RN 113 CS 2000 34433 Saint Jean de Védas, pour un montant de 139 874,26 € HT en 1 lot unique.
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2011 de la Ville.

Montpellier, le 19 septembre 2011

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Philippe THINES

Publiée le :
Notifiée le :



**Attribution d'un marché à bons de commande passé
selon une procédure adaptée pour la rénovation de sols
coulés au sein des établissements scolaires et petite
enfance.**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2009/42 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à Monsieur Jean-Louis GELY ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à la rénovation de sols coulés au sein des établissements scolaires et petite enfance.
- Qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées en date du 22 juillet 2011, conformément aux articles 28 et 77 du code des marchés publics à l'entreprise LUDOPARC sise 330 rue du Dirigeable – Z.I les Paluds – Aubagne (13) a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse ;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché à bons de commande 1 M 502 précité à l'entreprise LUDOPARC pour un montant minimum de 22 375,00 € HT et pour un montant maximum de 89 500,00 € HT.
Section : Investissement Fonctions : 90211,9064 Nature : 2312
- D'autoriser Madame le Maire ou L'Adjoint Délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 21.03.2011

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Jean-Louis GELY

Publiée le :

Notifiée le :



Direction de la Culture et
du Patrimoine
Administration

Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° 2011/410

**Attribution d'un marché passé selon une procédure
adaptée: réalisation du gradinage de l'auditorium du
centre d'art contemporain La Panacée**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2011/2179 du 1^{er} septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe SAUREL, adjoint délégué ;

Considérant :

- Qu'à la suite de la défaillance du titulaire du marché de gradinage de l'auditorium du centre d'art contemporain La Panacée, un nouveau marché doit être conclu pour la réalisation de cette prestation ;
- Qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées, en date du 23 juin 2011, conformément à l'article 28 du code des marchés publics, l'entreprise ERI (Sous-traitant DUCROT) a présenté une offre s'élevant à 81 290 € H.T.;
- Que la proposition financière de l'entreprise étant supérieure à l'estimation des services, une négociation a été engagée avec l'entreprise ERI ;
- Qu'à la suite de cette négociation, l'entreprise ERI a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse ;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché précité à l'entreprise ERI (sous-traitant DUCROT), Z.A. du Bosc, 34130 Mudaison, pour un montant de 70 308.00 € H.T.
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2011 de la Ville, fonction 903
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 26.09.2011

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Philippe SAUREL

Publiée le :
Notifiée le :

Recours de plein contentieux
Ville c/ SARL ALVAREZ FRERES, Menuiserie
Agencement Conseil
Décision de défendre

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2009/25 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

- Que la société SARL ALVAREZ FRERES, Menuiserie Agencement Conseil, a déposé un recours devant le Tribunal administratif de Montpellier le 23/08/2011 sous le n° 1103811-4 contre la Ville de Montpellier ;
- Qu'elle sollicite du juge l'annulation du marché conclu avec l'entreprise Atelier Ducrot pour la réalisation du lot n°6 « Menuiseries intérieures » dans le cadre du marché de construction du groupe scolaire François Mitterrand ;
- Qu'il est nécessaire d'assurer la défense des intérêts de la Ville dans cette affaire ;

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le 19/08/2011

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le : 16/08/2011
Notifiée le :



**Attribution d'un marché passé selon une procédure
adaptée: Mission d'acoustique sur l'auditorium du
centre d'art contemporain La Panacée**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2011/2179 du 1^{er} septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe SAUREL, adjoint délégué ;

Considérant :

- Que l'usage qui sera fait de l'auditorium du centre d'art contemporain La Panacée exige une étude acoustique ;
- Qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées, en date du 4 août 2011, conformément à l'article 28 du code des marchés publics, l'entreprise BET Pialot Escande a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse ;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché précité à l'entreprise BET Pialot Escande, 1 rue Jules Grévy, 34000 Montpellier, pour un montant de 8 875.00 € H.T.
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2011 de la Ville, fonction 903 ;
- D'autoriser madame le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 26.09.2011

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Philippe SAUREL

Publiée le :
Notifiée le :



**Attribution d'un marché passé selon la procédure
adaptée pour la réalisation d'une étude de
prolongation et d'aménagement de l'allée du Tiers-
Etat.**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2011/2209/T/R du 2 septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Michaël Delafosse, adjoint délégué ;

Considérant :

- qu'il y a lieu de réaliser une étude de prolongation et de réaménagement de l'allée du Tiers-Etat située dans le quartier de Port Marianne (sud-est de Montpellier),
- qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées en date du 31 août 2011 organisée conformément à l'article 28 du code des marchés publics, l'agence Vanel Ingénieur Conseil a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse.

Décide en conséquence :

- d'attribuer le marché précité n° 1M553 à l'agence Vanel Ingénieur Conseil pour un montant de 2 560,00 € HT ;
- d'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer le marché et plus généralement tous les documents relatifs notamment à la préparation, la passation, l'exécution et le règlement du dit marché ;
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget investissement 2011.

Nature : 2031

Fonction : 908241

Programme : 50031

Ligne 14658

Montpellier, le 21.09.2011

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Michaël DELAFOSSE

Publiée le :
Notifiée le :

**MISSION GRAND COEUR
Droit de préemption urbain
Propriété SCI IMMOPHONE
8, rue Aristide Ollivier - Lot 4
Exercice du droit de préemption**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté de délégation pris par Madame le Maire le 2 septembre 2011 (n° 2011-2209);
- Vu les articles L 210-1 à L 213-18 et R 213-4 à R 213-26 du code de l'urbanisme;
- Vu le plan local d'urbanisme de la Ville de Montpellier approuvé par délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006;
- Vu la délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006 approuvant l'instauration du droit de préemption urbain sur le territoire communal;
- Vu la délibération du Conseil municipal du 14 juin 2010 approuvant l'application du droit de préemption urbain renforcé;
- Vu la concession d'aménagement confiée à la SERM par délibération du Conseil municipal du 26 juin 2003;
- Vu l'avenant n° 3 à la concession d'aménagement confiée à la SERM (actions à mener dans le cadre du protocole transactionnel VILLE/CCI/CAM/SERM/SCI Odysseum 2) approuvé par délibération du Conseil municipal du 10 mai 2006;
- Vu l'estimation des services fiscaux.

Considérant :

- que le 11 août 2011, la SCI IMMOPHONE a souscrit une déclaration d'intention d'aliéner un local commercial constituant le lot n° 4 de l'immeuble situé 8 rue Aristide Ollivier et cadastrée section HM 279, au prix de 38.000 € plus 2.000 € pour la commission d'agence;
- que la politique locale de l'habitat et de dynamisation du commerce mise en œuvre par la Ville de Montpellier, se traduisant en application de l'article L 300-1 du code de l'urbanisme, par des actions en faveur du renouvellement urbain, de lutte contre l'insalubrité, de sauvegarde et de mise en valeur du patrimoine bâti, et de revitalisation du commerce,

- qu'à cette fin, par délibération du Conseil Municipal du 26 juin 2003, la Ville de Montpellier a décidé de réaliser l'opération d'aménagement urbain « Montpellier Grand Cœur »,

- que ledit bien immobilier est situé dans le périmètre de l'opération définie ci-dessus,

- que pour la mise en œuvre de l'opération « Montpellier Grand Cœur » susvisée, la Ville de Montpellier a conclu avec la SERM une convention publique d'aménagement, selon le régime défini par l'article L 300-4 du code de l'urbanisme, approuvée par délibération du Conseil Municipal du 26 juin 2003,

- que l'avenant n° 3 de la convention publique d'aménagement, approuvé par délibération du Conseil municipal du 10 mai 2006, met en place un programme d'actions complémentaires liées à l'accompagnement commercial suite à la signature d'un protocole transactionnel signé par la Ville, la Communauté d'agglomération de Montpellier, la Chambre de Commerce d'Industrie de Montpellier, la SERM et la SC Odysseum II,

- que la présente acquisition entre, d'une part, dans le cadre des différentes études réalisées par la Ville de Montpellier et la SERM afin de mettre en œuvre la politique de dynamisation du commerce en Centre Ville et, d'autre part, dans la mise en œuvre des différents accords signés entre la Ville de Montpellier, la Chambre de Commerce et d'Industrie et les principaux acteurs en charge du commerce afin de pérenniser le commerce en Centre Ville,

- que dans ces conditions, il paraît opportun pour la Ville de Montpellier d'exercer le droit de préemption sur ledit bien immobilier, au vu des objectifs ci-dessus, afin de maîtriser l'implantation et la pérennité de l'activité commerciale sur ce secteur.

Décide en conséquence :

- d'exercer le droit de préemption sur la propriété de la SCI IMMOPHONE, située 8 rue Aristide Ollivier, et cadastrée section HM 279, au prix de 38.000 € plus 2.000 € pour la commission d'agence;

- que la SERM intervienne à l'acte d'acquisition en tant que tiers payeurs et que le bien lui sera ensuite rétrocédé gratuitement afin de poursuivre sa mission dans le cadre de la concession d'aménagement.

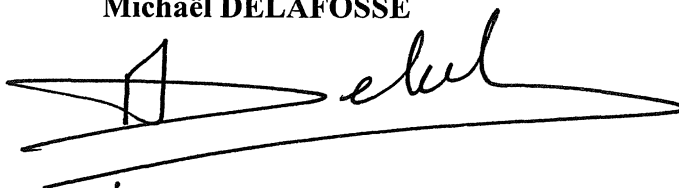
Montpellier, le 23/09/2011

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 26/09/2011

Notifiée le :



Contentieux



Ville c/ GOALARD Marie-Thérèse
Appel de la décision du juge de l'expropriation rendue
le 25 mai 2011 et concernant la parcelle cadastrée
section HO n°109

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2009/25 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

- Que Madame GOALARD a interjeté appel contre la décision du juge de l'expropriation prononcée le 25 mai 2011 dans l'instance RG n°11/03, relative à la fixation de l'indemnité due par la Commune dans l'exercice de son droit de préemption de la copropriété sise 10 rue de la Salle de l'Evêque sur la parcelle cadastrée section HO n°109 ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

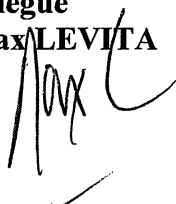
Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le 23/09/2011

**Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA**

Publiée le : 26/09/2011
Notifiée le :



Direction de l'Architecture et de l'Immobilier
**Création d'une régie de recettes pour l'exploitation du
parking du nouvel Hôtel de Ville de Montpellier**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la Comptabilité Publique, et notamment l'article 18,
- Vu le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 modifié relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,
- Vu le décret n° 97-1259 du 29 décembre 1997 relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités locales et des établissements publics locaux,
- Vu l'instruction codificatrice N°06-031-A-B-M du 21 avril 2006 relative aux régies de recettes, d'avances, d'avances et de recettes des collectivités territoriales,
- Vu l'arrêté du 28 mai 1993 relatif aux taux d'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et du montant du cautionnement imposé à ces agents,
- Vu les articles L222-1 et suivant du Code Général des Collectivités Territoriales prévoyant l'exploitation des SPIC, en gestion directe sous forme de régie,
- Vu la Délibération n° 2010/571 du 13 décembre 2010 relative à l'Exploitation du parking du nouvel Hôtel de Ville de Montpellier et à la création d'une régie dotée de la seule autonomie financière,
- Vu l'avis conforme de Monsieur le Trésorier Principal Municipal en date du 21/09/2011,
- Vu l'arrêté n°2009/05 du 3 mars 2009 donnant délégation à Monsieur Max LEVITA,

Considérant :

Que l'exploitation du parking du nouvel Hôtel de Ville s'inscrit dans le cadre d'un Service Public Industriel et Commercial (SPIC), géré en régie municipale dotée de l'autonomie financière, et comprend l'activité de vente de droits de stationnement, il convient de créer une régie de recettes pour l'encaissement des divers produits liés à l'exploitation du parking du nouvel Hôtel de Ville.

Décide en conséquence :

Article 1:

Il est instauré une régie de Recettes auprès de la Direction de l'Architecture et de l'Immobilier pour l'encaissement des droits de stationnement dans le parking du nouvel Hôtel de Ville.

Article 2 :

La régie est installée au siège d'EFFIA Stationnement, 26 cours Gambetta, Bâtiment A, 34000 Montpellier.

Article 3 :

La régie encaisse les recettes suivantes :

- Droits de stationnement dans le parking,
- Cartes d'abonnement.

Article 4 :

Les recettes désignées à l'Article 3 sont encaissées selon les modes de recouvrement suivants :

- Espèces,
- CB,
- Chèques,
- Virements (virement bancaire et postal, mandat administratif...).

Elles sont perçues contre remise à l'utilisateur de tickets, factures ou cartes d'abonnement.

Article 5 :

Un fond de caisse d'un montant de 2600 € est mis à disposition du régisseur.

Article 6 :

Un compte de dépôt de fond sera ouvert au nom du régisseur à qualité auprès du Trésor Public.

Article 7 :

Le montant maximum de l'encaisse est fixé à 100 000 €.

Article 8 :

L'intervention d'un mandataire a lieu dans les conditions fixées par son acte de nomination.

Article 9 :

Le régisseur est tenu de verser au Trésorier municipal le montant de l'encaisse dès que celui-ci atteint le maximum fixé à l'article 7 et au minimum une fois par mois.

Article 10 :

Le régisseur verse auprès de l'ordonnateur la totalité des pièces justificatives de recettes tous les mois et lors de sa sortie de fonction.

Article 11 :

Le régisseur est assujéti à un cautionnement dont le montant est fixé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

Article 12 :

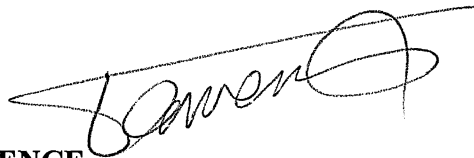
Le régisseur percevra une indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

Article 13 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 27/09/2011

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué



Serge FLEURENCE

Publiée le : 28/09/2011
Notifiée le :



Contentieux
Ville c/ Immeuble 7 rue des Etuves
Procédure d'exécution d'office des travaux de
ravalement



Décision d'ester

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2009/25 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

- Qu'en application des articles L.123-1 et suivants du code de la construction et de l'habitation le maire, après injonction du 09 septembre 2006 restée sans effet, a procédé à la prescription des travaux de ravalement de l'immeuble sis 7 rue des Etuves, et a notifié cet arrêté de prescription aux copropriétaires par courrier du 07 avril 2009 ;
- Que plus d'un an s'est écoulé et que les travaux n'ont pas été exécutés ;
- Qu'il est nécessaire d'engager une procédure d'exécution d'office des travaux.

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le 23/09/2011

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le : 26/09/2011
Notifiée le :



Contentieux
Ville c/ Madame Amina RAHMANI
Procédure d'expulsion du domaine public



Décision d'ester

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2009/25 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

- Que Madame RAHMANI s'est vue retirer son étal aux Halles Jacques Cœur par arrêté du 20 juillet 2011 ;
- Que, sans titre, elle continue d'occuper ou de faire occuper son étal ;
- Qu'il est nécessaire de procéder à son expulsion.

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le 23/09/2011

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le :
Notifiée le :

Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° *2011/422*

Saisine de la Commission Consultative des Services Publics Locaux

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'article L1413-1 du Code Général des Collectivités Territoriales

Considérant :

Qu'il y a lieu :

- d'examiner les rapports établis par les délégataires de service public,
- de présenter le rapport d'activité de la Commission Consultative des Services Publics Locaux en 2010,
- de présenter le projet de renouvellement de la délégation de service public du parking Laissac suite à la procédure de délégation de service public infructueuse.

Décide en conséquence :

- de saisir la Commission Consultative des Services Publics Locaux le 27 septembre 2011 à 9h.

Montpellier, le *22.09.2011*

Madame le Maire


Hélène MANDROUX

Publiée le :

Notifiée le :

Recueil des Actes Administratifs

Délibérations

**Adoptées en séance du Conseil municipal
du 3 octobre 2011**

Séance publique du lundi 3 octobre 2011

Convoqué le mardi 27 septembre 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 3 lundi octobre 2011 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAoui, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Brahim ABOU, Stéphanie BLANPIED, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Christiane FOURTEAU, Audrey DE LA GRANGE, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Françoise PRUNIER.

Absents :

Martine PETITOUT, Gabrielle DELONCLE.

Modification du règlement intérieur du Conseil municipal

Au nom de la commission, Madame Le Maire rapporte :

L'installation dans le nouvel Hôtel de Ville de Montpellier permettra au Conseil municipal de se réunir dans une salle du Conseil prévue uniquement à cet effet, et aménagée de manière plus adaptée à cette fonction.

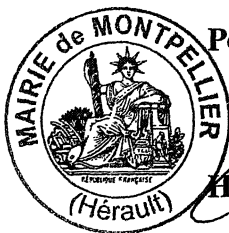
Afin de prendre en compte les nouveaux moyens de communication et de vote à la disposition des élus dans cette nouvelle salle, et de renforcer le caractère solennel de cette assemblée, il est nécessaire d'adapter le règlement intérieur du Conseil municipal.

Les modifications apportées prennent aussi en compte le changement dans les délégations consenties par Madame le Maire aux Adjoints et en date du 5 septembre 2011.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'adopter le présent règlement intérieur du Conseil municipal, joint en annexe.

Le Conseil adopte.



Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 04 10 2011

Séance publique du lundi 3 octobre 2011

Convoqué le mardi 27 septembre 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 3 lundi octobre 2011 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Brahim ABBOU, Stéphanie BLANPIED, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Christiane FOURTEAU, Audrey DE LA GRANGE, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Françoise PRUNIER.

Absents :

Martine PETTOUT, Gabrielle DELONCLE.

Election des commissions municipales

Au nom de la commission, Madame Le Maire rapporte :

Suite à la modification du règlement intérieur, il convient de procéder à l'élection des commissions municipales destinées à faciliter le fonctionnement de la gestion de la Ville conformément aux dispositions de l'article L 2121 – 22 du Code Général des Collectivités Territoriales : « Le Conseil municipal peut former au cours de chaque séance des commissions chargées d'étudier les questions soumises au Conseil soit par l'administration, soit à l'initiative d'un de ses membres ».

Je vous rappelle que ces commissions sont convoquées par le Maire, qui en est Président de droit, dans les huit jours qui suivent leur nomination, où à plus bref délai, sur la demande de la majorité des membres qui les composent. Dans cette première réunion, les commissions désignent un Vice-Président qui peut les convoquer et les présider si le Maire est absent ou empêché.

La composition des commissions, doit respecter le principe de la représentation proportionnelle pour permettre l'expression pluraliste au sein de l'assemblée communale.

L'article 5 du règlement intérieur fixe désormais à 2 le nombre des commissions municipales qu'il convient de renouveler. Elles comprennent, en plus de Mme le Maire présidente de droit, 10 membres élus à la représentation proportionnelle avec répartition des sièges au plus fort reste.

Commission n° 1 : Administration de la collectivité

- Mme le Maire présidente

Ont été élus :

- Audrey De La Grange
- Nicole Bigas
- Hélène Qvistgaard
- Laure Fargier
- Tatiana Capuozzi-Boualam
- Cédric Sudres
- Stéphane Mella
- Sarah El Atmani
- Jacques Domergues
- Francis Viguié

Commission n° 2 : Politiques publiques municipales

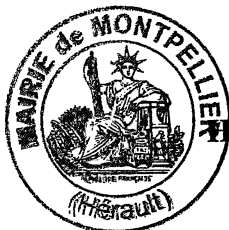
- Mme le Maire présidente

Ont été élus :

- Magalie Couvert
- Annie Benezech
- Brahim Abbou
- Marlène Castre
- Nadia Miraoui
- Hervé Martin
- Michel Aslanian
- Agnès Boyer
- Gérard Lannelongue
- Jean-Louis Roumégas

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire



Hélène MANDROUX

Publiée le : 04 10 2011

Séance publique du lundi 3 octobre 2011

Convoqué le mardi 27 septembre 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 3 lundi octobre 2011 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Brahim ABOU, Stéphanie BLANPIED, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Christiane FOURTEAU, Audrey DE LA GRANGE, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Françoise PRUNIER.

Absents :

Martine PETTOUT, Gabrielle DELONCLE.

Convention cadre de partenariat avec Ateliers Arts de France

Au nom de la commission, Monsieur DUFOUR rapporte :

La Ville de Montpellier a mis en œuvre une politique publique dont l'objectif est de mettre en place un programme d'actions en faveur de l'artisanat d'art et notamment de favoriser l'implantation et la promotion des activités de l'artisanat d'art au cœur de son centre-ville.

A ce titre, la Ville de Montpellier et Ateliers d'Art de France souhaitent conclure un partenariat durable au travers d'une convention cadre détaillant les actions novatrices qui pourront être menées conjointement sur le territoire montpelliérain.

Cette dynamique collective et qualitative renforcera l'attractivité touristique de notre centre-ville en valorisant un savoir-faire et des réalisations de très grande qualité, tout en créant un tissu économique diversifié avec un maillage d'artisans.

La Ville souhaite également participer aux activités culturelles menées par Ateliers d'Art de France sur le territoire communal et au développement économique de ce secteur d'activité.

S'associer avec Ateliers d'Art de France, une des plus grandes et anciennes organisations professionnelles des métiers d'art dans notre pays, nous permet de faire bénéficier notre territoire d'une structure de dimension nationale et d'un savoir unique tant sur la mise en valeur au travers de pièces artisanales lors de salons à dimension nationale et internationale, que dans des lieux d'exposition culturelle où des pièces uniques d'artistes contemporains seront exposées.

Leur projet d'implantation prévu à la chapelle de la Visitation rue de l'Université, permettra de développer ce lieu autour de plusieurs axes : une salle d'exposition dans la nef, un lieu de conservation des films (2 000 œuvres), un espace boutique et des bureaux pour le travail de conseil.

Les Ateliers d'Art de France s'engagent après avoir acquis le bien, propriété de la Ville de Montpellier, à réaliser environ 1.2M€ de travaux déclinés en deux phases : l'une concerne la restauration avec l'aide de

l'architecte du patrimoine à qui la Ville avait confié l'étude patrimoniale du bâtiment, l'autre phase est celle de l'aménagement des lieux d'expositions et de vente.

La Ville de Montpellier souhaite soutenir différents axes d'intention sur les 10 prochaines années et co-construire avec les Ateliers d'Art un plan d'action ambitieux, qualitatif et novateur.

Ces projets sont les suivants et seront déclinés dans les fiches actions jointes en annexe à la présente convention :

- La ville s'engage à soutenir le Festival International du Film sur l'Argile et le Verre (FIFAV).
- Lancement d'un salon de la création et du design à Montpellier.
- Un concours jeune Créateur
- Un parcours métiers d'Art dans la ville
- Intégration dans le projet Cité des Ecrans de Montpellier Ville Numérique
- Une politique d'achat d'œuvre

Ces fiches actions feront l'objet d'actualisation et d'évaluation chaque année par les deux partenaires, déterminant action par action les conditions opérationnelles de leur mise en œuvre.

La présente convention est une convention cadre qui a pour objet de préciser les conditions dans lesquelles s'établissent les relations durables entre les partenaires pour favoriser le développement des métiers d'Art sur le territoire de la ville de Montpellier.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- D'approuver la convention de partenariat ci-jointe entre la Ville de Montpellier et Ateliers d'Art de France
- D'autoriser Mme le Maire, ou à défaut, l'Adjoint Délégué à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire


Hélène MANDROUX

Publiée le : 04/10/2011

Séance publique du lundi 3 octobre 2011

Convoqué le mardi 27 septembre 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 3 lundi octobre 2011 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMÉGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Brahim ABOU, Stéphanie BLANPIED, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Christiane FOURTEAU, Audrey DE LA GRANGE, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Françoise PRUNIER.

Absents :

Martine PETITOUT, Gabrielle DELONCLE.

Chapelle de la Visitation rue de l'Université Vente à Ateliers d'Art de France

Au nom de la Commission, Monsieur DELAFOSSE rapporte :

La Ville de Montpellier est propriétaire de la Chapelle de la Visitation, située en Secteur sauvegardé, à l'angle des rues de l'Université et Arc des Mourgues, et cadastrée BY 139, d'une superficie de 381 m², et inscrit à l'inventaire des Monuments Historiques depuis le 10 avril 1989.

Ce patrimoine a été cédé à la Ville pour un franc symbolique le 31 décembre 1976, par l'Association Diocésaine, à la condition expresse que le bien soit affecté à un dépôt d'art sacré.

Un avenant à cet acte, en date du 2 septembre 1993 a annulé la clause restrictive d'affectation et d'occupation et l'a remplacée par une affectation à des activités culturelles.

Cette chapelle, construite dans les années 1650, a fait l'objet de travaux d'agrandissement et d'aménagements intérieurs au 18^e siècle jusqu'à la période de la Révolution.

Au XIX^e siècle, elle est rendue au culte et fait l'objet de nouveaux travaux de restauration et d'aménagement.

Depuis son acquisition en 1976, la Ville a réalisé un certain nombre de travaux conservatoires sur l'édifice : réalisation d'une dalle en béton au dessus des voûtes et pose de tirants (1977-78), réfection de la couverture et reprise de la charpente (1980), ravalement de façades (1990), pose de tirants côté façade est (2008), mais le lieu n'a pas été ouvert au public et n'a pas fait l'objet d'aménagements destinés à accueillir un équipement public. L'intérieur de la chapelle nécessite d'importants travaux de restauration et de conservation.

Ateliers d'Art de France, syndicat professionnel des métiers d'art, souhaite s'implanter à Montpellier, dans le cadre d'un partenariat durable avec la Ville, et a proposé d'acquérir à cette fin la Chapelle de la Visitation.

Ateliers d'Art de France regroupe 2 800 adhérents, représentant 217 métiers, qu'il accompagne par des actions de formation, conseil, solidarité et dont il valorise le travail tant en France qu'à l'international : organisation de salons (Salon Maison et objet, Salon international du patrimoine culturel, Concours de jeunes créateurs), export et commercialisation des créations (2 boutiques à Paris), organisation d'expositions (quatre lieux à Paris),

organisation du Festival international du Film sur l'Argile et le Verre (FIFAV), qui se tient tous les deux ans à Montpellier depuis 14 ans.

Le projet d'AAF prévoit l'aménagement d'une salle d'exposition dans la nef, d'une salle de projection et d'une vidéothèque, ainsi que d'un lieu de vente, et quelques bureaux.

Ateliers d'Art de France s'engage à réaliser à l'intérieur du bâtiment, outre les travaux d'aménagement liés à l'exercice de leur activité, les travaux de restauration et de conservation nécessaires à la remise en état et mise en valeur du site.

AAF accepte d'acquérir la Chapelle de la Visitation pour un montant de 450 000 €, correspondant au montant des travaux réalisés par la Ville sur l'immeuble, et approuvé par le Service des Domaines dans un avis en date du 23 août 2011.

Le montant des travaux à réaliser par l'acquéreur est évalué à environ 1 200 000 €.

La vente se fera sous condition de respect de l'affectation à des activités essentiellement culturelles, et de réalisation du programme de travaux, une clause de rétrocession du bien sera prévue à l'acte en cas de non respect de l'affectation.

Ce projet offre l'opportunité de rénover et mettre en valeur ce site exceptionnel, d'y installer des activités dont la vocation prédominante sera culturelle, et d'ouvrir le lieu au public.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la vente de la Chapelle de la Visitation située rue de l'Université et cadastrée BY 139 à Ateliers d'Art de France, au prix de 450 000 €, afin d'y réaliser un espace comprenant notamment salle d'exposition, salle de projection, vidéothèque, bureaux et lieu de vente.
- de prévoir à l'acte de vente les clauses suivantes : respect de l'affectation à des activités culturelles, avec clause de restitution en cas de non respect de ladite affectation, respect du programme de travaux à caractère patrimonial et d'aménagement fonctionnel établi par l'architecte mandaté par AAF dans le cadre des études préliminaires, en concertation avec la Ville, la Direction régionale des affaires culturelles et l'Architecte des Bâtiments de France, le 25 août 2011.
- de confier la rédaction de l'acte authentique à l'Office Notarial de BAILLARGUES.
- d'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer tout acte ou document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire


Hélène MANDROUX

Publiée le : 04/10/2011

Séance publique du lundi 3 octobre 2011

Convoqué le mardi 27 septembre 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 3 lundi octobre 2011 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Brahim ABBOU, Stéphanie BLANPIED, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Christiane FOURTEAU, Audrey DE LA GRANGE, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Françoise PRUNIER.

Absents :

Martine PETITOUT, Gabrielle DELONCLE.

Maison Médicale de Garde Jean Bouyer 2 rue des Tourterelles Convention d'occupation du Domaine Public Ville de Montpellier / Association MAPS "Montpellier Association de Permanence de Soins"

Au nom de la Commission, Monsieur TSITSONIS rapporte :

Dans l'intérêt de la population, le Conseil Municipal a décidé, par délibération en date du 3 mai 2010, de créer dans l'ancienne annexe des écoles Freud/Camoëns, une Maison Médicale de Garde.

Cet équipement, situé 2 rue des Tourterelles, d'une superficie de 150 m² est composé de deux salles de consultation, une salle d'attente, une salle de réunion pouvant être utilisée pour de légères interventions médicales, un espace accueil-secrétariat et des sanitaires.

La valeur locative annuelle de ces locaux est de 16 500 euros.

Toutefois, compte tenu des activités d'intérêt général effectuées par le Preneur, la mise à disposition est consentie à titre gratuit.

Cette gratuité est constitutive d'une subvention en nature annuelle de 16 500 euros qui devra être reportée à la fois sur le compte administratif de la Ville et à la fois dans les comptes annuels du Preneur.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- d'accepter de conclure avec l'association MAPS « Montpellier Association de Permanence de Soins » une convention d'Occupation du Domaine Public pour les locaux d'une superficie de 150 m² situés 2 rue des Tourterelles ;
- que cette mise à disposition prendra effet à compter du 1^{er} novembre 2011 pour une durée de 3 ans ;
- que conformément à la délibération du Conseil Municipal en date du 3 mai 2010 cette mise à disposition est consentie à titre gratuit, l'association acquittant toutes les charges de fonctionnement ;

- que la gratuité du loyer constitue une subvention en nature d'un montant annuel de 16 500 euros qui devra être reportée à la fois sur le compte administratif de la Ville et à la fois dans les comptes annuels de l'association MAPS ;
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour ~~extraire~~ conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 04/10/2011



Séance publique du lundi 3 octobre 2011

Convoqué le mardi 27 septembre 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 3 lundi octobre 2011 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARJA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Brahim ABBOU, Stéphanie BLANPIED, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Christiane FOURTEAU, Audrey DE LA GRANGE, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Françoise PRUNIER.

Absents :

Martine PETITOUT, Gabrielle DELONCLE.

Convention conclue entre l'Etat et la ville de Montpellier relative au fonctionnement de l'aire d'accueil des gens du voyage de Bionne Autorisation de signer l'avenant n° 10

Au nom de la commission, Monsieur FLEURENCE rapporte :

La Ville de Montpellier dispose depuis 1995 d'une aire aménagée d'une capacité de 40 emplacements-caravanes, aire qui entre dans le cadre de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 qui fait obligation aux communes de plus de 5000 habitants de disposer d'un terrain pour l'accueil des gens du voyage, selon le schéma départemental d'accueil de l'Hérault.

Cette aire située 514, avenue Léon Jouhaux, est destinée au stationnement des gens du voyage titulaires d'un titre de circulation, vivant en caravane et transitant sur le territoire de la commune. Cet équipement est exploité depuis le 1^{er} janvier 2004 dans le cadre d'une Délégation de Service Public, renouvelée le 1^{er} janvier 2007 et le 1^{er} avril 2010 ; ce choix de mode de gestion fait suite aux difficultés rencontrées par la collectivité pour assurer la gestion de l'aire en régie directe.

Le 14 janvier 2002, la Ville a signé avec le Préfet de la Région Languedoc-Roussillon, Préfet de l'Hérault, une convention relative aux conditions d'attribution de l'aide à la gestion des aires d'accueil. Cette convention prévoit que la Ville bénéficie pour les 40 places de caravanes d'une aide financière mensuelle. Le montant mensuel forfaitaire revalorisé par arrêté du 28 mai 2004 est maintenu à 132, 45 € par place. Cette disposition s'applique aux aides dues à compter du 1^{er} janvier 2011. L'aide sera versée par la CAF de Montpellier. Pour bénéficier de cette aide, la Ville s'engage à fournir chaque année au Préfet et à la CAF les documents transmis par la CAF justifiant de l'activité de l'aire d'accueil.

Il nous est proposé par le Préfet de l'Hérault un avenant n°10 à la convention initiale de 2002.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'autoriser Mme le Maire, ou M. l'Adjoint Délégué, à signer l'avenant n° 10 à la convention relative au fonctionnement de l'aire d'accueil des gens du voyage ;
- d'autoriser Madame le Maire ou M. l'Adjoint Délégué à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 04/10/2011



Séance publique du lundi 3 octobre 2011

Convoqué le mardi 27 septembre 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 3 lundi octobre 2011 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michaël DELAFOSSE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Brahim ABBOU, Stéphanie BLANPIED, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Christiane FOURTEAU, Audrey DE LA GRANGE, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Françoise PRUNIER.

Absents :

Martine PETITOUT, Gabrielle DELONCLE.

AIRE PIETONNE

Secteur "Merci - Courreau - Gambetta - Saunerie - Jeu de Paume - Ledru Rollin"

Objectifs et modalités de la Concertation

Au nom de la Commission, Monsieur FLEURENCE rapporte :

Le projet de rénovation urbaine du quartier Centre - secteur Gambetta prévoit dans ses objectifs l'amélioration du cadre de vie et notamment des espaces publics du secteur et répond aux demandes des associations de quartier.

La mise en place du plan local de déplacement et la mise en service de la troisième ligne de tramway conduisent à proposer l'extension du périmètre de l'aire piétonne Gambetta/Saunerie en cours de réalisation en incluant :

- à l'Est le boulevard Ledru Rollin et le boulevard du Jeu de Paume entre la place Giral et la place Laissac.
- Au Nord le secteur compris entre la rue de la Merci, la rue du faubourg du Courreau, le cours Gambetta, le boulevard du Jeu de Paume, le boulevard Ledru Rollin et la rue Marceau.

Cette piétonisation répond aux objectifs suivants :

- Contribuer à l'amélioration du cadre de vie de qualité en réduisant considérablement les nuisances de la circulation et du stationnement des véhicules dans les voiries inadaptées à leurs contraintes (bruit, pollution, gêne à la circulation des piétons et notamment des personnes à mobilité réduite, à l'accès rapide des véhicules de secours,...).
- Organiser et gérer l'accès des professionnels (entreprises, artisans,...) en fonction des besoins réels de leurs interventions et en tenant compte des contraintes d'exploitation du tramway et du schéma de transport en commun de manière générale ;

- Requalifier les espaces publics par l'enlèvement d'obstacles inesthétiques et encombrants, qui ont été mis en place pour empêcher le stationnement anarchique ;

En application de l'article L300-2 du code de l'urbanisme, nous vous proposons :

- D'adopter les objectifs proposés sur ce périmètre pour restreindre la circulation ;
-
- D'adopter les modalités d'association du public suivantes :
 - o Une réunion publique ;
 - o Une mise à disposition du public du dossier, afin de leur permettre de faire part de leurs observations ;
 - o Un article dans le journal municipal « Montpellier notre Ville » ;
- D'autoriser Madame le Maire, ou à défaut, Monsieur l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire



Hélène MANDROUX

Publiée le : 04/10/2011

Séance publique du lundi 3 octobre 2011

Convoqué le mardi 27 septembre 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 3 lundi octobre 2011 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Brahim ABBOU, Stéphanie BLANPIED, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Christiane FOURTEAU, Audrey DE LA GRANGE, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Françoise PRUNIER.

Absents :

Martine PETTOUT, Gabrielle DELONCLE.

AFFAIRES ECONOMIQUES

Convention de partenariat avec l'association d'entreprises Mill'énergies

Au nom de la commission, Monsieur DUFOUR rapporte :

La Ville de Montpellier souhaite mettre en œuvre dans le cadre de sa politique en faveur de l'attractivité économique de son territoire et du soutien à l'emploi, un cadre partenarial avec une association montpelliéraine réunissant une cinquantaine d'entreprises localisées sur le territoire communal et plus spécifiquement sur le quartier Port Marianne.

L'association Mill'énergies, créée en 2007, a pour objet de favoriser le développement des entreprises de la zone du Millénaire en valorisant leur savoir-faire et en créant une dynamique d'échanges au travers d'actions concrètes. Elle réunit à ce jour 43 entreprises adhérentes de toutes tailles avec de la PME à la multinationale avec des entreprises comme IBM, DELL, EDF, MGEN, ACTEA, Triade Conseil... Les entreprises adhérentes à cette association réunissent au total plus de 6000 salariés.

Ce cadre partenarial a pour finalité de renforcer l'attractivité de notre ville en offrant un meilleur ancrage territorial avec ce tissu économique essentiel à la vie de ce quartier et au développement de Montpellier. Il permettra également de favoriser d'une part, les conditions d'implantation des entreprises, de leurs conditions de vie au quotidien, et de leurs salariés, et d'autre part d'améliorer le lien entre les habitants de ce quartier et les entreprises.

En effet, cette convention vise à mieux appréhender la cohabitation sur ce territoire entre les entreprises et les attentes de leurs salariés et les habitants du quartier.

Cette convention participera à faciliter le mieux vivre ensemble à travers des synergies communes dans différents domaines notamment économique, l'emploi et l'insertion ou le cadre de vie.

Ce lien novateur par ces objectifs partagés offrira à la Ville de Montpellier la possibilité de créer du lien au travers d'actions ciblées à destinations des 6000 salariés qui travaillent quotidiennement sur cette zone

d'activité, tout en nous offrant la possibilité de suivre les évolutions de ce tissu économique unique sur notre territoire.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- d'approuver la convention de partenariat ci-jointe entre la Ville de Montpellier et l'association Mill'énergie
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut, l'Adjoint Délégué à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire



Hélène MANDROUX

Publiée le : 04/10/2011

Séance publique du lundi 3 octobre 2011

Convoqué le mardi 27 septembre 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 3 lundi octobre 2011 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Brahim ABOU, Stéphanie BLANPIED, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Christiane FOURTEAU, Audrey DE LA GRANGE, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Françoise PRUNIER.

Absents :

Martine PETITOUT, Gabrielle DELONCLE.

AFFAIRES ECONOMIQUES MARCHES DE PLEIN AIR Port Marianne - Malbosc - Saint Martin Prolongation de gratuité de la redevance de l'emplacement

Au nom de la commission, Monsieur DUFOUR rapporte :

Trois nouveaux marchés de plein air ont été créés par la Ville en 2009 et 2010 dans les quartiers de Malbosc, Saint-Martin et Port Marianne.

Afin de permettre un démarrage de ces marchés, il a été décidé d'exonérer les commerçants des droits de place. Cette gratuité devait s'achever au 30 juin 2011.

Lors de la Commission Municipale des Halles et Marchés en date du 18 juillet 2011, il a été proposé de prolonger cette gratuité jusqu'au 31 décembre 2011.

En effet, compte tenu du contexte économique actuel et pour le marché Port Marianne des travaux liés à la ligne 3 du tramway, les trois nouveaux marchés connaissent des difficultés pour attirer une clientèle fidèle et suffisante.

En outre, dans le cadre de la fermeture du marché de la Mosson les mercredis et jeudis, les commerçants abonnés de ce marché ont été incités à se positionner sur d'autres marchés de la Ville notamment Saint Martin et Malbosc.

Le prolongement de la gratuité jusqu'à la fin de l'année permettra pour les marchés Malbosc et Saint-Martin de se renforcer avec l'arrivée de nouveaux commerçants et pour celui de Port-Marianne de passer le cap des travaux du tramway et ouverture du nouvel Hôtel de Ville.

Cette prolongation représente un manque à gagner pour la collectivité estimé à 5136,00 € (marché Malbosc : 787,20 €; marché Port Marianne : 1891,20 € ; marché Saint Martin : 2457,60 €) mais constitue un facteur important de pérennité de ces commerces de proximité, nécessaires à la vie des quartiers.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- d'approuver cette prolongation de la gratuité des emplacements jusqu'au 31 décembre 2011 ;
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'adjoint délégué à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire



Hélène MANDROUX

Publiée le : 04/10/2011

Direction de l'Espace Public
Gestion des Moyens
Communs

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
Municipal de la Ville de
Montpellier
n° 2011 / 467

Séance publique du lundi 3 octobre 2011

Convoqué le mardi 27 septembre 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 3 lundi octobre 2011 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARJA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Brahim ABBOU, Stéphanie BLANPIED, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Christiane FOURTEAU, Audrey DE LA GRANGE, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Françoise PRUNIER.

Absents :

Martine PETTOUT, Gabrielle DELONCLE.

Location de chalets de Noël Autorisation de signer le marché

Au nom de la Commission, Monsieur DUFOUR rapporte :

Le marché de location de chalets de Noël pour la manifestation des Hivernales 2010, avait été attribuée, suite à Avis d'Appel Public à la Concurrence et par décision en date du 30 novembre 2010, à la société CODECOM pour une durée de 3 mois.

Ce marché étant arrivé à son terme, la Ville de Montpellier a décidé de lancer un appel d'offres européen ouvert, conformément aux articles 33 3^{al}, 57 à 59 et 77 du Code des Marchés Publics, en vue de confier à une entreprise les prestations en question.

La consultation a porté sur un marché constitué d'un lot unique pour une durée d'un an (durée d'exécution trois mois) reconductible trois fois sur demande expresse de la Ville.

La consultation comporte une solution de base et une option relative à la personnalisation des décors des chalets.

Les prestations à fournir sont soumises à la procédure des marchés à bons de commande, selon un bordereau de prix unitaires, dans les limites d'un minimum et d'un maximum :

- Minimum: 50 000, 00 € HT/an
- Maximum: 195 000, 00 € HT/an

Conformément au Règlement de Consultation, l'analyse des offres a été effectuée selon les critères suivants :

- Prix des prestations : pondération 60
- Valeur technique : pondération 40

Lors de sa séance du 13 septembre 2011, la Commission d'Appel d'Offres a attribué le marché à la société CHALET'XPO - sise 3017, rue de la Vieille Serre, 31800 St Gaudens - dont l'offre est

économiquement la plus avantageuse pour réaliser ces prestations pour un montant de minimum de 50 000 €HT/an et pour un montant maximum de 195 000 € HT/an.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- d'approuver cette opération ;
- d'autoriser Mme Le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué, à signer le marché avec l'entreprise retenue par la Commission d'Appel d'Offres ainsi que tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 04/10/2011



Séance publique du lundi 3 octobre 2011

Convoqué le mardi 27 septembre 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 3 lundi octobre 2011 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERTMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Brahim ABOU, Stéphanie BLANPIED, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Christiane FOURTEAU, Audrey DE LA GRANGE, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Françoise PRUNIER.

Absents :

Martine PETITOUT, Gabrielle DELONCLE.

Marché Public à Procédure Adaptée relatif aux travaux d'installation et d'entretien du patrimoine électrique extérieur

Au nom de la Commission, Monsieur DUFOUR rapporte :

La Ville de Montpellier a décidé de lancer (le précédent marché étant arrivé à son terme) un marché public à procédure adaptée, conformément à l'article 28 et 77 du Code des Marchés Publics, en vue de confier à une entreprise les prestations suivantes :

- Travaux d'installation et d'entretien du patrimoine électrique extérieur : bornes alimentaires des marchés de plein air, illuminations des fêtes de fin d'année, événementiel (Hivernales, Estivales, Antigone de l'Artisanat, Grand Bazar...).

La consultation a porté sur un marché constitué d'un lot unique pour une durée d'un an reconductible trois fois sur demande expresse de la Ville.

Les prestations à fournir sont soumises à la procédure des marchés à bons de commande, selon un bordereau de prix unitaires, dans les limites d'un minimum et d'un maximum :

- Minimum: 50 000, 00 € HT/an
- Maximum: 125 400, 00 € HT/an

Conformément au Règlement de Consultation, l'analyse des offres a été effectuée selon les critères suivants :

- Prix des prestations : pondération 60
- Valeur technique : pondération 40

Lors de sa séance du 20 septembre 2011, la Commission d'Appel d'Offres a attribué le marché à la société CITEOS dont l'offre est économiquement la plus avantageuse.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- d'approuver cette opération ;
- d'autoriser Mme Le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué, à signer le marché avec l'entreprise retenue par la Commission d'Appel d'Offres ainsi que tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène DANROUX

Publié le : 04/10/2011

Séance publique du lundi 3 octobre 2011

Convoqué le mardi 27 septembre 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 3 lundi octobre 2011 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARJA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Brahim ABBOU, Stéphanie BLANPIED, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Christiane FOURTEAU, Audrey DE LA GRANGE, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Françoise PRUNIER.

Absents :

Martine PETITOUT, Gabrielle DELONCLE.

Attributions de subventions dans le cadre de la solidarité Exercice 2011

Au nom de la commission, Madame Le Maire rapporte :

Association NOUAS (n°2800)

L'association NOUAS a pour mission la prévention des phénomènes d'exclusion et l'insertion des publics précaires.

Dans le cadre de ses activités, l'association propose des activités destinées aux jeunes des quartiers Mosson et Cévennes. Son intervention consiste essentiellement dans l'organisation d'ateliers de soutien pour les publics scolarisés afin de lutter contre l'échec scolaire. Cette aide personnalisée leur permet par ailleurs de faciliter leur intégration en milieu scolaire et de rompre l'isolement.

A côté de cette activité, l'association développe des actions d'accès à la citoyenneté par de la médiation ainsi que des actions en faveur de l'emploi (mise en place de formations).

Toutes ces actions visent à réduire les phénomènes d'exclusion et à renforcer le lien social dans les quartiers Mosson et Cévennes.

Afin de permettre à l'association NOUAS de mener à bien l'ensemble de ces activités, la Ville de Montpellier propose de lui attribuer une subvention de fonctionnement de **15 000 €**.

Association Médecins du Monde (n°4242)

L'association Médecins du Monde, reconnue d'utilité publique par décret en date du 24 janvier 1989, a pour objet de porter assistance à toutes personnes en état de souffrance physique ou morale.

Suite à l'engagement du CCAS à faciliter l'ouverture des droits à l'Aide Médicale Etat, l'association Médecins du Monde sollicite un engagement supplémentaire de la Ville afin de pouvoir mettre en place une aide à l'achat du timbre, droit d'entrée équivalent à 30 euros pour chaque personne majeur relevant du dispositif.

En effet, les premiers éléments d'une enquête réalisée début 2010 révèlent que la plupart des personnes rencontrées sur la commune n'ont pas les ressources suffisantes pour pouvoir payer ce droit d'entrée, ce qui constitue un frein à l'accès aux soins pour les plus démunis.

Dans le cadre de la politique de solidarité menée par la Ville, il est proposé d'attribuer une subvention exceptionnelle d'un montant de **1 000 €** à l'association Médecins du Monde.

Association Césam Migrations Santé (n°1464)

Césam Migrations Santé a pour objet de soutenir l'intégration des familles immigrés ou déplacés par le biais de la santé et de la médiation. Elle met en œuvre des actions d'accompagnement et de soutien psycho-social et interculturel ainsi que de l'accompagnement socio-sanitaire.

L'association Césam Migrations Santé souhaite développer sur les territoires Cévennes et Mosson le projet Réseau Langage et Territoire qui vise à fédérer l'ensemble des structures impliquées sur ces territoires par la thématique du langage. Ce projet va permettre d'établir un diagnostic des problèmes rencontrés, de mutualiser les connaissances et de créer du lien entre les projets.

Dans le cadre de la politique de solidarité menée par la ville et compte tenu de l'ensemble du travail mené par cette structure, il est proposé d'attribuer, dans le cadre de la réalisation de ce projet, une subvention (manifestation) d'un montant de **1 500 €**.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- de décider de l'affectation des subventions tels que définies ci-dessus, sous réserve de signature des lettres d'engagement ou des conventions ;
- de prélever cette somme sur les crédits inscrits au budget 2011 sur l'imputation : 6574/925/17564 pour un montant de **17 500 €** ;
- d'approuver la lettre d'engagement et la convention type annexée à la présente délibération ;
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjointe déléguée, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 04/10/2011



Séance publique du lundi 3 octobre 2011

Convoqué le mardi 27 septembre 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 3 lundi octobre 2011 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAoui, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Brahim ABOU, Stéphanie BLANPIED, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Christiane FOURTEAU, Audrey DE LA GRANGE, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Françoise PRUNIER.

Absents :

Martine PETITOUT, Gabrielle DELONCLE.

Elargissement de l'Avenue de Nîmes Société Valoris Acquisition des parcelles CD 768 et CD 770

Au nom de la commission, Monsieur DELAFOSSE rapporte :

La Société Valoris (Monsieur Jean Vila) a réalisé une opération immobilière avenue de Nîmes, sur les parcelles cadastrées CD 752 et CD 103 en tenant compte de l'opération C 49 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) permettant l'élargissement de l'Avenue de Nîmes.

Ce programme immobilier est aujourd'hui terminé, il convient de récupérer l'emprise frappée d'alignement.

Il s'agit d'acquérir une emprise de 113 m² nouvellement cadastrée CD 768 (92 m²) et CD 770 (21 m²).

Compte tenu du fait que ces parcelles sont dépourvues de droit à construire, il a été proposé à la Société Valoris une transaction à 70 euros / m², soit un total de 7 910 euros pour 113 m².

La société Valoris a donné son accord pour la cession à titre onéreux.

Les crédits nécessaires sont disponibles au budget de la Ville, sur la ligne « acquisitions terrains ».

Le notaire désigné par La Société Valoris est Maître Caulier de l'office notarial de Baillargues.

En conséquence, il est proposé :

- d'acquérir les parcelles CD 768 et CD 770 pour une superficie totale de 113 m² au prix de 70 €/m², soit un total de 7 910 € (sept mille neuf cent dix euros),
- de saisir Maître Caulier, Notaire à Baillargues, pour rédiger l'acte notarié aux frais de la Ville,

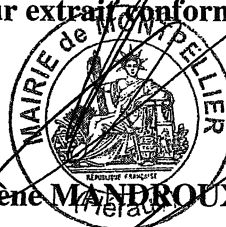
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 04/10/2011



Séance publique du lundi 3 octobre 2011

Convoqué le mardi 27 septembre 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 3 lundi octobre 2011 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAoui, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Brahim ABOU, Stéphanie BLANPIED, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Christiane FOURTEAU, Audrey DE LA GRANGE, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Françoise PRUNIER.

Absents :

Martine PETITOUT, Gabrielle DELONCLE.

ZAC OVALIE Concession d'aménagement Ville/SERM Convention d'avance de trésorerie Approbation

Au nom de la Commission, Monsieur DELAFOSSE rapporte :

Dans le cadre de l'aménagement des secteurs situés à proximité de la deuxième ligne de tramway, le Conseil municipal a décidé par délibération du 26 juin 2003, de lancer la procédure de la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Ovalie.

Par délibération du 3 juin 2004, le Conseil municipal de Montpellier a approuvé la création de la ZAC Ovalie.

Par délibération en date du 29 juillet 2004, le Conseil municipal a confié une convention publique d'aménagement à la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) portant sur les études et les aménagements nécessaires à la réalisation de la ZAC Ovalie.

Par délibération du 28 février 2005, le Conseil municipal a approuvé d'une part le dossier de réalisation, d'autre part le programme des équipements publics.

Par arrêté préfectoral, en date du 13 avril 2005, les travaux et acquisitions foncières nécessaires à la réalisation de la ZAC Ovalie sont déclarés d'utilité publique.

Suite à la loi n°2005-809 du 20 juillet 2005 relative aux concessions d'aménagement, la convention publique d'aménagement a été renommée concession d'aménagement.

Cette opération, d'une superficie de 32 hectares, est bordée par l'avenue de Toulouse au sud, l'avenue de Vanières à l'est et le ruisseau du Rieuoulon à l'ouest. Elle a pour objectif de marquer l'entrée ouest de la ville et la transition entre le périurbain et les secteurs plus denses de Montpellier en offrant, dans un cadre paysagé de

qualité, environ 2500 logements diversifiés (logements sociaux, logements en accession) et une grande mixité de fonctions (logements, bureaux, commerces et équipements publics).

Le plan de composition du quartier prévoit la création de deux espaces publics majeurs bordés de commerces et d'équipements publics permettant d'assurer une animation des lieux, fédérateurs d'échanges et de convivialité.

Par ailleurs la Communauté d'Agglomération de Montpellier a implanté le stade de rugby « Yves du Manoir » en bordure du quartier Ovalie, participant ainsi à la valorisation de ce secteur de ville. Le prolongement de la rue de Bugarel jusqu'à la rue du Pas du Loup permet en outre d'assurer une liaison forte avec le quartier de Bagatelle.

Par délibérations du 26 octobre 2005 et du 26 juillet 2007, le Conseil municipal a respectivement approuvé un avenant n°1 à la concession d'aménagement fixant les conditions économiques et administratives propres aux acquisitions foncières et conduisant à adapter les rémunérations de la SERM, et un avenant n° 2 autorisant la SERM à confier la mission "Sécurité et Protection de la Santé" à un prestataire extérieur après mise en concurrence.

Par délibération en date du 25 juillet 2011, le bilan a été augmenté en dépenses et en recettes à hauteur de 72 863 000 € sans modification de la participation d'équilibre de la Ville, qui s'établit toujours à 3,6 millions d'€.

Conformément aux dispositions de l'article L.1523-2,4° du Code Général des Collectivités Territoriales, et en application des conditions prévues à l'article 17.VI et à l'article 18 de la convention publique d'aménagement, la SERM sollicite de la Ville de Montpellier le versement d'une avance de trésorerie infra annuelle de 4.000.000 € destinée à couvrir les besoins de trésorerie annuels de l'opération, et calculée en fonction du plan de trésorerie prévisionnel figurant au bilan d'aménagement approuvé le 25 juillet 2011 par le conseil municipal.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'approuver les termes de la convention d'avance de trésorerie,
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué à signer la convention d'avance de trésorerie ainsi que tous documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 04/10/2011

Séance publique du lundi 3 octobre 2011

Convoqué le mardi 27 septembre 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 3 lundi octobre 2011 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Brahim ABOU, Stéphanie BLANPIED, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Christiane FOURTEAU, Audrey DE LA GRANGE, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Françoise PRUNIER.

Absents :

Martine PETITOUT, Gabrielle DELONCLE.

MONTPELLIER GRAND COEUR Ravalement obligatoire des façades Attribution de subventions

Au nom de la Commission, Monsieur DELAFOSSE rapporte :

Dans le cadre du ravalement obligatoire régi par le code de la construction et de l'habitation, mis en place par la Ville de Montpellier par délibérations du Conseil municipal sur Grand Coeur, des subventions sont accordées en application du règlement créé par délibération du Conseil municipal du 6 mai 2004, modifié par les délibérations du 21 décembre 2006, du 4 février 2009, du 22 juin 2009 et du 13 décembre 2010.

Après contrôle des travaux pour vérifier la conformité avec les préconisations de la Ville et les autorisations accordées, les subventions suivantes sont attribuables :

M. ou Mme Georges LEFORT, 13 rue Bonnard (50 % de la subvention)	1.876,41 €
SCI les Arceaux – M. Pierre MALGOIRE, 27 bd. des Arceaux (50 % de la subvention)	924,70 €
Copropriété 7 rue A. Comte chez Ecusson Immobilier (50 % de la subvention)	2.858,00 €
Syndic de copropriété PASSET, 17 rue Paul Martin (50 % de la subvention)	2.071,10 €
Syndicat de copropriété du 10 rue A. Bruyas chez M. BRIDIER (50 % de la subvention)	900,00 €
Syndic copropriété de l'immeuble 12 rue Palissade (50 % de la subvention plafonnée)	2.200,00 €
A.B.L. copropriété 50 cours Gambetta (plafond de la subvention)	8.180,00 €
M. Yvan VIGO, 10 rue du Père Bonnet (plafond de la subvention)	4.280,00 €
M. François ARNAUD, 13 rue Joseph Vidal (plafond de la subvention)	2.000,00 €
M. ou Mme Jules ZANALDA, 164 rue Mathieu Laurens (plafond de la subvention)	3.400,00 €
Syndicat copro avenue Lodève chez SINE QUA NON Immobilier, 24 av. de Lodève	2.416,92 €
M. Jean-Paul CRANSAC, 12 avenue d'Assas	2.744,82 €
Synd copro 5 rue Gerhardt chez Claude VERGE SARL	16.088,95 €
Syndic copro La Closerie de Never c/o SARL CORUM Immobilier, 19/21 rue de la Garenne	23.202,12 €
A.B.L. syndic 14 rue Bouschet de Bernard, (complément 10 % manquant)	2.706,00 €

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

d'autoriser le paiement des subventions d'un montant total de 75.849,02 € correspondant aux 15 immeubles listés ci-dessus,

- de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2011 de la Ville (CRB : 28500 / Nature 2042 / Fonction 824 / Chapitre 908),
- d'autoriser Mme le Maire, son représentant ou l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 04/10/2011



Direction Urbanisme
Opérationnel
Foncier Opérationnel

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
Municipal de la Ville de
Montpellier
n° 2011 / 473



Séance publique du lundi 3 octobre 2011

Convoqué le mardi 27 septembre 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 3 lundi octobre 2011 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Brahim ABBOU, Stéphanie BLANPIED, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Christiane FOURTEAU, Audrey DE LA GRANGE, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Françoise PRUNIER.

Absents :

Martine PETTOUT, Gabrielle DELONCLE.

Terrain de Campériols, rue des Avelaniers, parcelle cadastrée KY 495 Cession à HERAULT HABITAT, Office Public d'HLM du Département de l'Hérault

Servitude de passage sur les parcelles KY 494 et KY 498

Au nom de la Commission, Monsieur DELAFOSSE rapporte :

La cession de ce terrain à bâtir, d'une superficie de 4270 m² (parcelle cadastrée KY 465) s'inscrit dans le cadre du projet d'aménagement de la Ville de Montpellier sur le site désaffecté de l'ancien Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes (EPADH) dénommé « résidence Campériols », quartier des Cévennes, bordant la rue des Avelaniers au sud, l'avenue des Moulins à l'est et la rue de l'Onyx au nord.

Le projet de réaménagement de ce site comprend 2 lots :

- le lot 2, soit une opération de promotion privée, pour la réalisation d'un programme de logements collectifs et logements résidentiels classiques, pour une SHON de 2500 m², sur les parcelles KY 494 et 498, pour laquelle le projet de la société JEMA SARL (BACOTEC), a été retenu et dont la cession de terrain par la Ville a été entérinée par délibération du Conseil Municipal en date du 20 juin 2011,
- le lot 1, soit une opération de promotion publique, pour la réalisation d'un projet de construction de 53 logements sociaux (45 logements collectifs et 8 logements individuels), pour une SHON projet de 4256 m² (SHON maximale constructible de 4270 m²), sur la parcelle KY 495, objet de la présente délibération, dont la maîtrise d'ouvrage a été confiée à HERAULT HABITAT, Office Public d'HLM du Département de l'Hérault.

Suite à un concours restreint de conception-réalisation pour la construction d'un programme sur le lot 1, l'équipe GFC-GENET a été retenue pour la conception de ce projet, qui sera réalisé dans l'esprit d'une démarche Haute Qualité Environnementale et fera l'objet d'un dépôt de dossier dans le cadre de l'appel à projets Bâtiment Basse Consommation (BBC).

Compte tenu du programme proposé par Hérault Habitat, exposé et détaillé dans la promesse de vente annexée à la présente délibération, et au vu de l'estimation des services fiscaux, le prix de cession de ce terrain, en zone

U1-1 f est de 200 € hors taxe par m2 de SHON constructible, soit pour une SHON projet de 4256 m2, un prix de 851 200 € hors taxes.

Pour la desserte de l'opération, la parcelle bénéficie d'une servitude de passage consentie par le promoteur du programme de promotion privée, sur les parcelles KY 494 et KY 498.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- d'accepter, au vu de l'estimation des services fiscaux, la cession par la Ville de Montpellier à la société HERAULT HABITAT- Office Public d'HLM du Département de l'Hérault, de la parcelle cadastrée KY 495, pour la réalisation d'un projet de construction de 53 logements sociaux (45 logements collectifs et 8 logements individuels), au prix de 200 € hors taxes par m2 de SHON constructible, soit pour une SHON projet de 4256 m2, un prix de 851 200 € hors taxes,
- d'accepter la signature par les parties du compromis de vente annexé à la présente délibération,

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire



Hélène MANDROUX

Publiée le : 04/10/2011

Direction Urbanisme
Opérationnel
Foncier Opérationnel

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
Municipal de la Ville de
Montpellier
n° 2011 / 474



Séance publique du lundi 3 octobre 2011

Convoqué le mardi 27 septembre 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 3 lundi octobre 2011 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Brahim ABOU, Stéphanie BLANPIED, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Christiane FOURTEAU, Audrey DE LA GRANGE, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Françoise PRUNIER.

Absents :

Martine PETITOUT, Gabrielle DELONCLE.

Secteur d'Aménagement du Coteau, Acquisition de la propriété des consorts GIBELY, cadastrée TN 162, lieudit le Coteau Approbation d'un compromis de vente

Au nom de la Commission, Monsieur DELAFOSSE rapporte :

Par délibération en date du 28 mars 2011, le Conseil Municipal a adopté le principe d'urbanisation du secteur du Coteau sous la forme d'une zone d'aménagement concerté (ZAC), a défini les objectifs d'aménagement et les modalités de la concertation de la population relatifs à cette opération et a fixé le cadre d'évolution des dispositions d'urbanisme réglementaires permettant de mettre en œuvre le projet.

Par délibération en date du 25 juillet 2011, le Conseil Municipal a prescrit la révision simplifiée du plan local d'urbanisme afin de prendre en compte les objectifs d'aménagement du secteur du Coteau, pour réaliser un nouveau quartier situé au sud du quartier Malbosc qui couvre une superficie d'environ 25 hectares, quartier à dominante d'habitation répondant aux besoins en matière de logements, d'emploi, d'équipements et de services, et a adopté les objectifs et modalités de la concertation avec le public proposés.

La future ZAC sera implantée sur diverses parcelles situées en zone AU0-6 du PLU, qui seront reclassées en zone AU du PLU.

Au cours de cette même séance, le Conseil Municipal a accepté les termes d'un protocole d'accord entre la Ville et différents propriétaires, dont les consorts GIBELY, en vue d'acquérir la parcelle TN 162, d'une superficie de 6626 m², leur appartenant et située dans le secteur d'étude de la future ZAC. Ce protocole prévoit la signature d'un compromis de vente avec une condition suspensive relative à l'approbation de la révision simplifiée du PLU, dans les conditions définies par cet accord.

Ainsi, les consorts GIBELY, dans le cadre du protocole susvisé, acceptent la cession de la parcelle TN 162, aux conditions suivantes, définies par une promesse de vente :

-cession à la Ville de leur propriété, sous condition suspensive de changement de zonage dans le cadre de la révision simplifiée du PLU, au prix de 55 € le m2, assorti de l'indemnité de emploi, due dans le cadre de la mise en oeuvre du droit de délaissement en ZAC, soit un montant toutes indemnités comprises de 401 873 €.

Le notaire chargé de la rédaction de l'acte est Maître DAIRE, notaire du vendeur, dont l'étude est domiciliée à Sommières. L'acte ne sera signé que lorsque toutes les conditions seront remplies, à savoir le reclassement du terrain en zone constructible. Les frais d'acte et tous frais éventuels liés à cette acquisition, seront pris en charge par l'acquéreur.

En conséquence et après étude du dossier, nous vous proposons :

-d'accepter, au vu de l'estimation des services fiscaux, le compromis de vente que nous propose Maître DAIRE, agissant pour le compte des consorts GIBELY, pour la parcelle TN 162, d'une superficie de 6626 m2, au prix de 55 € le m2, assorti de l'indemnité de emploi, due dans la cadre de la mise en oeuvre du droit de délaissement en ZAC, soit un montant, toutes indemnités comprises, de 401 873 €,

-de dire que le montant des indemnités et des frais liés à cette acquisition sera prélevé sur le budget de la Ville,

-d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué, à déposer toute demande d'autorisation administrative et à signer tout acte ou document concernant cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour ~~extraire conforme~~, Madame le Maire



Hélène MANDROUX

Publiée le : 04/10/2011



Direction Aménagement
Programmation
Planification -Urbanisation
nouvelle

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
Municipal de la Ville de
Montpellier
n° 2011 / 475



Séance publique du lundi 3 octobre 2011

Convoqué le mardi 27 septembre 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 3 lundi octobre 2011 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARJA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Brahim ABOU, Stéphanie BLANPIED, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Christiane FOURTEAU, Audrey DE LA GRANGE, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Françoise PRUNIER.

Absents :

Martine PETITOUT, Gabrielle DELONCLE.

ZAC Port Marianne-Consuls de Mer

Elargissement de la section de la rue des Acconiers comprise entre le Lez et l'avenue du Pont Trinquat

Déclaration de projet

Au nom de la Commission, Monsieur DELAFOSSE rapporte:

La zone d'aménagement concerté (ZAC) Port Marianne - Consuls de Mer, initiée au début des années 1990 le long de la rive droite du Lez et dans le prolongement du quartier d'Antigone, a d'ores et déjà permis la construction de près de 3 000 logements, de bureaux, de commerces de proximité, ainsi que de nombreux équipements publics, dont notamment l'hôtel de Police Nationale, le groupe scolaire Jean Jaurès / Geneviève Anthonioz-De Gaulle, et le nouvel hôtel de ville de Montpellier en cours d'achèvement.

La réalisation de cette opération s'est organisée en trois périmètres successifs depuis 1993 et a porté la superficie totale de la ZAC à environ 25 hectares. La deuxième extension, dont le périmètre a été approuvé par une délibération du Conseil municipal du 24 juillet 2008, est située au sud de la ZAC existante, dans le prolongement direct du nouvel hôtel de ville et de son parc. Sa réalisation a été confiée à la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) par un avenant n°7 à la convention publique d'aménagement dont les termes ont été approuvés par le Conseil municipal par délibération du 9 février 2009.

Outre la poursuite de l'aménagement d'un quartier directement desservi par la ligne 1 et la future ligne 3 du tramway, la participation aux besoins en logements exprimés sur la ville, ou encore le traitement de la couture urbaine avec les quartiers voisins, l'extension de la ZAC Port Marianne - Consuls de Mer vise également la réalisation d'un programme de voiries qui permettra sa desserte directe depuis ses façades ouest (avenue Germaine Tillion) et sud (rue des Acconiers).

L'avenue Germaine Tillion a fait l'objet d'un projet d'aménagement conjoint à la ligne 3 du tramway qui la borde, dont les travaux correspondants sont en cours de réalisation.

La rue des Acconiers est, quant à elle, une voie étroite de 3 mètres de large, desservant en impasse quelques habitations individuelles. Son élargissement et son réaménagement ont été imaginés dès le début des années 1990 dans le cadre de l'élaboration du projet urbain Port Marianne et ont été traduits sous forme d'emplacements réservés spécifiques sur les divers documents d'urbanisme qui se sont succédé depuis.

Dans ce contexte, la réalisation prochaine de l'avenue Théroigne de Méricourt en rive gauche du Lez ainsi que celle du pont de la République en 2013, nécessitent d'engager dès aujourd'hui le réaménagement de la rue des Acconiers pour assurer le prolongement fonctionnel et le bouclage de ces ouvrages avec le réseau viaire existant sur la rive droite du fleuve. Cet aménagement qui concerne la section de la rue des Acconiers comprise entre l'avenue du Pont Trinquat et le Lez (longueur d'environ 250 mètres) parachèvera ainsi la réalisation de la trame viaire primaire du quartier Port Marianne.

Dans le cadre des procédures préalables à la réalisation de cet aménagement, une enquête publique préalable à la déclaration d'utilité publique et une enquête parcellaire ont été organisées conjointement du 4 juillet 2011 au 4 août 2011. En application des articles L.123-1 et R.123-1 du code de l'environnement, les travaux d'investissement routier de la ZAC portant sur un montant d'investissement supérieur à 1 900 000 € HT, cette enquête publique valait enquête pour la protection de l'environnement.

En application de l'article L.126-1 du code de l'environnement, lorsqu'un projet a fait l'objet d'une enquête publique en application de l'article L.123-1 du même code, *« l'organe délibérant de la collectivité territoriale responsable du projet se prononce, par une déclaration de projet, sur l'intérêt général de l'opération projetée »*.

Ce même article ajoute que la déclaration de projet doit comporter les motifs et considérations qui justifient son caractère d'intérêt général, ainsi que, le cas échéant, les modifications apportées au projet au vu des résultats de l'enquête publique et des observations émises.

La présente délibération a pour objet de répondre au dit article.

L'intérêt général du projet d'élargissement et de réaménagement de la rue des Acconiers comprise entre le Lez et l'avenue du Pont Trinquat est avéré :

- la section de la rue des Acconiers objet du projet d'aménagement est partie intégrante du réseau viaire structurant du projet urbain Port Marianne initié il y a plus de vingt ans et destiné à rééquilibrer le développement de la ville vers l'est de son territoire. Cet aménagement répond de manière planifiée, raisonnée et durable aux besoins de déplacements inhérents aux évolutions urbaines et démographiques de ce secteur de la ville. Il est aujourd'hui rendu nécessaire pour assurer sur la rive droite du Lez le prolongement de l'avenue Théroigne de Méricourt et du Pont de la République qui seront réalisés en 2012 et 2013 ;
- Le réaménagement de la rue des Acconiers répond en termes d'éléments de programme et de caractéristiques techniques aux hypothèses de trafic établies à l'horizon 2025 (données EGIS reprise dans l'étude d'impact), selon des modalités permettant d'assurer avec un haut niveau de confort et de sécurité l'ensemble des liaisons douces et motorisées entre les deux rives du Lez ;
- Les travaux envisagés contribueront autant à l'amélioration de la desserte des opérations déjà réalisées ou en cours de réalisation sur la rive gauche du Lez (Jacques Cœur, Parc Marianne, Rive gauche, ...) que celles envisagées sur la rive droite dans le cadre de la 2^e extension de la ZAC Consuls de Mer. Ils permettront également une meilleure desserte des habitations existantes de la rive droite du Lez tout en les rapprochant des nombreux équipements et services présents ou à venir sur Port Marianne ;
- l'opération contribue à l'achèvement des liaisons inter-quartiers entre Port Marianne et les Près d'Arènes, telles que projetées dans le schéma directeur d'aménagement du secteur ;
- le projet privilégie les modes de déplacement doux grâce à l'aménagement de pistes cyclables et de voies piétonnes qui assureront un bouclage avec les itinéraires existants et permettront de faciliter les déplacements vers Port Marianne et le reste de la ville.

Au cours de l'enquête publique préalable à la déclaration d'utilité publique, l'utilité publique de l'élargissement de la section de la rue des Acconiers comprise entre le Lez et l'avenue du Pont Trinquat n'a fait l'objet d'aucune opposition de la part de la population.

A l'issue de cette enquête, soulignant l'intérêt du projet engagé par la Ville, le Commissaire enquêteur désigné par le Tribunal administratif a conclu son rapport en formulant un avis favorable à la déclaration d'utilité publique de l'opération telle que soumise à enquête publique et à la cessibilité des terrains nécessaires à sa réalisation.

Ainsi, au vu de cet avis, les résultats de l'enquête publique ne conduisent pas à modifier le projet soumis à la consultation du public.

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :

- d'adopter la déclaration de projet relative à l'élargissement de la section de la rue des Acconiers comprise entre le Lez et l'avenue du Pont Trinquat ;
- de prononcer l'intérêt général de cette opération ;
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire,

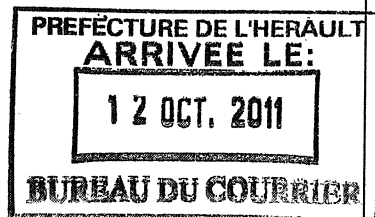


Hélène MANBROUX

Publié le : 04/10/2011

**Direction Aménagement
Programmation**
Planification - Urbanisation
nouvelle

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
Municipal de la Ville de
Montpellier**
n° 2011 / 476



Séance publique du lundi 3 octobre 2011

Convoqué le mardi 27 septembre 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 3 lundi octobre 2011 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Brahim ABBOU, Stéphanie BLANPIED, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Christiane FOURTEAU, Audrey DE LA GRANGE, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Françoise PRUNIER.

Absents :

Martine PETITOUT, Gabrielle DELONCLE.

Zone d'aménagement concerté Port Marianne – Jacques Cœur Modification du programme des équipements publics

Au nom de la Commission, Monsieur DELAFOSSE rapporte:

D'une superficie de 9,6 hectares la zone d'aménagement concerté (ZAC) Port Marianne - Jacques Cœur se situe dans le secteur de Port Marianne, entre le Lez à l'ouest, l'avenue Raymond Dugrand à l'est, l'avenue Marie de Montpellier au nord et l'avenue Théroigne de Méricourt au sud.

Sa conception a été confiée à la SARL ARCHIMEDE constituée des architectes A. Garcia-Diaz, F. Fontès et Ph. Bonon suite à un concours d'urbanisme et de maîtrise d'œuvre organisé en 1994.

La réalisation de cette opération s'est déroulée en deux phases : une première phase, aujourd'hui achevée, correspondant à la partie située au nord du bassin Jacques Cœur.

Les objectifs et modalités d'association du public de cette première phase de la ZAC ont été adoptés par délibération du Conseil municipal du 24 juillet 1995. Le 6 janvier 1997, le Conseil municipal de la Ville de Montpellier a décidé de concéder les études et la réalisation de ce quartier à la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM).

Après approbation par le Conseil municipal des dossiers de création le 25 avril 1997 et de réalisation le 27 juillet 1999, l'opération a été déclarée d'utilité publique par arrêté préfectoral du 26 octobre 1999.

La deuxième phase de réalisation de ce quartier, actuellement en cours d'achèvement, correspond à la partie située au sud du bassin Jacques Cœur et a été lancée par une délibération du Conseil municipal du 31 mars 2004.

Le dossier de création de cette extension de ZAC a ensuite été approuvé par délibération du 7 octobre 2004 et le dossier de réalisation ainsi que son programme des équipements publics par délibération du 25 juillet 2005.

L'ensemble de ce nouveau quartier, extension comprise, totalisera environ 1 600 logements ainsi que des commerces, des locaux d'activités et des bureaux, répartis sur onze îlots. Ce programme est aujourd'hui réalisé à hauteur de 75 % environ.

Afin de répondre aux besoins en stationnement des nombreux programmes de commerces, de bureaux ou de logements du secteur qui seront notamment situés sur l'avenue Raymond Dugrand en cours de requalification, le programme des équipements publics de la ZAC a été modifié par délibération du Conseil municipal du 27 juillet 2009 afin d'y intégrer la réalisation d'un parking public.

Ce parking public d'une capacité de 800 places environ, est situé sous l'îlot H de la ZAC, en bordure immédiate de l'avenue Raymond Dugrand. Son préfinancement a été mis à la charge de la concession d'aménagement en vue de son rachat ultérieur par la Ville.

Aujourd'hui, si la réalisation de ce parking apparaît toujours comme indispensable au vu des besoins en stationnement évalués à moyen terme sur le secteur de l'avenue Raymond Dugrand, le portage financier de sa réalisation par la collectivité n'apparaît plus comme une nécessité avérée, l'investissement pouvant être assuré par un opérateur privé.

Cet équipement restera pour autant partie intégrante du dispositif général de stationnement souterrain en construction sur la ville, également composé du parking du nouvel hôtel de ville et du futur parking du Nouveau Saint Roch, tous deux financés par la Ville pour un total de 2200 places, qui seront respectivement livrés en 2012 et 2015. Sans remettre en cause la politique de stationnement et de déplacements mise en œuvre par la Ville, cette évolution permet donc de rationaliser la dépense publique en la matière.

En conséquence, le programme des équipements publics de la ZAC Port Marianne - Jacques Cœur est modifié tel que présenté en annexe de la présente délibération pour tenir compte du retrait de cet ouvrage.

En conséquence, il vous est proposé :

- d'approuver le programme des équipements publics de la zone d'aménagement concerté Port Marianne - Jacques Cœur tel que proposé en annexe de la présente délibération,
- de procéder aux formalités réglementaires de publicité et d'affichage, conformément aux dispositions des articles R.311-5 et R.311-9 du code de l'urbanisme,
- de dire que le programme des équipements publics de la zone d'aménagement concerté Port Marianne - Jacques Cœur sera tenu à la disposition du public à la mairie de Montpellier, aux jours et heures d'ouverture des bureaux au public,
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire,



Hélène MANDROUX

Publié le : 04/10/2011

Séance publique du lundi 3 octobre 2011

Convoqué le mardi 27 septembre 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 3 lundi octobre 2011 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Brahim ABOU, Stéphanie BLANPIED, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Christiane FOURTEAU, Audrey DE LA GRANGE, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Françoise PRUNIER.

Absents :

Martine PETTOUT, Gabrielle DELONCLE.

SECTEUR LODEVE-LIBERTE Etude urbaine et paysagère Convention Ville/SNI Approbation

Au nom de la Commission, Monsieur DELAFOSSE rapporte :

Situé dans le quartier des Cévennes, le secteur « Lodève-Liberté » est bordé par l'avenue de Lodève au Nord, l'avenue de la Liberté au Sud, l'avenue des Garrats à l'Ouest et la rue de la Taillade à l'Est. D'une surface d'environ 30 hectares, il est composé de quatre entités distinctes :

- le centre commercial Casino-Celleneuve,
- le Château de la Piscine,
- l'ensemble SNI composé de son Etablissement Administratif de Montpellier (EAM) et de l'un de ses centres d'appels, ainsi que de deux ensembles immobiliers de logements dont les terrains d'assiette sont en cours d'acquisition auprès du Ministère de la Défense,
- et la Caserne de Gendarmerie de Celleneuve.

Le site est directement concerné par l'arrivée de la ligne 3 du tramway, qui le longera sur toute sa façade Nord et le desservira en deux stations. Cette nouvelle artère de vie s'appuiera sur une recomposition et une revalorisation du tissu urbain proche, dans une perspective de mixité sociale. Il fait par ailleurs l'objet d'un ensemble de mutations fortes :

- le départ de la gendarmerie, qui se repositionne sur le site de l'Ecole d'Application de l'Infanterie de Montpellier (Caserne Lepic), entraînant la libération d'ici fin 2011 d'une emprise de 3 hectares,
- la cession de terrains par le Ministère de la Défense à la SNI, jusqu'à présent gestionnaire des logements de la Résidence de Lattre de Tassigny pour le compte du Ministère de la Défense et titulaire de deux baux emphytéotiques sur les autres terrains,
- la restructuration du centre commercial Casino vieillissant, en cours d'étude.

Le quartier voisin des Cévennes est concerné par une vaste opération de rénovation urbaine lancée en 2005 sur le secteur du Petit Bard et de la Pergola, en vue de résorber l'habitat dégradé, d'introduire une plus grande diversité sociale et d'offrir des équipements de proximité et un cadre de vie agréable aux

habitants. En outre, ce moment charnière semble opportun pour s'interroger sur le devenir du secteur du Château de la Piscine et accompagner son évolution.

La conjugaison de ces phénomènes a conduit la Ville à lancer une réflexion urbaine et paysagère sur les perspectives de transformation maîtrisée du secteur « Lodève-Liberté » dans une démarche durable et globale. Une étude urbaine et paysagère a été confiée début septembre 2011 par la Ville de Montpellier à un groupement d'études pluridisciplinaire composée de l'agence d'architecture, urbanisme et paysage Traverses (mandataire), l'architecte du patrimoine Régis Nebout et l'ingénieur Conseil Jacques Vanel. Ce marché d'études porte sur une durée de 5 mois et un montant de 44 180 € HT soit 52 839,28 € TTC.

La SNI, important titulaire de droits réels sur les terrains du secteur « Lodève-Liberté, souhaite s'engager aux côtés de la Ville de Montpellier en apportant sa contribution au financement de cette étude et en participant à son suivi.

Une Convention a été rédigée entre la Ville de Montpellier et la SNI, dans laquelle la SNI s'engage à verser à la Ville de Montpellier une contribution financière fixée à 35 % du montant HT de l'étude, soit 15 463 € TTC. Cette contribution est calculée au prorata de la surface des terrains en cours d'acquisition par la SNI dans le périmètre d'étude, soit 98 817 m² sur un total de 284 594 m². La SNI s'engage par ailleurs à participer au suivi de l'étude, à apporter un avis consultatif et à communiquer toutes les informations utiles au bon déroulement de l'étude et à la pertinence des orientations d'aménagement proposées. La contribution financière de la SNI sera versée à la Ville de Montpellier au terme de l'étude.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la convention Ville/SNI relative à l'étude urbaine et paysagère du secteur « Lodève-Liberté » jointe à la présente délibération,
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour ~~extraire~~ conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 04/10/2011



Direction Aménagement
Programmation
Renouvellement urbain

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
Municipal de la Ville de
Montpellier
n° 2011 / 478



Séance publique du lundi 3 octobre 2011

Convoqué le mardi 27 septembre 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 3 lundi octobre 2011 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Brahim ABBOU, Stéphanie BLANPIED, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Christiane FOURTEAU, Audrey DE LA GRANGE, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Françoise PRUNIER.

Absents :

Martine PETTOUT, Gabrielle DELONCLE.

Quartier Hôpitaux Facultés ZAC du Coteau Bilan de la concertation Approbation du dossier de création Mise à disposition du public

Au nom de la Commission, Monsieur DELAFOSSE rapporte :

Dans le cadre de sa politique en faveur du logement et du développement de l'ouest de son territoire, le conseil municipal de la Ville de Montpellier a adopté, par délibération du 28 mars 2011, le principe de réalisation d'un nouveau quartier et a défini les objectifs d'aménagement de l'opération ainsi que les modalités relatives à la concertation avec le public. Cette zone d'aménagement concerté (ZAC) dénommée « ZAC du Coteau », en référence au mas du même nom, se situe au sud du quartier Malbosc, entre le parc, l'avenue des Moulins et le rond-point d'Alco.

S'inscrivant dans une logique de développement durable, la réalisation de ce nouveau quartier vise particulièrement les objectifs d'aménagement suivants :

- réaliser un quartier mixte à dominante d'habitat collectif accueillant également des commerces et des services tout en s'insérant dans le tissu urbain dense et structuré des quartiers voisins notamment celui de Malbosc,
- développer un nouveau quartier à proximité des lignes 1 et 3 du tramway, conformément aux orientations du schéma de cohérence territoriale,
- répondre aux besoins en matière d'habitat, toujours très importants, exprimés sur cette partie de la commune dans le respect du principe de mixité sociale mis en œuvre par la Ville dans l'ensemble de ses nouveaux quartiers depuis près de 30 ans,
- aménager ce nouveau quartier dans le prolongement des aménagements déjà réalisés en privilégiant les continuités favorisant les modes de déplacements doux (piétons et cycles).
- achever l'accroche du quartier Mosson au reste de la ville,
- accompagner l'aménagement du parc Malbosc par un traitement respectueux de sa lisière.

La concertation sur le projet du dossier de création de la ZAC du Coteau a été organisée du lundi 29 août au vendredi 16 septembre 2011 inclus, selon les modalités d'information et d'organisation suivantes :

- un article paru dans le journal municipal « Montpellier Notre Ville » n°360 du mois de septembre 2011,
- un avis paru dans la presse : Midi Libre du 14 août 2011, Hérault du Jour du 21 août 2011 ainsi que dans la Gazette de Montpellier 25 au 31 août 2011,
- une annonce sur le site Internet officiel de la Ville de Montpellier diffusée à compter du 16 août 2011,
- une réunion publique organisée le mardi 06 septembre à 18h30 à la maison pour tous Rosa Lee Parks à Malbosc,
- une transmission du projet de création de la ZAC à la Chambre de Commerce et d'Industrie de Montpellier, à la Chambre de Métiers de l'Hérault et à la Chambre d'Agriculture de l'Hérault le lundi 22 août 2011,
- une mise à disposition auprès du public du projet du dossier de création de la ZAC du Coteau, du lundi 29 août au vendredi 16 septembre 2011 inclus, accompagné d'un cahier où chacun a pu consigner ses observations.

Le projet du dossier de création de la ZAC soumis à la consultation du public était constitué par :

- un rapport de présentation,
- un plan de situation,
- un plan de délimitation du périmètre de la ZAC,
- une étude d'impact,
- un document précisant le régime applicable au regard de la taxe locale d'équipement (TLE).

Le bilan détaillé de la concertation organisée en accompagnement de l'élaboration du dossier de création de la ZAC du Coteau (modalités, résultats et commentaires) est joint en annexe de la présente délibération. Il en résulte qu'aucune opposition particulière de la part du public, ni des chambres consulaires (Chambre de Commerce et d'Industrie de Montpellier, Chambre de Métiers de l'Hérault et Chambre d'Agriculture de l'Hérault) n'a été exprimée sur le projet de création de la ZAC du Coteau.

C'est pourquoi, il vous est demandé d'adopter ce bilan de la concertation dans les termes qui vous sont proposés et d'approuver le dossier de création de la ZAC du Coteau en l'état.

Le dossier de création de la ZAC du Coteau et le bilan de la concertation à laquelle il a donné lieu seront tenus à la disposition du public aux heures d'ouverture des bureaux de la Mairie, de 8h30 à 12h00 et de 13h30 à 17h00, à la Direction Aménagement et Programmation située à l'adresse suivante : Carré Montmorency (3ème étage), 474 allée Henri II de Montmorency -34000 Montpellier (tramway T1 : Léon Blum).

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- de prendre acte et d'approuver le bilan de la concertation organisée sur le projet du dossier de création de la ZAC du Coteau, qui vous est présenté,
- d'approuver le dossier de création de la ZAC du Coteau,
- de préciser, conformément aux dispositions de l'article L.112-2 du code de l'urbanisme, que l'obligation de versement liée au dépassement du plafond légal de densité (PLD) ne sera pas applicable aux constructions édifiées à l'intérieur du périmètre de la ZAC du Coteau,
- de décider que les constructions qui seront édifiées à l'intérieur du périmètre de la ZAC du Coteau seront exclues du champ d'application de la taxe locale d'équipement (TLE), conformément aux dispositions de l'article 1585 du code général des impôts et de l'article 317 quater de l'annexe 2 du même code,
- de dire que le dossier de création de la ZAC du Coteau et le bilan de la concertation à laquelle il a donné lieu seront tenus à la disposition du public aux heures d'ouverture des bureaux de la Mairie, de 8h30 à 12h00 et de 13h30 à 17h00, à la Direction Aménagement et Programmation à l'adresse suivante : Carré Montmorency (3^{ème} étage), 474 allée Henri II de Montmorency - 34000 Montpellier (tramway T1 : Léon Blum).

- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire



Hélène MANDROUX

Publiée le : 04/10/2011

Direction Urbanisme
Opérationnel
Foncier Opérationnel

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
Municipal de la Ville de
Montpellier



Séance publique du lundi 3 octobre 2011

Convoqué le mardi 27 septembre 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 3 lundi octobre 2011 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Brahim ABOU, Stéphanie BLANPIED, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Christiane FOURTEAU, Audrey DE LA GRANGE, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Françoise PRUNIER.

Absents :

Martine PETITOUT, Gabrielle DELONCLE.

Zone d'Aménagement Concerté du Nouveau Saint-Roch - Ilot 1 Déclassement du domaine public communal d'une partie de la parcelle EW 557 Vente à la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine de l'assiette foncière de l'Ilot 1

Au nom de la Commission, Monsieur DELAFOSSE rapporte :

Dans le cadre de l'aménagement de la ZAC du Nouveau Saint-Roch, la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM), concessionnaire de la ZAC, a demandé à la Ville de lui céder une partie de la parcelle située 11 rue Jules Ferry et cadastrée EW 557, soit une surface de 1 718 m², représentant l'assiette de l'ilot 1 de la ZAC, destiné à recevoir un programme hôtelier accompagné d'un centre d'affaires.

Afin de pouvoir céder cette emprise à la SERM, il convient de déclasser du domaine public communal deux parties de ladite parcelle correspondant à des emprises de voirie, soit 81 m² à l'angle des rues Pagézy et du Grand Saint Jean et 12 m² côté rue Jules Ferry, les circulations et les accès faisant l'objet d'un réaménagement global dans le cadre de la ZAC.

Le déclassement et la désaffectation de ces deux emprises permettent de les intégrer dans le domaine privé de la Ville.

L'enquête publique préalable à ce déclassement du domaine public communal a eu lieu du vendredi 9 septembre au vendredi 23 septembre 2011 inclus.

Monsieur le Commissaire enquêteur a émis un avis favorable sur le déclassement de ces emprises.

Les Services fiscaux, en date du 11 juillet 2011 ont évalué le terrain à 171,60 €/m².

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de désaffecter et de déclasser du domaine public communal les emprises de voirie, l'une de 81 m² située à l'angle des rues Pagézy et du Grand-Saint-Jean, l'autre de 12 m² située côté rue Jules Ferry, dépendant de la parcelle cadastrée EW 557, et comprises dans l'assiette foncière de l'ilot 1 de la ZAC du Nouveau Saint-Roch;
- de céder à la SERM l'assiette foncière de l'ilot 1 de la ZAC du Nouveau Saint-Roch, soit une partie de la parcelle cadastrée EW 557 d'une superficie de 1 718 m², délimitée par le plan de géomètre établi par le cabinet Bilicki-Dhombres-Osmo le 26 janvier 2011, au prix de 295 000 € conforme à l'évaluation des Services Fiscaux ;
- d'autoriser Monsieur le Trésorier Principal Municipal à faire recette du montant de la cession qui sera affecté au budget de la Ville ;
- de faire constater le transfert de propriété par acte authentique, aux frais de la SERM, par l'Office notarial de Baillargues ;
- d'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer tout acte ou document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire



Hélène MANDROUX

Publiée le : 04/10/2011

Direction Aménagement
Programmation
Planification -Urbanisation
nouvelle

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
Municipal de la Ville de
Montpellier
n° 2011 / 480



Séance publique du lundi 3 octobre 2011

Convoqué le mardi 27 septembre 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 3 lundi octobre 2011 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAoui, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Brahim ABBOU, Stéphanie BLANPIED, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Christiane FOURTEAU, Audrey DE LA GRANGE, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Françoise PRUNIER.

Absents :

Martine PETITOUT, Gabrielle DELONCLE.

ZAC Port Marianne - Rive gauche Agrément de candidature BOUYGUES Immobilier (Lot 1A)

Au nom de la Commission, Monsieur DELAFOSSE rapporte :

Le développement de la ville de Montpellier vers l'est de son territoire, initié dans le cadre du projet urbain Port Marianne depuis plus de vingt ans, se poursuit aujourd'hui avec le nouveau quartier Port Marianne - Rive gauche. Délimité par le Lez à l'est, l'autoroute A9 au sud, et par les avenues Raymond Dugrand et Théroigne de Méricourt à l'ouest et au nord, le périmètre de ce quartier s'étend sur une surface d'environ 9 hectares.

Sa conception architecturale et urbanistique est l'œuvre de l'équipe menée par l'architecte en chef Pierre Tourre, associé au bureau d'études spécialisé en environnement TRIBU et au paysagiste Marc Richier.

Le programme de cette opération prévoit la réalisation d'environ 1200 logements (dont un tiers environ de logements sociaux), de bureaux, de commerces et d'équipements divers le long de l'avenue Raymond Dugrand, avenue structurante en entrée de ville irriguée par la future ligne 3 du tramway en cours de réalisation. Ce quartier a été conçu comme un écoquartier avec pour principale ambition de limiter au maximum son empreinte écologique, et notamment ses consommations énergétiques et ses émissions de gaz à effet.

La maîtrise d'ouvrage de cette opération a été confiée à la Société d'équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) dans le cadre d'une concession d'aménagement approuvée par délibération du Conseil municipal du 22 décembre 2008.

La première tranche de l'opération est située le long de la future avenue Théroigne de Méricourt et se compose des îlots 1 et 2, chacun étant lui-même décomposé en deux lots. Ces quatre lots ont fait l'objet d'une consultation de promoteurs durant le premier trimestre 2011.

Dans ce contexte, la SERM propose, conformément à la concession d'aménagement approuvée, d'agréer la candidature de BOUYGUES Immobilier en vue de la cession d'un des premiers lots à construire sur ce quartier.

- Dénomination du candidat : Bouygues Immobilier
Immeuble Etoile Richter
58 avenue Marie de Montpellier
CS 59514
34960 Montpellier CEDEX 2
- Localisation : Lot n°1 A
ZAC Port Marianne –Rive gauche
- Parcelles cadastrées : Section SC n°895c et 97a
d'une superficie totale de 911 m²
- Nature du projet : 51 logements collectifs et des locaux commerciaux
- SHON : 4 060 m²
dont :
 - 380 m² de commerces,
 - 1 288 m² SHON en accession aidée,
 - 2 392 m² SHON en accession libre.
- Surface maximale constructible : 4 260 m²

La SERM précise que la candidature de BOUYGUES Immobilier prend en considération les prescriptions et les contraintes inhérentes à la ZAC et approuvées par la Ville (bilan financier et prescriptions architecturales et urbanistiques).

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'agréer la candidature de BOUYGUES Immobilier pour la réalisation d'une opération mixte de logements et de commerces sur le lot 1A de la ZAC Port Marianne – Rive gauche,
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 04/10/2011

Séance publique du lundi 3 octobre 2011

Convoqué le mardi 27 septembre 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 3 lundi octobre 2011 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Brahim ABBOU, Stéphanie BLANPIED, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Christiane FOURTEAU, Audrey DE LA GRANGE, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Françoise PRUNIER.

Absents :

Martine PETITOUT, Gabrielle DELONCLE.

Communauté de Communes du Pays de l'Or Elaboration du Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) Avis de la Ville de Montpellier sur le projet de SCOT arrêté

Au nom de la Commission, Monsieur DELAFOSSE rapporte :

Par délibération du 7 avril 2006, la Communauté de communes du Pays de l'Or a approuvé les objectifs poursuivis et les modalités de la concertation dans le cadre de la procédure d'élaboration de son Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT).

Un premier projet de SCOT a été arrêté par délibération communautaire le 9 juillet 2010. A la suite des réserves émises par les personnes publiques associées sur ce premier projet, des compléments ont été apportés au SCOT et une nouvelle phase de concertation a été organisée au printemps 2011.

Par courrier en date du 27 juin 2011, la Communauté de communes du Pays de l'Or a notifié à la Ville de Montpellier son nouveau projet de SCOT arrêté par son Conseil communautaire le 23 juin 2011. Au titre de l'article L.122-8 du code de l'urbanisme, la Ville de Montpellier est appelée à formuler un avis au titre de ses compétences.

Le projet arrêté est fondé sur une prévision de croissance démographique de l'ordre de 16 000 habitants supplémentaires d'ici à 2030. Il décline des orientations d'aménagement susceptibles de répondre aux besoins de cette nouvelle population en précisant les objectifs de développement durable à mettre en œuvre pour y parvenir (croissance urbaine maîtrisée, préservation des espaces naturels et agricoles périurbains, mixité fonctionnelle et spatiale, optimisation de la desserte en transports en commun)

En limite du territoire montpellierain, le projet de SCOT du Pays de l'Or prévoit :

- le développement de secteurs d'activités dynamiques, notamment sur Fréjorgues considéré comme site d'extension potentielle, mettant en évidence une continuité territoriale avec le territoire montpellierain,
- la préservation des terres agricoles ayant le plus fort potentiel, notamment sur la commune de Saint-Aunès.

Bien que ces orientations d'occupation du sol restent territorialement cohérentes avec celles envisagées sur la ville de Montpellier, le projet de SCOT du Pays de l'Or doit néanmoins appeler notre attention sur d'autres aspects dont l'approche paraît insuffisante, voire contraire aux enjeux de construction d'une ville durable et de préservation des équilibres sociaux et environnementaux, dans la perspective d'un développement cohérent et harmonieux de l'aire urbaine montpelliéraine :

En premier lieu, il apparaît regrettable que la définition des périmètres des SCOT de l'ensemble de l'aire urbaine de Montpellier n'ait pas intégré une échelle territoriale permettant d'établir une réflexion d'ensemble plus cohérente que celle permise dans les limites actuelles des établissements publics de coopération intercommunale. Dans un contexte territorial particulièrement concurrentiel entre Marseille et Toulouse, il en va de l'efficacité des actions à mener dans les années à venir en matière d'aménagement du territoire et de la construction d'un véritable espace métropolitain capable de compter à l'échelle européenne.

La faiblesse de l'effort proposé par le projet de SCOT en faveur du logement social doit être soulignée : alors que la Ville de Montpellier accueille plus de 21 % de logements sociaux sur son territoire (environ 25% par opération en moyenne), du fait d'une volonté politique menée depuis plus de trente ans en matière de mixité sociale, force est de constater que les efforts de la Communauté de communes du Pays de l'Or sont loin d'être identiques en fixant un objectif de 10 à 20% de logements sociaux par opération. Ce point soulève la question de la solidarité entre les territoires de l'aire urbaine montpelliéraine où les efforts sont à ce jour loin d'être partagés équitablement entre toutes les collectivités qui la constitue.

En matière de transports publics, il convient de souligner que le projet de SCOT du Pays de l'Etang de l'Or ne développe aucune vision prospective, tant en termes de possibilité d'organisation que d'extension du réseau, en particulier vers la recherche de continuités et d'articulation cohérentes avec le réseau de tramway montpelliérain. Le projet de SCOT préconise notamment le rabattement de lignes de cars départementaux sur des stations de tramway des lignes 1 ou 3 dont certaines, compte tenu de leur position centrale dans l'espace urbain, n'ont plus vocation à servir de pôle d'échanges intermodaux, sauf à perturber fortement le fonctionnement urbain général des secteurs qu'elles desservent.

Par ailleurs, et une fois de plus, il est regrettable de constater que la réorganisation territoriale de l'intercommunalité sur l'aire urbaine, actée en 2004 avec le départ de Palavas-les-Flots de la communauté d'agglomération de Montpellier, n'ait contribué qu'à retarder durablement la desserte directe du littoral par la ligne 3 du tramway. Cette desserte qui aurait pu être effective dès le printemps prochain pour tous les habitants de Montpellier, Lattes et Pérols aurait aussi permis à Palavas et Carnon d'être reliées par un transport moderne, rapide et non polluant au cœur de la métropole.

Enfin, en matière d'assainissement des eaux usées, on ne peut que regretter, tant pour des raisons de rationalisation de la dépense publique que de respect des milieux naturels littoraux, l'incohérence de la programmation d'une station d'épuration sur Carnon alors que la station Maera, réalisée par la communauté d'agglomération de Montpellier, présente tous les critères techniques et de capacité pour répondre au besoin en traitement des eaux usées du SIVOM de l'Etang de l'Or.

En conséquence, au vu de ce qui précède, il vous est demandé :

- de formuler un avis défavorable sur le projet arrêté de SCOT de la Communauté de Communes du Pays de l'Or,
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX



Publiée le : 04/10/2011

Séance publique du lundi 3 octobre 2011

Convoqué le mardi 27 septembre 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 3 lundi octobre 2011 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARJA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Brahim ABBOU, Stéphanie BLANPIED, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Christiane FOURTEAU, Audrey DE LA GRANGE, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Françoise PRUNIER.

Absents :

Martine PETITOUT, Gabrielle DELONCLE.

DENOMINATIONS DE VOIES

Au nom de la Commission, Philippe THINES rapporte :

La Ville de Montpellier est compétente pour la dénomination des voies situées sur le territoire de la commune. Nous proposons donc au Conseil municipal les dénominations ci-dessous pour les voies non encore nommées.

Quartier Cevennes Les Cevennes

A la demande des habitants situés sur un chemin privé reliant la rue des Sureaux et l'allée des Amaryllis, nous proposons pour dénommer la voie qui les dessert le nom suivant :

Chemin des Amaryllis

En français, le nom Amaryllis désigne des plantes bulbeuses du genre *Hippeastrum* originaire d'Amérique du Sud.

Les Cevennes

A la demande de l'association Laos du Languedoc Roussillon qui sollicite la dénomination d'un espace à proximité de leur temple, nous proposons pour dénommer cet espace le nom suivant :

Place du Laos

Quartier Cevennes

Alco

A la demande de la Direction du Génie Urbain dans la nécessité d'établir un arrêté de circulation sur la voie reliant le rond-point d'Alco à l'entrée de l'Hôtel du département, nous proposons pour dénommer cette voie le nom suivant :

Rue Jacques Hamelin
Contre-amiral français
(1768-1839)

Né à Honfleur le 13 octobre 1768 et mort à Paris le 23 avril 1839, **Jacques Felix Emmanuel Hamelin** est un contre-amiral français. En 1800, il commande le *Naturaliste* à la découverte des côtes de la nouvelle Hollande (l'Australie) sous les ordres du chef d'expédition Nicolas Baudin. En 1812, il commande l'escadre de l'escaut sous les ordres de Missiessy, puis l'escadre de Brest en 1813-1814.

Il est nommé grand officier de la légion d'honneur en 1821 et major général de la marine jusqu'en 1822. Son nom est inscrit côté Nord de l'arc de triomphe

Quartier Port Marianne **Port Marianne**

La zone d'aménagement concerté Port Marianne – Portes de la Méditerranée comporte une grande voie de desserte reliant la place Odysseum à la place de Lisbonne.

Pour dénommer cette voie, nous proposons le nom suivant :

Avenue Thomas Jefferson
(1743-1826)
Président des Etats-Unis

Né le 13 avril 1743 à Shadwell et décédé le 4 juillet 1826 à Monticello, **Thomas Jefferson** a été le troisième président des États-Unis de 1801 à 1809. Cet homme d'État était également philosophe, agronome, inventeur, architecte et il ne cachait pas ses sympathies francophiles. Jefferson était attaché aux Droits de l'homme pour lesquels il lutta au sein de son État et du pays. Il contribua à la rédaction de la Déclaration d'indépendance.

Quartier Mosson **La Mosson** **ZAC Parc 2000**

La zone d'aménagement concerté Parc 2000 Extension se poursuit, de nouvelles voies vont tout prochainement être ouvertes à la circulation.

Pour les dénommer, nous proposons les noms suivants :

Rond-point Merce Cunningham
Chorégraphe et danseur américain
(1919-2009)

Né Mercier Philip Cunningham le 16 avril 1919 à Centralia et mort le 26 juillet 2009 à New York, **Merce Cunningham** était un danseur et chorégraphe américain. Son œuvre a contribué au renouvellement de la pensée de la danse dans le monde. Il est considéré comme le chorégraphe qui a réalisé la transition conceptuelle entre danse moderne et danse contemporaine, notamment en découplant la danse de la musique, et en intégrant une part de hasard dans le déroulement de ses chorégraphies. L'objectif de sa danse est de montrer le mouvement et son organisation dans l'espace et dans le temps.

Rue Pina Bausch
Chorégraphe et danseuse allemande
(1940-2009)

Née **Philippina Bausch** le 27 juillet 1940 à Solingen en Allemagne et décédée le 30 juin 2009 à Wuppertal, **Pina Bausch** était une danseuse et chorégraphe allemande.

Rue Maurice Béjart
Chorégraphe et danseur français
(1927-2007)

Né Maurice-Jean Berger le 1^{er} janvier 1927 à Marseille et mort à Lausanne (Suisse) le 22 novembre 2007, **Maurice Béjart** est un danseur et chorégraphe français.

Il entre à quatorze ans à l'Opéra de Paris et se forme ensuite auprès de Roland Petit à partir de 1948.

Toute l'œuvre de Maurice Béjart aura été inspirée par les tourments de l'âme et par sa fascination pour la mort. Chorégraphe très impliqué dans le milieu de la danse, il parcourt le monde entier avec sa compagnie.

ZAC Pierres Vives

La zone d'aménagement concerté Pierres Vives comporte quatre voies en cours de réalisation.

Pour les dénommer, nous proposons les noms suivants :

Rue Philippe Noiret
Acteur français de cinéma et de théâtre
(1930-2006)

Né Philippe Pierre Fernand Noiret le 1^{er} octobre 1930 à Lille et mort le 23 novembre 2006 à Paris, **Philippe Noiret** est un acteur français de cinéma et de théâtre.

En 1953, il entre au Théâtre National Populaire après une audition réussie dirigée par Jean Vilar et Gérard Philipe avec qui il connaît la vie de troupe de théâtre pendant sept ans, joue au Festival d'Avignon, interprète plus de quarante rôles et grands classiques de théâtre.

En 1968, il devient un acteur très populaire en France avec le film *Alexandre le Bienheureux* d'Yves Robert. Il obtient son premier César avec son rôle dans *le Vieux Fusil* aux côtés de Romy Schneider en 1976 qui remporte un énorme succès.

Il a joué dans plus de cent vingt films, en figurant parmi les acteurs les plus importants et les plus charismatiques de la comédie et du cinéma français et international. Il est également connu par le grand public pour sa voix chaleureuse et son élégance.

Allée Alain Corneau
Réalisateur français de cinéma
(1943-2010)

Né le 7 août 1943 à Meung-sur-Loire (Loiret) et mort dans la nuit du dimanche 29 au lundi 30 août 2010 à Paris, **Alain Corneau** est un réalisateur français de cinéma.

Son début de carrière est marqué par le genre policier, mariant une construction et une noirceur souvent considérées comme des hommages au film noir américain, mais en y creusant les psychologies.

En 2004, l'ensemble de son œuvre cinématographique est distinguée par le Prix René Clair.

Place Annie Girardot
Actrice française de cinéma
(1931-2011)

Née le 25 octobre 1931 à Paris et morte le 28 février 2011 dans cette ville, **Annie Girardot** est une actrice française.

Elle suit des études d'infirmière pour être sage-femme mais rapidement, elle se consacre à sa passion, la comédie.

En juillet 1954, elle sort du Conservatoire national supérieur d'art dramatique et est engagée peu après à la Comédie-Française. Elle démissionne finalement en 1960 pour se consacrer essentiellement au cinéma. Elle est l'actrice française la plus populaire des années 1970, alternant comédies et mélodrames.

Elle reçoit, en 1977, le César de la meilleure actrice pour *Docteur Françoise Gaillard*.

L'obtention en 1996 du César de la meilleure actrice dans un second rôle pour *Les Misérables*, de Claude Lelouch, lui permet de retrouver sa place parmi les acteurs de cinéma, de théâtre mais aussi de télévision.

Annie Girardot, a joué dans cent vingt-deux films (dont un produit), deux courts métrages, cinquante-quatre téléfilms et trente et une pièces de théâtre, et a été distinguée de trois Césars et deux Molières.

Rue Bernard Giraudeau
Acteur français de cinéma
(1947-2010)

Acteur, réalisateur, producteur, scénariste et écrivain français, **Bernard Giraudeau** est né le 18 juin 1947 à La Rochelle et mort le 17 juillet 2010 à Paris.

Il s'engage dans la marine nationale en 1963, à l'âge de 16 ans. A 22 ans il intègre le Conservatoire national supérieur d'art dramatique, et il concentra une carrière au théâtre et au cinéma ponctuée d'une cinquantaine de film comme « Le fils préféré » de Nicole Garcia (1994), ou « Ridicule » de Patrice Leconte (1986).

Il signe également plusieurs documentaires, carnets de voyages, ainsi que plusieurs ouvrages consacrés à ses voyages.

La découverte de son cancer du rein en 2000 le porta à parler de cette maladie comme un parcours initiatique et décida de se battre pour améliorer la prise en charge des malades en créant notamment un forum sur le thème « On ira tous à l'hôpital ».

Quartier Près d'Arènes
Les Aiguerelles

Les aménagements autour du futur Hôtel de Ville réalisent des espaces publics dont un parc de 4 hectares.

Pour dénommer cet espace, nous proposons le nom suivant :

Parc de l'Hôtel de Ville

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'adopter ces propositions de dénomination de voies,
- d'autoriser Madame le Maire ou l'Adjoint délégué à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour ~~extraire conforme~~, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Séance publique du lundi 3 octobre 2011

Convoqué le mardi 27 septembre 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 3 lundi octobre 2011 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAoui, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Brahim ABBOU, Stéphanie BLANPIED, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Christiane FOURTEAU, Audrey DE LA GRANGE, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Françoise PRUNIER.

Absents :

Martine PETITOUT, Gabrielle DELONCLE.

Délégation de service public parking Arc de Triomphe : autorisation de signature de l'avenant n°2

Au nom de la commission, Monsieur THINES rapporte :

La Ville de Montpellier a confié à EFFIA Stationnement, par une convention de Délégation de Service Public en date du 15 novembre 2007, la gestion du parc de stationnement Arc de Triomphe.

Dans le cadre de cette exploitation, le délégataire, la société EFFIA Stationnement a constaté une diminution de la fréquentation horaire sur le parking de l'Arc de Triomphe durant le mois de décembre 2010, période au cours de laquelle la Ville de Montpellier, désireuse de faciliter l'accès des chalands aux commerces du centre-ville pendant la période des fêtes et de compenser les impacts des travaux du tramway, a ouvert un espace de stationnement gratuit de 250 places environ sur la promenade du Peyrou, à proximité immédiate.

Les conséquences de cette ouverture ont été portées à la connaissance de la Ville, par courrier, début février 2011. Après échanges entre la Ville et son délégataire, dans le cadre des articles L1411-1 et suivants du CGCT qui régissent les délégations de service public, un accord a été trouvé sur l'estimation de l'impact direct de l'ouverture au public de cet espace gratuit sur la fréquentation et les recettes commerciales du parking Arc de Triomphe. Il a par conséquent été décidé, lors de la réunion du 18 Mai 2011, que la Ville dédommagerait le délégataire à hauteur du manque à gagner calculé comme suit :

- la comparaison entre les niveaux de recette horaire entre décembre 2010 et décembre 2009 faisant apparaître une baisse, à périmètre identique, de -12.300 € HT,
- par ailleurs, il a été constaté que cet écart n'était pas exclusivement dû à l'ouverture d'un stationnement gratuit proche. En effet, les travaux préparatoires à la réalisation de la ligne 3 du tramway entraînent depuis le mois de septembre 2010, une minoration mensuelle du chiffre d'affaires de l'ordre de 5.100 € HT en moyenne par rapport au même mois de l'année précédente.

En conséquence, les parties sont convenues lors de la réunion du 18 Mai 2011 que le manque à gagner pour EFFIA de l'ouverture de cet espace de stationnement gratuit sur le Peyrou pouvait s'établir à 7.000 € HT, et que sa répercussion serait formalisée par voie d'avenant à la Convention, en diminution de la redevance fixe versée par EFFIA sur l'année 2011.

En conséquence, il est demandé au conseil municipal :

- d'autoriser Madame le Maire ou l'Adjoint délégué à signer avec EFFIA l'avenant n°2 du contrat de Délégation de Service Public du parking Arc de Triomphe, ou tous documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour ~~extraire~~ conforme, Madame le Maire


Hélène MANDROUX
(Hérault)

Publiée le : 04/10/2011

Séance publique du lundi 3 octobre 2011

Convoqué le mardi 27 septembre 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 3 lundi octobre 2011 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAoui, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Brahim ABOU, Stéphanie BLANPIED, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Christiane FOURTEAU, Audrey DE LA GRANGE, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Françoise PRUNIER.

Absents :

Martine PETITOUT, Gabrielle DELONCLE.

Aménagement des abords du Polygone. Rue des Pertuisanes et carrefour Michelet. Avenant au marché de travaux COLAS (Lot n°1)

Au nom de la commission, Monsieur THINES rapporte :

Dans le cadre du protocole transactionnel Odysséum – Polygone, du 21 février 2006, la Ville de Montpellier s'engageait à réaliser un certain nombre d'aménagements d'espaces publics et de travaux de voirie visant à améliorer les accès automobiles et piétons au Centre Commercial du Polygone.

Les travaux de réaménagement d'une partie de l'avenue des Etats du Languedoc, du carrefour Michelet et de la rue des Pertuisanes jusqu'au droit de l'hôtel PULLMAN sont prévus dans le protocole et font suite aux travaux de couverture de la trémie Bastion de Ventadour.

Selon les termes de ce protocole, les frais engagés par la ville sont en partie remboursés par la société Languedoc Hôtels et le syndicat des copropriétaires de l'ensemble immobilier parking / centre commercial Polygone (SOCRI) suivant la répartition:

- Aménagement du rond-point Michelet financé à hauteur de 50% par la SOCRI sur la base d'un coût d'objectif initial de 277.560 € H.T.;
- Aménagement du parvis de l'Hôtel Pullman – Rue des Pertuisanes financé à hauteur de 50% par la SOCRI et 50% par la Société Languedoc Hôtels sur la base d'un coût d'objectif initial de 461.540 € H.T..

Les travaux dévolus sur appel d'offres ont été répartis en 3 lots en commission du 25 novembre 2010.

- Lot 1 Voirie	COLAS	442.652,92 € H.T.
- Lot 2 Réseaux secs	SOTEM	149.428,56 € H.T.
- Lot 3 Espace verts	POUSSE CLANET	7.574,88 € H.T.

Le lot n°1 a pour objet la réalisation de la voirie et de l'aménagement du parvis de l'hôtel PULLMAN.

En phase d'exécution du chantier, un certain nombre de travaux et de sujétions techniques ne pouvait être prévu à l'origine du projet. Ces prestations ont fait l'objet d'une décision de poursuivre conformément aux articles 14 et 15 du CCAG Travaux et nécessitent un avenant sur le lot Voirie pour les raisons suivantes :

- A la demande de la société Languedoc Hôtels et de la SOCRI, le calepinage des pavés en pierre aux abords de l'hôtel sera modifié afin d'être mis en cohérence avec celui de la partie privative.

- Pour cause d'un phasage de travaux modifié, il convient de réaliser la protection physique des bordures posées sur la partie privative et d'ajuster le caniveau fente devant l'hôtel, pour un montant de **4.926,00 € H.T.**,

- Afin de conserver un aspect architectural cohérent, des couvertines en pierre noire seront rajoutées sur les murs réalisés dans le cadre du marché précédent, pour un montant de **6.250,00 € H.T.**,

- Le raccordement et la finition du viaduc Fresnay avec la couverture de la rue des Pertuisanes réalisée dans le cadre du marché précédent, face à l'entrée de l'hôtel, fera l'objet de la reprise de l'ancien parement, pour un montant de **5.500,00 € H.T.**,

- Afin de respecter la conformité par rapport aux normes en vigueur, la géométrie des gardes corps inox devra être modifiée, pour un montant en plus value de **2.210,00 € H.T.**,

- Des adaptations techniques non prévues sont jugées nécessaires, pour assurer un meilleur écoulement des eaux pluviales, notamment la reprise de la dalle béton existante sur la voie bus comprenant la dépose de la dalle existante, la reconstitution de la maçonnerie avec le remplacement des fontes, le rajout des traversées de chaussée pour les réservations d'arrosage ainsi que l'assainissement de l'entrée du tunnel par la mise en place d'un caniveau grille et de la réalisation d'un dauphin pour le raccordement de la descente d'eau sur le trottoir, la remise en place d'un réseau pluvial de diamètre 300 découvert pendant la phase terrassement, pour un montant de **12.500,00 € H.T.**,

- Afin de ne pas perturber les livraisons du Polygone en période d'activités estivales, ni le fonctionnement de l'hôtel, les enrobés seront réalisés de nuit, pour un montant en plus value de **13.500,00 € H.T.**,

L'ensemble de ces prestations complémentaires et de ces adaptations représentera un montant total de **44.886 € HT**, ce qui portera le montant global du lot 1 à **487.538,92 € H.T.**, soit une augmentation de 10,14 % par rapport au montant initial du marché.

Le projet d'avenant a fait l'objet de l'avis de la Commission d'Appel d'Offres en date du 20 septembre 2011.

En conséquence, il est demandé au conseil municipal :

- d'approuver la passation de l'avenant n°1 au marché 10M 950 A11, concernant le lot 1, à conclure avec l'entreprise COLAS, pour un montant de **44.886, 00 € H.T.**
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut Monsieur le Maire Adjoint à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour être conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX
(Hérault)

Publiée le : 04/10/2011

Séance publique du lundi 3 octobre 2011

Convoqué le mardi 27 septembre 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 3 lundi octobre 2011 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Brahim ABOU, Stéphanie BLANPIED, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Christiane FOURTEAU, Audrey DE LA GRANGE, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Françoise PRUNIER.

Absents :

Martine PETITOUT, Gabrielle DELONCLE.

Modernisation du système d'alerte de crue Marché de conception-réalisation Autorisation de signer le marché

Au nom de la commission, Philippe THINES rapporte :

La Ville de Montpellier assure la prévention du risque pluvial à partir d'un système d'alerte hydrométéorologique. Ce système a été mis en place en 1999 et son état vieillissant peut induire un niveau de sécurité insuffisant pour son fonctionnement en période de crise.

Le Maire devant assurer la sécurité de la population par rapport au risque inondation, il a été proposé de moderniser ce système d'alerte hydrométéorologique.

Le projet comprend 3 axes d'amélioration :

- Le développement de l'instrumentation,
- La sécurisation des communications,
- L'amélioration de la supervision, avec notamment un accès depuis l'extérieur par connexion internet.

Le coût du projet est estimé à 525 000 € HT.

Après une consultation approfondie des partenaires, le montant des subventions attendues pourrait être de l'ordre de 90%, avec la répartition suivante :

- FEDER : 50%
- Conseil régional : 20%
- Etat : 20%

Ce projet a été approuvé par délibération du Conseil municipal n° 2009/632, datée du 14 décembre 2009.

Le fait de solliciter ces subventions auprès des partenaires proposés a également été approuvé par délibération du Conseil municipal n° 2010/181, datée du 3 mai 2010.

Conformément à la délibération n° 2010/434, le projet sera réalisé par le biais d'un marché de conception-réalisation, dans le cadre d'une procédure adaptée, en application de l'article 69-III du Code des marchés publics. Le marché comprend une tranche ferme et deux tranches conditionnelles avec un seul lot.

La procédure s'est déroulée de la façon suivante :

- Un appel à candidatures a été publié le 03 août 2010, avec une date limite de remise des candidatures le 17 septembre 2010. Six dossiers de candidatures ont été déposés, cinq candidats ont été retenus.
- Les candidats retenus ont reçu un dossier de consultation, avec une date limite de remise des offres le 04 mars 2011. Quatre candidats ont remis une offre, un candidat s'est désisté.
- Un jury, désigné par arrêté municipal, a auditionné les candidats le 09 septembre 2011.

Les critères de jugement des offres étaient les suivants :

- Valeur technique : 50%
- Prix des travaux : 25%
- Prix de la maintenance : 5%
- Coût d'utilisation : 10%
- Service après-vente : 10%

Suite à l'audition des candidats le jury a considéré l'offre du groupement DSA-BRL Ingénierie comme étant la plus intéressante techniquement et économiquement. Lors de la séance du 13 septembre 2011, la Commission d'appel d'offres a retenu l'offre du groupement DSA – BRL Ingénierie qui a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse, pour un montant de 472 572 € H.T.

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2011.

En conséquence, nous vous proposons :

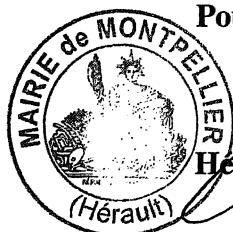
- D'approuver l'attribution du marché au groupement DSA-BRL Ingénierie :

Part travaux : 437 892 € H.T. (tranche ferme + tranche conditionnelle 1 + tranche conditionnelle 2)

Part Maintenance : 34 680 € H.T. (tranche ferme + tranche conditionnelle 1 + tranche conditionnelle 2)

- D'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'adjoint délégué, à signer tous les documents ou actes relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.



Pour extrait conforme, Madame le Maire

Helène MANDROUX

Publiée le : 04 10 2011

Séance publique du lundi 3 octobre 2011

Convoqué le mardi 27 septembre 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 3 lundi octobre 2011 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARJA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAoui, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Brahim ABBOU, Stéphanie BLANPIED, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Christiane FOURTEAU, Audrey DE LA GRANGE, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Françoise PRUNIER.

Absents :

Martine PETITOUT, Gabrielle DELONCLE.

Aménagement carrefour Vanières / Pas du Loup Autorisation de signer les marchés

Au nom de la commission, Monsieur THINES rapporte :

La Ville mène une politique de sécurisation des abords des établissements scolaires et a décidé de réaménager les abords du collège Marcel Pagnol.

Ces aménagements prévoient :

- Une tranche ferme correspondant à la sécurisation en faveur des piétons du carrefour à feux Vanières/Planès /Pas du Loup depuis le parvis du collège Marcel Pagnol
- Une tranche conditionnelle correspondant au recalibrage de la chaussée de la rue du Pas du Loup sur la partie comprise entre la rue de Cheng Du et la rue Maurice Planès afin d'améliorer le cheminement des piétons sur trottoir.

Pour réaliser ces travaux un marché à procédure adaptée avec 4 lots (Voirie, Régulation Trafic, Eclairage Public, Espaces Verts) a été lancé avec les critères de sélection suivants :

- Choix des candidatures :

- garanties professionnelles,
- capacité,
- références techniques.

- Choix des offres :

- valeur technique de l'offre appréciée à l'appui d'un cadre de mémoire technique à compléter par l'entreprise (60%),
- prix des prestations (40%).

Lors de sa séance du 13 septembre 2011, la Commission d'appel d'offres a retenu les entreprises suivantes :

- lot n°1 (Voirie) : MALET pour un montant de 291 514,75 € HT soit 348 651,64 € TTC réparti à hauteur de 223 253,74 € HT soit 267 011,47 € TTC pour la tranche ferme et de 68 261,01 € HT soit 81 640,17 € TTC pour la tranche conditionnelle ;
- lot n°2 (Régulation trafic) : SOTEM pour un montant de 77 536,60 € HT soit 92 733,77 € TTC ;
- lot n°3 (Eclairage Public) : CITEOS pour un montant de 51 936,00 € HT soit 62 115,45 € TTC ;
- lot n°4 (Espaces Verts) : UPEE 7 pour un montant de 10 252,50 € HT soit 12 261,99 € TTC.

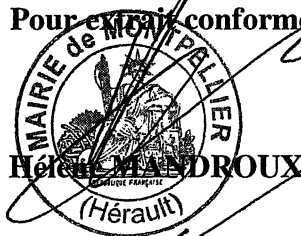
Les crédits nécessaires à cette opération sont inscrits au budget 2011.

En conséquence, nous vous demandons :

- d'approuver cette opération
- d'autoriser Madame le maire ou à défaut Monsieur l'Adjoint Délégué, à signer les marchés avec les entreprises retenues par la Commission d'appel d'offres et plus généralement tous documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour ~~extrait~~ conforme, Madame le Maire



Publiée le : 04/10/2011

Séance publique du lundi 3 octobre 2011

Convoqué le mardi 27 septembre 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 3 lundi octobre 2011 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Brahim ABBOU, Stéphanie BLANPIED, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Christiane FOURTEAU, Audrey DE LA GRANGE, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Françoise PRUNIER.

Absents :

Martine PETITOUT, Gabrielle DELONCLE.

Boisements forestiers : Traitement aérien contre la chenille des pins Autorisation de demande de subvention 2011

Au nom de la commission, Monsieur THINES rapporte :

Dans le cadre de la lutte contre la chenille processionnaire du pin, la Ville de Montpellier effectue un traitement annuel sur les boisements de Montmaur, de Lunaret, du lac des Garrigues, de la pinède des Hauts de Massane et du parc Méric.

Technique utilisée : traitement par hélicoptère équipé de biturbines conformément à la législation en vigueur pour le survol des villes.

Produit utilisé : lutte biologique.

Le produit utilisé comporte comme principe actif une bactérie (*Bacillus thuringiensis*). Cette bactérie biologique n'est toxique que sur la chenille de papillons. Elle agit par ingestion en bloquant le système digestif de la chenille. Elle est complètement inoffensive sur les êtres humains et sur le reste de la flore et de la faune.

Ce produit est non polluant et totalement biodégradable. Il s'agit d'un mode de lutte « écologique ». Les dispositions énoncées dans l'Arrêté préfectoral qui sera délivré pour cette opération conformément à la réglementation en vigueur seront respectées.

Epoque de traitement : à la mi-octobre suivant les conditions climatiques et l'évolution du stade larvaire de la chenille.

Coût du traitement :

1 134,46 hectares de boisement sont ainsi traités pour une dépense de 90 € HT par hectare pour la zone urbaine, soit 12 213 € TTC environ.

Cette opération peut être subventionnée par le Conseil Général de l'Hérault à hauteur de 30%.

Il vous est demandé d'autoriser la demande de subvention auprès du Conseil Général de l'Hérault, qui sera versée directement à l'ONF (service comptable), lequel la réaffectera à l'entreprise attributaire des travaux. Cette subvention sera déduite de la facture que l'ONF adressera à la Ville de Montpellier pour cette prestation.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut Monsieur l'Adjoint Délégué à signer la demande de subvention et plus généralement tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Publiée le : 04/10/2011

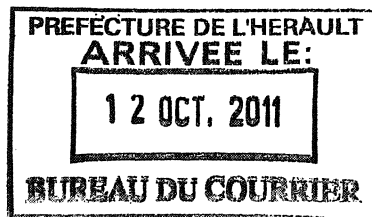
Pour extrait conforme Madame le Maire





Direction Aménagement
Programmation
Renouvellement urbain

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
Municipal de la Ville de
Montpellier
n° 2011 / 488



Séance publique du lundi 3 octobre 2011

Convoqué le mardi 27 septembre 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 3 lundi octobre 2011 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Brahim ABOU, Stéphanie BLANPIED, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Christiane FOURTEAU, Audrey DE LA GRANGE, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Françoise PRUNIER.

Absents :

Martine PETITOUT, Gabrielle DELONCLE.

Projet de Rénovation Urbaine de la Ville de Montpellier Contrat Projet de développement urbain 2005/2011 Montpellier Ville /Département (Quartiers Mosson - Centre - Cévennes) Approbation de la programmation d'actions 2011 Avenant n°2 à la programmation d'actions 2008 Avenant n°1 à la programmation d'actions 2009 Avenant n°1 à la programmation d'actions 2010

Au nom de la commission, Monsieur BOUILLE rapporte :

Depuis de nombreuses années, la Ville de Montpellier mène sur les quartiers inscrits au titre de la politique de la ville des actions visant à l'amélioration des conditions de vie des habitants. Aujourd'hui, la Ville poursuit l'impulsion déjà donnée à ces quartiers par un ambitieux projet de rénovation urbaine sur la Mosson, les Cévennes et le Centre en partenariat avec l'Etat, l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine, les collectivités locales, les bailleurs sociaux et la Caisse des dépôts et consignations.

A ce titre, le Département a adopté le 20 novembre 2006, l'accord-cadre 2005-2009 du Contrat Projet de développement urbain de Montpellier (quartiers Mosson-Centre-Cévennes) qui a pour objet la mise en œuvre du partenariat entre le Conseil général de l'Hérault et la Ville de Montpellier autour de la thématique de la rénovation urbaine. Ce contrat de projet, établi initialement pour une durée de cinq ans (2005-2009), a été prorogé de 2 ans jusqu'au 31 décembre 2011.

Les actions de rénovation urbaine développées dans ce contrat permettent d'intervenir fortement sur l'habitat, le cadre de vie et d'impulser une nouvelle dynamique économique.

Ainsi, dans le cadre de ses compétences, le Conseil général de l'Hérault arrête annuellement une programmation. Elle concernera en 2011, le financement :

- sur le quartier de la Mosson, de l'aménagement des accès au grand mail,

- sur le quartier Cévennes, de l'aménagement de la voirie Paul Rimbaud,
- sur le quartier Centre, de la production de logements sociaux publics en acquisition-amélioration et en construction neuve ainsi que la restructuration urbaine de la cité Gély.

Au titre de la programmation 2011, la participation du Conseil général de l'Hérault s'élève ainsi à 465 900€.

Par ailleurs, il est proposé l'approbation de trois avenants relatifs à des opérations inscrites dans le projet de rénovation urbaine du quartier Centre :

- un avenant n°2 à la programmation d'actions 2008, concernant l'opération de requalification des voies de desserte des îlots d'intervention prioritaire,
- un avenant n°1 à la programmation d'actions 2009, concernant le report de délai d'exécution et de versement de la subvention de deux opérations restant inscrites dans le contrat de projet de développement urbain,
- un avenant n°1 à la programmation d'actions 2010, concernant la fusion de deux actions en une seule.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la programmation d'actions 2011 du Contrat Projet de développement urbain 2005-2011 (quartiers Mosson-Centre-Cévennes) jointe à la présente délibération,
- d'approuver l'avenant n°2 à la programmation d'actions 2008 du Contrat Projet de développement urbain joint à la présente délibération,
- d'approuver l'avenant n°1 à la programmation d'actions 2009 du Contrat Projet de développement urbain joint à la présente délibération,
- d'approuver l'avenant n°1 à la programmation d'actions 2010 du Contrat Projet de développement urbain joint à la présente délibération,
- d'autoriser Mme le Maire ou, à défaut, Monsieur l'Adjoint délégué à signer la programmation d'actions 2011, et plus généralement tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour ~~extraire~~ conforme Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 04/10/2011

Séance publique du lundi 3 octobre 2011

Convoqué le mardi 27 septembre 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 3 lundi octobre 2011 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAoui, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Brahim ABBOU, Stéphanie BLANPIED, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Christiane FOURTEAU, Audrey DE LA GRANGE, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Françoise PRUNIER.

Absents :

Martine PETITOUT, Gabrielle DELONCLE.

Quartier CEVENNES

Projet de Rénovation Urbaine CEVENNES (Petit Bard - Pergola)



CONVENTION d'ACCOMPAGNEMENT et d'AMELIORATION du CADRE de VIE

Ville de MONTPELLIER – Electricité Réseau De France

Au nom de la commission, Monsieur BOUILLE rapporte :

La Ville de Montpellier a élaboré en partenariat avec l'Etat, les Collectivités locales, les bailleurs sociaux et la Caisse des Dépôts et Consignations, un projet de rénovation urbaine ambitieux se déclinant sur les quartiers de la Mosson, des Cévennes (Petit Bard – Pergola) et du Centre.

Dans ce cadre, la convention territoriale pluriannuelle de rénovation urbaine (CTRU) du quartier Cévennes (Petit Bard – Pergola), signée le 25 novembre 2005 a permis la mobilisation de financements importants à hauteur de 113,8 M€.

Le projet de rénovation urbaine du quartier des Cévennes (Petit Bard - Pergola) permet d'améliorer les conditions de vie des habitants, d'assurer une mixité sociale, d'ouvrir le quartier sur la ville et d'offrir aux habitants du quartier un parcours résidentiel.

Les opérations de rénovation urbaine rassemblent des acteurs multiples et nécessitent des opérations souvent complexes pour aboutir à une meilleure qualité de vie. L'anticipation et la coordination sont des facteurs clef de succès pour la réussite des projets.

Les enjeux sont d'importance puisqu'il faut au cœur des quartiers mener des chantiers de grande ampleur tout en préservant les conditions de la vie quotidienne des populations concernées.

A ce titre, le distributeur d'électricité ERDF est fortement impliqué : le nombre et l'ampleur des chantiers urbains nécessitent qu'il mette en œuvre une approche d'anticipation, de coordination et de réalisation nouvelle en partenariat avec la collectivité.

En vue d'accompagner au mieux cette opération d'amélioration du cadre de vie, d'assurer l'alimentation de cette zone et de permettre la desserte des futurs clients des nouvelles copropriétés dans les meilleures conditions de qualité et de continuité de fourniture, la ville de MONTPELLIER et ERDF ont décidé de se rencontrer afin d'établir les modalités de coopération et d'échanges mutuels au regard des différentes actions à engager dans le périmètre de l'opération ANRU.

Ces actions impliquent une parfaite synergie entre tous les acteurs pour préserver la logique du projet, son rythme, son équilibre financier. Cela passe par différentes étapes l'étude, la validation, la coordination et l'autorisation, la programmation, la réalisation, la mise en exploitation.

Aussi, afin de concrétiser ces échanges et une synergie d'action, il a été décidé par les partenaires, la définition d'une convention entre la Ville de Montpellier et ERDF visant l'adoption de principes d'accompagnement et d'amélioration du cadre de vie sur le quartier Cévennes (Petit Bard – Pergola).

Cette convention définit les principes et les engagements de la Ville de MONTPELLIER et d'ERDF en termes de communication des données, de coordination des actions et d'évaluation des financements et de manière spécifique précise les axes de coopération qui peuvent être déclinés par thème :

- dans le domaine des travaux
- dans le domaine social et environnemental

Outre la désignation d'un interlocuteur unique facilitant les interactions du projet entre la Ville ou son concessionnaire, la SERM et le réseau technique d'ERDF, la convention vise plus particulièrement à définir :

- les attributions respectives de la Ville et d'ERDF,
- les principes pour l'identification et l'anticipation des situations induites par l'opération ANRU
- les principes de la coopération dans la durée
- les principes de la coopération dans le domaine « Technique »
- les principes de la coopération dans le domaine « social et environnemental »
- Durée de la convention
- Règlement des litiges
- Communication externe
- Suivi et traitement des opérations

La mise en œuvre de cette convention s'inscrit dans le cadre d'une facilitation d'actions et de mise en œuvre optimisée du Projet de Rénovation Urbaine Cévennes (Petit Bard - Pergola) pour la Ville et son concessionnaire la SERM.

En conséquence, il est proposé :

- d'approuver la convention d'accompagnement et d'amélioration du cadre de vie entre la Ville de Montpellier et Electricité Réseau de France, jointe à la présente délibération,
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire



Publiée le : 04/10/2011

Séance publique du lundi 3 octobre 2011

Convoqué le mardi 27 septembre 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 3 lundi octobre 2011 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Brahim ABBOU, Stéphanie BLANPIED, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Christiane FOURTEAU, Audrey DE LA GRANGE, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Françoise PRUNIER.

Absents :

Martine PETITOUT, Gabrielle DELONCLE.

Quartier CEVENNES Plan de Sauvegarde du Petit Bard Convention relative à l'ouverture du Fonds de Solidarité pour le Logement pour la solvabilisation des propriétaires occupants □ Département de l'Hérault - Ville de Montpellier

Au nom de la commission, Monsieur BOUILLE rapporte :

Le quartier du Petit Bard-Pergola dispose de plusieurs dispositifs d'intervention :

- la convention territoriale pluriannuelle de rénovation urbaine pour le quartier Cévennes (Petit Bard – Pergola), signée le 25 novembre 2005 qui permettra la transformation urbaine du quartier (reconstruction, démolition), l'aménagement des espaces extérieurs du quartier et à la construction d'équipements publics ;
- le contrat urbain de cohésion sociale, signé le 12 avril 2007, qui s'intéresse au volet social de la requalification de ce quartier (éducation et scolarité, accès à l'emploi et développement économique, habitat et cadre de vie, accès à la prévention et aux soins, citoyenneté et prévention de la délinquance) ;
- le Plan de Sauvegarde de la copropriété le Petit Bard qui s'intéresse au redressement de la situation financière de l'ensemble immobilier et à la consolidation des copropriétés.

Dans le cadre du projet de rénovation urbaine, le plan de sauvegarde du Petit Bard vise :

- à rénover durablement par des travaux, les immeubles et les logements privés en copropriété.
- redresser financièrement l'ensemble immobilier et consolider les copropriétés constituées,
- intégrer ce quartier à la ville et retrouver des modalités de fonctionnement urbain et de gestion adaptées afin de produire une amélioration durable du cadre de vie des habitants.

Pour répondre aux enjeux, les trois objectifs majeurs suivants du Plan de Sauvegarde ont été définis par les partenaires :

- l'apurement des dettes géré par l'Union des Syndicats,
- la prévention et le traitement des impayés de charges dans les copropriétés nouvellement constituées,
- la réalisation des travaux de réhabilitation, de résidentialisation et de démolition de logements des copropriétés.

Le plan de sauvegarde 2007-2011 fait appel à l'action conjointe de différents partenaires institutionnels signataires d'une convention financière pour l'amélioration de l'habitat et notamment l'Etat, l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine, Montpellier Agglomération et la Ville de Montpellier.

Conformément à l'article 4 du Plan de Sauvegarde du Petit Bard, le Conseil Général de l'Hérault s'est engagé à ouvrir exceptionnellement le Fonds de Solidarité pour le Logement pour la solvabilisation des copropriétaires occupants qui ont des dettes de charge, après accord avec la Ville de Montpellier sur les modalités de financement.

En effet, le Fonds de Solidarité pour le Logement prend en charge l'intégralité des factures concernant les charges de copropriété, par une aide financière sous forme de prêt et de subvention. Une fois les charges de copropriété des propriétaires occupants soldées, ces même propriétaires occupants peuvent constituer des dossiers SACICAP leur permettant à la fois de bénéficier d'un prêt "Mission Sociale" sans intérêt pour assumer le règlement des travaux de réhabilitation des parties communes et d'obtenir une allocation logement pendant la durée du remboursement de ce prêt.

En contrepartie, la Mairie de Montpellier s'engage à reverser au Fonds de Solidarité Logement, géré par la Caisse d'Allocation Familiales, 50% de la somme accordée au titre de la subvention.

A cet effet, la Ville de Montpellier et le Conseil Général de l'Hérault ont conjointement élaboré une convention visant l'ouverture du Fonds de Solidarité pour le Logement pour la solvabilisation des propriétaires occupants.


La mise en place de ce financement permettra la poursuite des travaux de réhabilitation du Petit Bard par leur vote en assemblée générale tout en participant à l'amélioration de la situation financière des copropriétaires occupants du Petit Bard.

En conséquence, il est proposé :

- d'approuver la convention relative à l'ouverture du Fonds de Solidarité pour le Logement pour la solvabilisation des copropriétaires du Petit Bard, jointe à la présente délibération,
- de dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier nature 2042, chapitre 908 dans la limite de 26.000€,
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire



Hélène ANDROUX

Publiée le : 04/10/2011

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
Municipal de la Ville de
Montpellier
n° 2011 / 491



Séance publique du lundi 3 octobre 2011

Convoqué le mardi 27 septembre 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 3 lundi octobre 2011 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAoui, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Brahim ABBOU, Stéphanie BLANPIED, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Christiane FOURTEAU, Audrey DE LA GRANGE, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Françoise PRUNIER.

Absents :

Martine PETITOUT, Gabrielle DELONCLE.

QUARTIER CEVENNES (Petit Bard – Pergola) Convention territoriale de rénovation urbaine Avenant n°8 (avenant simplifié) Approbation

Au nom de la commission, Monsieur BOUILLE rapporte :

La Ville de Montpellier a élaboré en partenariat avec l'Etat, les Collectivités locales et la Caisse des Dépôts et Consignations, un projet de rénovation urbaine ambitieux se déclinant sur les quartiers de la Mosson, des Cévennes (Petit Bard – Pergola) et du Centre. Dans ce cadre, la convention territoriale pluriannuelle de rénovation urbaine du quartier Cévennes (Petit Bard – Pergola), signée le 25 novembre 2005 permet la mobilisation de financements importants.

Alors que la convention approche de son terme initial, la Ville de Montpellier a présenté au Comité National d'Engagement de l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU), le 1^{er} juillet dernier, l'importance des étapes déjà franchies mais aussi les difficultés rencontrées. Elle a obtenu, grâce à sa détermination à mener à bien cette opération cruciale pour la cohésion sociale de notre ville, le maintien des engagements partenariaux et la prorogation de la durée du contrat pour une durée de 18 mois. La Ville a proposé un avenant en conséquence. Il s'agit du premier avenant dont l'ampleur justifie l'approbation des instances nationales de l'ANRU, les avenants précédents ayant été conclus au niveau décentralisé avec le Préfet, délégué territorial de l'ANRU.

Le projet de rénovation urbaine du quartier Cévennes s'inscrit dans des procédures complexes et un contexte difficile, qui rend sa mise en œuvre plus longue que sur d'autres territoires. Les éléments principaux de ralentissement de la mise en œuvre du projet sont :

- d'une part, l'intervention en copropriété privée,
- d'autre part, l'intervention sur un tissu habité et des situations de sur-occupation de logements importantes dans un contexte de pénurie d'offre de logements.

Pour autant, la mise en œuvre du projet et l'avancement des procédures pré-opérationnelles ont convaincu l'ANRU de la capacité de la Ville, de son opérateur, la SERM (Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine), et des partenaires (bailleurs : ACM, Hérault Habitat notamment) à réaliser le projet.

A ce jour, le projet est largement engagé :

Le quartier du Petit Bard est désenclavé grâce au prolongement de la rue des Araucarias, achevé en 2005 à l'occasion de l'ouverture de la Médiathèque Shakespeare.

La rénovation du quartier de la Pergola est terminée pour ce qui est du volet contractualisé : les bâtiments ont été résidentialisés et sont desservis par une nouvelle voie publique, les équipements de services à la personne ont été livrés (Maison de l'enfant et de la famille, Maison Dulon). Dans le prolongement de la convention, la réhabilitation des 481 logements sera engagée dès le premier trimestre 2011.

Le programme de reconstruction compensant les logements à démolir est largement engagé : une première opération de reconstruction sur site a été livrée en 2008 (43 logements de la résidence Arthur YOUNG), 5 opérations sont en chantier dans des ZAC municipales, représentant 196 logements (livraisons entre décembre 2010 et avril 2011), une opération est en phase de conception (Campériols, 52 logements). Les prochaines opérations de reconstruction sur site concerneront l'îlot des Trolles (lot M : 73 logements par ACM ; lot N1 : 40 logements par un opérateur privé en cours de désignation) et le sud du quartier (lot K : 40 logements par Hérault Habitat). Les travaux de construction débuteront fin 2011 ; les livraisons s'échelonneront entre début 2013 et mi-2013.

Le programme de réhabilitation dans le cadre du plan de sauvegarde du Petit Bard et de l'OPAH de copropriété dégradée Apollinaire est opérationnel. Les travaux d'amélioration des parties communes sont achevés pour les bâtiments C1 et C2 ; ils se poursuivent de manière phasée pour les autres bâtiments. L'installation de chaudières à gaz individuelles a notamment permis de réduire la facture énergétique des ménages. Les travaux en parties privatives ont été engagés, en particulier pour les logements qui appartiennent à la SERM.

Le processus de maîtrise foncière est très largement avancé, par acquisitions à l'amiable et par Déclaration d'Utilité Publique (DUP). La première DUP s'est concrétisée par la maîtrise complète de la copropriété n°9, et celle en cours de finalisation des espaces extérieurs de la copropriété n°8. La deuxième DUP a été accordée par le Préfet en juillet 2011. L'enquête parcellaire principale relative à la DUP n°2 est achevée.

Le dispositif de relogement plaçant le ménage au cœur du processus est en place (Charte de relogement signée par l'ensemble des bailleurs, conventions partenariales Ville-Bailleurs, partenariat avec les associations représentatives des locataires). Un protocole de relogement a été signé entre la Ville, la Communauté d'Agglomération, la SERM titulaire de la concession d'aménagement et l'ensemble des bailleurs en juillet 2011.

L'ensemble des ménages du bâtiment A a été relogé et la démolition de celui-ci est achevée. Les relogements se poursuivent prioritairement sur la tour H et le bâtiment F voués à la démolition.

Les équipements publics sont livrés : Equipement de proximité François Villon (Maison Pour Tous, Age d'or, Mairie Annexe,...), locaux associatifs rue Paul Rimbaud, aire de jeux du square Delteil. Les travaux d'aménagement des voiries et espaces public débuteront fin 2011 sur l'îlot des Trolles.

La gestion de proximité a été renforcée : le Service d'Action Territoriale de la Direction de l'Espace Public (DEP) présent tous les jours pour identifier et signaler les difficultés de nettoyage, entretien de l'espace public, réunions mensuelles entre les différents acteurs (syndic des copropriétés, gestionnaires des espaces verts, de la voirie, du nettoyage, des eaux usées, enlèvement des épaves, des déchets,...) pour améliorer le fonctionnement et la gestion quotidienne des espaces.

L'ANRU a renouvelé sa confiance à la Ville pour la poursuite du Projet de rénovation urbaine, avec une attention particulière sur la question du relogement des ménages des bâtiments voués à la démolition.

Le présent avenant, soumis à l'approbation du Conseil municipal, concerne principalement des ajustements relatifs à la nouvelle convention type de l'ANRU et aux programmes de reconstructions sur site et hors site. Il vise les objectifs suivants :

- mettre en conformité la convention initiale signée le 25 novembre 2005 avec la convention type validée par le Conseil d'Administration de l'ANRU le 28 avril 2010,
- préciser les maîtrises d'ouvrage, identifier les opérations et ajuster leur programmation pour les reconstructions hors site attribuées à l'origine de façon provisoire à la Ville de Montpellier.
- ajuster la programmation des reconstructions sur site.

Les éléments financiers de cet avenant n°8 figurent en annexe de la convention territoriale de rénovation urbaine du quartier Cévennes (Petit Bard – Pergola), jointe à la présente délibération.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'approuver l'avenant n°8 à la convention territoriale de rénovation urbaine pour le quartier Cévennes (Petit Bard – Pergola) joint à la présente délibération,
- d'approuver l'annexe financière à la convention territoriale de rénovation urbaine du quartier Cévennes (Petit Bard – Pergola), jointe à la présente délibération ;
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, Monsieur l'adjoint délégué à signer l'avenant n°8, l'annexe financière et plus généralement tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire



Publiée le : 04/10/2011

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
Municipal de la Ville de
Montpellier
n° 2011 452



Séance publique du lundi 3 octobre 2011

Convoqué le mardi 27 septembre 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 3 lundi octobre 2011 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Brahim ABOU, Stéphanie BLANPIED, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Christiane FOURTEAU, Audrey DE LA GRANGE, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Françoise PRUNIER.

Absents :

Martine PETITOUT, Gabrielle DELONCLE.

QUARTIER CEVENNES (Petit Bard - Pergola) Projet de Rénovation Urbaine Plan de sauvegarde du Petit Bard Avenant n°2 Avis

Au nom de la commission, Christian BOUILLE rapporte :

Par délibération en date du 26 juillet 2007, le Conseil municipal a approuvé les termes du Plan de sauvegarde du Petit Bard ainsi que sa convention financière qui définit les engagements financiers de chacun des partenaires pour l'amélioration de l'habitat privé au Petit Bard. Cette convention financière mobilise les financements de l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH) et par délégation la Communauté d'agglomération de Montpellier, du Département de l'Hérault, de la Communauté d'agglomération de Montpellier sur ses fonds propres et la Ville de Montpellier.

Par arrêté préfectoral en date du 23 avril 2009, le Préfet a approuvé les termes d'un premier avenant au Plan de sauvegarde de manière à intégrer dans le dispositif la volonté des propriétaires de la copropriété n°4 de réaliser les travaux de réhabilitation, passant d'une réhabilitation publique à une réhabilitation privée. Outre cette modification du mode opératoire, l'avenant n°1 visait à :

- concentrer les travaux sur les parties communes sous l'égide des syndicats de copropriété (étanchéité, menuiseries, distribution eau et chauffage, portes palières, ...),
- assurer une bonne gestion des copropriétés nouvelles constituées (individualisation des charges d'eau et de chauffage, isoler les bâtiments pour réduire les consommations d'énergies, ...),
- impulser la dynamique de réhabilitation des parties privatives par le portage de cinquante deux logements assuré par la SERM tout en favorisant l'accession à la propriété et en augmentant le taux de propriétaires occupants.

Cet avenant s'inscrivait dans le plan de relance de l'ANAH qui permettait l'obtention d'une enveloppe complémentaire de près d'1,6 M€ pour couvrir l'intégration de la copropriété n°4 ainsi que le portage des logements et leur réhabilitation par la SERM.

Ces évolutions ont donné lieu à une adaptation de la convention financière du Plan de sauvegarde et du dispositif financier de la Ville. Ainsi, par délibération en date du 9 novembre 2009, le Conseil municipal a approuvé les termes de l'avenant n°1 à la Convention financière du plan de sauvegarde, et concomitamment, l'avenant n°1 au règlement d'intervention de la Ville de Montpellier.

Compte tenu de la réforme du régime des aides de l'Agence Nationale de l'Habitat entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2011 et des évolutions du projet de rénovation urbaine du Petit Bard, la Ville a proposé lors de la Commission plénière du Plan de Sauvegarde du 7 juillet 2011 :

- d'intégrer la partie non démolie de la copropriété n°2 (bâtiments G3 à G7) dans le dispositif de réhabilitation privée,
- de retirer 20 logements de la copropriété n°4 du dispositif (bâtiments D6 et D16) pour des raisons techniques (prise en compte du joint de dilatation),
- de proroger la durée du Plan de sauvegarde jusqu'au 31 décembre 2013.

Au vu de l'avancement des travaux de réhabilitation avec l'achèvement des bâtiments C1 et C2 (80 logements) et l'engagement des travaux sur les parties communes des bâtiments C3 et prochainement du E (105 logements), la commission plénière a validé ces modifications qui permettent à tous les bâtiments qui ne seront pas démolis d'engager des travaux de réhabilitation des parties communes.

Préalablement à la prise de l'arrêté préfectoral modificatif, il est nécessaire que le Conseil Municipal se prononce sur le projet d'avenant n°2 au Plan de Sauvegarde.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de donner un avis favorable à l'avenant n°2 du Plan de sauvegarde du Petit Bard joint à la présente délibération,
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour ~~extraire~~ ^{être} conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 04 10 2011



Séance publique du lundi 3 octobre 2011

Convoqué le mardi 27 septembre 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 3 lundi octobre 2011 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TRODEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Brahim ABOU, Stéphanie BLANPIED, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Christiane FOURTEAU, Audrey DE LA GRANGE, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Françoise PRUNIER.

Absents :

Martine PETITOUT, Gabrielle DELONCLE.

QUARTIER CEVENNES (Petit Bard – Pergola) Projet de rénovation urbaine Demande d'agrément de candidature Lot M – A.C.M.

Au nom de la commission, Monsieur BOUILLE rapporte :

La Convention Territoriale de Rénovation Urbaine du quartier des Cévennes (Petit Bard – Pergola), signée à Montpellier le 25 novembre 2005, a permis de mobiliser des crédits relatifs aux reconstructions-démolitions de logements, aux réhabilitations de logements, aux aménagements des espaces publics et la création d'équipements publics.

Ce projet de rénovation urbaine du quartier des Cévennes (Petit Bard – Pergola) porte sur un programme ambitieux devant notamment conduire à :

- la rénovation complète de l'habitat avec la démolition de 456 logements, la reconstruction de 550 logements publics (247 sur site et 303 hors site), la reconstruction de logements privés, la réhabilitation de 390 logements, la résidentialisation),
- la réalisation d'une mixité résidentielle et fonctionnelle comme support de mixité sociale,
- l'amélioration des conditions de vie des habitants,
- la restructuration du quartier (création de nouvelles voies et nouveaux équipements, réaménagement des voies existantes, création d'un pôle commercial).

Par délibération en date du 26 mars 2007, le Conseil municipal a confié une concession d'aménagement à la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM) portant sur un ensemble d'actions visant à mettre en œuvre opérationnellement le projet de rénovation du quartier Cévennes - Petit Bard.

Dans ce contexte, la SERM nous propose d'agréer la candidature de l'Office Public de l'Habitat de la Communauté d'Agglomération, le bailleur OPH-ACM, détaillée ci-dessous :

Maître d'ouvrage : A.C.M.
407, avenue du Professeur Antonelli
BP 75590

Localisation du projet : Section KV n°11 partie et n°307 partie

Surface du lot : 2.302 m²

Nature du projet : 73 logement collectifs sociaux
500 m² de commerces en rez-de-chaussée

SHON envisagée : 6.000 m² SHON logements
500 m² SHON commerces
6.500 m² SHON maximale autorisée


La SERM précise que la candidature présentée prend en considération les prescriptions et contraintes inhérentes au projet et approuvées par la Ville.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- d'agréer la candidature de A.C.M.,
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut, Monsieur l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour ~~extraire~~ conforme, Madame le Maire



Helène MANDROUX

Publiée le : 04/10/2011



Direction Aménagement
Programmation
Renouvellement urbain

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
Municipal de la Ville de
Montpellier
n° 2011 / 494



Séance publique du lundi 3 octobre 2011

Convoqué le mardi 27 septembre 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 3 lundi octobre 2011 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Brahim ABBOU, Stéphanie BLANPIED, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Christiane FOURTEAU, Audrey DE LA GRANGE, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Françoise PRUNIER.

Absents :

Martine PETTITOUT, Gabrielle DELONCLE.

QUARTIER CEVENNES (Petit Bard – Pergola) Projet de rénovation urbaine Demande d'agrément de candidature Lot K – Hérault Habitat

Au nom de la commission, Monsieur BOUILLE rapporte :

La Convention Territoriale de Rénovation Urbaine du quartier des Cévennes (Petit Bard – Pergola), signée à Montpellier le 25 novembre 2005, a permis de mobiliser des crédits relatifs aux reconstructions-démolitions de logements, aux réhabilitations de logements, aux aménagements des espaces publics et la création d'équipements publics.

Ce projet de rénovation urbaine du quartier des Cévennes (Petit Bard – Pergola) porte sur un programme ambitieux devant notamment conduire à :

- la rénovation complète de l'habitat avec la démolition de 456 logements, la reconstruction de 550 logements publics (247 sur site et 303 hors site), la reconstruction de logements privés, la réhabilitation de 390 logements, la résidentialisation),
- la réalisation d'une mixité résidentielle et fonctionnelle comme support de mixité sociale,
- l'amélioration des conditions de vie des habitants,
- la restructuration du quartier (création de nouvelles voies et nouveaux équipements, réaménagement des voies existantes, création d'un pôle commercial).

Par délibération en date du 26 mars 2007, le Conseil municipal a confié une concession d'aménagement à la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM) portant sur un ensemble d'actions visant à mettre en œuvre opérationnellement le projet de rénovation du quartier Cévennes - Petit Bard.

Dans ce contexte, la SERM nous propose d'agréer la candidature du bailleur Hérault Habitat, détaillée ci-dessous :

Maître d'ouvrage :

Hérault Habitat

100, rue de l'Oasis
34085 MONTPELLIER Cedex 4

Localisation du projet : Section KV n°349

Surface du lot : 1.167 m²

Nature du projet : 40 logement collectifs sociaux

SHON envisagée : 3.300 m² SHON logements
3.300 m² SHON maximale autorisée

La SERM précise que la candidature présentée prend en considération les prescriptions et contraintes inhérentes au projet et approuvées par la Ville.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- d'agréer la candidature de Hérault Habitat,
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut, Monsieur l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 04/10/2011



Séance publique du lundi 3 octobre 2011

Convoqué le mardi 27 septembre 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 3 lundi octobre 2011 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Brahim ABBOU, Stéphanie BLANPIED, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Christiane FOURTEAU, Audrey DE LA GRANGE, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Françoise PRUNIER.

Absents :

Martine PETITOUT, Gabrielle DELONCLE.

Projet de rénovation urbaine du quartier Mosson Secteur Hauts de Massane Tour Cambon - Autorisation de démolir

Au nom de la commission, Monsieur BOUILLE rapporte :

Le code de la construction et de l'habitation précise dans son article L.443-15-1 qu'un bâtiment à usage d'habitation appartenant à un organisme d'habitations à loyer modéré ne peut être démoli sans l'accord préalable du représentant de l'Etat dans le département, de la commune d'implantation et des garants des prêts. Conformément à cet article, la Ville de Montpellier est consultée en tant que commune d'implantation des logements et commune garante des emprunts contractés pour la construction de ces logements.

Dans ce cadre, ACM-OPH de la Communauté d'Agglomération de Montpellier a adressé à la Ville de Montpellier une demande l'autorisant à démolir la tour Cambon assortie d'un engagement à rembourser le capital d'un montant de 89 817,52 € restant dû.

Conformément à la convention territoriale de rénovation urbaine du quartier Mosson, signée le 8 janvier 2007, un programme de démolition - reconstruction a été engagé en vue de l'amélioration des conditions de logement et d'une diversification de l'habitat sur le territoire des Hauts de Massane.

A la suite des premières démolitions sur ce secteur (tour Monge et tour Cambacérès), un premier programme de reconstruction de 54 logements a été livré fin 2008 et un second de 58 logements en 2011. Un troisième programme de 53 logements s'inscrira en lieu et place de la tour Condorcet en cours de démolition. Ce processus de recomposition urbaine se poursuivra par la prochaine démolition de la tour Cambon, objet de la présente demande, qui permettra la reconstruction d'un programme de logements réalisé par l'Association Foncière Logement.

En conséquence, il est proposé au conseil Municipal :

- d'autoriser l'Office public de l'habitat de la Communauté d'Agglomération de Montpellier (ACM) à démolir la tour Cambon.
- d'autoriser l'Office public de l'habitat de la Communauté d'Agglomération de Montpellier (ACM) à rembourser le capital restant dû pour cette opération
- d'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

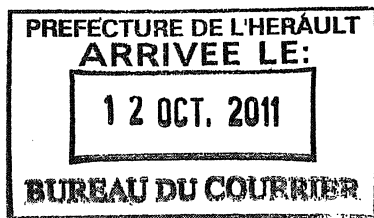
Publiée le : 04/10/2011





Direction Aménagement
Programmation
Renouvellement urbain

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
Municipal de la Ville de
Montpellier
n° 2011 / 496



Séance publique du lundi 3 octobre 2011

Convoqué le mardi 27 septembre 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 3 lundi octobre 2011 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TRODEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Brahim ABBOU, Stéphanie BLANPIED, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Christiane FOURTEAU, Audrey DE LA GRANGE, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Françoise PRUNIER.

Absents :

Martine PETTOUT, Gabrielle DELONCLE.

Projet de rénovation urbaine du quartier de la Mosson Aménagement de la rue du Professeur Blayac Convention financière et de transfert de maîtrise d'ouvrage entre la Ville et le Conseil Général de l'Hérault

Au nom de la commission, Monsieur BOUILLE rapporte :

Dans le cadre du projet de rénovation urbaine du quartier de la Mosson, un des objectifs principaux est de poursuivre le désenclavement de ce quartier en le rattachant au reste de la ville. Ainsi, avec l'émergence du nouveau quartier Pierres Vives, le réaménagement en boulevard urbain de ses voies périphériques (avenue de l'Europe et rue du Professeur Blayac) constitue un maillon essentiel de la mise en œuvre de cet ambitieux objectif en atténuant fortement l'effet de coupure urbaine.

Cette opération était inscrite initialement dans la convention territoriale de rénovation urbaine du quartier Mosson sous maîtrise d'ouvrage de la Ville de Montpellier. Toutefois, dans une perspective de cohérence, particulièrement en matière de coordination des travaux, il est proposé d'en confier la maîtrise d'ouvrage au Conseil Général de l'Hérault. L'ensemble de la mission de maîtrise d'œuvre de l'opération sera assurée par la Ville de Montpellier pour le compte de ce dernier.

La convention intervenant entre la Ville de Montpellier et le Conseil Général de l'Hérault, objet de la présente délibération, concerne le doublement de la rue du Professeur Blayac (voiries, réseaux, régulation trafic, espaces verts), dont la livraison définitive des travaux est prévue au second semestre 2013.

Ainsi, cette convention prévoit :

- de désigner le Conseil Général comme maître d'ouvrage des opérations de travaux, conformément aux dispositions de l'article 2.II du titre premier de la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985, modifiée par ordonnance n° 2004-566 du 17 juin 2004,
- de fixer les modalités de versement de la participation financière de la Ville au Conseil Général.

Cette opération, portée par le Conseil Général de l'Hérault, est cofinancée par les partenaires du Projet de Rénovation Urbaine (PRU) de la manière suivante :

Conseil Général	2 100 000 €
ANRU	1 400 000 €
Ville de Montpellier	2 100 000 €

Le montant subventionnable de cette opération est de **5 600 000 € HT** et la participation de la Ville s'élève ainsi à **2 100 000 €**.

Les crédits nécessaires à la réalisation de cette opération seront inscrits lors des prochains budgets primitifs de la Ville de Montpellier.

En conséquence, il est proposé au conseil municipal :

- d'approuver l'attribution d'une subvention de 2 100 000 € au Conseil Général de l'Hérault, en tant que maître d'ouvrage, pour l'aménagement de la rue du Professeur Blayac,
- d'approuver les termes de la convention financière et de transfert de maîtrise d'ouvrage établie entre la Ville et le Conseil Général de l'Hérault,
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire



Hélène MANDROUX

Publiée le : 04/10/2011



Séance publique du lundi 3 octobre 2011

Convoqué le mardi 27 septembre 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 3 lundi octobre 2011 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Brahim ABBOU, Stéphanie BLANPIED, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Christiane FOURTEAU, Audrey DE LA GRANGE, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Françoise PRUNIER.

Absents :

Martine PETITOUT, Gabrielle DELONCLE.

QUARTIER MOSSON (Paillade - Hauts de Massane) Projet de Rénovation Urbaine Avenant simplifié n°5 Approbation

Au nom de la commission, Monsieur BOUILLE rapporte :

La Ville de Montpellier a élaboré en partenariat avec l'Etat, les Collectivités locales et la Caisse des dépôts et consignations, un projet de rénovation urbaine ambitieux se déclinant sur les quartiers de la Mosson, des Cévennes (Petit Bard – Pergola) et du Centre. Dans ce cadre, la convention territoriale pluriannuelle de rénovation urbaine du quartier Mosson signée le 8 janvier 2007 permet la mobilisation de financements importants.

Le projet poursuit les objectifs suivants :

- en matière d'amélioration de l'habitat, il s'agit d'offrir aux habitants des conditions de logement et de vie satisfaisantes, en favorisant dans le quartier une plus grande mixité sociale et urbaine,
- en matière de cadre de vie, la Ville poursuit son action de recomposition et d'aménagement de l'espace public afin que les habitants puissent à terme se le réapproprier. Le désenclavement du quartier et le développement de liaisons efficaces avec la Ville sont privilégiés. Le projet de rénovation urbaine permet de poursuivre l'effort d'équipements entrepris dans le quartier de la Mosson depuis 1977.
- En matière de restructuration économique et commerciale, l'intervention publique s'attache à renforcer et redynamiser l'appareil commercial du quartier et offrir de nouveaux emplois en étendant la zone franche urbaine pour accueillir de nouvelles entreprises.

Au regard des avancées significatives du projet de rénovation urbaine de la Mosson, la Ville et l'ANRU ont souhaité s'engager dans un avenant à la convention territoriale de rénovation urbaine.

En effet, la Ville est fortement intervenue sur différents groupes scolaires tant au travers de leur réhabilitation que de la sécurisation de leurs abords. En matière d'amélioration du cadre de vie, la deuxième tranche du parc

Malbosc a été livrée ainsi que les aménagements des rives du Rieutor (paysagement et piste cyclable). La dernière tranche d'aménagement du grand mail, axe piéton majeur du quartier a également été livrée.

Une opération de 58 logements sociaux a été livrée sur le secteur des hauts de massane, la démolition de la tour Condorcet est en cours et la tour Catalogne a été démolie en 2008.

En outre, dans le sens d'une plus grande ouverture du quartier sur le reste de la ville, la Ville, le conseil général et leurs partenaires poursuivent leur efforts avec la création du futur quartier "Pierres Vives" la livraison des dernières opérations d'habitat du quartier de Malbosc prévue courant 2011.

Enfin, pour favoriser le développement économique du quartier, des actions sont d'ores et déjà engagées avec l'extension de zone d'activité Parc 2000 et la mise en œuvre de la charte d'insertion non seulement sur le projet de rénovation urbaine mais à l'échelle de tous les travaux sous maîtrise d'ouvrage de la Ville.

Cet avenant n°5 permet notamment d'identifier les dernières opérations de reconstruction de l'offre locative sociale hors site et ajuster les plannings d'opérations d'aménagement de l'espace public, leur maîtrise d'ouvrage et leur plan de financement.


Les éléments de cet avenant simplifié n°5, sont intégrés dans l'annexe financière de la convention territoriale de rénovation urbaine pour le quartier Mosson jointe à la présente délibération.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- d'approuver l'avenant simplifié n°5 à la convention territoriale urbaine du quartier de la Mosson joint à la présente délibération,
- d'approuver l'annexe financière de la convention territoriale de rénovation urbaine pour le quartier Mosson jointe à la présente délibération,
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut, Monsieur l'adjoint délégué à signer l'avenant simplifié n°5, l'annexe financière et plus généralement tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire



Hélène MANDROUX

Publiée le : 04/10/2011

Séance publique du lundi 3 octobre 2011

Convoqué le mardi 27 septembre 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 3 lundi octobre 2011 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARJA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Brahim ABBOU, Stéphanie BLANPIED, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Christiane FOURTEAU, Audrey DE LA GRANGE, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Françoise PRUNIER.

Absents :

Martine PETITOUT, Gabrielle DELONCLE.

MONTPELLIER GRAND COEUR Opération programmée d'amélioration de l'habitat Attribution de subvention

Au nom de la commission Monsieur BOUILLE rapporte :

Dans le cadre des opérations programmées d'amélioration de l'habitat, mises en place dans le quartier Centre, des subventions de la Ville sont accordées en application des conventions signées notamment avec l'Agence nationale de l'habitat (ANAH) et la Communauté d'agglomération de Montpellier.

Après validation du programme de travaux, ou contrôle des travaux, réalisés par l'équipe de conduite d'opération de l'SERM, agissant pour le compte de la Ville de Montpellier dans le cadre de la concession d'aménagement Grand Cœur, les subventions suivantes sont engageables :

SDC 11-13 rue du Pont de Lattes, BILAN PATRIMOINE (parties communes)	3.000,00 €
M. ou Mme Laurent MACON, 11-13 rue du Pont de Lattes (propriétaire bailleur)	2.000,00 €
M. Nikola KARABATIC, 14 rue Adam de Craponne (parties communes)	4.000,00 €
Cop 15 rue Adam de Craponne sous couvert GPI (parties communes)	4.000,00 €
Copro Père Fabre sous couvert de syndic SOGICO, 19 rue Père Fabre (parties communes)	3.001,43 €
M. Sébastien BEMER, 1 rue de la Palissade (propriétaire occupant)	4.500,00 €


Conformément au règlement attributif des subventions municipales dans le cadre de ces OPAH, le versement de subventions engagées ne sera effectué que sous la condition d'une visite de contrôle des travaux réalisés.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'autoriser le paiement des subventions d'un montant total de 20.501,43 € correspondant aux 6 immeubles listés ci-dessus,
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2011 de la Ville (CRB : 28500 / Nature 2042 / Fonction 824 / Chapitre 908),
- d'autoriser Mme le Maire, son représentant ou l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire


Hélène MANDROUX

Publiée le : 04/10/2011

Séance publique du lundi 3 octobre 2011

Convoqué le mardi 27 septembre 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 3 lundi octobre 2011 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARJA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Brahim ABBOU, Stéphanie BLANPIED, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Christiane FOURTEAU, Audrey DE LA GRANGE, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Françoise PRUNIER.

Absents :

Martine PETTOUT, Gabrielle DELONCLE.

Aménagement de la Crèche du Futur Hôtel de Ville « Adélaïde Cambon » - Résiliation du marché – Lot n° 8 : Revêtement de sol souple et Peinture Réhabilitation de la halte-garderie Mary Poppin's - Résiliation du marché - Lot n°7 : Peinture - Revêtement de sols - Faux-plafonds'' Entreprise Titulaire : SARL TEFFRI SUD

Au nom de la commission Madame Le Maire rapporte :

Par délibération n° 2011/148 du 28 mars 2011, la Ville de Montpellier a décidé de confier les travaux concernant le lot n° 8 : Revêtement de sol souple et peinture pour l'aménagement de la crèche du Futur Hôtel de Ville « Adélaïde Cambon », à l'entreprise SARL TEFFRI SUD sise 38 rue du Thym – 34500 Béziers.

De même, par délibération en date du 9 mai 2011, la Ville de Montpellier a décidé de confier les travaux concernant le lot n° 7 : Peinture - Revêtement de sols – Faux plafonds pour la réhabilitation de la halte-garderie Mary Poppin's, à la même entreprise SARL TEFFRI SUD.

Ayant eu connaissance de la dissolution anticipée de la société TEFFRI SUD et de sa liquidation amiable prononcée à compter du 15 juillet 2011 auprès du registre du commerce et des sociétés de Béziers,

Et conformément à l'article 46.1.2 du cahier des clauses administratives générales sur les marchés publics de travaux s'appuyant sur les cas de liquidation judiciaire et dans les conditions prévues par la loi n° 8598 du 25 janvier 1985 modifié,

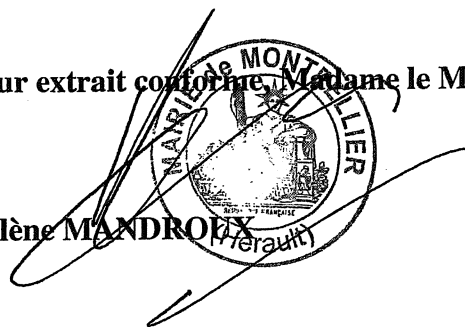
Il est donc proposé au Conseil Municipal :

- De résilier le marché n° 1M4269H concernant le lot n° 8 : « Revêtement de sol souple et peinture » pour l'aménagement de la crèche Adélaïde Cambon, confié à l'entreprise SARL TEFFRI SUD.
- De résilier le marché n° 1M751101 concernant le lot n° 7 : « Peinture - Revêtement de sols – Faux-plafonds » pour la réhabilitation de la halte-garderie Mary Poppin's, confié à l'entreprise SARL TEFFRI SUD.
- D'autoriser Madame le Maire, ou à défaut, Madame l'adjointe déléguée, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX



Publiée le : 04/10/2011

Séance publique du lundi 3 octobre 2011

Convoqué le mardi 27 septembre 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 3 lundi octobre 2011 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Brahim ABBOU, Stéphanie BLANPIED, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Christiane FOURTEAU, Audrey DE LA GRANGE, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Françoise PRUNIER.

Absents :

Martine PETITOUT, Gabrielle DELONCLE.

Commission de la Vie Associative Attribution de subventions à des associations Exercice 2011

Au nom de la commission Madame BONIFACE-PASCAL rapporte :

La Ville de Montpellier a toujours eu à cœur de contribuer au développement du tissu associatif sur la commune. Pour aider les diverses structures associatives de Montpellier à mener à bien leurs activités, la Ville de Montpellier décide d'attribuer aux associations figurant ci-dessous une subvention :

Code	Association	FM	Montant	LDC	Chapitre	Nature
292	Mandarine (ex Autopartage Montpellier)	I	2400 €	14602	900	2042
516	Association Départementale des Comités Communaux des Feux de Forêts de l'Hérault	F	500 €	1260	920	6574
121	Majorettes Impériales de Montpellier	F	3000 €	1260	920	6574
Total			5900 €			
Disponible sur enveloppe			41470 €			

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal de :

- Décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de la signature des lettres d'engagement ;
- Prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2011 sur les imputations budgétaires citées ci-dessus pour un montant total de **5900 €** ;
- D'approuver la lettre d'engagement annexée à la présente délibération ;
- D'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme Madame le Maire

Hélène MANDROUX



Publiée le : 04/10/2011

**Direction de l'Action
Territoriale**
Service des Maisons Pour
Tous et de la Coordination
Territoriale

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
Municipal de la Ville de
Montpellier
n° 2011 / 501**

Séance publique du lundi 3 octobre 2011

Convoqué le mardi 27 septembre 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 3 lundi octobre 2011 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARJA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Brahim ABOU, Stéphanie BLANPIED, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Christiane FOURTEAU, Audrey DE LA GRANGE, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Françoise PRUNIER.

Absents :

Martine PETITOUT, Gabrielle DELONCLE.

Maisons pour tous de la Ville de Montpellier Mise à disposition de salles à titre gratuit

Au nom de la commission Madame BONIFACE-PASCAL rapporte :

Les Maisons Pour tous de la Ville de Montpellier hébergent chaque année un nombre considérable d'associations.

Dans un souci d'homogénéisation du traitement de ces occupations vous avez validé, lors du dernier Conseil Municipal du 25 juillet, des modèles de convention de mise à disposition permettant le traitement de toutes les situations (occupations ponctuelles ou annuelles).

Il vous est demandé aujourd'hui de bien vouloir vous prononcer sur les aspects financiers liés à ces occupations.

Le code général de propriété des personnes publiques prévoit que toute occupation du domaine public donne lieu au paiement d'une redevance.

Le même texte prévoit cependant une exception en permettant que de telles occupations puissent être accordées gratuitement aux associations à but non lucratif qui concourent à la satisfaction d'un intérêt général. Cette occupation à titre gratuit constitue toutefois une redevance en nature qui doit être valorisée à ce titre tant dans les comptes de l'association que dans le budget de la Ville.

Dans ce cadre, il vous est donc proposé de vous prononcer sur les associations bénéficiaires de cette gratuité. A cet effet, un tableau est joint en annexe décrivant le nom de l'association, le type de mise à disposition envisagée et le montant valorisable de celle-ci.

Cette gratuité se justifie à plusieurs titres :

- L'investissement bénévole de l'association dans la vie du quartier
- L'objet humanitaire, caritatif, citoyen de l'association ou son caractère d'intérêt général,
- La participation de l'association au projet de la Maison pour tous.

Pour cette rentrée 2011/2012, les Maisons pour tous de la Ville de Montpellier proposent donc :

- La mise à disposition ponctuelle de salle à titre gratuit à 125 associations, pour un montant total de subvention en nature valorisable de 30390€,

- La mise à disposition annuelle de salle à titre gratuit à 149 associations, pour un montant total de subvention en nature valorisable de 39250€,

Le montant de la subvention en nature est calculé en fonction des tarifs appliqués dans les Maisons pour tous, votés lors du Conseil municipal du 25 juillet 2011..

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :

- D'approuver le tableau joint en annexe décrivant les associations bénéficiaires de mise à disposition de locaux à titre gratuit ;
- D'approuver la signature avec ces associations des conventions nécessaires selon les modèles approuvés lors de la séance du conseil Municipal du 25 juillet 2011
- D'autoriser Madame le Maire, son représentant ou l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire



Hélène MANDROUX

Publiée le :

Direction Réussite éducative
de la Jeunesse et Sports
Jeunesse et Sports

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
Municipal de la Ville de
Montpellier
n° 2011 / 502

Séance publique du lundi 3 octobre 2011

Convoqué le mardi 27 septembre 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 3 lundi octobre 2011 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARJA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Brahim ABOU, Stéphanie BLANPIED, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Christiane FOURTEAU, Audrey DE LA GRANGE, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Françoise PRUNIER.

Absents :

Martine PETITOUT, Gabrielle DELONCLE.

Quartier LES CEVENNES Dénomination de la Salle sportive du quartier du Petit Bard Abdenour TATAI

Au nom de la commission Monsieur Vignal rapporte :

La politique sportive et la réussite éducative sont une volonté largement affirmée de la Ville de Montpellier.

A ce titre, le déplacement de la salle de boxe et la démolition du Gymnase Rocca prévus dans le projet de rénovation urbaine s'accompagnaient en même temps, d'une demande importante sur le territoire d'équipements sportifs et de locaux associatifs. Dans ce cadre, la Ville a acquis l'Eglise Sainte Croix Nouvelle et un projet de réaménagement des locaux a pu être mené au terme d'une concertation engagée avec les acteurs associatifs du territoire.

Les travaux de rénovation entrepris par la Ville ont permis de reconfigurer l'installation, et l'équipement comprend dorénavant un local d'accueil, un dojo, un espace boxe avec ring, deux vestiaires, une chaufferie, des locaux de rangement, et cinq bureaux associatifs attribués à des associations du quartier.

Afin d'honorer la mémoire d'Abdenour TATAI décédé dans un accident de voiture en 2008 à l'âge de 38 ans, et en accord avec sa famille, il est proposé que ce nouvel équipement porte son nom.

Arrivé en France à l'âge de deux ans, Abdenour TATAI a passé toute son enfance rue des Trolles dans le quartier du Petit Bard. Militant au sein du Mouvement de l'Immigration et des Banlieues, il assurait un rôle de médiateur important. Educateur Spécialisé, en contact permanent avec les jeunes du quartier, il avait une activité associative et militante bien remplie. Fondateur du Collectif Justice pour le Petit Bard, il a été particulièrement actif sur le problème du logement.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- de donner à la salle sportive du Petit Bard le nom d'Abdenour TATAI ;
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjointe Déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour ~~extraire~~ ~~conforme~~, Madame le Maire

Hélène ~~MANDROUX~~

Publiée le :

Séance publique du lundi 3 octobre 2011

Convoqué le mardi 27 septembre 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 3 lundi octobre 2011 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Brahim ABBOU, Stéphanie BLANPIED, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Christiane FOURTEAU, Audrey DE LA GRANGE, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Françoise PRUNIER.

Absents :

Martine PETITOUT, Gabrielle DELONCLE.

Attribution de subvention dans le cadre du Contrat Urbain de Cohésion Sociale Exercice 2011

Au nom de la commission Monsieur Vignal rapporte :

Depuis de nombreuses années, la Ville de Montpellier a développé un partenariat actif avec les associations œuvrant pour le développement social en faveur des habitants des quartiers en difficulté reconnus comme prioritaires. Le Contrat Urbain de Cohésion Sociale (CUCS) détermine la stratégie pour chacun des territoires concernés selon les principes suivants :

- Améliorer l'articulation entre les partenaires pour une mise en cohérence globale des actions menées ;
- Renforcer la mobilisation des partenaires pour garantir la cohésion sociale et l'égalité des chances.

Les grands axes prioritaires du contrat sont :

- L'accès à l'emploi et le développement économique,
- L'éducation et la scolarité,
- La citoyenneté et la prévention de la délinquance,
- L'habitat et le cadre de vie,
- L'accès à la prévention et aux soins.

La Compagnie EL BAAL (association n° 2574) propose des spectacles d'acteurs et de marionnettes dont certains traitent de la lutte contre les inégalités, du sexisme et des discriminations. Agréée par la DRAC et l'Inspection Académique, l'association propose depuis janvier 2008 un spectacle/débat, pour enfants de 6 à 12 ans, contre le racisme et pour l'acceptation des différences, « Au pays des Couleurs », qui est suivi d'un débat et d'un travail en classe effectué par les enseignants.

Afin de soutenir cette association en lien avec la thématique éducation du CUCS, il est proposé de lui attribuer une subvention (manifestation) d'un montant de 2 000 € afin qu'elle puisse mener à bien son projet et d'imputer ces dépenses sur les crédits inscrits au budget 2011 (6574/924/).

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- de décider de l'affectation des subventions tels que définies ci-dessus, sous réserve de signature des lettres d'engagement ou des conventions ;
- de prélever cette somme sur les crédits inscrits au budget 2011 sur les imputations budgétaires citées ci-dessus avec la nature 6574 pour un montant de 2 000 € ;
- d'approuver la lettre d'engagement et la convention type annexée à la présente délibération ;
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour ~~extraire~~ conforme, Madame le Maire


Hélène MANDROUX
(Hérault)

Publiée le : 04/10/2011

Séance publique du lundi 3 octobre 2011

Convoqué le mardi 27 septembre 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 3 lundi octobre 2011 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Brahim ABOU, Stéphanie BLANPIED, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Christiane FOURTEAU, Audrey DE LA GRANGE, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Françoise PRUNIER.

Absents :

Martine PETITOUT, Gabrielle DELONCLE.

Sport Solidaire Attributions de subventions Exercice 2011

Au nom de la commission Monsieur Vignal rapporte :

La Ville de Montpellier souhaite soutenir les initiatives et l'énergie des associations qui contribuent au développement du sport amateur et du sport de haut niveau sur le territoire.

Ainsi, afin de continuer à développer cette culture d'excellence sportive, en lien avec la politique de réussite éducative, une aide financière est apportée aux associations qui en font la demande et qui concourent à un intérêt général et local.

Pour mener à bien leurs activités et projets, il y a lieu de leur allouer une subvention.

Hortus Pétanque (code asso 1820) est une association de pétanque implantée dans le quartier Mosson, qui participe aux concours fédéraux de pétanque et organise des concours pour les sociétaires du club. L'association concourt au maintien d'un lien social indispensable dans le quartier.

Il est proposé une subvention de 800 € pour le fonctionnement de l'association et 500 € pour l'organisation des concours.

La Montpellier Reine a du cœur (code asso 2053) est une association qui à travers l'organisation de manifestations sportives permet de financer des associations à vocation humanitaire.

Dans cette esprit, il a été organisé la première course solidaire et unique sur Montpellier en plein cœur de Montpellier nommée « La Montpellier Reine , Prenez une foulée d'avance sur le cancer du sein ».

Cette course sur un parcours de 4 km est ouverte à tous, en individuel ou en challenge par équipe.

Il est proposé une subvention de 1 500 €.

Détente et nature (code asso 4733) propose des randonnées dominicales de différents niveaux, ouvertes à tous les publics.

Dans le cadre d'échanges avec une association de randonneurs écossais, l'association souhaiterait leur faire découvrir Montpellier et ses environs dans le cadre de visites, de randonnées touristiques et de découvertes de spécialités locales.

Il est proposé une subvention de 350 €.

Olympique du Petit Bard Futsal (code asso 1458) intervient sur le quartier du Petit Bard, et engage des équipes en Coupe de France et en championnat régional. Cette année, une section loisirs tournée directement vers les jeunes s'est créée.

Les équipes engagées ont obtenu des résultats encourageants qu'il convient de pérenniser par une aide supplémentaire exceptionnelle.

Il est proposé une subvention de 1 500 €.

Société Bouliste Montpelliéraine (code asso 979) est une association qui promouvoit le sport Boules au Boulodrome « Yvan VELAY ». Chaque année, un concours « souvenir » est organisé qui rassemble les anciens et les nouveaux autour de valeurs de fraternité.

Il est proposé une subvention de 500 €.

Code	Association	FM	Montant	LDC	CHAP
1820	Hortus Pétanque	F	800 €	1776	924
1820	Hortus Pétanque	M	500 €	1776	924
2053	Association la Montpellier Reine a du coeur	M	1 500 €	1776	924
4733	Détente et nature	M	350 €	1776	924
1458	Olympique Petit Bard Futsal	F	1 500 €	1776	924
979	Société Bouliste Montpelliéraine	M	500 €	1776	924
	Total général		5 150 €		

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de signature des lettres d'engagement et des conventions le cas échéant ;
- De prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2011 sur les imputations budgétaires citées ci-dessus avec la nature 6574 pour un montant total de 5 150 € ;
- D'approuver les lettres d'engagement et les conventions types annexées à la présente délibération ;
- D'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer ces conventions et tout document relatif à cette affaire. »

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 04/10/2011

Séance publique du lundi 3 octobre 2011

Convoqué le mardi 27 septembre 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 3 lundi octobre 2011 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARJA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Brahim ABBOU, Stéphanie BLANPIED, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Christiane FOURTEAU, Audrey DE LA GRANGE, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Françoise PRUNIER.

Absents :

Martine PETTOUT, Gabrielle DELONCLE.

Sport Solidaire Attribution de subventions E.U.R.S.L. Montpellier Agglomération Handball Exercice 2011

Au nom de la commission Monsieur Vignal rapporte :

Le Montpellier Agglomération Handball est un club avec une trajectoire particulière, qui en 16 ans d'existence au plus haut niveau a gagné 29 titres, dont 12 titres de Champions de France, 10 Coupes de France, 6 Coupes de la Ligue, et une Ligue des Champions en 2003.

La liste des grands joueurs internationaux ayant évolué au sein du Montpellier Agglomération Handball et le palmarès du club en font tout simplement un emblème du sport français.

Dans ce cadre, la Ville souhaite soutenir l'action du Montpellier Agglomération Handball et valoriser la notoriété solide acquise par le club notamment sur le plan de la formation des jeunes, mêlant citoyenneté et pédagogie.

L'article L 113-2 du Code du Sport dispose que les collectivités territoriales peuvent attribuer des subventions aux sociétés sportives pour des missions d'intérêt général.

L'EUSRL Montpellier Agglomération Handball répond aux priorités affichées par la Ville de Montpellier en matière de politique sportive et propose un projet labellisé « Haut niveau-Sports-Territoires » dans lequel seront menées des opérations de promotion autour du sport et du partage.

Ces actions s'inscrivent dans des missions d'éducation, d'intégration ou de cohésion sociale. Elles se dérouleront :

- au cœur des quartiers sur des temps dédiés aux jeunes et aux habitants du quartier,
- sur les cinq pôles de réussite éducative le samedi matin pour les enfants scolarisés,
- sur les vacances scolaires dans le cadre de stages « la tête et les jambes » pour les jeunes montpelliérains,

- dans le cadre de formations spécifiques et de rencontres avec les présidents d'associations de la Ville,
- par la participation de joueurs professionnels lors de manifestations organisées par la Ville.

Afin de soutenir l'EUSRL Montpellier Agglomération Handball dans ces actions d'intérêt général, nous proposons de lui attribuer une subvention de 150 000€.

Code	Association	FM	Montant	LDC	CHAP
5442	EUSRL Montpellier Agglomération Handball	F	150 000 €	1776	924
	Total général		150 000 €		

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- de décider de l'affectation de la subvention telle que définie ci-dessus, sous réserve de signature de la convention dans le cadre du Haut Niveau-Sports-Territoire ;
- de prélever cette somme sur les crédits inscrits au budget 2011 sur les imputations budgétaires citées ci-dessus avec la nature 6574 pour un montant de 150 000 € ;
- d'approuver la convention annexée à la présente délibération ;
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjointe Déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire



Hélène MANDROUX

Publiée le : 04/10/2011

Séance publique du lundi 3 octobre 2011

Convoqué le mardi 27 septembre 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 3 lundi octobre 2011 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARJA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Brahim ABBOU, Stéphanie BLANPIED, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Christiane FOURTEAU, Audrey DE LA GRANGE, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Françoise PRUNIER.

Absents :

Martine PETTOUT, Gabrielle DELONCLE.

Prestations de transport avec chauffeur d'enfants et d'adolescents Attribution du marché

Au nom de la commission Monsieur Vignal rapporte :

La Ville de Montpellier organise pour les enfants et adolescents montpelliérains, dans le cadre de la réussite éducative, et de l'éducation sportive et culturelle, des transports pour emmener des enfants sur les sites appropriés.

Ces prestations de transports avec chauffeur s'inscrivent dans les missions transversales de trois services principaux, à savoir le service des Sports, le service Education et le service des Maisons pour Tous, dans le cadre d'activités proposés par Montpellier Sports ou les Centres de Loisirs les mercredis, week-end ou congés scolaires.

De même des sorties en temps scolaires peuvent être organisées à l'initiative des services.

Ainsi pour faire face aux demandes importantes et concentrées de bus, il était nécessaire de lancer un appel d'offres en vue de prévoir un prestataire de service qui puisse répondre à la demande des services.

Cet appel d'offres ouvert au n° 1H382200 est passé en application des articles 33 3° al. et 57 à 59 du Code des Marchés Publics. Il suit les dispositions de l'article 77 du Code des Marchés publics relatif aux marchés à bons de commandes avec minimum (100 000 €) sans maximum conclu avec plusieurs titulaires (3 maximum).

Les différents titulaires se verront attribuer les bons de commande selon la méthode dite de la « cascade ». A chaque survenance du besoin et pour chaque bon de commande, il sera d'abord fait appel à l'opérateur classé 1^{er} à l'issue du jugement des offres. Si celui n'est pas en mesure d'exécuter la commande, il sera fait appel à l'opérateur classé 2^{ème} à l'issue du jugement des offres et ainsi de suite...

Le marché est conclu pour une période initiale de 1 an à compter de l'ordre de service et peut être reconduit par période successive de un an pour une période maximale de reconduction de 3 ans.

Les critères de jugement des offres pour le choix des entreprises étaient les suivants :

- Prix des prestations comptant pour 70 % de la note ;
- Modalités de gestion de la commande comptant pour 20 % de la note ;
- Qualité du parc des véhicules comptant pour 10 % de la note.

La Commission d'Appel d'Offres du mardi 13 septembre 2011, conformément à l'article 1-1 du Cahier des Clauses Particulières, a attribué le marché et classé les offres des entreprises :

- 1^{ère} SARL BOULADOU, ZAE Charles Martel, lot n° 15, avenue Gustave Courbet, BP n° 5, 34750 VILLENEUVE LES MAGUELONE
- 2^{ème} PAYS D'OC MOBILITES S.A.S., 119 avenue Louis Blériot 34170 CASTELNAU LE LEZ ;
- 3^{ème} SARL LES CARS DU BASSIN DE THAU, 21 rue de la Méditerranée Etang d'Ingril, BP 9026, 34110 FRONTIGNAN LA PEYRADE CEDEX.

Les crédits sont inscrits au budget de la Ville nature 6247, tous chapitres.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- d'approuver cette opération et la procédure suivie ;
- de passer un marché avec chacune des entreprises retenues par la Commission d'Appel d'Offres ;
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'adjoint délégué à signer les marchés avec les entreprises retenues par la Commission d'Appel d'Offres et plus généralement tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 04/10/2011

Séance publique du lundi 3 octobre 2011

Convoqué le mardi 27 septembre 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 3 lundi octobre 2011 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARJA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Brahim ABBOU, Stéphanie BLANPIED, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Christiane FOURTEAU, Audrey DE LA GRANGE, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Françoise PRUNIER.

Absents :

Martine PETITOUT, Gabrielle DELONCLE.

Attributions de subventions à diverses associations dans le cadre de la Cohésion Sociale Exercice 2011

Au nom de la commission Monsieur Vignal rapporte :

La Ville de Montpellier poursuit en 2011 sa politique visant à favoriser sur les quartiers le développement d'actions territoriales. L'objectif de ces actions est de recréer une dynamique axée sur des domaines tels que l'éducation, l'insertion, la citoyenneté, les activités sportives et de loisirs autour de la population.

Afin de permettre la réalisation de ces actions territoriales, il est proposé d'attribuer une subvention aux associations suivantes :

Compagnie du Clapas (association n° 3146)

L'association Compagnie du Clapas est une association qui a pour but la promotion et le développement d'actions dans le domaine du spectacle vivant.

En lien avec le concert « Djazzy d'Georges », l'association souhaite proposer aux enfants et adolescents du quartier de la Mosson des séances d'apprentissages de chansons du répertoire de Georges Brassens en polyphonie et mode jazz. Cette action sera un prétexte à un rassemblement dans le but de favoriser lien, cohésion, mixité sociale et lien intergénérationnel.

Afin de soutenir cette association dans la réalisation de cette action, la Ville de Montpellier propose d'octroyer à la Compagnie du CLAPAS une subvention (manifestation) d'un montant de 4 600 €.

Association Arceaux Montpellier (association n° 1187)

L'association Arceaux Montpellier a pour vocation de tisser du lien social au travers de différentes actions sportives. Cette structure accueille essentiellement des jeunes joueurs, issus du quartier Cévennes, qui connaissent des difficultés d'intégration et des difficultés scolaires.

Partant de ce constat, l'association a développé des actions de soutien scolaire et de suivi social, professionnel et citoyen avant et après chaque séance d'entraînement.

La mise en place de ces actions éducatives, associées au domaine sportif, permet d'améliorer l'intégration des jeunes dans la société, de les responsabiliser, favorise les échanges et rompt ainsi avec l'isolement.

Afin de permettre à ce club de développer ses activités, la Ville propose de lui allouer une subvention (manifestation) de **3 800 €**.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- de décider de l'affectation des subventions tels que définies ci-dessus, sous réserve de signature des lettres d'engagement ou des conventions ;
- de prélever cette somme sur les crédits inscrits au budget 2011 sur l'imputation budgétaire : 6574/925/11857, pour un montant de 8 400 € ;
- d'approuver la lettre d'engagement et la convention type annexée à la présente délibération ;
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour être en conformité, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 04/10/2011



Séance publique du lundi 3 octobre 2011

Convoqué le mardi 27 septembre 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 3 lundi octobre 2011 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Brahim ABBOU, Stéphanie BLANPIED, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Christiane FOURTEAU, Audrey DE LA GRANGE, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Françoise PRUNIER.

Absents :

Martine PETITOUT, Gabrielle DELONCLE.

Location et maintenance de matériel d'hygiène, accessoires et de tapis de sol Autorisation de signer les marchés

Au nom de la commission Monsieur Tsitsonis rapporte :

Un appel d'offres a été lancé en vue de la location et maintenance de matériel d'hygiène, accessoires et de tapis de sol pour la Ville de Montpellier.

Cet appel d'offres ouvert n° 1H36 7011 est passé en application des articles 33 3°al. et 57 à 59 du Code des marchés publics.

Les marchés sont conclus pour une période initiale de 1an à compter de leur notification. Ils peuvent être reconduits par périodes successives de 1 an pour une durée maximale de reconduction de 3 ans.

Ce sont des marchés à lots répartis sur 2 lots comme suit :

Lot	Désignation	Montant
1	Location et entretien essuie mains, sèche mains et torchons	Mini 80 000 € Maxi 250 000 €
2	Location et entretien de conteneurs à hygiène féminine, accessoires pour sanitaires et tapis de sol	Mini 20 000 € Maxi 80 000 €

Les critères pondérés retenus pour le jugement des offres pour les 2 lots sont les suivants :

- Valeur technique : 40 %
- Prix : 60 %

La commission d'appel d'offres du 06 septembre 2011 a attribué ces marchés aux sociétés :

- ELIS, 30971 NIMES Cédex pour le lot 1
- INITIAL, 34130 MAUGUIO pour le lot 2

Les crédits sont inscrits au budget fonctionnement de la Ville : nature 6156 - tous chapitres.

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :

- d'approuver cette opération et le recours à cette procédure
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'adjoint délégué à signer les marchés avec les entreprises retenues par la commission d'appel d'offres et plus généralement tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX
(Hérault)



Publiée le : 04/10/2011

Séance publique du lundi 3 octobre 2011

Convoqué le mardi 27 septembre 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 3 lundi octobre 2011 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Brahim ABOU, Stéphanie BLANPIED, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Christiane FOURTEAU, Audrey DE LA GRANGE, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Françoise PRUNIER.

Absents :

Martine PETITOUT, Gabrielle DELONCLE.

ZAC Port Marianne - Consul de Mer - Extension Acquisition par la Ville à la société Icade Promotion Logement de l'opération "Central Park" de 2 lots de volume destinés à usage de bureaux et de crèche Avenant n° 1

Au nom de la commission, Frédéric TSITSONIS rapporte :

Par délibération du Conseil Municipal en date du 14 décembre 2009, la Ville de Montpellier a décidé l'achat en Vente en l'Etat Futur d'Achèvement (VEFA) de locaux à destination de bureaux dans un programme situé à proximité immédiate de la future Mairie dans la ZAC « Port Marianne - Consuls de Mer Extension », réalisé par la société Icade-Promotion-Logement, pour une surface totale de 8 478 m² de SHON.

Le contrat prévoyait l'achat de 778 m² de locaux livrés bruts destinés à faire l'objet d'aménagements spécifiques pour la crèche A.Cambon et de 2 814 m² de locaux aménagés pour y installer des bureaux complémentaires pour la nouvelle mairie.

La livraison des locaux bruts est intervenue le 15 avril 2011, celle des bureaux le 15 septembre 2011.

Le présent avenant a pour objet la réalisation de travaux complémentaires réalisés par Icade Promotion Logement à la demande de la Ville, comprenant notamment, une protection complémentaire pour les espaces extérieurs des enfants de la crèche (cour et terrasse), la réalisation d'équipements de sécurité des lieux (contrôle d'accès, vidéosurveillance), la modification du système de chauffage et de climatisation, l'aménagement d'une surface complémentaire de 200 m² et diverses modifications en façade.

Le montant de ces travaux se chiffre à 86 449 euros H.T. pour le lot volume 4 : crèche, soit une augmentation de 5,20 % ; et à 202 361 € H.T. pour le lot volume 2 : bureaux, soit une augmentation de 3,10%.


Cet avenant porte le montant total de la vente à 8 417 610 € H.T.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'approuver l'avenant n° 1 au contrat de VEFA pour un montant de 288 810 € H.T ;
- de dire que la dépense sera imputée sur les crédits prévus à cet effet au budget de la Ville en 2011 conformément à l'échéancier prévu au contrat de réservation ;
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour ~~extraire conforme~~, Madame le Maire



Hélène MANDROUX

Publiée le : 04 10 2011

Séance publique du lundi 3 octobre 2011

Convoqué le mardi 27 septembre 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 3 lundi octobre 2011 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAoui, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Brahim ABBOU, Stéphanie BLANPIED, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Christiane FOURTEAU, Audrey DE LA GRANGE, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Françoise PRUNIER.

Absents :

Martine PETITOUT, Gabrielle DELONCLE.

Travaux de Maintenance, de Gros Entretien et Grosses Réparations sur les Bâtiments Communaux

Lot n° 15 : Cloisons - Doublages (Secteur 2)

Lot n° 22 : Faux Plafonds (Secteur 1)

Au nom de la commission Monsieur Tsitsonis rapporte :

La Ville de Montpellier a souhaité lancer des marchés à bons de commande s'appliquant à des travaux de maintenance, de gros entretiens et grosses réparations à exécuter dans les Bâtiments Communaux.

Pour réaliser ces travaux, il a été publié le 28 avril 2011, un appel d'offres ouvert soumis aux dispositions des articles 33 - 3° alinéa et 57 à 59 du code des Marchés Publics, et comportant deux lots à attribution séparée.

Les prestations feront l'objet de marchés à bons de commande sans minimum, ni maximum, passés en application de l'article 77 du code des Marchés Publics.

Ces marchés conclus pour une période initiale d'un an à compter de la notification, pourront être reconduits par période successives de un an pour une durée maximale de reconduction de 3 ans.

La Commission d'Appel d'offres, en date du 06 septembre 2011, a décidé d'attribuer les lots suivants aux entreprises ci-dessous désignées présentant l'offre économiquement la plus avantageuse :

Lots	Entreprises	Moyenne des besoins sur 1 an en Euros H.T.	Montants retenus sur bordereau de prix estimatifs en Euros H.T.
15 – Cloisons - Doublages (secteur 2)	EURL F.P.I 34150 Aniane	180 000,00	131 414,72
22 – Faux plafonds (secteur 1)	EURL F.P.I 34150 Aniane	300 000,00	85 251,61

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'approuver l'avis de la Commission d'Appel d'offres en date du 06 septembre 2011 ;
- d'imputer la dépense correspondante sur les crédits inscrits au budget 2011 de la Ville ;
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjoint Délégué, à signer les marchés avec les entreprises retenues par la Commission d'Appel d'offres, et plus généralement tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme Madame le Maire

Hélène MANDROUX



Publiée le : 04/10/2011

Séance publique du lundi 3 octobre 2011

Convoqué le mardi 27 septembre 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 3 lundi octobre 2011 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Brahim ABBOU, Stéphanie BLANPIED, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Christiane FOURTEAU, Audrey DE LA GRANGE, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Françoise PRUNIER.

Absents :

Martine PETTOUT, Gabrielle DELONCLE.

Signalétique pour les Chantiers et les Bâtiments Communaux de la Ville de Montpellier Autorisation de signer le marché

Au nom de la commission Monsieur Tsitsonis rapporte :

La Ville de Montpellier a souhaité lancer un marché à bons de commande s'appliquant à de la signalétique pour les chantiers et les bâtiments communaux.

Pour réaliser ce marché de fournitures et services, il a été publié le 23 juin 2011, un appel d'offres ouvert soumis aux dispositions des articles 33 - 3° alinéa et 57 à 59 du code des Marchés Publics, comportant un lot unique.

Les prestations feront l'objet de bons de commande sans minimum, ni maximum, passés en application de l'article 77 du code des Marchés Publics.

Ce marché conclu pour une période initiale d'un an à compter de la notification, pourra être reconduit par période successives de un an pour une durée maximale de reconduction de 3 ans.

La Commission d'Appel d'offres, en date du 06 septembre 2011, a décidé d'attribuer le marché de signalétique à l'entreprise ci-dessous désignée présentant l'offre économiquement la plus avantageuse :

Entreprise retenue	Moyenne des besoins sur 1 an en Euros H.T.	Montant retenu sur bordereau de prix estimatifs en Euros H.T.
DECO ADER MEDITERRANEE 34430 Saint Jean de Vedas	200 000,00	77 560,00

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'approuver l'avis de la Commission d'Appel d'offres en date du 06 septembre 2011 ;
- d'imputer la dépense correspondante sur les crédits inscrits au budget 2011 de la Ville ;
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjoint Délégué, à signer le marché avec l'entreprise retenue par la Commission d'Appel d'offres, et plus généralement tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 04/10/2011





Séance publique du lundi 3 octobre 2011

Convoqué le mardi 27 septembre 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 3 lundi octobre 2011 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAoui, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Brahim ABBOU, Stéphanie BLANPIED, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Christiane FOURTEAU, Audrey DE LA GRANGE, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Françoise PRUNIER.

Absents :

Martine PETITOUT, Gabrielle DELONCLE.

Actuel Hôtel de Ville Place Francis Ponge Autorisation de déposer un permis de construire

Au nom de la commission Monsieur Tsitsonis rapporte:

En plein cœur de ville, à l'interface entre le centre historique et les nouveaux quartiers (Antigone, Port Marianne, ...), le site de l'actuel hôtel de ville est un lieu majeur de centralité. Ainsi, en prévision du déménagement des services municipaux à Port Marianne, la Ville a mené une étude de recomposition urbaine du site permettant de définir les principes d'aménagement et de valorisation. Le projet de requalification du site sera l'occasion d'améliorer le fonctionnement urbain, le paysage et la convivialité d'un des lieux les plus centraux et fréquentés de notre agglomération. Or, l'étude menant à un montage opérationnel équilibré est en cours de mise au point et un concours de programmation et d'urbanisme a été lancé par délibération du 28 mars 2011.

Mi novembre 2011, la Mairie libèrera ses anciens locaux.

C'est pourquoi la Ville souhaite, pour les 5 ans à venir, organiser la mutation de ce site, ouvrir largement l'espace aux piétons par la démolition du hall de la Mairie et introduire des usages temporaires dans les bâtiments actuels dont la location de bureaux pour entreprises.

Le montant de ces travaux est estimé à 2 000 000 € TTC. Le temps de retour sur investissement est estimé à 4 ans.

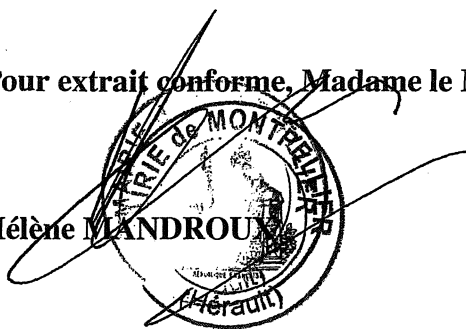
En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- d'adopter le principe de réalisation de ces travaux,
- d'autoriser de déposer les permis de démolir et de construire pour la réalisation de ces travaux,
- de dire que la dépense sera imputée sur les crédits inscrits au BP 2011 de la Ville – nature 21311 – fonction 900207,
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX



Publiée le : 04/10/2011

Séance publique du lundi 3 octobre 2011

Convoqué le mardi 27 septembre 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 3 lundi octobre 2011 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Brahim ABBOU, Stéphanie BLANPIED, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Christiane FOURTEAU, Audrey DE LA GRANGE, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Françoise PRUNIER.

Absents :

Martine PETTOUT, Gabrielle DELONCLE.

conventions d'occupation précaires et révocables Copropropriété "Les Jardins d'Anne"

Au nom de la commission Monsieur Tsitsonis rapporte :

Dans la copropriété « Les jardins d'Anne » située rue Montels Eglise, la Ville de Montpellier est propriétaire d'une dizaine de parcelles à usage de jardins familiaux.

Sur ces 10 parcelles, quatre sont louées depuis mai 1997 il s'agit des lots 29 ; 40 ; 53 ; 67 et deux autres parcelles, lots 1 et 6 sont en attente de régularisation d'occupation. Les autres parcelles sont libres de tout occupant.

Afin d'harmoniser les conditions d'occupation des parcelles entre les anciens et les nouveaux occupants, il est proposé d'établir de nouvelles conventions précaires et révocables d'une durée de 3 ans à compter du 1^{er} novembre 2011. Le montant annuel du loyer est calculé au prorata de la surface occupée et sur la base de 1,05 euro par an et par m², selon les prix pratiqués par la Direction Paysage et Biodiversité pour les jardins familiaux de Malbosc et Grand Grès dont elle a la gestion.

Cependant, au regard de la nature précaire et révocable de ces conventions il est proposé un montant de loyer minoré qu'il convient d'approuver dans le tableau attributif ci-dessous :

Nom des occupants	Numéro du lot et superficie	Valeur locative	Loyer annuel Minoré
Monsieur BROS Gérard	Lot 29 - 221 m ²	209,95 €	167,96 €
Madame ROSSINI	Lot 40 - 253 m ²	240,35 €	192,28 €
Monsieur WEYL Lucien	Lot 53 - 454 m ²	431,30 €	345,00 €
Monsieur MIALHES Claude	Lot 67 - 388 m ²	368,60 €	294,88 €

<u>Nouvelles attributions</u>			
Monsieur DEPAULE Grégory	Lot 1 – 244 m ²	231,80 €	185,44 €
Monsieur FRANCOIS Dominique	Lot 6 – 196 m ²	186,20 €	148,96 €

Il est donc proposé au Conseil Municipal :

- d'approuver les loyers minorés proposés aux occupants des « Jardins d'Anne »
- d'approuver les conventions d'occupation précaires et révocables passées avec les occupants listés ci dessus
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire

Le Conseil adopte.



Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 04 10 2011

Séance publique du lundi 3 octobre 2011

Convoqué le mardi 27 septembre 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 3 lundi octobre 2011 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAoui, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Brahim ABBOU, Stéphanie BLANPIED, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Christiane FOURTEAU, Audrey DE LA GRANGE, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Françoise PRUNIER.

Absents :

Martine PETITOUT, Gabrielle DELONCLE.

Convention entre la Ville et l'association Les Chiens Andalous Dispositif Ecole et Cinéma

Au nom de la commission Monsieur Saurel rapporte :

Pour la deuxième année consécutive la Ville de Montpellier souhaite renouveler la convention liant le cinéma municipal Nestor Burma au dispositif "Ecole et Cinéma".

Ce dispositif, outil d'éducation artistique au cinéma, existe au niveau national depuis 16 ans.

Il est soutenu à la fois par le Centre National de la Cinématographie et de l'Image Animée sous l'autorité du Ministère de la Culture et de la Communication et la Direction Générale de l'Enseignement Scolaire du Ministère de l'Education Nationale.

Remarquable du point de vue de sa qualité, de son exigence et de sa rigueur, il a pour but de faire découvrir aux écoliers le cinéma en tant qu'art. Les enseignants et leurs élèves assistent en salle à la projection de films représentant la diversité cinématographique. Cette rencontre avec l'œuvre favorise la formation du jugement, du goût et de la sensibilité et permet de cultiver une attitude de curiosité pour les productions artistiques patrimoniales et contemporaines.

Depuis 14 ans l'association « Les Chiens Andalous » est le coordinateur de ce dispositif en collaboration étroite avec le Centre de Ressources Education Culture Numérique -CRECM anciennement le CRIS - coordinateur Education Nationale, implanté à l'Ecole Georges Simenon, dans le quartier Mas Devon.

Ce dispositif a la particularité de faire travailler ensemble les salles de cinéma, les écoles et les enseignants. L'Inspection Académique, la Direction Régionale des Affaires Culturelles du Languedoc-Roussillon ainsi que les services municipaux des villes. Il concerne près de 9000 élèves sur le département de l'Hérault, dont environ 2000 sur la ville de Montpellier.

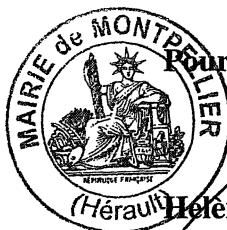
Alors qu'au cours de l'année 2009-2010, seulement 57 élèves de l'ouest de la ville ont participé à ces 3 séances annuelles, 220 élèves ont bénéficié de ces 3 séances durant l'année 2010-2011 (5 écoles, 14 classes) fréquentant le cinéma Nestor Burma.

L'enjeu est donc de pérenniser cette première expérience en renouvelant le dispositif : accueil des classes à chaque séance et présentation des films, distribution d'un cahier de notes sur le film pour chaque enseignant afin de travailler en classe des axes de prolongement et de cartes postales pour chaque élève. La convention avec les Chiens Andalous prévoit un tarif de 2.50 € pour chaque enfant, avec un principe de gratuité pour les enseignants et accompagnateurs.

Compte tenu de la volonté de la Ville de favoriser l'accès des jeunes aux salles et de soutenir l'éducation artistique au cinéma, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver la convention jointe en annexe
- D'entériner le tarif de 2.50€ par enfant pour la participation à ces séances
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer tous les documents relatifs à cette affaire

Le Conseil adopte.



Pour extrait conforme, Madame le Maire

Helène MANDROUX

Publiée le : 04 10 2011

Séance publique du lundi 3 octobre 2011

Convoqué le mardi 27 septembre 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 3 lundi octobre 2011 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAQUI, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Brahim ABOU, Stéphanie BLANPIED, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Christiane FOURTEAU, Audrey DE LA GRANGE, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Françoise PRUNIER.

Absents :

Martine PETITOUT, Gabrielle DELONCLE.

Biennale des Jeunes Créateurs d'Europe et de la Méditerranée 2011 Participation de la Ville de Montpellier

Au nom de la commission Monsieur Saurel rapporte :

La Biennale des Jeunes Créateurs de l'Europe et de la Méditerranée (BJCEM) est un grand festival pluridisciplinaire dédié à la jeune création. Entre 400 et 600 artistes provenant de tous les pays méditerranéens présentent leurs productions. Les villes organisatrices prennent en charge l'hébergement et les repas des artistes pendant cinq jours.

La Ville de Montpellier participe à cet événement depuis sa création, en collaboration avec l'Espace Culture de Marseille. Il permet de faire émerger de jeunes artistes de la Ville, de les promouvoir, de les exposer, de les impliquer dans un réseau artistique international.

La BJCEM prend un nouvel essor en accueillant les jeunes artistes dans plusieurs villes selon les disciplines et en développant la participation à des ateliers de travail.

Le comité français est composé de la Ville de Montpellier, la Région PACA, la Ville de Marseille, la Communauté d'agglomération du Pays d'Aix, l'Agglomération de Toulon Provence Méditerranée.

Pour la 15^{ème} édition, la ville de Thessalonique (Grèce) va exposer la sélection internationale en arts visuels du 6 octobre au 6 novembre 2011 et la ville de Rome (Italie) va produire la sélection internationale musiques actuelles du 17 au 19 novembre de la même année.

La sélection Montpelliéraine en arts visuels a désigné : **Audrey Martin, Vincent Betbeze, Sébastien Durante.**

La sélection montpelliéraine musique a désigné Anna Muchin (nom d'artiste : **Scarlett O'Hanna**) avec son groupe composé de deux musiciens.

La ville prendra ainsi en charge, pour un montant maximum de 3 000 € le voyage aller et retour à Thessalonique et à Rome des artistes selon la discipline, ainsi que d'éventuels frais d'hébergement rendus nécessaires par les circonstances.

Il est proposé au conseil Municipal :

- D'approuver la participation de la Ville à la Biennale des jeunes créateurs 2011
- De prélever la dépense sur les crédits inscrits au budget 2011 de la Ville, fonction 923
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.



**Extrait conforme, Madame le Maire
Hélène MANDROUX**

Publiée le : 04 10 2011

Séance publique du lundi 3 octobre 2011

Convoqué le mardi 27 septembre 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 3 lundi octobre 2011 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Brahim ABOU, Stéphanie BLANPIED, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Christiane FOURTEAU, Audrey DE LA GRANGE, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Françoise PRUNIER.

Absents :

Martine PETITOUT, Gabrielle DELONCLE.

Culture et Patrimoine Exercice 2011 Attribution d'une subvention à l'association El Hand'Art

Au nom de la commission Monsieur SAUREL rapporte :

La 8^{ème} édition du « Salon d'art contemporain Elan d'Art » se déroulera les 25, 26, 27 novembre au Corum et doit recevoir environ 80 artistes peintres et sculpteurs de toute la France, dont 15 artistes de Montpellier.

Au sein de ce salon, l'association El Hand'Art, accueille environs 5 000 visiteurs. La présence continue des artistes, l'accueil chaleureux des organisateurs en font un lieu de convivialité permettant un dialogue avec le public. Cet événement réservé au départ et en priorité aux artistes handicapés pour favoriser leur intégration dans tous les domaines de la vie sociale a évolué au fil des ans en direction d'une mixité permettant des confrontations et des échanges entre artistes d'univers différents. Ce salon permet ainsi la promotion d'artistes de toutes générations, d'inspiration et d'horizons multiples.

Les artistes s'acquittent d'un droit de participation de 120 € au bénéfice de l'association pour ceux domiciliés à Montpellier 200 € pour les autres. Ceci afin de couvrir les frais de communication et d'affichage. Ils peuvent vendre leurs œuvres (25 artistes ont vendu en 2010). Un catalogue est édité à 1000 exemplaires. Il est destiné au public et vendu au prix de 2 €. La ville de Montpellier reste le seul financeur important de l'évènement. L'association loue un espace d'exposition au Corum pour cette manifestation.

Compte tenu de l'intérêt de cette manifestation et considérant que ce projet contribue à la politique culturelle de la Ville en matière d'arts plastiques il est proposé d'attribuer une subvention à l'association El Hand'Art, d'un montant de 25 000 €.

Code	Association	F/M	Montant	LDC	CHAP
4999	Association El Hand'Art	M	25 000 €	1596	923
	Total général		25 000 €		
	Disponible sur enveloppe		76 200 €		

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal:

- De décider de l'affectation de la subvention telle que définie ci-dessus, sous réserve de signature de la convention type;
- De prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2011 sur les imputations budgétaires citées ci-dessus avec la nature 6574 pour un montant total de 25 000 € ;
- D'approuver la convention type annexée à la présente délibération ;
- D'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer cette convention et tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.



Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 04 10 2011

Séance publique du lundi 3 octobre 2011

Convoqué le mardi 27 septembre 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 3 lundi octobre 2011 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARJA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Brahim ABOU, Stéphanie BLANPIED, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Christiane FOURTEAU, Audrey DE LA GRANGE, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Françoise PRUNIER.

Absents :

Martine PETITOUT, Gabrielle DELONCLE.

Théâtre Jean Vilar

Demande de subvention auprès de l'Etat (Ministère de la Culture et de la Communication)

Au nom de la commission Monsieur SAUREL rapporte :

Le théâtre Jean Vilar, jusque-là géré par la Régie, est depuis le 1^{er} janvier 2011 un service municipal.

Les activités en milieu scolaire organisées par le théâtre Jean Vilar sont susceptibles d'être subventionnées par l'Etat (Ministère de la Culture et de la Communication). Il convient donc de déposer la demande de subvention.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- D'autoriser le dépôt d'une demande de subvention auprès de l'Etat (Ministère de la Culture et de la Communication), conformément au budget du théâtre Jean Vilar relatif aux activités en milieu scolaire ;
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire

Le Conseil adopte.



Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 04 10 2011

Séance publique du lundi 3 octobre 2011

Convoqué le mardi 27 septembre 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 3 lundi octobre 2011 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Brahim ABOU, Stéphanie BLANPIED, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Christiane FOURTEAU, Audrey DE LA GRANGE, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Françoise PRUNIER.

Absents :

Martine PETITOUT, Gabrielle DELONCLE.

Classes de Découverte 2011/2012

Désignation des organismes pour la période de septembre à décembre 2011 Budget 2011

Au nom de la commission Monsieur GELY rapporte :

Depuis plusieurs années, la Ville de Montpellier a choisi de soutenir les écoles dans de nombreux domaines et, notamment, en accordant une aide financière aux familles, qui permet le départ de leurs enfants en classe de découverte avec hébergement.

Le budget annuel pour l'accompagnement de ces projets est de 186 000 euros.

Près de 60 000 euros seront utilisés pour le 1^{er} trimestre de l'année scolaire 2011/2012 et permettront à 800 enfants de bénéficier de ce dispositif, soit 32 classes.

Ces aides, déterminées en fonction des revenus des familles, sont versées directement à l'organisme responsable, au vu de la présence des enfants, validée par l'enseignant le jour du départ. Elles sont complétées par une somme versée à l'OCCE (office central de coopération à l'école) de l'école pour organiser le transport.

Il existe aussi une formule de classe de découverte sans hébergement, dans des structures de proximité, plus adaptées aux élèves des écoles maternelles.

Après étude, la liste des organismes accueillant les enfants proposée par les enseignants se présente comme suit :

ORGANISMES	STRUCTURES D'ACCUEIL	ECOLES	NOMBRES DE CLASSES
Association Départementale des Pupilles de l'Enseignement Public de l'Hérault (ADPEP 34)	Centre de Malibert (Hérault)	Léo MALET	3
Base Plein Air Salagou	Base Plein Air du Salagou (Hérault)	Joseph DELTEIL	2
Centre Educatif du Mas de l'Euzière	Centre Educatif du Mas de l'Euzière (Gard)	Antoine BALARD	2
Centre Equestre de Grammont	Centre Equestre de Grammont (Hérault)	Paul PAINLEVE	2
Centre Equestre de Grammont	Centre Equestre de Grammont (Hérault)	SPINOZA	2
Centre Equestre de Grammont	Centre Equestre de Grammont (Hérault)	Ingrid BERGMAN	1
Centre Equestre de Grammont	Centre Equestre de Grammont (Hérault)	Sarah BERNHARDT	2
Centre Equestre de Grammont	Centre Equestre de Grammont (Hérault)	Pape CARPANTIER	1
Centre Equestre de Grammont	Centre Equestre de Grammont (Hérault)	TERESA	2
Ligue de l'enseignement Lozère	Domaine du Bec de Jeu (Lozère)	Jules FERRY	2
Ligue de l'enseignement Lozère	Domaine du Bec de Jeu (Lozère)	Alain SAVARY	2
Passe Muraille	Passe Muraille	LOUISVILLE	5
Ribambelle	Ribambelle (Aude)	Paul BERT / V.HUGO	1
Ribambelle	Ribambelle (Aude)	Alain SAVARY	3
Union Française des Œuvres Laïques d'Education Physique de l'Hérault (UFOLEP 34)	Centre de la Fage (Hérault)	Blaise PASCAL	2

L'avis préalable de l'Inspection Académique de l'Hérault est sollicité par les écoles pour ce type de séjour.

En conséquence, il est demandé au conseil municipal :

- d'approuver la liste proposée.
- d'autoriser le prélèvement des sommes nécessaires sur le budget primitif 2011, fonction 92211 et 92212.

Le Conseil adopte.



Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 04 10 2011

Séance publique du lundi 3 octobre 2011

Convoqué le mardi 27 septembre 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 3 lundi octobre 2011 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARJA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Brahim ABBOU, Stéphanie BLANPIED, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Christiane FOURTEAU, Audrey DE LA GRANGE, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Françoise PRUNIER.

Absents :

Martine PETTOUT, Gabrielle DELONCLE.

Réalisation d'un nouveau groupe scolaire - Quartier Port Marianne - ZAC parc Marianne- Dénomination de l'établissement

Au nom de la commission Monsieur GELY rapporte :

L'importante évolution démographique du quartier Port Marianne justifie la construction d'un nouveau groupe scolaire. Aussi, afin d'assurer aux élèves des conditions optimales d'apprentissage, il est nécessaire de construire un nouveau groupe scolaire, opérationnel pour la rentrée de septembre 2013.

Le programme de cette opération, réalisée en une seule tranche sera situé dans la ZAC Parc Marianne à proximité du rond-point Pablo Picasso et comprendra :

- 6 classes élémentaires auxquelles seront rajoutés les locaux annexes indispensables (bureaux, salle multimédia, salle d'activité)
- 4 classes maternelles ainsi que tous les locaux annexes (bureaux, dortoir, salle de psychomotricité, salle multimédias)
- L'espace périscolaire : centre de loisirs, restaurant scolaire et office de restauration.

La surface hors œuvre nette (S.H.O.N.) du groupe scolaire est 2 700 m².

Le jumelage entre Chengdu et Montpellier qui date de 30 ans a permis de tisser des liens forts entre ces deux Villes jumelles et dans ce cadre, il est proposé que la nouvelle école primaire du quartier Port Marianne dont la 1^{ère} pierre devrait être posée d'ici la fin de l'année 2011, soit dénommée « Ecole primaire Chengdu ».

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- De valider la dénomination « Ecole primaire Chengdu » pour la future école du quartier Port Marianne,

D'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.



Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Séance publique du lundi 3 octobre 2011

Convoqué le mardi 27 septembre 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 3 lundi octobre 2011 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Brahim ABOU, Stéphanie BLANPIED, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Christiane FOURTEAU, Audrey DE LA GRANGE, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Françoise PRUNIER.

Absents :

Martine PETTOUT, Gabrielle DELONCLE.

Réalisation d'une nouvelle école primaire dans le quartier Port Marianne – Approbation de l'opération - Lancement d'un concours de maîtrise d'œuvre – Dénomination – Autorisation de déposer un permis de construire – Demande de subventions

Au nom de la commission, Monsieur GELY rapporte :

L'importante évolution démographique du quartier Port Marianne justifie la construction d'un nouveau groupe scolaire. Aussi, afin d'assurer aux élèves des conditions optimales d'apprentissage, il est nécessaire de construire une école primaire opérationnelle pour la rentrée de septembre 2014, qu'il est proposé de dénommer « Ecole primaire André Malraux ».

Cette opération de 2 700 m² de SHON, réalisée en une seule tranche sera implantée sur un terrain situé le long de la rue Joan Miro à proximité du rond-point Manuguerra. La maîtrise d'œuvre sera confiée à une équipe désignée par le biais d'un concours restreint d'architecture pour la sélection du concepteur parmi 5 candidats retenus conformément aux articles 38, 70 et 74 du code des Marchés Publics. Il convient de constituer un jury en application de l'article 24 dudit code. Il est proposé d'attribuer une prime forfaitaire de 24 000 € HT aux lauréats de ce concours. Enfin, la conduite de cette opération est confiée à la Direction Architecture et Immobilier de la ville de Montpellier.

Composition du jury :

- Président Madame le Maire ou son représentant, Monsieur l'adjoint délégué à la Réussite Educative
- Cinq membres titulaires et cinq membres suppléants devant être élus lors de ce conseil municipal à la représentation proportionnelle au plus fort reste.

Le programme général de cette opération comprend :

- 6 classes élémentaires auxquelles seront rajoutés les locaux annexes indispensables (bureaux, salle multimédia, salle d'activité)
- 4 classes maternelles ainsi que tous les locaux annexes (bureaux, dortoir, salle de psychomotricité, salle multimédias)
- L'espace périscolaire : centre de loisirs, restaurant scolaire et office de restauration.

De plus, depuis quelques années, la Ville s'est engagée, pour la réalisation de ses nouveaux équipements, dans une politique énergétique volontariste. Cette école sera donc un bâtiment à énergie positive.

Le coût global de l'opération, hors panneaux photovoltaïques et fondations spéciales, est estimé à 8,4 millions d'euros TTC.

Enfin, afin de réaliser ces travaux, il conviendra d'une part de déposer un permis de construire et d'autre de lancer toutes les consultations nécessaires à la réalisation de cette opération.

Après étude, il est demandé au Conseil Municipal :

- de décider de réaliser l'opération et d'approuver le programme général de l'opération décrit ci-dessus,
- de lancer toutes les consultations nécessaires à la réalisation de cette opération, et notamment un concours restreint d'architecture.
- de décider de constituer le jury conformément à l'Article 24 du code des Marchés Publics comprenant les membres suivants :
 - o Président Madame le Maire ou son représentant, Monsieur l'adjoint délégué à la Réussite Educative,
 - o Cinq membres titulaires et cinq membres suppléants élus en son sein par le conseil municipal et désignés ci-après :

Ont été élus :

Membres titulaires

- - Frédéric Tsitsonis
- - Michaël Delafosse
- - Michel Passet
- - Perla Danan
- - Nancy Canaud

Membres suppléants :

- - Sophie Boniface-Pascal
- - Cédric Sudres
- - Philippe Thinès
- - Agnès Boyer
- - Marie-Josée Augé Caumon

- de valider la dénomination « école primaire André Malraux »
- de solliciter les subventions les plus larges possibles pour la réalisation de ce projet
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'adjoint délégué à signer tous les documents relatifs à cette affaire et notamment le permis de construire afférent.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire


Hélène MANDROUX

Publiée le : 04 10 2011

Direction des Ressources
Humaines
Gestion Prévisionnelle des
Postes et des Emplois

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
Municipal de la Ville de
Montpellier
n° 2011 / 521

Séance publique du lundi 3 octobre 2011

Convoqué le mardi 27 septembre 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 3 lundi octobre 2011 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAoui, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Brahim ABBOU, Stéphanie BLANPIED, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Christiane FOURTEAU, Audrey DE LA GRANGE, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Françoise PRUNIER.

Absents :

Martine PETITOUT, Gabrielle DELONCLE.

Modification du tableau des effectifs

Au nom de la Commission, Au nom de la commission Monsieur FLEURENCE rapporte : rapporte :

Créations de postes :

Filière administrative :

Rédacteur : création de 2 postes

Adjoint administratif 2^{ème} classe : création de 2 postes

Filière médico-sociale :

Puéricultrice classe normale : création d'un poste suite à l'ouverture d'une structure

Educateur jeunes enfants : création d'un poste suite à l'ouverture d'une structure

Auxiliaire de puériculture 1^{ère} classe : création de 13 postes suite à l'ouverture d'une crèche

ATSEM : création de 9 postes suite à l'ouverture de 8 classes supplémentaires et de la consolidation d'un pool de remplacement.

Filière technique :

Adjoint technique 2^{ème} classe : création de 6 postes suite à l'ouverture d'une crèche

Créations de postes ouverts à agents non titulaires :

Direction réglementation et tranquillité publique :

Un poste d'Ingénieur à temps complet est créé à compter du 15 Octobre 2011 sur un poste de chargé de la prévention et des risques urbains. Compte tenu des besoins de service et en application de l'article 3 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée, ce poste pourra être ouvert au recrutement d'un agent non titulaire par référence au cadre d'emplois des Ingénieurs territoriaux, justifiant d'un diplôme et d'une expérience avérée dans ce domaine.
Niveau de rémunération : IB 379 à 1015

Direction de la Culture et du patrimoine :

Un poste d'attaché territorial est créé à compter du 15 Octobre 2011 sur des fonctions de coordinateur de projet culturel. Compte tenu des besoins de service et en application de l'article 3 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée, ce poste pourra être ouvert au recrutement d'un agent non titulaire par référence au cadre d'emplois

des attachés justifiant d'un diplôme et d'une expérience avérée dans le domaine culturel et le management de projet.

Niveau de rémunération : IB 379 à 966

Ouverture d'un poste à un agent non titulaire :

Direction du Protocole :

Un poste d'attaché est ouvert en tant que Directeur adjoint à compter du 1^{er} décembre 2011. Compte tenu des besoins de service et en application de l'article 3 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée, ce poste pourra être ouvert au recrutement d'un agent non titulaire par référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux, justifiant d'un diplôme et d'une expérience avérée dans ce domaine.

Niveau de rémunération : IB 379 à 966

Direction de la culture et du patrimoine :

Un poste d'administrateur est ouvert à compter du 1^{er} novembre 2011 sur un poste de Directeur adjoint. Compte tenu des besoins de service et en application de l'article 3 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée, ce poste pourra être ouvert au recrutement d'un agent non titulaire par référence au cadre d'emplois des administrateurs territoriaux, justifiant d'un diplôme et d'une expérience avérée dans le domaine de la culture et du management stratégique.

Niveau de rémunération : IB 395 à 1157

Direction de la communication :

Un poste d'administrateur est créé à compter du 1^{er} décembre 2011 sur un poste de Directeur. Compte tenu des besoins de service et en application de l'article 3 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée, ce poste pourra être ouvert au recrutement d'un agent non titulaire par référence au cadre d'emplois des administrateurs territoriaux, justifiant d'un diplôme et d'une expérience avérée dans le domaine de la communication.

Niveau de rémunération : IB 395 à 1157

Il est demandé au Conseil Municipal :

- D'accepter l'ensemble des modifications du tableau des effectifs conformément au tableau ci-joint ;
- D'autoriser les dépenses afférentes sur le budget de la Ville, chapitre personnel.

Le Conseil adopte.



Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 04 10 2011

Séance publique du lundi 3 octobre 2011

Convoqué le mardi 27 septembre 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 3 lundi octobre 2011 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Brahim ABOU, Stéphanie BLANPIED, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Christiane FOURTEAU, Audrey DE LA GRANGE, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Françoise PRUNIER.

Absents :

Martine PETTOUT, Gabrielle DELONCLE.

Recensement de la Population 2012 Création de postes d'Agents Recenseurs et rémunération de ces postes

Au nom de la commission Madame BENOARGHA-JAFFIOL rapporte :

Le recensement permet non seulement de produire de nombreuses informations sociologiques et statistiques sur la population et les logements et ainsi de mieux comprendre l'évolution de notre commune, mais également de fixer le chiffre légal de population à partir duquel sont calculées, entre autres, les dotations allouées à la commune par l'Etat.

Le nouveau chiffre légal de population au 1^{er} janvier 2008, publié le 1^{er} janvier 2011, soit 256 344 habitants, a remplacé celui de 1999, qui était alors de 229 055 habitants. Dorénavant, la population légale de la Ville sera calculée et connue chaque année.

L'enquête de recensement est préparée et réalisée par la Ville en partenariat avec l'Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques (INSEE) qui organise et contrôle la collecte.

Les opérations de collecte annuelle des données de recensement débuteront le jeudi 19 janvier 2012 et se termineront courant mars 2012, au retour définitif des informations collectées auprès de l'INSEE.

Le nombre de logements à recenser en 2012 étant estimé à environ 12 000, il est prévu de créer au tableau des effectifs 50 postes d'agent recenseur.

Les éléments constituant la rémunération des agents recenseurs :

1-La rémunération de la formation dans les termes de la délibération du 22/11/04 :

Ce n'est qu'à l'issue de la formation de deux demi-journées que les agents recenseurs pourront prétendre exercer les fonctions d'agent de recensement et être désignés en cette qualité par arrêté municipal. Il est proposé de rémunérer la formation sur la base d'un forfait de 30 €.

2- La rémunération de la tournée de reconnaissance dans les termes de la délibération du 22/11/04 :

Cette tournée consiste à repérer, confirmer ou rectifier le nombre de logements à chaque adresse à recenser. Compte tenu de l'importance de ce travail de repérage des logements durant une semaine, il est proposé de rémunérer la tournée de reconnaissance au tarif de 40 €.

3- La rémunération de la collecte :

- Le tarif de base dans les termes de la délibération du 27/11/03, soit:

- Tarif de la Feuille de Logement : 0,48 €
- Tarif du Bulletin Individuel : 0,80 €

- La prime de résultat :

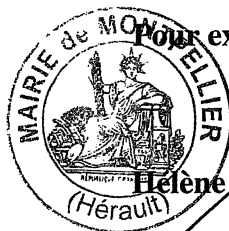
En ce qui concerne la prime de résultat ajoutée à ces deux éléments de base, il apparaît nécessaire, dans la mesure où la progression des montants unitaires fixés par l'article 30 du décret n° 2003-485 du 5 juin 2003 pour chaque habitant et chaque logement est connue pour le recensement 2012, de s'aligner sur cette évolution et en conséquence d'appliquer une augmentation de 0,01 € par feuille de logement et par bulletin individuel, soit :

- Feuille de Logement : 0,67 €, contre 0,66 € l'année précédente
- Bulletin Individuel : 0,93 €, contre 0,92 € l'année précédente

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- de décider la création au tableau des effectifs du personnel communal de 50 postes d'agents recenseurs pendant la période correspondant aux opérations de recensement ;
- d'approuver les éléments constitutifs de la rémunération sus-visée ;
- d'affecter les crédits correspondant à ces charges au budget communal;
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.



Pour extrait conforme, Madame le Maire

Helène MANDROUX

Publiée le : 04 10 2011

Séance publique du lundi 3 octobre 2011

Convoqué le mardi 27 septembre 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 3 lundi octobre 2011 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARJA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAoui, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Brahim ABBOU, Stéphanie BLANPIED, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Christiane FOURTEAU, Audrey DE LA GRANGE, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Françoise PRUNIER.

Absents :

Martine PETITOUT, Gabrielle DELONCLE.

Mise à disposition à titre gracieux de locaux municipaux pour l'organisation d'élections primaires par les partis politiques

Au nom de la commission Monsieur FLEURENCE rapporte :

Conformément aux termes de l'article L. 2144-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, des locaux communaux peuvent être utilisés par les associations, syndicats ou partis politiques qui en font la demande. Le Maire détermine les conditions dans lesquelles ces locaux peuvent être utilisés, compte tenu des nécessités de l'administration des propriétés communales, du fonctionnement des services et du maintien de l'ordre public. Le Conseil Municipal fixe, en tant que de besoin, la contribution due à raison de cette utilisation.

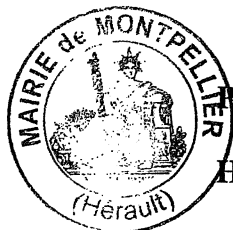
Les modalités de mise à disposition des locaux communaux sont fixées par convention entre la Ville, représentée par son Maire, et le preneur.

Dans ce cadre, il est proposé la mise à disposition à titre gracieux au parti politique en faisant la demande de tout ou partie des locaux municipaux sièges de bureaux de vote pour l'organisation d'élections primaires par ledit parti. Ces locaux seront équipés par la Ville du matériel nécessaire à l'organisation d'un scrutin. Les prestations horaires du personnel municipal chargé de l'équipement, de l'ouverture, de la fermeture et du nettoyage de ces locaux seront à la charge du preneur et feront l'objet d'une facturation.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'accepter la mise à disposition à titre gracieux de locaux municipaux pour l'organisation d'élections primaires par les partis politiques
- d'approuver le modèle de convention à passer entre la Ville et le preneur, présenté en annexe à la délibération
- d'autoriser Mme le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué à signer ladite convention ainsi que tout document relatif à cette affaire

Le Conseil adopte.



Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 04 10 2011

Séance publique du lundi 3 octobre 2011

Convoqué le mardi 27 septembre 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 3 lundi octobre 2011 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Brahim ABOU, Stéphanie BLANPIED, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Christiane FOURTEAU, Audrey DE LA GRANGE, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Françoise PRUNIER.

Absents :

Martine PETITOUT, Gabrielle DELONCLE.

Tarifs publics pour le parking du Nouvel Hôtel de Ville

Au nom de la commission Monsieur LEVITA rapporte :

Une grille de tarifs est proposée à l'approbation du Conseil Municipal concernant le stationnement du public dans le parking du Nouvel Hôtel de Ville :

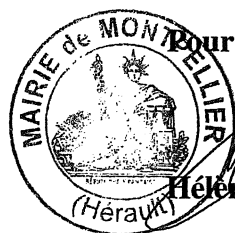
L'exploitation de ce parking s'établit sous la forme d'une régie municipale dotée de la seule autonomie financière. Elle s'inscrit dans le cadre d'un Service Public à Caractère Industriel et Commercial (SPIC). Les articles L2221-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) prévoient que les SPIC peuvent être exploités en gestion directe sous la forme de régie.

Grille des tarifs du parking du nouvel Hôtel de Ville	
Horaires "jour"	Tarifs
00h30	1,00 €
01h00	1,90 €
01h30	2,80 €
02h00	3,50 €
02h30	4,30 €
03h00	5,10 €
03h30	5,90 €
04h00	6,70 €
05h00	7,30 €
06h00	7,90 €
07h00	8,50 €
08h00	9,00 €
09h00	9,50 €
10h00	10,00 €
11h00	10,50 €
12h00	11,20 €
12h00 à 24h00	13,00 €
24h à 48h (optionnel)	6,00 €
L'heure de nuit de 19h00 à 7h00	0,60 €
Abonnements mensuels	Tarifs
Permanent résident	60 €
Nuit résident + dimanche + JF	40 €
Jour travail	100 €
Permanent travail	120 €
Petit rouleur (optionnel)	40 €

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- d'adopter les tarifs présentés ci-dessus,
- de préciser qu'ils seront applicables à compter du 14 novembre,
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.



Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 04 10 2011

Séance publique du lundi 3 octobre 2011

Convoqué le mardi 27 septembre 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 3 lundi octobre 2011 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Brahim ABOU, Stéphanie BLANPIED, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Christiane FOURTEAU, Audrey DE LA GRANGE, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Françoise PRUNIER.

Absents :

Martine PETITOUT, Gabrielle DELONCLE.

Inspection Générale Externalisée Organisation et Autorisation de signer les marchés correspondants

Au nom de la commission Monsieur LEVITA rapporte :

La ville de Montpellier est engagée dans un important chantier de modernisation administrative : développement d'outils de gestion tant internes (gestion dématérialisée des actes et du courrier..) qu'au service des usagers (Bambiné), rationalisation des achats (recensement précis des besoins, insertions de clauses sociales dans les marchés, achats groupés avec la Communauté d'Agglomération...), évaluation des politiques publiques.

De nouvelles règles ont été fixées en interne et de nouvelles exigences ont été posées quant à l'utilisation des moyens publics.

La suite logique de cette démarche consiste à présent à s'assurer du respect de ces nouvelles règles et exigences par la mise en place d'une inspection générale, comme il en existe dans un nombre chaque jour croissant de grandes collectivités.

L'objectif de l'inspection générale consiste à garantir à la collectivité l'exemplarité de son action sur le plan de la sécurité juridique et du bon usage des deniers publics.

Compte tenu des moyens dont dispose la Ville, le choix a été fait de recourir à une prestation externalisée pour remplir cette mission de manière à s'associer la compétence de cabinets réputés qui engagent leur expertise mais aussi leur responsabilité dans les audits qu'ils conduisent.

Un appel d'offres européen a donc été lancé avant l'été en vue de se doter d'une Inspection Générale Externalisée (IGE).

Les entreprises ont été amenées à candidater sur des besoins bien identifiés:

- une inspection interne des services de la ville (lot 1) amenée à intervenir dans les domaines les plus sensibles de l'activité municipale : la commande publique, la gestion et valorisation du patrimoine.

Il s'agira plus particulièrement de veiller à l'application correcte des procédures mises en place et à leur éventuelle adaptation. Le prestataire choisi pourra également intervenir sur d'autres domaines.

- une inspection externe des partenaires (lot 2) allocataires de fonds municipaux (prestataires, délégataires, associations subventionnées, satellites..).

Cette mission portera notamment sur le contrôle de l'usage des fonds alloués dans un souci de régularité et d'optimisation des actions financées.

Ces deux démarches participent d'une volonté unique d'amélioration continue, constructive, concertée, de nos actions. A ce titre, le cahier des charges du marché exige l'organisation d'une véritable procédure contradictoire.

Les inspections pourront être lancées sur la base d'une problématique constatée à un moment particulier. A ce titre, une procédure a déjà été mise en place afin de permettre aux agents de la municipalité de signaler tout élément leur paraissant justifier une attention particulière.

Ces signalements seront instruits par un comité de suivi de la sécurité juridique co-présidé, es - qualité, par l'Adjoint au Maire délégué à l'Administration Générale et le Directeur Général des Services. Ceux-ci seront assistés du responsable du Département Modernisation et de ceux de la Direction des Finances et du Conseil en Gestion et de la Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique.

Le comité, sur la base de cette instruction, soumettra à madame le Maire la validation d'une éventuelle inspection interne ou externe.

Il proposera en outre à cette dernière une programmation annuelle des inspections à réaliser.

Cette nouvelle étape permettra à la Ville de se doter de nouvelles capacités de pilotage, de modernisation et d'efficacité de ses politiques publiques.

En ce qui concerne le marché, les critères de jugement des offres pour le choix des prestataires étaient les suivants :

- La valeur technique au regard du mémoire technique (60% de la note)
- Le prix des prestations (40% de la note)

Lors de la commission d'appel d'offres en date du 20 septembre 2011, les lots suivants ont été attribués :

- Lot 1 à l'entreprise ERNST and YOUNG
- Lot 2 au cabinet ORFIS

En conséquence, il demandé au Conseil Municipal:

- d'approuver la mise en place d'une Inspection Générale Externalisée dont les objectifs ont été définis ci-dessus;
- de passer un marché avec chacune des entreprises retenues ;
- d'autoriser Madame le Maire ou son adjoint délégué à signer lesdits marchés ainsi que tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.



Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 04 10 2011

Séance publique du lundi 3 octobre 2011

Convoqué le mardi 27 septembre 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 3 lundi octobre 2011 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Brahim ABBOU, Stéphanie BLANPIED, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Christiane FOURTEAU, Audrey DE LA GRANGE, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Françoise PRUNIER.

Absents :

Martine PETITOUT, Gabrielle DELONCLE.

CARTE PROFESSIONNELLE MODIFICATION DU NOMBRE DE CARTES PROFESSIONNELLES ATTRIBUABLES

Au nom de la commission Monsieur LEVITA rapporte :

La carte professionnelle est un moyen de paiement efficace, pratique et simple, dont la mise en place, au sein de la Ville de Montpellier, a été autorisée par la délibération n° 137 du Conseil Municipal du 30 mars 2009.

La carte professionnelle est une carte à débit différé, établie au nom du bénéficiaire, adossée sur son compte bancaire personnel et destinée aux règlements de frais professionnels strictement définis et dans la limite des seuils fixés par la réglementation. Aucune dépense à caractère personnel ne pourra être payée avec cette carte.

Grâce à ce mode de paiement, la Ville de Montpellier gère les frais professionnels des titulaires de cette carte en évitant les avances de fonds par un débit différé et peut suivre, au vu de relevés périodiques, l'intégralité de leurs dépenses.

La BNP PARIBAS a été retenue comme prestataire pour l'attribution de la carte professionnelle par Décision n°204 du 04/05/2009. Cette Décision précisait également les modalités d'utilisation de la carte professionnelle.

La Délibération du Conseil Municipal n°573 du 13/12/2010 relative aux modalités et conditions de prise en charge des frais de déplacement des élus et personnalités extérieures invitées, a conduit la Ville de Montpellier à actualiser le règlement d'utilisation de la carte professionnelle, par Délibération n° 2011/377 du 25/07/2011.

La carte professionnelle a été mise en place à titre expérimental, en accord avec les services de la Trésorerie Municipale et de la Trésorerie Générale, et attribuée dans un premier temps à 5 personnes. L'utilisation de ces cartes permettant une réactivité dans la réalisation des missions du service public, et leur fonctionnement étant rigoureusement encadré, il est proposé de fixer à 7 le nombre de cartes professionnelles attribuables et de l'étendre :

- Au Directeur Général Délégué
- Au Directeur Adjoint de Cabinet

Il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- Approuver la délivrance de la carte professionnelle en limitant le nombre total de cartes à sept pour la Ville de Montpellier.
- Autoriser Madame le Maire ou à défaut Monsieur l'Adjoint Délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Publiée le : 04 10 2011



Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Séance publique du lundi 3 octobre 2011

Convoqué le mardi 27 septembre 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 3 lundi octobre 2011 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Brahim ABOU, Stéphanie BLANPIED, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Christiane FOURTEAU, Audrey DE LA GRANGE, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Françoise PRUNIER.

Absents :

Martine PETTOUT, Gabrielle DELONCLE.

Attributions de subventions à des associations et partenaires Exercice 2011

Au nom de la commission Monsieur LEVITA rapporte :

La Ville de Montpellier a toujours eu à cœur de contribuer au développement du tissu associatif sur la commune. Pour aider les différentes structures à mener à bien leurs activités, la Ville de Montpellier décide d'attribuer aux associations et partenaires figurant ci-dessous une subvention :

- Syndicat de la Métallurgie du Languedoc Roussillon – CFE - CGC

Le Syndicat de la Métallurgie du Languedoc Roussillon organise à Montpellier du 12 au 14 octobre 2011 son 42^{ème} congrès intitulé « Congrès écolo-tout à pied-congrès piéton ». Il est proposé au Conseil Municipal d'attribuer une subvention d'un montant de 28 000 €.

CODE	ASSOCIATION	FM	MONTANT	LDC	CHAP
5458	Syndicat de la Métallurgie L.R.	M	28 000 €	18891	920

- Montpellier Université I

Afin de contribuer à la sauvegarde du patrimoine exceptionnel que constitue le Jardin des Plantes de Montpellier, l'université Montpellier I a entrepris des travaux portant sur :

- Le transfert des serres Planchon et l'aménagement du plateau technique (570 000 €)
- La rénovation de la serre Martins (940 000 €)
- L'équipement de la serre martins (540 000 €)

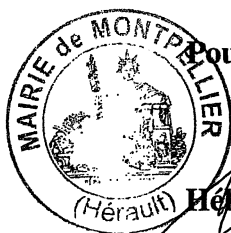
Par délibération en date du 27 juillet 2009, la Ville de Montpellier a attribué une subvention de 100 000 € pour le démarrage des travaux, il est proposé au Conseil Municipal de réaffecter la subvention de 2009, et d'attribuer une subvention complémentaire de 100 000 €, conformément aux engagements pris par la Ville sur ce projet.

CODE	ASSOCIATION	F/M/I	MONTANT	LDC	CHAP
3620	Montpellier Université I	I	200 000 €	11914	900

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de signature des conventions ;
- D'approuver les conventions types annexées à la présente délibération ;
- De prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2011 sur les imputations budgétaires citées ci-dessus ;
- D'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.



Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 04 10 2011

Séance publique du lundi 3 octobre 2011

Convoqué le mardi 27 septembre 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 3 lundi octobre 2011 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAoui, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Brahim ABBOU, Stéphanie BLANPIED, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Christiane FOURTEAU, Audrey DE LA GRANGE, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Françoise PRUNIER.

Absents :

Martine PETITOUT, Gabrielle DELONCLE.

Commission d'évaluation des transferts de charges de la Communauté d'Agglomération de Montpellier : adoption du rapport définitif pour l'exercice 2011

Au nom de la commission Monsieur LEVIT rapporte :

Conformément à l'article 86 de la loi n° 99-586 du 12 juillet 1999 qui organise la procédure d'évaluation des transferts de charges entre les communes et les EPCI à fiscalité propre dans le cadre du régime de la Taxe Professionnelle Unique dont la procédure est codifiée au Code Général des Impôts (article 1609 nonies C IV), la Communauté d'Agglomération de Montpellier a mis en place par délibération N° 4693 en date du 24 juin 2002 la Commission Locale d'Evaluation des Transferts de Charges.

Le projet de rapport 2011, a été soumis à la commission lors de la séance du 23 juin 2011 qui en a débattu et l'a approuvé à l'unanimité.

Le rapport 2011 établit, commune par commune, le montant définitif de l'attribution de compensation 2011 ainsi que le montant provisoire de l'attribution de compensation 2012.

Le Président de la commission a remis au Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier le rapport approuvé par la commission le 23 juin 2011.

Le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier a saisi les Conseils Municipaux des communes membres, afin que ceux-ci se prononcent sur le rapport 2011 de la Commission Locale d'Evaluation des Transferts de Charges.

L'approbation de ce rapport est soumise aux conditions habituelles de majorité qualifiée des conseils municipaux (2/3 des conseils municipaux représentant plus de 50% de la population ou 50% des conseils municipaux représentant plus de 2/3 de la population) prévues par l'article L.5211-5 II du C.G.C.T.

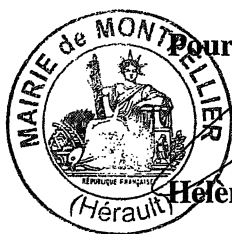
Une fois ce rapport approuvé, le montant des attributions de compensation est fixé définitivement pour 2011 et provisoirement pour 2012 au regard des transferts de charges réalisés.

Pour la Ville de Montpellier, l'attribution de compensation définitive pour 2011 est de 6 141 159,56 euros.

Il est proposé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- approuver le rapport 2011 de la Commission Locale d'Evaluation des Transferts de Charges, annexé à la présente délibération qui détermine le montant définitif de l'attribution de compensation 2011 et le montant provisoire de l'attribution de compensation 2012.
- autoriser Madame le Maire ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué aux Finances à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.



Pour extrait conforme, Madame le Maire

Helène MANDROUX

Publiée le : 04 10 2011

Séance publique du lundi 3 octobre 2011

Convoqué le mardi 27 septembre 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 3 lundi octobre 2011 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARJA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Brahim ABOU, Stéphanie BLANPIED, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Christiane FOURTEAU, Audrey DE LA GRANGE, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Françoise PRUNIER.

Absents :

Martine PETITOUT, Gabrielle DELONCLE.

Chambre Régionale des Comptes du Languedoc Roussillon – Rapport d'observations définitives sur l'examen de la gestion de la SERM

Au nom de la commission Monsieur LEVITA rapporte :

En application de l'article L.241-11 du Code des juridictions financières, le rapport d'observations définitives de la Chambre Régionale des Comptes de Languedoc Roussillon concernant l'examen de la gestion de la SERM sur les exercices 2033 et suivants doit faire l'objet d'une inscription à l'ordre du jour du Conseil Municipal du ___ octobre 2011, être joint à la convocation adressée à chacun de ses membres et donner lieu à un débat.

D'une part, en qualité d'actionnaire de la SERM, la Ville de Montpellier est satisfaite du constat établi par la Chambre Régionale des Comptes qui relève que l'activité de cette société "est planifiée selon des orientations précisément déterminées par le conseil d'administration et que les chiffres témoignent d'une forte croissance de l'activité, allant au-delà des prévisions", avec un investissement cumulé de 810 millions d'euros entre 2005 et 2009 au titre des opérations d'aménagement.

La Chambre Régionale des Comptes reconnaît également la bonne situation financière de la SERM en relevant une forte croissance de son bilan qui a progressé de 80% (161,7 M€ en 2005 à 292,9 M€ en 2009).

Ce constat témoigne de la dynamique et de la rigueur de gestion de la SERM, opérateur primordial pour l'aménagement et le développement de Montpellier et de son agglomération.

D'autre part, en qualité de commanditaire de la SERM, la Ville de Montpellier partage la position de cette société concernant les évolutions et adaptations qui sont apportées au contenu des opérations d'aménagement.

La Chambre Régionale des Comptes relève que les concessions d'aménagement menées par la SERM se déroulent sur de longues durées et qu'elles connaissent des modifications au cours de leur réalisation.

La SERM est un aménageur public et l'une de ses missions principales est de construire les quartiers nouveaux de Montpellier.

Concevoir et réaliser ces quartiers qui comptent à terme plusieurs milliers de logements et des équipements publics de proximité imposent forcément des périodes longues.

Ainsi, la durée moyenne des opérations d'aménagement est de dix à douze ans (Malbosc, Lironde, Ovalie, Richter notamment); seules quelques opérations exceptionnelles comme le quartier d'Antigone ou Port Marianne peuvent nécessiter une vingtaine d'années.

Sur de telles durées, la Ville et la SERM doivent intégrer les réflexions successives concernant l'organisation des quartiers et de leurs équipements d'accompagnement (crèches, écoles, stades,...), pour prendre en compte les besoins nouveaux des habitants, les temps de discussions et d'adaptation au contexte, les choix partagés avec la Ville pour réguler les offres sur le marché immobilier, l'évolution des conjonctures, ...

Pour faire face aux évolutions inéluctables dans la construction des quartiers, la SERM met à disposition de la Ville de Montpellier des outils de pilotage et d'information qui sont actualisés en permanence.

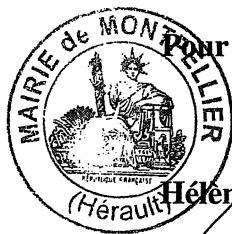
Des réunions de travail régulières et des échanges permanents avec des états complets et détaillés de la situation de chaque opération (qui vont bien au-delà des obligations légales en la matière), permettent à la Ville de Montpellier une parfaite maîtrise dans le contrôle d'évolution de ses opérations.

Par ailleurs, la Ville de Montpellier est satisfaite de noter que, dans le prolongement des préconisations formulées par la Chambre Régionale des Comptes, la SERM va engager la certification ISO 9001 de ses procédures Marchés ainsi qu'une évolution du mode de participation des représentants de Montpellier lorsque la SERM sollicite leur participation à des salons immobiliers internationaux tels que le MIPIM (un des trois plus importants salons immobiliers mondiaux) ou le SIMI (version française du MIPIM).

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- prendre acte du débat relatif au rapport d'observations définitives de la Chambre Régionale des Comptes de Languedoc Roussillon sur l'examen de la gestion de la SERM pour les exercices 2003 et suivants ;
- autoriser Madame le Maire de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.



Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 04 10 2011

Séance publique du lundi 3 octobre 2011

Convoqué le mardi 27 septembre 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 3 lundi octobre 2011 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHGA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAQOUI, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Brahim ABOU, Stéphanie BLANPIED, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Christiane FOURTEAU, Audrey DE LA GRANGE, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Françoise PRUNIER.

Absents :

Martine PETTOUT, Gabrielle DELONCLE.

Commission d'appel d'offres - Election des membres

Au nom de la commission, Madame Le Maire rapporte :

Suite à l'intégration de la majorité par un élu anciennement membre de l'opposition et siégeant à la Commission d'appel d'offres, il est nécessaire, afin de respecter la représentativité de l'opposition dans cette instance, de procéder à nouveau à l'élection des membres de la Commission d'Appel d'Offres.

Celle-ci est présidée de droit par le Maire, ou son représentant. Elle est composée de 5 membres titulaires et 5 membres suppléants.

En application de l'article 22 du Code des Marchés Publics, les membres de la Commission d'Appel d'Offres sont élus au scrutin de liste à la représentation proportionnelle au plus fort reste, sans panachage ni vote préférentiel. Les listes peuvent comprendre moins de noms qu'il n'y a de sièges de titulaires et de suppléants à pourvoir.

Ont été élus :

Titulaires :

- Tatiana Capuozzi-Boualom
- Michel Passet
- Max Lévida
- Frédéric Tsitsonis
- Marie-Josée Augé Caumon

Suppléants:

- Marlène Castre
- Michel Aslanian
- Hervé Martin
- Sarah El Atmani
- Arnaud Julien

Le conseil adopte.



Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 04 10 2011

Séance publique du lundi 3 octobre 2011

Convoqué le mardi 27 septembre 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 3 lundi octobre 2011 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARJA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Brahim ABBOU, Stéphanie BLANPIED, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Christiane FOURTEAU, Audrey DE LA GRANGE, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Françoise PRUNIER.

Absents :

Martine PETITOUT, Gabrielle DELONCLE.

Association MEDIA FORMA SUD

Désignation des représentants de la Ville au Conseil d'administration

Au nom de la commission, Madame Le Maire rapporte :

L'association Média Forma Sud a pour but la formation aux divers métiers de la Communication.
Son siège social est fixé à Montpellier – 43, rue Proudhon.

Conformément à l'article 6 de ses statuts, la ville de Montpellier, en tant que personne morale, membre actif, est représentée à l'assemblée générale de l'association Média Forma Sud par un représentant titulaire et un représentant suppléant.

Suite aux changements dans les délégations accordées par Madame le Maire aux Adjoints, et conformément aux dispositions de l'article L2121-33 du Code Général des Collectivités Territoriales, il convient de procéder à la désignation des nouveaux représentants.

Il est donc proposé au Conseil municipal :

- de désigner les représentants de la Ville dans cette instance

Ont été élus :

- Philippe Saurel
- Michaël Delafosse

Le Conseil adopte.



Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 04 10 2011

Séance publique du lundi 3 octobre 2011

Convoqué le mardi 27 septembre 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 3 lundi octobre 2011 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Brahim ABOU, Stéphanie BLANPIED, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Christiane FOURTEAU, Audrey DE LA GRANGE, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Françoise PRUNIER.

Absents :

Martine PETITOUT, Gabrielle DELONCLE.

Fédération Nationale des Métiers du Stationnement Désignation du représentant de la Ville

Au nom de la commission, Madame Le Maire rapporte :

La fédération nationale des métiers du stationnement est une association de type loi 1901 créée en 2004, ses objectifs sont de regrouper les professionnels dont les activités sont en relation avec le stationnement, qu'ils exercent dans le secteur privé ou public.

Cette fédération représente l'ensemble de la profession du stationnement auprès des instances publiques françaises ou européennes, et est l'interlocuteur des pouvoirs publics notamment pour l'élaboration des textes à caractère normatif touchant au stationnement.

La fédération nationale des métiers du stationnement constitue un lieu d'échanges et de débats pour les différents acteurs du stationnement dans le but de faire progresser les connaissances, de partager les expériences, d'enrichir les différents domaines de compétences qui composent le monde du stationnement.

Enfin, la fédération représente la France au sein de l'European Parking Association (EPA), l'association européenne des professionnels du stationnement.

La Ville de Montpellier, désireuse de soutenir les activités de cette fédération et de développer des relations avec d'autres villes concernées par la problématique du stationnement, est membre de la fédération nationale des métiers du stationnement.

A la suite de la modification des délégations consenties par Madame le Maire à ses Adjoints, et conformément à l'article L 2121-23, il convient de procéder à la désignation d'un nouveau représentant.

Il est donc proposé au Conseil municipal :

- De désigner le représentant de la Ville dans cette instance.

A été élu :

- Philippe Thinés

Le Conseil adopte.

Publiée le : 04 10 2011



Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Séance publique du lundi 3 octobre 2011

Convoqué le mardi 27 septembre 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 3 lundi octobre 2011 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUË, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Brahim ABOU, Stéphanie BLANPIED, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Christiane FOURTEAU, Audrey DE LA GRANGE, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Françoise PRUNIER.

Absents :

Martine PETITOUT, Gabrielle DELONCLE.

Festival International du Cinéma Méditerranéen de Montpellier France Désignation des représentants de la Ville

Au nom de la commission, Madame Le Maire rapporte :

L'association dénommée « Festival international du cinéma méditerranéen de Montpellier France » a pour but de développer la connaissance du cinéma méditerranéen et de promouvoir sa diffusion, et en particulier de concevoir et réaliser un festival de cinéma qui lui est principalement consacré. Elle pourra produire ou coproduire d'autres manifestations dans le domaine du cinéma et veiller à leur diffusion.

Conformément à l'article 5 des statuts de l'Association Festival International du Cinéma Méditerranéen de Montpellier France, la Ville de Montpellier, membre de droit, doit être représentée au sein de ladite association par 5 membres du Conseil Municipal et 2 représentants statutaires.

Suite à la modification des délégations consenties par Madame le Maire aux Adjoints, et conformément aux dispositions de l'article L2121-33 du Code Général des Collectivités Territoriales, il convient de procéder à la désignation des nouveaux représentants.

Il est donc proposé au Conseil municipal :

- De désigner les représentants de la Ville dans cette instance.

Ont été élus :

- Philippe Saurel
- Michel Passet
- Michel Aslanian
- Nadia Miraoui
- Agnès Boyer

Le Conseil adopte.



Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Séance publique du lundi 3 octobre 2011

Convoqué le mardi 27 septembre 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 3 lundi octobre 2011 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAoui, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Brahim ABOU, Stéphanie BLANPIED, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Christiane FOURTEAU, Audrey DE LA GRANGE, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Françoise PRUNIER.

Absents :

Martine PETTOUT, Gabrielle DELONCLE.

Festival international MONTPELLIER DANSE Désignation des représentants de la Ville au Conseil d'administration

Au nom de la commission Madame Le Maire, rapporte :

L'association Montpellier Danse a pour objet le développement de la danse, par la création, la production, l'organisation, l'exploitation, la gestion et la formation à Montpellier, en France et à l'étranger de toutes activités artistiques et culturelles.

Conformément à l'article 5 de ses statuts, la ville de Montpellier, membre de droit, est représentée par 3 membres du Conseil Municipal au Conseil d'administration de l'Association du Festival International de Montpellier Danse.

Suite à la modification des délégations consenties par Madame le Maire aux Adjoints, et conformément aux dispositions de l'article L2121-33 du Code Général des Collectivités Territoriales, il convient de procéder à la désignation des nouveaux représentants.

Il est donc proposé au Conseil municipal :

- De désigner les représentants de la Ville dans cette instance.

Ont été élus:

- Philippe Saurel
- Michaël Delafosse
- Frédéric Tsitsonis

Le Conseil adopte.



Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Séance publique du lundi 3 octobre 2011

Convoqué le mardi 27 septembre 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 3 lundi octobre 2011 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Brahim ABOU, Stéphanie BLANPIED, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Christiane FOURTEAU, Audrey DE LA GRANGE, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Françoise PRUNIER.

Absents :

Martine PETITOUT, Gabrielle DELONCLE.

Association FESTIVAL RADIO FRANCE et Montpellier Languedoc-Roussillon Désignation des représentants de la Ville au Conseil d'administration

Au nom de la commission, Madame Le Maire rapporte :

Le Festival de Radio France et Montpellier a été créé en 1985. Il rassemble, les deux dernières quinzaines du mois de juillet, plus de 100 000 spectateurs (114 500 pour pour l'édition 2007). Il propose des concerts payants et gratuits ainsi que des expositions et autres rencontres autour de la musique.

Pour Jean-Noël Jeanneney, Président-directeur général de Radio France en 1985, le festival entend « *concilier classique et inattendu, grands interprètes et jeunes espoirs, accents anciens et sonorités de demain... dans la grande tradition du service public ... qui, seul, peut offrir un si grand choix* »

Conformément aux dispositions statutaires de l'association, la Ville de Montpellier est représentée au sein du Conseil d'Administration par 2 membres désignés par le Conseil Municipal.

A la suite du renouvellement du Conseil municipal, et conformément aux dispositions de l'article L2121-33 du Code Général des Collectivités Territoriales, il convient de procéder à la désignation des nouveaux représentants.

Il est donc proposé au Conseil municipal :

- De désigner les représentants de la Ville dans cette instance.

Ont été élus :

- Madame Le Maire Hélène Mandroux
- Monsieur Philippe Saurel

Le conseil adopte.



Pour extrait conforme, Madame Le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 04 10 2011

Séance publique du lundi 3 octobre 2011

Convoqué le mardi 27 septembre 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 3 lundi octobre 2011 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Brahim ABOU, Stéphanie BLANPIED, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Christiane FOURTEAU, Audrey DE LA GRANGE, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Françoise PRUNIER.

Absents :

Martine PETITOUT, Gabrielle DELONCLE.

Association de l'Opéra et Orchestre National de Montpellier et de Languedoc-Roussillon - EUTERP Désignation des représentants de la Ville au conseil d'administration et à l'assemblée générale

Au nom de la commission Madame Le Maire rapporte :

L'association a pour objet la promotion de l'Opéra de Montpellier et de l'Orchestre National de Montpellier par la création, la production, l'organisation, l'exploitation, la gestion et la formation à Montpellier et sa région, en France et à l'étranger, de toutes activités lyriques, chorégraphiques, symphoniques, phonographiques, radiophoniques, télévisuelles, cinématographiques ou audio-visuelles et toutes autres activités conformes à son objet.

Lors de son Assemblée générale extraordinaire en date du 17 juin 2008, l'association a modifié ses statuts. Conformément à ces derniers, la Ville de Montpellier doit être représentée au Conseil d'administration par trois membres du Conseil Municipal.

Suite à la modification des délégations consenties par Madame le Maire aux Adjoints, et conformément aux dispositions de l'article L2121-33 du Code Général des Collectivités Territoriales, il convient de procéder à la désignation de nouveaux représentants.

Il est donc proposé au Conseil municipal :

- De désigner les représentants de la Ville dans cette instance.

Ont été élus :

- Philippe Saurel
- Philippe Thinès
- Perla Danan

Le Conseil adopte.



Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 04 10 2011

Séance publique du lundi 3 octobre 2011

Convoqué le mardi 27 septembre 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 3 lundi octobre 2011 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Brahim ABOU, Stéphanie BLANPIED, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Christiane FOURTEAU, Audrey DE LA GRANGE, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Françoise PRUNIER.

Absents :

Martine PETTOUT, Gabrielle DELONCLE.

Association La Comédie du Livre, Littérature et bandes dessinées Désignation des représentants de la Ville au Conseil d'administration

Au nom de la commission Madame Le Maire rapporte :

Conformément aux dispositions de l'article 5 des statuts de l'Association « La Comédie du Livre, Littérature et Bande Dessinée », la ville de Montpellier doit être représentée au sein du Conseil d'Administration par 2 membres du Conseil Municipal dont l'adjoint à la culture et 3 personnalités qualifiées désignées par le conseil municipal.

Suite aux changements dans les délégations accordées par Madame le Maire aux Adjointes, et conformément aux dispositions de l'article L2121-33 du Code Général des Collectivités Territoriales, il convient de procéder à la désignation des nouveaux représentants.

Il est donc proposé au Conseil municipal :

- De désigner les représentants de la Ville dans cette instance.

Ont été élus :

- Philippe Saurel
- Perla Danan

Le Conseil adopte.



Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 04 10 2011

Séance publique du lundi 3 octobre 2011

Convoqué le mardi 27 septembre 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 3 lundi octobre 2011 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAoui, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Brahim ABOU, Stéphanie BLANPIED, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Christiane FOURTEAU, Audrey DE LA GRANGE, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Françoise PRUNIER.

Absents :

Martine PETITOUT, Gabrielle DELONCLE.

Ligue mondiale des villes historiques Désignation des représentants de la Ville

Au nom de la commission, Madame Le Maire rapporte :

Créée en 1987, la Ligue Mondiale des Villes Historiques est une organisation internationale qui regroupe actuellement soixante et une villes aux patrimoines historiques prestigieux parmi lesquelles Cusco, Kyoto, Jérusalem, Rome, Athènes, Barcelone, Xi'an, Ispahan, Fès...

Montpellier y a adhéré en septembre 1996. Puisant dans leur expérience parfois pluri-millénaire, ces villes se sont regroupées en un forum permanent pour une réflexion commune dans les domaines spécifiques des villes historiques, mais aussi dans les domaines liés à la modernité du développement urbain : démocratie locale, qualité de la vie...

Les conférences de la ligue sont les temps forts de l'activité du réseau et se déroulent tous les deux ans dans une des villes membres. La première conférence a eu lieu à Kyoto en 1987. La 7^{ème} Conférence s'est déroulée en 2000 à Montpellier.

Suite aux changements apportés dans les délégations accordées par Madame le Maire aux Adjoints, et conformément aux dispositions de l'article L2121-33 du Code Général des Collectivités Territoriales, il convient de procéder à la désignation des nouveaux représentants de la ville de Montpellier.

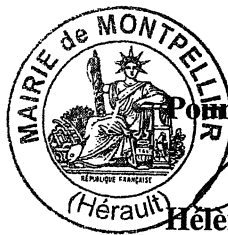
Il est donc proposé au Conseil municipal :

- De désigner les représentants de la Ville dans cette instance.

Ont été élus :

- Perla Danan
- Fanny Dombre-Coste

Le Conseil adopte.



Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Séance publique du lundi 3 octobre 2011

Convoqué le mardi 27 septembre 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 3 lundi octobre 2011 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Brahim ABBOU, Stéphanie BLANPIED, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Christiane FOURTEAU, Audrey DE LA GRANGE, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Françoise PRUNIER.

Absents :

Martine PETITOUT, Gabrielle DELONCLE.

VŒU DU CONSEIL MUNICIPAL 3 OCTOBRE 2011 Motion Palestine – ONU

Au nom de la commission, Madame Le Maire rapporte :

Considérant l'impasse des initiatives de paix au Moyen-Orient concernant la résolution de la situation entre Israël et la Palestine,

Considérant à ce titre l'expression de la Communauté Internationale dans le cadre de l'ONU et les nombreuses résolutions restées lettres mortes jusqu'à ce jour, en particulier :

- La résolution 181 du 29 novembre 1947 qui scelle la fin de la colonisation britannique et décide de la constitution de « deux Etats indépendants » et organise une vision de Jérusalem sous mandat de l'ONU,
- La résolution 194 du 11 décembre 1948 qui instaure un droit pour le retour des réfugiés palestiniens,
- La résolution 242 du 22 novembre 1967 qui ordonne à Israël de se retirer des territoires occupés et consacre « l'inadmissibilité de l'acquisition de territoires par la guerre ». En outre, cette résolution affirme, pour aboutir à une paix « juste et durable » la nécessité de garantir le « respect et la reconnaissance de la souveraineté, de l'intégrité territoriale et de l'indépendance politique de chaque état de la région et leur droit de vivre en paix à l'intérieur de frontières sûres et reconnues à l'abri de menaces ou d'actes de force »,
- La résolution 3236 du 22 novembre 1974 qui avance deux idées forces concernant les Palestiniens en déclarant leur « droit à l'autodétermination sans ingérence extérieure » et leur « droit à l'indépendance à la souveraineté nationale »,

Considérant le formidable mouvement, qui du Maghreb au Moyen-Orient ouvre les voies d'un avenir démocratique dans les pays de cette zone,

Considérant le rôle passé de notre pays pour affirmer le droit à l'autodétermination des peuples et du peuple palestinien en particulier,

Le Conseil Municipal de Montpellier

Constate la volonté du peuple palestinien et des responsables politiques de l'autorité palestinienne et de Gaza de déposer une demande de reconnaissance d'un Etat palestinien auprès de l'ONU et du Conseil de Sécurité,

Estime cette proposition comme relevant dans le droit fil des positions portées par l'ONU depuis la partition de la Palestine en 1947,

Considère légitime cette revendication qui peut être une nouvelle étape d'un processus conduisant à une paix juste et durable entre les protagonistes, tout en réaffirmant le droit à l'existence de l'Etat d'Israël, dans la paix et la sécurité.

Appelle le gouvernement français à s'engager fermement dans la continuité de ses engagements internationaux sur cette question et à utiliser son influence pour que cette demande trouve une issue positive lors du vote du Conseil de sécurité, sur la base de la résolution 3236 déjà citée qui, dans son alinéa 6, « Fait appel à tous les Etats et organisations internationales pour qu'ils aident le peuple palestinien dans sa lutte pour recouvrer ses droits, conformément à la Charte » (des Nations Unies).

Le Conseil adopte.



Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 04 10 2011